

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Rémy
Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie,
Jean-Pierre Molénat, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
19 Rue des Pyrénées - 91090 LISSES

Avertissement à nos lecteurs

Les articles publiés par les *CMO* relèvent tous de l'histoire complexe et plurielle du mouvement ouvrier. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de rédaction ou de tel ou tel membre de cette instance. Le courrier des lecteurs permet à ceux qui le souhaitent de contester le contenu des articles publiés, en tenant compte du principe énoncé ci-dessus

Site des CMO

Pour vous connecter : cahiersdumouvementouvrier.org

Ce site met en ligne tous les numéros d'avril 1998 à l'année 2012, tous les sommaires jusqu'au n° 72, un tableau classant plus de 1 200 articles par thèmes... Ce site sera progressivement enrichi (chaque année, quatre numéros de plus en ligne, les vidéos de conférences...) et son accessibilité améliorée.

Dès le numéro de mars 2020, tout l'effort des rédacteurs sera concentré sur la version numérique des CMO.

Sommaire

des cahiers du mouvement ouvrier n° 84

- Présentation p. 4

Dossier :

de la naissance du parti communiste chinois à l'écrasement de la révolution chinoise en 1927

- *La naissance du parti communiste chinois* - par François de Massot p. 6
- *La tragédie de la révolution chinoise de 1927* - par Roger Revuz p. 17
- *Chen Duxiu (1879-1942). Des Lumières à la révolution permanente*
par Rémy Janneau p. 26
- *Lettre de Chen Duxiu à tous les membres du Parti communiste chinois (1929)*.. p. 43
- *Lettre de Trotsky aux bolcheviks-léninistes chinois du 22 septembre 1932* p. 57

Etudes

- *Il y a 90 ans, la crise de 1929 éclatait* par Pierre Cise p. 64
- *Les intellectuels et la Première guerre mondiale (2^e partie)* par Alain Cuenot ... p. 78
- *Polonais rouges* par Eric Aunoble p. 85
- *Les « Marches de la Faim » et l'Assemblée Ouvrière de l'Alimentation Nationale (AOAN) au Chili 1918-1920* par Odile Dauphin p. 97

En défense de l'histoire du mouvement ouvrier

- *Le socialiste de « gauche » Charles Dumas contre la révolution russe*
par Jean-Jacques Marie p. 110
- *A propos de la préface d'Edwy Plenel à la réédition du livre de Trotsky,*
« Ma vie » par Jean-Jacques Marie p. 115
- *Une dénonciation de la terreur* par Jean-Jacques Marie p. 117
- *Hannah Arendt, une bonne réactionnaire...* par Jean-Jacques Marie p. 118

Un document exceptionnel

- *La crise de la révolution – les tâches du prolétariat* -
texte écrit par les trotskystes emprisonnés à la prison de Tcheliabinsk p. 120

Points d'histoire

- A propos de la célèbre phrase de Trotsky : « *les rapports d'Octobre vivent encore dans la conscience des masses.* » ou « *Quand la parabole du paquebot devient réalité* » - Jean-Jacques Marie p. 132
- *Tendances et fractions dans le bolchevisme* - Jean-Jacques Marie p. 135

Présentation

Jean-Jacques Marie

Ce numéro 84 des Cahiers du mouvement ouvrier est le dernier à sortir imprimé sur papier, les suivants étant destinés à paraître sur le site internet *cahiersdumouvementouvrier.org* déjà ouvert, mais encore embryonnaire et qui sera définitivement installé au tout début de février 2020.

Ce numéro d'abord prolonge, complète et parachève le dossier sur la révolution chinoise dont la première partie a été publiée dans le numéro 83 avec une étude sur les origines de la révolution dans la Chine du 19^e puis du début du 20^e siècle (1). Au cœur de cet ensemble, consacré pour près d'un tiers au parti communiste chinois et à sa fondation, étroitement liée au choc de la révolution russe et à la création de l'Internationale communiste, figure la personne de Chen Duxiu, co-fondateur, en 1921, et premier secrétaire général du parti communiste chinois. Une longue lettre de Chen Duxiu, dont la portée historique n'échappera pas au lecteur des CMO, illustre l'étude biographique qui lui est consacrée.

Ce numéro prolonge et complète le précédent sur un autre plan. Le numéro 83 avait reproduit de longs extraits d'un document, récemment retrouvé, des trotskystes soviétiques internés dans la prison de Tcheliabinsk, publié dans la revue de Lutte Ouvrière, *Lutte de classe*. Nous reproduisons un second texte émanant des mêmes trotskystes soviétiques, publié lui aussi dans la même revue, avec l'accord des responsables de cette dernière que nous remercions.

Ce numéro prolonge et complète encore le précédent en publiant la seconde partie de la conférence organisée par les CMO sur les intellectuels et la première guerre mondiale et, secondairement, en complétant la partie consacrée aux Points d'Histoire.

Ce numéro est complété par deux études, qui précisent certains aspects de l'histoire des révolutions : l'une porte sur le destin peu connu des révolutionnaires polonais qui ont participé à la révolution russe, surtout en Ukraine ; la seconde sur un épisode de la vague révolutionnaire au Chili en 1919-1920 : l'Assemblée ouvrière de l'alimentation nationale au Chili.

La défaite de la révolution en Europe a donné un souffle supplémentaire au capitalisme en décomposition. L'article sur la violente crise de 1929 illustre les conséquences de ce répit, offert au Capital par une social-démocratie arc-boutée sur la défense de la propriété privée des moyens de production et de son Etat, comme le soulignent les déclarations du guesdiste Charles Dumas reproduites dans ce numéro, cette défense qui a débouché sur la boucherie de la Deuxième guerre mondiale. ■

(1) Des exemplaires du numéro 83 restent encore disponibles.

**DE LA NAISSANCE
DU PARTI
COMMUNISTE
CHINOIS
À L'ÉCRASEMENT
DE LA RÉVOLUTION
CHINOISE EN 1927**

La naissance du Parti communiste chinois

Par François de Massot

Les commémorations battent leur plein. Au moment où ces lignes étaient écrites, le président de la République populaire de Chine et secrétaire du Parti communiste chinois, Xi Jinping, fêtait en grande pompe, par un impressionnant défilé militaire, le 70^e anniversaire de la naissance de la République populaire de Chine, à la suite de la victoire de Mao sur les troupes de Chang Kai Check. Il assurait que « rien n'empêcherait le peuple chinois de poursuivre sa marche en avant », alors qu'en même temps la police de son régime s'attaquait brutalement (pour la première fois, des armes à feu étaient utilisées) aux manifestations qui se poursuivaient à Hong Kong. 2021 marquera le centième anniversaire de la constitution officielle du Parti communiste chinois. Là aussi, les grandes déclarations ne manqueront pas visant à faire de l'organisation politique révolutionnaire, constituée à Shanghai en juillet 1921, le prédécesseur direct du parti-État tel qu'il existe aujourd'hui. Les hommages officiels tracent une ligne droite allant des premiers efforts d'organisation des révolutionnaires chinois gagnés à la cause de la révolution d'Octobre à la prise du pouvoir par les armées paysannes de Mao Tsé Toung en 1949 et avec le régime actuel.

Il est nécessaire de revenir sur les conditions précises dans lesquelles est né, en juillet 1921, le Parti communiste chinois. Cela signifie aller à la racine même des bouleversements révolutionnaires qui

secouent la Chine au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la révolution victorieuse d'Octobre. Cela signifie aussi démêler les fils de la réalité en opposant celle-ci aux constructions mythiques qui ont depuis sévi.

Par exemple, dans les statuts mêmes du Parti communiste chinois actuel, il est énoncé que « *les communistes chinois, avec le camarade Mao Tsé-toung comme principal représentant, ont créé la pensée Mao Tsé-toung en combinant les principes fondamentaux du marxisme-léninisme avec les expériences concrètes de la révolution chinoise* ». Bien évidemment, au moment où se constitue l'organisation politique appelée Parti communiste chinois, aucune référence n'est faite à la « pensée Mao Tsé-toung » et Mao, qui assiste en effet à ce congrès comme délégué du Hunan ne semble pas, d'après les témoignages d'autres participants, y avoir joué un rôle marquant. Dans la phraséologie officielle, la réunion de juillet 1921 marque le début de la « renaissance chinoise ». La réalité est bien plus complexe : la « renaissance chinoise » se manifeste dans l'explosion du 4 mai 1919 contre les « traités inégaux », qui ouvre une période de mobilisation populaire intense dans laquelle s'affirme l'existence d'un jeune mouvement ouvrier chinois et le début d'une mobilisation révolutionnaire de la paysannerie, mouvement qu'accompagne une grande fermentation intellectuelle.

Le congrès de juillet 1921



毛泽东 董必武 李达 刘任静 王尽美 陈公博



何叔衡 陈潭秋 李汉俊 张国焘 邓恩铭 周佛海

12 des 13 délégués au premier congrès du PC chinois : Mao Zedong, He Shuheng, Dong Biwu, Chen Tanqiu, Wang Jinmei, Deng Enming, Li Da, Li Hanjun, Zhang Guotao, Liu Renjing, Chen Gongbo et Zhou Fo-hai. (D.R.)

C'est dans ce contexte que va se tenir la réunion de juillet 1921, demeurée comme celle de la constitution du Parti communiste chinois (PCC). En fait, les choses ne sont pas simples. Comme l'écrit l'historien Alain Roux (1), les circonstances entourant cette réunion sont floues quant à son déroulement et quant à sa date. Les sources officielles parlent du 1^{er} juillet et toutes les recherches historiques concordent pour la situer le 30 juillet. De même, des incertitudes ont longtemps régné quant au nombre de participants, fixé parfois à douze, parfois à treize.

L'essentiel n'est pas dans ces détails, mais les signaler souligne que la version officielle donnée de ce congrès est une légende construite après coup.

Il y avait donc treize délégués venus de diverses régions de la Chine, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils étaient les délégués de tel ou tel organisme régional, car le PCC ne fonctionnait pas alors comme une organisation nationale centralisée dont les différentes composantes

auraient désigné des délégués. L'Internationale communiste (IC) était représentée par Sneevliet (2).

Les principaux théoriciens se réclamant alors du communisme et qui étaient au cœur des tentatives pour aboutir en Chine à la constitution d'une organisation centralisée sur la base du marxisme, comme Chen Duxiu (dont une étude biographique figure dans ce même numéro) et Li Dazhao (3), ne sont pas présents. Parmi les participants – qui représentent une organisation forte de seulement cinquante-sept militants –,



Henk Sneevliet, envoyé de l'IC en Chine (D.R.)

(1) Alain Roux, *Le singe et le tigre, Mao, un destin chinois* (Larousse, 2009).

(2) Sneevliet (dit Maring) 1883-1942. Socialiste hollandais actif en Indonésie dès avant la Première Guerre mondiale, expulsé d'Indonésie pour son combat anticolonialiste. Adhère au PC hollandais, secrétaire de la commission coloniale du II^e Congrès de l'Internationale communiste. Se range du côté de l'Opposition de gauche après 1927 mais rompt politiquement avec Trotsky en 1936. Fusillé par les nazis en 1942.

(3) Li Dazhao (1882-1927), professeur à l'université de Pékin. L'un des fondateurs du Parti communiste chinois, membre du comité central du PCC et aussi du comité exécutif du Kuomintang en 1924. Assassiné en 1927 par les troupes d'un « seigneur de la guerre ».

plusieurs quitteront le Parti communiste dans les mois qui suivent.

Dans cette mesure, le congrès de juillet 1921 ne peut être considéré comme un congrès de fondation au sens strict du terme, comme par exemple, le Congrès de Tours en France. Le deuxième et le troisième congrès du PCC, sur lesquels nous reviendrons, correspondent à une phase plus avancée de la constitution d'un



Peng Shuzhi (D.R.)

parti. Ce qui n'ôte rien à la signification de cette réunion de juillet 1921. Comme l'explique Peng Shuzhi, l'un des acteurs de la constitution du PCC avant de devenir l'un des dirigeants de l'Opposition trotskyste, ce congrès « a été un moment aussi utile que nécessaire d'un processus de lancement du PC chinois qui devait au total s'étaler sur près de deux ans » (4).

Le livre d'Harold Isaacs *La Tragédie de la révolution chinoise*, dont la première édition date de 1938, reste encore aujourd'hui indispensable à qui veut comprendre les développements révolutionnaires en Chine à partir de 1919 et le sort de la révolution chinoise de 1925-1927, et on sera amené, dans le cours de cet article, à s'y référer fréquemment. Cela ne signifie en aucun cas nier l'apport, depuis, de nombreux ouvrages qui ont apporté bien des éléments à la connaissance du mouvement communiste en Chine (5).

Le marxisme – sous la forme d'écrits le présentant, ou d'extraits des textes fondamentaux de ses fondateurs – n'a atteint la Chine que vers la fin du XIX^e siècle ou le début du XX^e – et encore très marginalement, en même temps d'ailleurs que ceux d'autres courants, en particulier l'anarchisme (6). Ce n'est en fait qu'avec la révolution russe et sa victoire que certains grands textes marxistes ont commencé à circuler largement parmi les intellectuels, comme *La Catastrophe imminente et les moyens*

de la conjurer, L'État et la révolution de Lénine et *Le Manifeste du Premier Congrès de l'Internationale communiste* rédigé par Trotsky. C'est donc à partir des conceptions bolcheviques que le marxisme pénètre en Chine.

Le 4 mai 1919 va profondément modifier la situation. La classe ouvrière, certes minoritaire en Chine (on évalue le nombre d'ouvriers à 3 millions environ), mais fortement concentrée, a commencé à s'affirmer sur le terrain revendicatif, mais qui n'a, jusque-là, joué qu'un rôle secondaire sur le terrain politique, tend à se placer au premier rang. On compte 100 000 grévistes dans la journée du 4 mai, qui ont donc débrayé pour des motifs politiques. La constitution d'une organisation communiste en Chine va donc se faire au travers de son intégration aux luttes de la classe ouvrière, dans le processus même de la formation d'un mouvement ouvrier.

Les intellectuels qui ont joué un rôle essentiel lors du mouvement du 4 mai et qui, pour certains, vont se reconnaître dans le marxisme, tiennent une grande place dans les premières phases de regroupement de militants se réclamant du communisme.

C'est donc d'une manière immédiate, et avant même les problèmes de tactique ou la discussion sur la manière dont doit être abordé le fait que la Chine soit dépecée et soumise à la domination impérialiste, que se trouve posé dans toute sa netteté le

(4) *L'Envol du communisme en Chine*, mémoires de Peng Sushu présentées par Claude Cadart et Cheng Yingxiang (Gallimard, 1983).

(5) Parmi lesquels, pour n'en citer que quelques-uns, une étude de Jean Chesnaux, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927* (Mouton, Paris 1962), le recueil de textes présentés par Pierre Broué *La Question chinoise dans l'Internationale communiste* (EDI, Paris 1965), la biographie de Mao par Alain Roux déjà citée, l'ouvrage indispensable de l'historien russe Alexander Pantsov, *The bolcheviks and the chinese révolution* (Curzon, 2000), qui n'est pas traduit en français et, dans les récentes publications *Et la voie fut tracée* de Stephen A. Smith (Les Nuits rouges, 2018).

(6) Voir à ce sujet l'article de Rémy Janneau *Quand la Chine s'éveille*, dans le numéro 83 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

passage au combat pour la révolution prolétarienne, et donc pour la révolution mondiale.

C'est ainsi qu'en janvier 1919 Li Dazhao publie dans le journal *Nouvelle Jeunesse* – fondé par Chen Duxiu – un article intitulé « *La victoire du bolchevisme* ». Li Dazhao écrit : « *Pour résoudre le problème de l'existence ou non de conditions économiques pour la construction du socialisme en Chine, on doit*

d'abord répondre à une autre question : est-ce que les préconditions économiques pour le socialisme existent à l'échelle mondiale ?

« *Bien qu'en Chine la contradiction entre le capital et le travail n'a pas atteint un degré central, néanmoins, il est inutile et déraisonnable de penser qu'un régime bourgeois puisse subsister longtemps ici* » (cité par Alexander Pantsov dans *The Bolsheviks and the Chinese Revolution*, d'après un recueil d'écrits de Li Dazhao traduits en russe).

Pour les militants qui commencent à se regrouper sur le terrain du communisme, c'est l'affirmation de ces principes qui est au centre. Dans les discussions du Premier Congrès, les questions relevant de la lutte anti-impérialiste, comme celles des alliances que le parti peut contracter, ne sont abordées que d'une manière générale. Le soulèvement de mai 1919 contre « les traités inégaux » a amorcé un mouvement puissant et durable contre la domination impérialiste et en Chine même contre ce qui est appelé « le militarisme », c'est-à-dire le pouvoir de fait exercé dans diverses régions par des chefs militaires se présentant auprès des puissances impérialistes comme les garants de l'ordre. C'est un mouvement qui met en jeu toutes les classes sociales, chacune d'elles tendant à affirmer ses propres intérêts de classe. Il en est ainsi de la faible bourgeoisie chinoise, divisée selon les différents impérialismes auxquels elle se heurte et avec lesquels elle cherche un



Li Dazhao, l'un des fondateurs du PC chinois (D.R.)

compromis. Il en est de même pour la classe ouvrière chinoise, encore numériquement réduite mais concentrée, qui a commencé à s'organiser sur le terrain syndical notamment et qui s'affirme comme un facteur politique indépendant. Cet éveil de la Chine est inséparable de l'impact des développements révolutionnaires mondiaux et donc de la révolution d'Octobre. C'est à un rythme accéléré que cette transforma-

tion va se poursuivre, posant en relation même avec la remise en cause de la domination impérialiste la question de quelle force sociale peut résoudre le problème de l'indépendance et de l'unité nationale, en se saisissant du pouvoir. Simultanément à la croissance d'une organisation se réclamant de l'indépendance nationale et de l'unité, se proclamant « au-dessus des classes » mais en fait dirigée et contrôlée par une fraction de la bourgeoisie nationale, le Guomintang, se renforcent dans tout le pays des organisations spécifiquement ouvrières c'est-à-dire, d'abord, des organisations syndicales.

Ce développement, nous l'avons vu, se traduit aussi sur le plan de la pensée. En particulier, les intellectuels engagés au premier rang dans le mouvement du 4 mai – comme Chen Duxiu et Li Dazhao – passent de la critique des « idées anciennes » et de l'aspiration à la démocratie au marxisme, c'est-à-dire à la reconnaissance de la lutte des classes comme principe moteur du développement économique, social et politique et à une vue internationale des problèmes.

À partir des groupes de discussion et de réflexion constitués dans les universités se pose la question d'intervenir directement dans les développements politiques qui secouent alors toute la Chine. Tout particulièrement, ces groupes vont chercher à se lier aux éléments d'avant-garde au sein de la classe ouvrière. C'est ainsi que se constitueront des groupes

politiques communistes, en entendant la formule « communiste » comme le ralliement politique à l'IC et à la nécessité de la formation, en Chine, d'un parti politique de la classe ouvrière, centralisé et indépendant de toutes les autres formations politiques.

C'est donc comme conséquence des tentatives de mise en place d'une organisation à l'échelle nationale de ces différents groupes que se tient, en juillet 1921, la réunion ensuite qualifiée de Congrès de fondation du Parti communiste chinois.

Comment s'est formé le Parti communiste chinois

Peng Shushi, qui fut l'un des fondateurs du Parti communiste chinois, l'un des collaborateurs les plus proches de Chen Duxiu, puis l'un des principaux organisateurs de l'Opposition de gauche en Chine, a écrit une longue introduction aux écrits de Léon Trotsky sur la Chine, publiés aux États-Unis (7). Cette introduction recoupe ce qui est écrit dans *L'envol du communisme en Chine*, mais, comme il s'agit d'un texte inédit en français, il est utile de le citer :

« *Le premier groupe communiste en Chine fut constitué à Shanghai en mai 1920 avec l'aide de Grigory Voitinsky, le premier*

représentant envoyé en Chine par l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky. Dès sa constitution, cette organisation se trouva face à trois tâches urgentes : comment recruter et former des cadres communistes, comment commencer à organiser des syndicats et comment répandre les idées communistes. Les partis communistes d'Occident, pour l'essentiel furent constitués par les militants ayant rompu avec les partis sociaux-démocrates sous l'impact de la révolution

victorieuse d'Octobre. Mais en Chine, ce n'était pas le cas, il n'y avait pas de tradition marxiste ni même de mouvement syndical moderne. Deux mois après la formation du groupe communiste à Shanghai, fut constituée la Jeunesse socialiste. Elle recruta des groupes de jeunes communistes pour qu'ils soient envoyés à Moscou pour y être formés. À partir d'août 1920, le groupe publia un hebdomadaire, Le Travailleur... En septembre, commença à paraître le fameux mensuel Nouvelle Jeunesse, publié par Chen Duxiu. La Nouvelle Jeunesse défendait ouvertement le marxisme et donnait des informations sur la véritable situation dans la Russie soviétique. Puis, en novembre, le groupe publia également un mensuel clandestin qui publiait les positions des bolcheviks : par exemple, cette revue publia le Manifeste de l'Internationale communiste écrit par Trotsky ainsi que le rapport de Lénine au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste. De plus, Nouvelle Jeunesse et Le Communiste publièrent plusieurs articles critiquant les théories anarchistes (car, à l'époque, les idées anarchistes étaient largement répandues au sein de la jeunesse la plus radicale) et la politique de collaboration de classes de la Deuxième Internationale tout en expliquant le concept de la dictature du prolétariat. C'est ainsi que les bases pour une organisation communiste en Chine furent établies. Grâce à l'activité continue du groupe communiste de Shanghai, vers octobre 1920, d'autres groupes communistes furent formés à Pékin, Wuhan, Changsha, Canton et Tsinan. C'est ainsi que fut constituée la base de la formation du parti communiste chinois en juillet 1921. »

Le congrès adopta une résolution sur les perspectives politiques de la nouvelle organisation, résolution qui dit notamment : « *Les forces révolutionnaires doivent, avec le prolétariat, renverser le pouvoir politique de la classe capitaliste,*

(7) Léon Trotsky *on China*, introduction de Peng Sushi (Monad Press, 1976).



Grigory Voitinsky dirige une délégation soviétique en Chine en 1920. (D.R.)

soutenir la classe ouvrière, dans le but d'abolir toutes les distinctions de classe. Nous défendrons la dictature du prolétariat jusqu'à ce que la lutte des classes prenne fin et que les distinctions de classe soient abolies. Nous défendons l'abolition de la propriété capitaliste, la confiscation des machines, des terrains, des usines, des produits semi-finis, etc. et leur transfert à la propriété publique. »

Ce qui donne toute sa place historique à ce premier congrès, c'est donc qu'il fixe la base de principe sur laquelle est constituée la nouvelle organisation. La stratégie et la tactique révolutionnaires en Chine, qui ne sauraient être définies sans se référer à l'expérience de la révolution russe mais aussi à l'élaboration de l'IC sur les rapports entre le mouvement national et anti-impérialiste et le combat émancipateur de la classe ouvrière, restent à définir.

Toutefois, ce premier congrès ne se limite pas à se revendiquer de la révolution prolétarienne et du bolchevisme. L'une des décisions importantes qu'il prend est de constituer un secrétariat visant à développer l'action et l'influence du parti au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier organisé.

Peng Shushi écrit à ce sujet dans le texte que nous avons déjà cité : *« Comme l'orientation générale du nouveau parti était l'orientation prolétarienne du bolchevisme, un secrétariat pour l'organisation du mouvement ouvrier fut constitué au sein du PCC. Des plans furent établis pour poursuivre le développement du mouvement ouvrier dans les centres industriels, les mines, les chemins de fer, en se plaçant au premier rang des luttes ouvrières et en participant à l'organisation des syndicats. C'est ainsi que le secrétariat appela à la tenue du premier congrès ouvrier de Chine, tenu en mai 1922 à Canton. Ceux qui participèrent à ce congrès représentaient 230 000 ouvriers organisés. En un an, le PCC s'était placé au centre du mouvement ouvrier. »*

La classe ouvrière brûle les étapes

Il est impossible de résumer en quelques lignes le bouleversement qui va s'opérer dans les rapports de classe en Chine à partir de 1911 et s'accélérer dans des proportions vertigineuses de 1915 à 1925, créant les conditions d'une lutte pour le pouvoir – c'est-à-dire d'une lutte pour prendre la tête du mouvement national et démocratique qui déferle sur toute la Chine – de la part du jeune prolétariat chinois. En moins de deux décennies, on passe d'une période où se défont les vieilles guildes, donnant naissance, d'une part, à des chambres commerciales et, d'autre part, à des syndicats, à une étape dans laquelle ces syndicats deviennent des syndicats de masse au sens le plus moderne du terme, où revendications politiques et revendications salariales qui se combinent dans des mouvements d'ensemble. *« En 1924, les ouvriers chinois s'étaient déjà engagés spontanément dans la voie de la révolution – l'élan révolutionnaire rayonnant des villes avait déjà gagné une partie de la paysannerie »*, résume Isaacs dans *La Tragédie de la révolution chinoise*.

Pour ne citer que quelques dates illustrant cette marche en avant :

- 1920 voit la grève victorieuse des syndicats des mécanos de Canton pour leur reconnaissance.

- En 1922, ce sera la grande grève des marins de Hong Kong, à partir de laquelle se tiendra, en mai 1922, le premier congrès national du travail à Canton.

- L'année 1923 verra les cheminots entrer dans la lutte pour la reconnaissance du droit syndical, pour l'augmentation des salaires et pour l'obtention d'une convention collective, qui aboutira à un conflit intense sur la ligne de chemin de fer Pékin-Hankow. Une sauvage répression cherche à briser le mouvement (60 ouvriers furent massacrés mais, une année plus tard, se tenait le congrès national des cheminots).

- Le 1^{er} mai 1925 se tenait un deuxième congrès national du travail, en même

temps que la première assemblée des associations paysannes. Le congrès du travail réunissait 230 délégués représentant près de 600 000 travailleurs organisés dans tout le pays. Ouvriers et paysans défilèrent ensemble. Il s'agissait, dit encore Isaacs, « *de la première manifestation formelle de solidarité entre ouvriers et paysans dans l'histoire chinoise* ».

C'est en lien avec ce mouvement que se renforce le Parti communiste chinois qui devait rassembler plus de 50 000 militants en cette année 1925.

C'est donc dans ce parti que vont être abordés les problèmes de définition de la stratégie correspondant aux principes et aux objectifs qui sont à la racine de son activité politique. Notamment, les problèmes posés par les revendications nationales et démocratiques liées à la situation de la Chine comme pays opprimé ainsi que la place de la révolution agraire dans l'ensemble des développements révolutionnaires. La constitution même du parti s'est faite au travers de l'adhésion à la III^e Internationale. Celle-ci vient de donner toute sa place, comme composante de la révolution prolétarienne internationale, au combat des peuples opprimés contre le colonialisme et la domination impérialiste, dans les thèses du II^e Congrès mondial. Comment ces thèses doivent-elles se traduire en chinois ?



Couverture du livre
Et la voie fut tracée
(D.R.)

Dans *Et la voie fut tracée*, ouvrage passionnant car il permet de suivre pas à pas le développement du mouvement ouvrier chinois jusqu'à la révolution de 1925-1927 et au travers de celle-ci, l'auteur Stephen A. Smith s'étonne que la perspective tracée lors du premier congrès du Parti communiste chinois soit celle de « *la révolution prolétarienne plutôt que de la libération nationale* » et

ajoute : « *Étant donné la présence de Sneevliet, cette perspective était quelque peu déroutante, puisque le deuxième*

congrès de la Comintern en juillet 1920 avait adopté des "thèses sur les questions nationales et coloniales" qui esquissaient une perspective de révolution en deux étapes pour les pays coloniaux et semi-coloniaux. » Interprétation des plus discutables. Il ne s'agit pas ici de mener une discussion sur les thèses du II^e Congrès mondial, mais, en référence à la Chine, le résumé qu'en donne Isaacs dans son livre *La tragédie de la révolution chinoise* correspond bien mieux à leur signification : « *Lénine proposait aux communistes des colonies de centrer leur action sur l'édification de partis ouvriers, même embryonnaires. Ces partis devaient viser à donner à la paysannerie la direction la plus radicale, ils devaient à tout prix préserver leur indépendance politique, même en coopérant avec les groupes bourgeois nationalistes. Ils devaient résister à une assimilation par ces mêmes groupes dont l'objectif était moins de transformer la société que de marchander avec les maîtres étrangers. C'était de fortes idées et de fermes conseils.* »

La politique menée par Staline et qui sera imposée au jeune Parti communiste chinois dans le cours de la révolution de 1925-1927 est en contradiction ouverte avec la politique révolutionnaire de Lénine.

Le II^e Congrès de juillet 1922

En juillet 1922 se tint le II^e Congrès du Parti communiste chinois. Ce congrès s'appuya sur les pas en avant dans la construction du parti et dans son intégration au mouvement ouvrier que nous avons évoquée plus haut. En même temps, il commença à aborder la question du rapport entre la lutte de la classe ouvrière et les tâches démocratiques et nationales posées par la situation concrète de la Chine.

À ce sujet, le manifeste du II^e Congrès écrit notamment :

« *Le soutien du prolétariat à la révolution démocratique n'équivaut pas à une capitulation devant les capitalistes. Ne pas*

LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

accepter la prolongation de l'existence du système féodal est une nécessité absolue pour mettre en avant le pouvoir du prolétariat. Cela va dans le sens des intérêts de classe du prolétariat.

« Le Parti communiste chinois est le parti du prolétariat. Ses buts sont d'organiser le prolétariat et de lutter pour l'établissement de la dictature des ouvriers et des paysans, l'abolition de la propriété privée et la constitution progressive d'une société communiste. Au moment présent, le PCC doit, dans l'intérêt des ouvriers et des paysans pauvres, appeler les travailleurs à soutenir la révolution démocratique et à former un front unique démocratique des ouvriers, des paysans pauvres et de la petite bourgeoisie. Au sein de ce front unique, dans l'intérêt des travailleurs, le PCC lutte pour la prise en charge des objectifs suivants. »

Les objectifs énumérés se montaient à sept, parmi lesquels *« l'élimination des cliques militaires et l'établissement de la paix, la liquidation de l'oppression internationale de l'impérialisme et l'indépendance complète de la nation chinoise, la reconnaissance du droit à l'auto-détermination des minorités nationales et la mise en place d'une législation favorable aux ouvriers, aux paysans et aux femmes »*.

Le manifeste poursuivait :

« Si nous appelons à une lutte commune pour la libération, les ouvriers et les paysans pauvres se rallieront à notre drapeau et la petite bourgeoisie se joindra à nous. Toutefois, les travailleurs ne doivent pas devenir l'appendice de la petite bourgeoisie et ils doivent, au sein de ce front unique, combattre pour leurs propres intérêts de classe. Il est donc essentiel que les travailleurs soient organisés dans un parti et pas seulement dans leurs syndicats. Veillant à leur indépendance de classe, les travailleurs doivent développer la force de leurs organisations de lutte pour aboutir à la constitution de soviets en lien avec la paysannerie pauvre pour réaliser leur libération complète. Le PCC est une section de l'Internationale communiste. Le

parti appelle les ouvriers et les paysans à rejoindre ses rangs pour les luttes à venir et appelle les masses opprimées de toute la Chine à combattre en commun avec les ouvriers et les paysans pauvres sous la bannière du parti et il espère que les masses révolutionnaires du monde agiront en commun. Seule l'alliance du prolétariat mondial et des peuples opprimés peut conduire à la libération du monde. »

Explicitement, ce congrès appellera à un front unique avec ce qu'il désigne comme *« les éléments révolutionnaires du Guomintang »* :

« Notre parti prend l'initiative d'appeler à une conférence à laquelle pourraient participer les éléments révolutionnaires du Guomintang et les socialistes révolutionnaires pour discuter la question de la création d'un front unique de lutte contre les seigneurs de la guerre de type féodal et contre tous les restes du féodalisme. C'est la lutte pour constituer un large front unique dans la guerre visant à libérer le peuple chinois d'un double joug – celui des puissances étrangères, et des militaristes en Chine même, une guerre qui est nécessaire et inévitable » (8).

Ainsi, le II^e Congrès, qui se tient sans la contribution de délégués de l'IC, aborde la question des relations avec le Kuomintang et pose la question du front unique anti-impérialiste.

En août 1922, Sneevliet revient à Shanghai et se réunit avec le comité central du PCC. Comme le Guomintang a refusé les propositions d'action commune avec le PCC, Sneevliet demande aux communistes chinois d'entrer dans le Guomintang. Cette proposition n'est acceptée qu'avec réserve et après que Sneevliet a invoqué la « discipline » à l'égard de l'Internationale. En juin 1923, le III^e Congrès du PCC ratifie cette décision en se référant à la résolution du comité exécutif de l'IC en date du 12 janvier de la même année qui dit notamment :

(8) Toutes les citations du manifeste du II^e Congrès du PCC sont tirées de l'introduction de Peng Shuzhi aux écrits de Trotsky en anglais (*Léon Trotsky on China*, Monad Press, 1976).

« *Compte tenu du fait que le mouvement ouvrier indépendant dans le pays est encore faible et comme la tâche centrale en Chine est la révolution nationale contre les impérialismes et leurs agents féodaux dans le pays et qu'en conséquence la classe ouvrière est directement concernée par la nécessité d'une solution au problème national-révolutionnaire, tout en étant insuffisamment différenciée comme une force sociale complètement indépendante, le comité exécutif considère qu'il est nécessaire que l'action entre le Kuomintang et le jeune PCC soit coordonnée.*

« *En conséquence, dans les conditions actuelles, il est utile que les militants du PCC demeurent au sein du Guomintang.* »

Cette décision tactique constitue-t-elle une préface consciente et délibérée à ce qui va suivre ? Pour Peng Sushi, il semble que ce soit le cas, car dans son introduction il parle d'un « *tournant vers le menchevisme* ». Il apparaît pourtant que la politique de la direction de l'IC à ce moment est une politique oscillante et tâtonnante où commence à s'affirmer la prééminence des intérêts immédiats de l'État soviétique isolé par rapport à la perspective révolutionnaire mondiale. Mais elle n'a pas encore la forme achevée qu'elle acquerra face à la montée de la révolution chinoise. On ne peut caractériser les positions politiques prises alors par les uns et par les autres en les jugeant rétrospectivement à l'aune des développements ultérieurs.

Dans de nombreux ouvrages – souvent fort estimables par les éléments qu'ils apportent –, il est souvent fait état, à propos de la constitution du PCC, d'une rivalité entre les sources nationales et l'influence russe ; cette opposition est en partie factice : c'est bien sûr, à partir de facteurs nationaux – eux-mêmes composantes d'une situation internationale – que s'enracine une organisation communiste, mais ce qu'on désigne parfois comme « l'influence étrangère » n'est que l'expression de la réalité de la lutte des classes internationale – tout particulièrement dans ce cas de la

révolution russe – dont font partie organiquement les bouleversements en Chine. Les militants qui reçoivent mandat de l'IC pour agir en Chine cherchent, au compte d'une politique internationale, à aider à la construction d'une organisation révolutionnaire ouvrière en Chine. Ils peuvent commettre des erreurs, ils sont, bien sûr, tributaires des contradictions qui émergent dans la politique de l'IC elle-même. Mais, voir en eux de simples émissaires ou des pionniers de la politique stalinienne qui s'affirmera pleinement plus tard, c'est simplifier la complexité d'une situation où tout n'est pas encore joué.

La politique d'entrée dans le Guomintang, adoptée par le III^e Congrès du PCC ne va pas empêcher ce dernier, en 1924 et 1925, (où se tiendra le IV^e Congrès national du PCC) de renforcer ses positions au sein du mouvement ouvrier et de jouer un rôle de plus en plus important dans les luttes de la classe ouvrière au fur et à mesure du développement impétueux de ces dernières.

Pour ce qui est des positions de Sneevliet lui-même, dans le rapport qu'il adresse à l'IC en 1922 où il explique la nécessité, selon lui, d'intervenir au sein du Guomintang, il insiste : « *Le petit groupe n'a pas à renoncer à son indépendance, bien au contraire.* » Revenant sur son activité, des années plus tard, dans un document préparé à la demande d'Isaacs, il explique comment sa tactique à l'égard du Guomintang était inspirée de son expérience à Java où les socio-démocrates indonésiens étaient intervenus avec succès au sein d'une organisation nationaliste ; il ajoute : « *Pour la Chine, il était d'autant plus nécessaire de souligner l'indépendance du parti communiste et du mouvement ouvrier... Tout dépendait de la capacité de nos camarades à maintenir leur indépendance et leur presse.* » Et il conclut : « *Ce qui est arrivé plus tard est clair. Devant la possibilité de développer un réel mouvement de masse et de réelles organisations de masse, les communistes devinrent les instruments des dirigeants du Kuomintang. En tant qu'instruments, on ne leur donna les mains libres que pour*

LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

forger les armes qui ne serviraient plus tard que... Tchang Kai-chek » (9).

Ce que Sneevliet résume dans ces dernières lignes, c'est la politique qui sera menée par la direction stalinienne face à la révolution prolétarienne ouvertement commencée en Chine en 1925 et qui fait l'objet d'un article dans ce numéro de la revue. C'est le développement même de la lutte des classes qui va trancher.

Comme l'explique clairement Isaacs : « *Au fur et à mesure que se développait le mouvement de masse, il engendrait de nouveaux alignements politiques et sociaux. On ne pouvait espérer que l'ouvrier continuerait longtemps à accepter la distinction formelle faite entre l'employeur étranger et l'employeur chinois – s'il existait pour lui une différence, elle résidait dans le fait que le dernier lui offrait sans doute de pires conditions de travail. On ne pouvait non plus espérer que le paysan se contente de ses propres intérêts, tels qu'il les comprenait. Les limites, formellement établies par les dirigeants du Guomintang, furent rapidement dépassées.* »

L'envol du communisme en Chine, le titre choisi pour les mémoires de Peng Sushi, est parfaitement pertinent. Cet envol sera foudroyé par la politique contre-révolutionnaire menée par la bureaucratie, en même temps que celle-ci commence à assurer en URSS même les conditions de son pouvoir.

Cela se marque dans la modification de la position de la direction de l'Internationale communiste vis-à-vis du Guomintang. Celui-ci n'est plus désigné comme « le parti de la bourgeoisie nationale » qui s'oppose à l'impérialisme, mais comme un parti qui rassemble les classes sociales antagonistes autour du combat contre la domination impérialiste. C'est alors que le Guomintang est étiqueté organisation sympathisante de l'IC et que Tchang Kai-chek devient membre d'honneur de son présidium – décision à laquelle Trotsky est le seul à s'opposer. C'est ce qui conduit à une situation où Borodine n'est pas le représentant de l'IC auprès de sa section chinoise mais le conseiller du

Guomintang. À ce sujet, Harold Isaacs souligne que cette distinction est loin d'être formelle. Elle est, en effet, indicative d'une politique qui soumettra les militants du Parti communiste chinois – dans et hors du Guomintang – à la direction de celui-ci, au moment-même où Tchang Kai-chek entame une offensive sanglante contre le mouvement ouvrier. Le Parti communiste chinois est décapité.

Dans plusieurs des ouvrages consacrés à la révolution chinoise et qui, répétons-le, contiennent nombre d'éléments nouveaux et importants, la discussion est parfois menée sur la « possibilité » ou non pour le prolétariat chinois de prendre le pouvoir en 1927. La réponse est souvent négative, appuyée sur la faiblesse numérique de la classe ouvrière en Chine à l'époque, sur la jeunesse et le manque d'expérience du prolétariat. Cette démarche conduit à absoudre ou à, en tout cas, minimiser ce qui est essentiel : la place de la direction et donc le rôle du stalinisme.

Léon Trotsky avait, en quelque sorte, commencé à répondre par anticipation à cette question dans un texte du 27 septembre 1926, intitulé : *Le Parti communiste chinois et le Guomintang*. Il commence par citer un texte du comité central du 14 juillet 1926 – en accord avec la ligne dictée par la direction de l'Internationale communiste – qui dit que les communistes doivent rester dans le Kuomintang car « *le Parti communiste ne peut par lui-même prendre la direction du prolétariat et derrière lui celle des masses opprimées dans leur ensemble* ». Trotsky commente : « *Ce type d'argument ne nous semble absolument pas convaincant. Aujourd'hui, personne ne peut prédire que le PCC se montrera capable dans le futur, comme en force indépendante et décisive, de conduire le prolétariat et la paysannerie à libérer et à unifier le pays (...). Évidemment, la lutte du Parti communiste pour établir son influence sur le prolétariat et pour permettre l'hégémonie de cette classe dans le*

(9) Cité dans les *Cahiers Léon Trotsky*, numéro 15 (septembre 1983).

mouvement national révolutionnaire n'aboutira peut-être pas à la victoire dans les prochaines années. Mais cela n'est pas un argument contre une politique de classe indépendante, politique qui est inconcevable sans une organisation de classe indépendante. »

Là est le fond de la question : l'indépendance de classe.

Les conséquences de la défaite organisée de 1927 furent immenses. À l'échelle mondiale, elle renforça l'isolement de l'URSS. En Chine, elle eut pour résultat plus de trente ans de dictature réactionnaire. Le massacre des cadres que le jeune prolétariat chinois s'était donnés interrompit l'affirmation politique de la classe ouvrière et donna par là même un cours particulier aux développements révolutionnaires après la Seconde Guerre mondiale.

L'examen de ces développements est bien évidemment en dehors des limites de cet

article. L'une des conséquences indéniables de ces développements, c'est l'existence aujourd'hui, en Chine, d'une classe ouvrière forte de 300 à 350 millions d'individus qui n'a cessé de chercher à faire valoir ses intérêts propres et ses revendications. Là réside la continuité d'avec la révolution de 1925-1927 et là est l'avenir.

Ce ne sont pas les bureaucrates qui peuvent se revendiquer de cette continuité. Ceux qui peuvent, aujourd'hui, se réclamer des aspirations révolutionnaires de 1925-1927 et donc de la base sur laquelle fut constitué le Parti communiste chinois, ce sont bien ces militants ouvriers qui combattent pour la constitution d'organisations ouvrières indépendantes et ces étudiants, se réclamant du marxisme, qui sont emprisonnés pour avoir exprimé leur solidarité à l'égard des travailleurs. ■

1925-1927 : Chine, la révolution étranglée⁽¹⁾

par Roger Revuz

« *La révolution chinoise de 1925-1927 demeure le plus grand événement de l'histoire moderne après la révolution de 1917* » (Léon Trotsky, 30 août 1930) (2)

Le « Mouvement du 30-Mai 1925 »

En février 1925, Shanghai connut le plus grand mouvement de grève depuis le mouvement du 4 mai 1919. Il concerna les travailleurs des usines japonaises de la ville. À l'origine, il s'agissait de protester contre la brutalité et les insultes des contremaîtres japonais. La grève commença le 9 février, elle était dirigée par le jeune communiste Li Lisan. Chaque usine se dota d'un comité de grève et forma des piquets pour maintenir l'ordre et lutter contre les « jaunes ». Les grévistes revendiquaient la fin des violences des contremaîtres et des augmentations de salaire. Mais très vite les dirigeants communistes se rendirent compte de la force des discours anti-impérialistes pour mobiliser les travailleurs et les travailleuses. Contrairement à ce que prétendit le Parti communiste chinois, la grève fut une défaite mais « *les travailleurs reprirent le travail dans une atmosphère de carnaval, avec des chansons, des bannières et des pétards, au grand dam de la police internationale. Car si les gains matériels étaient insignifiants, son impact sur le*

moral des ouvriers fut énorme. Pendant trois semaines, ils avaient mené la plus grande grève économique que connut Shanghai, au cours de laquelle ils apprirent beaucoup de choses sur l'organisation des conflits en milieu industriel. La grève avait donné un coup de pouce au syndicalisme dans la ville qui devait être durable » (3).

Le 15 mai 1925, à la suite d'un nouveau conflit à l'usine de filature japonaise numéro sept de la Naiga Waita Kaisha à Shanghai, les gardes ouvrirent le feu sur des ouvriers et ouvrières. Sept furent blessés et le jeune travailleur Gu Zhenghong succomba à ses blessures. Gu Zhenghong était un militant du Club ouvrier de Xiaoshadu (district ouvrier de Shanghai),

(1) En général, les historiens considèrent qu'au XX^e siècle la Chine a connu quatre révolutions : celle de 1911 qui renversa l'Empire et instaura la République, celle de 1913 avec le soulèvement contre la tentative de rétablissement de l'Empire par Yuan Shikai, la troisième entre 1925 et 1927 et enfin la quatrième, celle qui vit l'arrivée au pouvoir de Mao Tsé Toung en 1949 et la proclamation de la République populaire de Chine.

(2) Phrase extraite du *Manifeste aux communistes chinois et du monde entier !* Sur les perspectives et les tâches de la révolution chinoise, consultable sur le site *Matière et révolution*.

(3) Stephen A. Smith, *Et la voie fut tracée... Les débuts du mouvement communiste en Chine (Shanghai-1920-1927)*, Les Nuits rouges, 2019. On peut remercier les éditions Nuits rouges d'avoir traduit un livre publié en anglais en 2000.

club organisé par les militants du PCC (4). Le 30 mai 1925, une manifestation fut organisée à Shanghai pour protester contre l'assassinat de Gu Zhengong, manifestation à laquelle participèrent des ouvriers et des étudiants. Les manifestants pénétrèrent dans la Concession internationale et plusieurs d'entre eux furent arrêtés. Les manifestants se rassemblèrent devant le poste de police où leurs camarades étaient détenus pour exiger leur libération. Un officier britannique, pris de panique, donna l'ordre de tirer et douze étudiants furent tués. « *L'effet fut foudroyant et violent. Shanghai, la grande place forte étrangère avec ses banques et ses usines occidentales, ses concessions, fut paralysée par la grève générale. Même les domestiques abandonnèrent les maisons des étrangers. Ceux-ci, habitués depuis des dizaines d'années à considérer les Chinois comme autant d'animaux sales mais nécessaires, furent terrifiés de voir cette masse informe se lever pour leur envoyer leur main au milieu de la figure* » (5).

Le 31 mai 1925 fut créé le Syndicat général du travail de Shanghai en gestation depuis plusieurs semaines, avec à sa tête Li Lisan et Liu Shaoqi, deux militants communistes. Son objectif était de diriger la grève ouvrière. « *Les dirigeants communistes appelèrent à la grève générale ou "triple arrêt" conjoint des travailleurs, des étudiants et des milieux d'affaires pour protester contre les crimes de la police* » (6). Le Syndicat général du travail soutint ce mouvement de grève qui dura trois mois. Le nombre de syndicats augmenta et le PCC passa en quelques mois de 900 à 20 000 adhérents (7), mais surtout il devint un parti composé d'une majorité d'ouvriers. Par ailleurs, son organisation de jeunesse, la Ligue de la jeunesse communiste, vit également ses effectifs augmenter et se prolétarianiser.

Le mouvement du 30-Mai se dota d'un organe de direction, l'Union du travail, du commerce et de l'éducation (UTCE) pour coordonner le « triple arrêt ». D'après l'historien Stephen A. Smith, le PCC y jouissait « *d'une influence très im-*

portante mais non écrasante ». L'UTCE élaborait un programme en 17 points qui comportait des revendications sociales, parmi lesquelles le droit de grève et de former des syndicats et des revendications anti-impérialistes telle que l'abolition de l'extraterritorialité (8).

Le 23 juin 1925, des ouvriers, des étudiants et des élèves officiers armés manifestaient dans les rues de Canton. Alors que les manifestants tentaient de traverser le pont Shakeelu qui menait à la Concession franco-britannique de Shamian, la police militaire franco-britannique ouvrit le feu et cinquante-deux manifestants furent tués. Quand la nouvelle du massacre parvint à Shanghai, elle renforça la détermination des grévistes.

La fusillade du 23 juin 1925 à Canton provoqua la grande grève-boycott de Hong Kong (9) qui dura jusqu'en octobre 1926. « *La grève générale et un boycott des marchandises britanniques furent immédiatement déclarés. Hong Kong, la forteresse de la Grande-Bretagne en Chine, était complètement paralysée [...]. Plus de cent mille ouvriers de Hong Kong entreprirent l'action sans précédent d'évacuer la ville pour se rendre vers Canton. La grève immobilisa toute*

(4) Claude Cadart/Cheng Yingxiang, *Mémoires de Peng Shushi, l'envol du communisme en Chine*, p. 416, Gallimard, 1983 (Peng Shushi était membre du comité central du PCC, il rejoindra l'Opposition de gauche internationale).

(5) Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, p. 104, Gallimard, 1967. Ce livre connut une première édition en anglais en 1938 avec une préface de Trotsky puis une seconde en 1951 ; il ne fut traduit en français qu'en 1967.

(6) Stephen A. Smith, *op. cit.*, p. 148.

(7) *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, présentation de Pierre Broué, EDI Paris, 1965.

(8) Dans la Concession française comme dans la Concession internationale, les étrangers jouissaient d'exemptions d'impôts, de l'immunité devant les lois chinoises. Par ailleurs, les droits de douane perçus par l'État chinois dans les « ports ouverts » étaient limités à 5 % de leur valeur. On trouvait la même situation à Canton et dans d'autres villes portuaires.

(9) La grève-boycott de Hong Kong est le cadre du roman d'André Malraux *Les Conquérants* publié en 1928.

l'activité industrielle et commerciale étrangère [...]. Des piquets de grève furent institués, formant une armée permanente de deux mille hommes, et un barrage hermétique fut disposé autour de Hong Kong et de Shamian. Des représentants étaient élus [...] pour participer à une conférence de délégués qui, à son tour, choisissait un comité exécutif de treize membres [...]. Un tribunal de grévistes fut mis en place pour juger ceux qui transgressaient le boycott » (10). Les grévistes de Hong Kong furent soutenus par les Unions paysannes qui organisèrent des patrouilles le long de la côte afin d'assurer un blocus total de la ville.

Le mouvement de masse ouvrier et paysan permit au *Guomindang* (*Kuomintang*), le parti de la bourgeoisie nationale, de consolider son pouvoir dans la province du Guangdong (11) et d'en chasser définitivement les dernières troupes des « seigneurs de la guerre » (12). En juillet 1925, un nouveau gouvernement nationaliste présidé par Wang Jingwei (13), dirigeant de l'aile « gauche » du *Guomindang*, fut formé à Canton. Cette aile gauche se revendiquait de Sun Yat Sen, décédé en avril 1925, initiateur de la ligne de coopération avec l'URSS et le Parti communiste chinois. Mais, à l'intérieur du *Guomindang*, une aile droite représentant les intérêts de la bourgeoisie compradore, la bourgeoisie chinoise la plus liée aux impérialistes, commençait à s'inquiéter de la puissance du mouvement ouvrier et paysan, mouvement dans lequel les communistes jouaient un rôle prépondérant mais sans que ceux-ci pensent « *jamais à lui donner une orientation politique autonome. Cette tendance avait été rejetée autoritairement en exécution des ordres venus de Moscou. L'éducation politique des communistes, et partant celle qu'ils donnaient au peuple, consistait à encourager les illusions à propos du Guomindang* » (14). En août 1925, le chef de l'armée nationaliste, impliqué dans l'assassinat du ministre des Finances, un des leaders de l'aile gauche du *Guomindang*, fut démis de ses fonctions. Il fut remplacé par Chiang Kai-shek qui était jusqu'alors directeur de

l'Académie militaire de Huangpu (Whampoa) (15), un district de Canton. L'Académie fondée en mai 1924 par Sun Yat Sen était chargée de former les cadets de l'armée nationaliste. Elle était encadrée par de nombreux conseillers militaires soviétiques dont le général Blücher, Zhou Enlai, un des dirigeants du PCC, y fut un temps un des instructeurs politiques.

Proche de Sun Yat Sen dont il avait intégré l'état-major militaire, Chiang Kai-shek avait été envoyé à Moscou étudier les méthodes de l'Armée rouge. Il était le protégé de Borodine (16), le représentant soviétique auprès du gouvernement de Canton. À cette époque, Chiang-Kai-Shek n'hésitait pas à célébrer « *l'alliance avec l'Union soviétique, avec la révolution mondiale* ». Mais à l'automne 1925, les dirigeants de droite du *Guomindang*, réunis sur le tombeau de Sun Yat Sen, décidèrent d'engager la lutte contre le communisme.

À la même époque, Chen Duxiu, dirigeant du Parti communiste chinois, proposa la sortie des communistes du *Guomindang* afin de s'organiser face aux menées contre-révolutionnaires, mais le comité central du Parti communiste chinois, suivant les consignes de l'Internationale communiste, dirigée par Staline et Boukharine, leur imposa de rester dans le *Guomindang*.

(10) Harold Isaacs, *op. cit.*, p. 105.

(11) Le Guangdong est la province dont Canton est la capitale.

(12) Dans les premières années de la République de Chine proclamée en 1911, le pouvoir est disputé entre différentes factions (ou cliques) militaires dirigées par un général, un « seigneur de la guerre ». Ces factions militaires se font régulièrement la guerre entre elles en cherchant le soutien d'une puissance impérialiste.

(13) Rival de Chiang Kai-shek, Wang Jingwei, leader de l'aile « gauche » du *Guomindang*, sera pendant la Seconde Guerre mondiale le président d'un gouvernement fantoche établi avec la protection de l'armée japonaise.

(14) Harold Isaacs, *op. cit.*, p. 120.

(15) Huangpu est le nom en mandarin, Whampoa en cantonais.

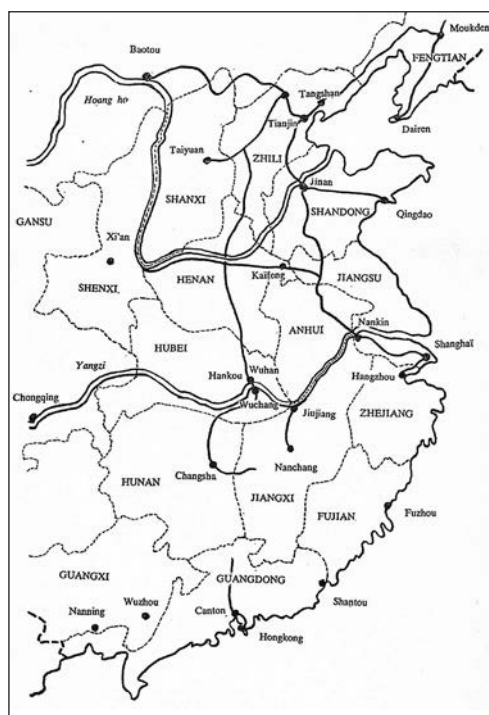
(16) Voir note 11.

20 mars 1926, le coup de Canton

Au petit matin du 20 mars 1926, prenant prétexte du mouvement de la Canonniers *Chungshan* commandée par un officier de marine communiste devant l'Académie de Huangpu (Whampoa), Chiang Kai-shek proclama la loi martiale, fit fermer le quartier général du comité de grève Canton-Hong Kong, confisqua toutes les armes des piquets de grève, fit arrêter les commissaires politiques, en majorité communistes, attachés aux unités de l'armée nationaliste et consigna les conseillers soviétiques chez eux. Le président de « gauche » du gouvernement, Wang Jingwei, transmit ses pouvoirs à Chiang Kai-shek... et s'embarqua pour la France, prétextant une maladie ! En agissant ainsi, Chiang Kai-shek démontrait à la bourgeoisie et aux impérialistes qu'ils pouvaient compter sur lui pour mettre au pas le mouvement des masses. Le coup du 20 mars 1926 (l'IC préféra parler « d'incident ») eut des répercussions dans les campagnes du Guangdong : il déclencha une brutale contre-attaque des propriétaires fonciers contre les Unions paysannes et entraîna l'assassinat de dirigeants paysans. Le 15 mai 1926, le comité central exécutif du *Guomindang* décida de limiter la place et le rôle des communistes dans le parti nationaliste avec notamment l'interdiction de se grouper et de s'organiser à l'intérieur du *Guomindang*. Une partie du comité central du PCC, avec Chen Duxiu, considéra qu'il fallait sortir du *Guomindang*, mais Borodine lui répondit que « la présente période est une période dans laquelle les communistes doivent faire le travail des coolies pour le *Guomindang* » (17). La réaction des communistes à « l'incident » du 20 mars fut pour le moins très modérée. Borodine, selon Chiang Kai-shek lui-même fut « conciliant » et « raisonnable » (18). Les responsables communistes chinois continuèrent à dissimuler l'identité réelle des auteurs des attaques dans les campagnes. Les conseillers soviétiques refusèrent de donner 5 000 fusils pour armer les ou-

vriers et les paysans du sud et continuèrent à approvisionner en armes l'armée de Chiang Kai-shek (19). La presse russe et communiste internationale fut tenue dans l'ignorance des faits. Ceux-ci furent cachés au comité exécutif de l'Internationale communiste et même à son Présidium... mais le *Guomindang* fut admis comme parti sympathisant de l'Internationale communiste par le bureau politique du Parti communiste de l'URSS (seul Léon Trotsky vota contre).

L'Expédition du Nord



Carte administrative de la Chine en 1926 (D.R.)

En 1926, l'autorité du gouvernement nationaliste ne s'exerçait que dans le sud du pays, plus précisément dans la province

(17) Lettre de Chen Duxiu à tous les membres du PCC du 10 décembre 1929 publiée dans *La Question chinoise dans l'IC*, op. cit.

(18) Jacques Guillerma, *Histoire du Parti communiste chinois (1921-1943)*, p. 105, Payot, 1968.

(19) Lettre de Chen Duxiu à tous les membres du Parti communiste chinois, op. cit.

du Guangdong. Après la mise au pas du mouvement ouvrier et paysan à Canton et dans le Guangdong, Chiang Kai-Shek entreprit, le 9 juillet 1926, la conquête militaire du centre et du nord de la Chine, ce qu'on appela *l'Expédition du Nord* destinée à réunifier le pays et à en chasser les *seigneurs de la guerre*. Les masses ouvrières et paysannes, convaincues que l'Armée nationale révolutionnaire de Chiang Kai-Shek leur apporterait une amélioration de leur sort et de leurs conditions de vie, se soulevèrent à l'annonce de son arrivée et celle-ci n'eut « rien d'autre à faire que d'occuper les territoires qui leur étaient apportés sur un plateau » (20). Au fur et à mesure de l'avancée des troupes nationalistes, les paysans refusaient de payer les loyers aux propriétaires fonciers et très rapidement se mirent à s'emparer des terres. Toujours soucieux de préserver « l'unité » avec le *Guomindang*, et suivant toujours les consignes de Borodine et des délégués de l'Internationale communiste, les communistes chinois, redoutant les « excès » du mouvement de masse paysan, s'efforçaient de le freiner. En novembre 1926, le gouvernement nationaliste s'installa à Wuhan sur les rives du Yangtsé. En mars 1927, deux ministres communistes y entrèrent : l'un comme ministre de l'Agriculture, l'autre comme ministre du Travail.

En février 1927, alors que les troupes de l'Armée nationale révolutionnaire avançaient sur Shanghai, la grève générale fut proclamée et se transforma en insurrection armée, mais selon Harold Isaacs, les troupes de Chiang Kai-shek mirent l'arme au pied pour laisser à Li Baozhang, le commandant de la garnison de Shanghai, le temps d'organiser une *Terreur blanche* qui consistait notamment à décapiter tout militant ouvrier ou étudiant surpris à distribuer des tracts (21). Stephen A. Smith, s'il ne rejette pas totalement cette hypothèse, pense plutôt que les unités qui arrêtèrent leur marche sur Shanghai attendaient des renforts. Cette insurrection échoua et la répression s'abattit sur les insurgés. Le PCC relança alors sa politique

de *Terreur rouge*, qui consistait à éliminer physiquement les « chiens courants, connus pour avoir fait arrêter des syndicalistes et des membres du parti » (22).

Le 21 mars 1927, le Syndicat général du travail de Shanghai et les communistes déclenchèrent une nouvelle grève générale des ouvriers, des étudiants et des marchands et appelèrent à l'insurrection. Le communiste Zhou Enlai, un temps instructeur à l'Académie militaire de Huangpu, avait été chargé de réorganiser les piquets de grève ouvriers. Pour Stephen A. Smith, les piquets jouèrent, certes, le rôle principal pour venir à bout des troupes nordistes mais ils « n'ont jamais été la seule force de combat sur le terrain, et le rôle joué par les sociétés secrètes [...], les milices marchandes – sans parler de l'intervention de l'Armée nationale révolutionnaire – priva le PCC d'une victoire militaire décisive ». Le 23 mars, Shanghai était aux mains des insurgés (23) à l'exception de la Concession internationale et de la Concession française qui avaient été fortifiées et étaient défendues par 22 400 soldats étrangers dont 16 000 Britanniques, 3 000 Américains, 2 000 Japonais et 1 000 Français. De plus [...], 3 000 soldats britanniques étaient cantonnés dans les quartiers chinois de la ville (24).

Dès son arrivée à Shanghai le 26 mars 1927, Chiang Kai-shek prit contact avec les milieux occidentaux, la Chambre de commerce et le gangster Huang Jirong, un des chefs de la Bande Verte (25). « Les

(20) Harold Isaacs, *op. cit.*, p. 149.

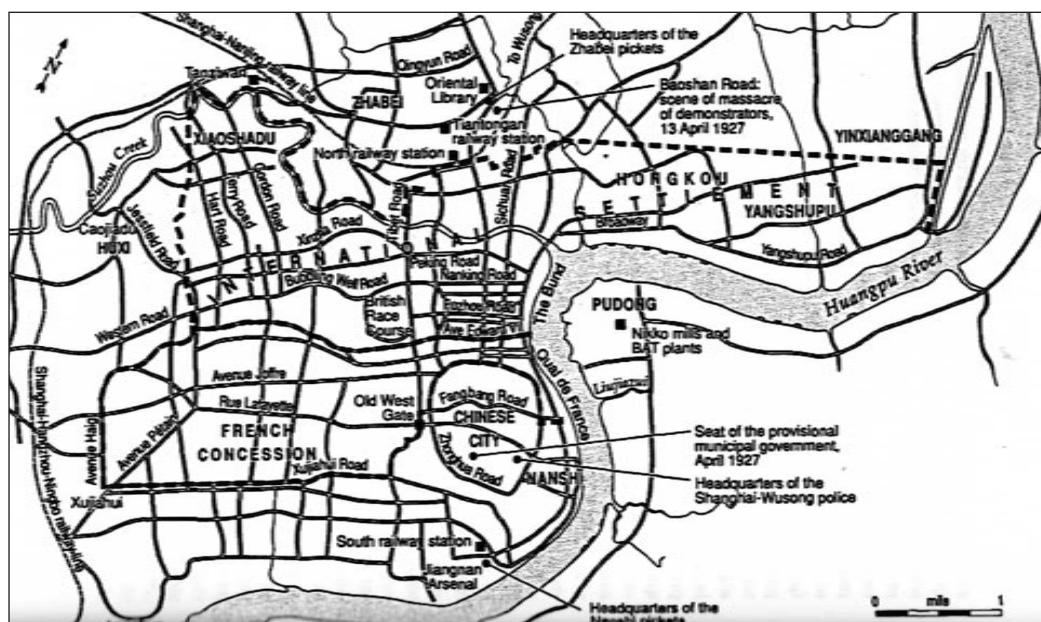
(21) Stephen A. Smith, *op. cit.*, p. 252.

(22) Stephen A. Smith, *op. cit.*, p. 260.

(23) L'insurrection de Shanghai est au cœur du roman d'André Malraux, *La Condition humaine*. On y voit que les militants communistes de base avaient bien conscience que Chiang préparait la contre-révolution. Malraux y évoque, à travers le personnage de Tchen, la politique terroriste du PCC et, à travers celui de Kio, l'Opposition de gauche, qu'il ne connaît sans doute pas mais que Malraux lui, connaissait.

(24) Stephen A. Smith, *op. cit.*, p. 246.

(25) D'après l'historien Harold Isaacs, Chiang Kai-shek était membre de la « Bande Verte » ou « Société Verte » depuis 1911. *Op. cit.*, p. 116.



Shanghai en 1927 (source : *Et la voie fut tracée/Nuits rouges*). (D.R.)

banquiers et les marchands [chinois] avaient vu se transformer les grèves en grève générale et la grève générale en insurrection. La conquête ouvrière de Shanghai leur avait apporté le levier dont ils avaient besoin pour faire pression sur les étrangers et leur arracher la reconnaissance d'une égalité plus grande, mais elle les avait également avertis qu'il était temps de se débarrasser de cette arme dangereuse que constitue le mouvement des masses [...]. L'écrasement du mouvement de masse constituait une condition essentielle à la réussite de l'opération en cours entre le capital chinois et le capital étranger. Ils savaient maintenant qu'ils pouvaient compter sur Chiang Kai-shek, le fils prodigue de retour dans leur giron, pour mener à bien cette tâche » (26).

Alors que Chiang Kai-shek à Shanghai fomentait l'écrasement des communistes, Chen Duxiu signait le 4 avril 1927 une déclaration commune avec Wang Jingwei, le leader du Guomindang « de gauche » dans laquelle il était dit que « l'exclusion [du Guomindang] et la suppression des syndicats ne pourront jamais arriver [...]. Nous devons continuer à nous en tenir à la base

commune de la révolution, nous devons abandonner les soupçons réciproques, rejeter les médisances et les ragots et nous respecter mutuellement... Alors tout ira bien pour nos deux partis et pour la révolution. » En 1929, dans sa lettre aux communistes chinois, Chen Duxiu qualifia cette déclaration de honteuse.

Bao Changxi, commandant des troupes de l'Armée nationale révolutionnaire (un ancien « seigneur de la guerre » rallié) qui entrèrent dans Shanghai, ne cachait pas son intention de désarmer les piquets et de « ramener l'ordre ». Les délégués de l'Internationale communiste ordonnèrent aux communistes de cacher et d'enterrer leurs armes « afin d'éviter un conflit armé entre les ouvriers et Chiang Kai-shek, afin de pas troubler la Concession de Shanghai par une lutte armée » (27) et de ne pas mettre en danger le « Front uni » avec le Guomindang.

(26) Harold Isaacs, *op. cit.*, p. 183. Chiang avait commencé sa carrière à Shanghai après la révolution de 1911, il y avait été courtier à la Bourse et s'était lié aux banquiers de la ville.

(27) Lettre de Chen Duxiu aux communistes chinois, *op. cit.*, p. 299.

Le coup de force du 12 avril 1927

Dans la soirée du 11 avril 1927, Du Yuesheng, un des chefs de la Bande Verte, invita à dîner le communiste Wang Shouhua, président du Syndicat du travail de Shanghai ; des hommes de main s'emparèrent de lui et l'exécutèrent. Au petit matin du 12 avril 1927, des groupes de gangsters avec un brassard blanc portant l'inscription « gong » (travail), s'attaquèrent au quartier général du Syndicat général du travail dans le district de Zhabei et au quartier général des piquets installé dans l'Oriental Library. Les gangsters étaient appuyés par des troupes sûres de l'Armée nationale révolutionnaire. Les syndicalistes opposèrent une résistance acharnée. Les combats firent, d'après un rapport de la police municipale contrôlée par les Britanniques, près de quatre cents morts ; d'autres estimations firent état de sept cents tués. Ceux qui résistaient étaient abattus sur place, les survivants étaient enchaînés et exécutés quelques rues plus loin.



Décapitation d'insurgés durant le massacre de Shanghai (D.R.)

Le 13 avril, le Syndicat général du travail (SGT) lança un mot d'ordre de grève mais il était trop tard. Cent mille ouvriers cessèrent le travail mais la grève fut un échec. Le SGT appela à la reprise du travail le 15 avril. « *Les puissances étrangères coopèrent directement au règne de la terreur instituée dans toute la ville. La contribution des autorités françaises fut tout spécialement remarquée, le corps de police de la Concession française étant dirigé par Huang Jinrong, "le Grêlé" en personne, un des triumvirs des bas-fonds*

de Shanghai » (28). La liquidation du mouvement ouvrier et communiste se poursuivit dans les provinces où elle avait parfois commencé avant le 12 avril. La répression fut particulièrement lourde à Canton : 2 100 suspects, pour la plupart communistes, furent arrêtés (29). Ceux qui n'étaient pas arrêtés plongèrent dans la clandestinité. À Pékin, quelques jours avant le 12 avril, le « seigneur de guerre » Zhang Zuolin avait fait perquisitionner l'ambassade soviétique et 36 militants avaient été arrêtés dont Li Dazhao, un des fondateurs du Parti communiste chinois. Celui-ci ainsi que dix-neuf autres communistes furent condamnés à mort et exécutés par strangulation le 28 avril.

Le 13 avril 1927, alors que la répression faisait rage à Shanghai, répression qu'ils ne pouvaient ignorer, les représentants de l'Internationale communiste, l'Indien M. N. Roy, le Français Jacques Doriot, l'Américain Earl Browder et le Britannique Tom Mann, télégraphièrent à Chiang Kai-shek pour lui demander de ne pas prendre d'initiative unilatérale. À Moscou, Staline finissait par admettre la « *trahison de Chiang* » mais affirmait que « *les événements avaient complètement et entièrement confirmé la justesse de la ligne de l'Internationale communiste* » !

Après le 12 avril, Chiang Kai-shek rompit avec le gouvernement de Wuhan et installa son gouvernement à Nankin. Les communistes continuaient de soutenir le gouvernement de Wuhan dirigé par le *Guomindang* de « gauche » Wang Jingwei. Lors de son cinquième congrès fin avril 1927, le Parti communiste, qui jusqu'alors avait freiné le mouvement paysan, adopta le principe de la confiscation des terres... sauf pour les terres appartenant à des propriétaires qui avaient un parent officier dans l'Armée nationale révolutionnaire. Problème, la plupart des officiers étaient liés à des propriétaires ! Le congrès affirma que la tâche la plus importante était « *d'unir tous les éléments*

(28) Harold Isaacs, *op. cit.*, p. 228.

(29) Histoire du Parti communiste chinois, *op. cit.*, p. 129.

révolutionnaires sous la bannière du Guomindang ». Autrement dit le Parti communiste poursuivait une politique qui avait mené au massacre des ouvriers. Mais en faisant mine de soutenir les paysans, il effrayait les nationalistes de « gauche » du *Guomindang*.

À Moscou, Trotsky, à la tête de l'Opposition unifiée à la direction Staline-Boukharine, déclara qu'il était urgent d'adopter une nouvelle ligne politique qui garantirait l'indépendance politique et organisationnelle des communistes. Le 18 mai 1927, il mit en garde les communistes chinois : « *Les dirigeants du Guomindang de gauche, du type Wang Jingwei et compagnie vous trahiront inévitablement si vous vous mettez à la remorque de Wuhan, au lieu de mettre sur pied vos propres soviets indépendants. La révolution agraire est une chose sérieuse. Les politiciens du genre Wang Jingwei à la moindre difficulté s'uniront dix fois avec Chiang Kai-shek plutôt qu'une fois avec les ouvriers et les paysans* » (30).

La prédiction de Trotsky ne tarda pas à se réaliser. En juin, le gouvernement de Wuhan réprima les grèves et les mouvements paysans et commença la chasse aux communistes qui furent exclus du *Guomindang* de « gauche ». Les ministres communistes du gouvernement démissionnèrent, celui de l'agriculture s'excusa pour son échec à « *remettre le mouvement paysan sur une juste voie* »... En juillet 1927, le gouvernement de Wuhan s'effondra et Wang Jingwei rallia le gouvernement de Chiang Kai-shek à Nankin. Partout la contre-révolution triomphait.

Le 7 août 1927, à Wuhan, se tint une conférence extraordinaire du Parti communiste chinois en présence de Lominadzé (31), représentant de l'Internationale communiste et homme de confiance de Staline. Chen Duxiu, absent de la conférence, y fut condamné pour « opportuniste de droite » et on en fit le seul responsable de la défaite, lui qui n'avait fait que suivre, souvent avec réticence, les consignes venues de Moscou ! Chen Duxiu sera exclu du Parti communiste en 1929 et rejoindra l'Opposition de gauche internationale.

La Moisson d'Automne et la Commune de Canton

Pour Staline, estimant que la bourgeoisie chinoise s'était « *discréditée* » et avait « *abandonné* » la révolution (sic), il fallait passer à l'offensive... à un moment où la répression faisait rage. « *[alors que] le mouvement était anéanti, les communistes survivants étaient jetés sans pitié du compromis le plus extrême à l'aventurisme le plus extrême, dans l'espoir qu'une action militaire à contretemps pourrait leur faire retrouver ce qui avait été irrémédiablement perdu* » (32). En septembre 1927, le Parti communiste déclencha une série d'insurrections dans quelques provinces de Chine centrale et même dans certains districts du nord : ce furent « *les soulèvements de la Moisson d'Automne* ». Partout les communistes se heurtèrent à un manque d'enthousiasme de la part des masses ouvrières et paysannes et toutes ces insurrections échouèrent lamentablement. Entre le 10 et le 13 décembre 1927, la politique aventuriste du Parti communiste culmina à Canton où les communistes organisèrent une insurrection et proclamèrent la Commune. Mais très peu d'ouvriers les rejoignirent. Les ouvriers de Hong Kong ne manifestèrent aucune sympathie pour l'insurrection pas plus que les paysans de la province. La répression du soulèvement fit des milliers de victimes et les militants du Parti communiste furent traqués sans pitié.

La conséquence ultime de cette politique aventuriste fut que le Parti communiste fut chassé des villes. En avril 1927, le

(30) Cité par Harold Isaacs dans *op. cit.* p. 242.

(31) Longtemps stalinien convaincu, Besso Vissarion Lominadzé (1898-1934 ou 1936 selon les sources) s'opposera néanmoins à Staline devant le désastre de la collectivisation forcée. Il présentera, avec Sergueï Syrtsov, une plate-forme demandant la destitution du secrétaire général. Accusé d'avoir organisé un « *bloc droitier de gauche* » (!!), il sera exclu du comité central puis rétrogradé au commissariat au Commerce puis à Magnitogorsk. Un suicide lui évitera d'être arrêté à la veille de la Grande Terreur. Syrtsov sera exécuté en 1937.

(32) Harold Isaacs, *op. cit.*, p. 331.

Parti communiste comptait plus de 60 % d'ouvriers, un an plus tard ce pourcentage tombait à 15 % et l'historien Harold Isaacs cite un rapport officiel de 1928 du Parti communiste qui admet que celui-ci ne comptait plus la moindre cellule saine parmi le prolétariat industriel. Et Harold Isaacs d'ajouter : « *À leur manière les ouvriers rendaient leur verdict sur ce parti qui les avait conduits au désastre. Ils ne devaient pas regagner ses rangs ; et le caractère essentiellement non urbain du Parti communiste chinois, caractère qui tire son origine de ces événements, devait subsister jusqu'à la prise du pouvoir [en 1949].* » Les militants communistes, quelques ouvriers et des intellectuels qui avaient réussi à échapper à la répression fuirent dans les campagnes pour se mettre à la tête de bandes de partisans ; de là surgirent des « armées rouges » qui menèrent une lutte de guérilla contre les troupes du *Guomindang* et qui firent allégeance au Parti communiste. Mais comme l'analyse Trotsky en 1932 (33), ces « armées rouges » restaient des armées paysannes dirigées par des révolutionnaires se disant communistes mais sans appui sérieux dans le prolétariat. Il met en garde contre le risque que, lorsque les « armées rouges » rentreront dans les villes, « *les commandants et les commissaires [de ces armées apparaîtront] comme les maîtres incontestés de la situation [...], ils seront avant tout enclins à regarder les revendications des ouvriers comme mal venues. [...] Ainsi, en Chine, les causes et les motifs d'une conflagration entre l'armée paysanne par son contenu et petite-bour-*

geoise par sa direction – et les ouvriers existent. » La coupure du Parti communiste chinois avec le prolétariat est assez bien illustrée par l'anecdote que raconte l'historien Roland Lew à propos des communistes chinois à Shanghai en 1949 : « *Ils s'y sentent tellement "déconnectés" qu'ils vont même jusqu'à aborder des militants trotskystes, pourtant abhorrés (et qui seront d'ailleurs emprisonnés et peut-être "liquidés" plus tard) pour recueillir des informations sur un mouvement qu'ils avaient cependant dominés vingt ans plus tôt, et dont ils ignorent presque tout maintenant* » (34).

La défaite de la révolution chinoise eut des conséquences en URSS. Trotsky et l'Opposition de gauche avaient eu raison de critiquer la politique de soutien inconditionnel au *Guomindang* et de mettre en garde les communistes chinois contre le retournement prévisible de la bourgeoisie chinoise contre le mouvement ouvrier et paysan. Staline ne pouvait admettre que son infailibilité fut ainsi mise en question. Il engagea la répression contre l'Opposition de gauche. En décembre 1927, le Ve Congrès du Parti communiste de l'URSS exclut tous les opposants qui furent arrêtés, emprisonnés ou condamnés à l'exil. ■

(33) Léon Trotsky, *La guerre des paysans en Chine et le prolétariat (Lettre aux bolcheviks-léninistes)*, 22 septembre 1932, dans *Écrits*, tome 1 (1928-1940), éditions Marcel Rivière, 1955 (consultable sur le Net).

(34) Roland Lew, *Mao prend le pouvoir*, éditions Complexe, 1981.

Chen Duxiu (1879 – 1942) *Des Lumières à la révolution permanente*

Par Rémy Janneau



Chen Duxiu (D.R.)

« Si les historiens n'en restent pas aux succès ou aux échecs des héros, ils peuvent reconnaître que dans la Chine du début du XX^{ème} siècle, Chen Duxiu occupe une place unique. »

(Pleurons monsieur Chen Zhonghu Xiansheng (1)– *L'impartial de Chongqing* – 29 mai 1942)

Homme des *Lumières* et pourfendeur de l'obscurantisme, journaliste de talent et acteur de la révolution bourgeoise puis dirigeant communiste, Chen Duxiu fut en une vie Voltaire, Camille Desmoulins et Gracchus Babeuf. Leader du mouvement du 4 mai (2) puis fondateur du Parti communiste, Il fut aussi l'incarnation de ce que Lénine et Trotsky appelaient la «*transcroissance de la révolution démocratique en révolution socialiste* » (3).

(1) - Chen Zhonghu Xiansheng prendra pour nom de plume Chen Duxiu (Duxiu signifie *beauté solitaire*, du nom d'une montagne de sa région natale) en 1914.

(2) - Sur les événements antérieurs à 1920, voir l'article *Quand la Chine s'éveille. Aux sources d'une révolution*, publié dans le n°83 des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*.

(3) - Formule de Lénine reprise par Trotsky dans *La révolution permanente* (Gallimard, collection *Idées*, 1963, pages 49 et 104).

Homme des Lumières et homme d'action

Dans une thèse de doctorat publiée en 1984, Yves Nalet l'a défini comme « *un opposant de toujours* » (4). Cette opposition aux forces conservatrices, à l'impérialisme, plus tard au stalinisme, vient de loin. Bachelier puis candidat à la licence en 1896-97, Chen s'insurge, en effet, contre l'archaïsme et la complexité absurde d'un système d'examens conçu par et pour une élite de mandarins (5), contre l'usage d'une langue figée depuis deux millénaires et des sujets qui sont autant de défis à l'intelligence (6). Loin d'être purement intellectuelle, cette révolte est liée à une réflexion politique : les règles de composition imposées et l'ésotérisme des textes soumis aux candidats, sont en décalage total avec la gravité d'une situation qui voit la Chine humiliée et bientôt démembrée. La vie adulte de Chen Duxiu commence ainsi par le triple rejet de traditions millénaires, de la classe dominante des lettrés dont il est lui-même issu et d'un ordre impérial soumis aux puissances étrangères.

De la période antérieure au 4 mai 1919, on retient généralement sa critique du confucianisme et des institutions momifiées de la Chine impériale. Il instruit, en effet, au nom de la Raison, le procès des traditions, des « *vieux préjugés* », des « *vieilles méthodes* », de la « *vieille façon de respecter les choses en place* » (7), qui sont autant d'obstacles à la modernisation et à la libération de la Chine. Ses attaques contre les institutions prennent parfois des chemins détournés. Très francophile (8), il traduit – très librement – en 1904, les dix premiers chapitres des *Misérables* (9). A défaut d'une grande fidélité à l'oeuvre de Victor Hugo (10), le lecteur y trouve en filigrane une vive critique de la société chinoise et un appel à la révolution.

Nous aurons à revenir sur l'homme des *Lumières* et sur les multiples facettes d'un talent qui lui fait embrasser tous les domaines de la connaissance et l'ensemble des problèmes de son temps. Il convient cependant d'insister tout d'abord sur l'une

des constantes de son engagement : le rejet de l'héritage culturel des mandarins. Résolument moderniste, il préfère le roman

(4) - Yves Nalet - *Chen Duxiu (1879-1915) Formation d'un intellectuel révolutionnaire* – Thèse dactylographiée – EHESS – Paris – 1984 – Page 288. Direction Lucien Bianco. Cette thèse extrêmement intéressante comporte en annexe une liste complète des écrits de Chen Duxiu. Pour ceux qu'elle pourrait intéresser, il en existe trois exemplaires : deux sont déposés à la bibliothèque interuniversitaire Cujas (Paris), un troisième au Centre technique de l'enseignement supérieur de Marne-la-Vallée (77).

(5) - Lauréat des examens du 1^{er} degré (bachelier), il échoue aux épreuves provinciales (la licence) et opte alors pour une formation moderne dans une école de construction navale d'Hangzhou, l'*Ecole de recherche de la vérité*, où il suit des cours dispensés en langue française. Cette hypothèse, généralement admise, a été contestée par certains spécialistes chinois de Chen Duxiu. L'historien Shen Li, interviewé en 1982 par Yves Nalet, soutient ainsi que Chen Duxiu n'a jamais fréquenté l'*Ecole de recherche de la Vérité* où l'on n'aurait, du reste, jamais enseigné quoi que ce soit en matière de construction navale... (Voir Y. Nalet – *Op. cit.* Page 47).

(6) - A l'un des examens de 1^{er} degré, il eut à traiter le sujet suivant : « *des poissons et des tortues plus qu'on en peut manger, du bois* » ! Il s'agissait de fragments d'une citation de Mencius... que le candidat était censé connaître par cœur. « *A sujet illogique, réponse illogique* ». Sans aucun souci de clarté ni de cohérence, Chen émaille sa copie de noms savants et de caractères compliqués. Et il est reçu 1^{er}! (*Autobiographie*, citée par Y. Nalet – *Op. cit.* - Page 29).

(7) - *La jeunesse* – 15 septembre 1915. Cité par Harold Isaacs – *La tragédie de la révolution chinoise* – Gallimard – 1966 - Pages 85-86. Voir aussi *Cahiers du Cermtri* n° 135 – Page 23.

(8) - Suivant une tradition née au début des années 30 (vraisemblablement à l'occasion de son procès), Chen Duxiu aurait effectué, entre 1907 et 1910, un séjour de plusieurs mois à Paris. Les sources étudiées, dans sa thèse, par Yves Nalet semblent démentir la réalité de ce voyage nécessairement long, coûteux et impossible à situer dans une chronologie déjà très dense. Voir Yves Nalet – *Op. cit.* – Page 237-238. En revanche, les fils de Chen ont effectivement séjourné en France au début des années 20.

(9) - Selon Yves Nalet, Chen ne maîtrisait pas encore suffisamment le français pour traduire Hugo. Le texte chinois serait une retraduction d'une version anglaise ou japonaise.

(10) - Jean Valjean y détousse, au coin d'un bois, un Chinois du nom de Ming Nande qui vient de le délivrer du bagne de Toulon, les personnages naviguent entre Shanghai et Paris où l'un d'entre eux envisage d'ouvrir une fumerie d'opium !

à la poésie et au commentaire, genres prisés des lettrés. Il ne s'agit pas cependant d'une simple affaire de goût. Il écrira lui-même d'ailleurs de nombreux poèmes. Là encore, le fond de la question est politique. Soucieux de l'éducation du peuple dont la sujétion séculaire est, à ses yeux, cause du retard de la Chine, Chen oppose la langue vernaculaire (*bahua*) à la langue classique, très complexe et apanage des mandarins. La modernisation et la simplification de la langue chinoise seront, pendant deux décennies, l'axe directeur de son combat. Il est, avec Hu Shi et Lu Xun (11), l'un des pères de la langue chinoise moderne et, pour reprendre la formule de son biographe, Yves Chevrier, « *l'inventeur de la modernité en Chine* » (12).

L'homme de culture est aussi un homme d'action. De retour du Japon où il a fréquenté des cercles d'étudiants révolutionnaires, il crée, en 1903, sur le modèle de la *Jeune Italie* de Mazzini (13), une *Association de la jeunesse* (14) qui diffuse parmi les étudiants les idées révolutionnaires et qui se propose de pratiquer le sabotage. Après l'accord sino-russe du 8 avril 1902 qui vassalise la Mandchourie, Chen dénonce vigoureusement cette renonciation de la Chine à toute souveraineté et s'engage très activement dans la résistance à l'impérialisme russe. Poursuivi en raison de sa prise de parole lors d'un meeting tenu à Anqing, capitale de l'Anhui, le 17 mai 1903, il doit se réfugier à Shanghai où il fonde le *National* (*Guomin Riribao*) dans lequel il fustige le confucianisme, les coutumes et les superstitions qui « *tiennent la Chine en esclavage depuis 3000 ans* » (15).

Le *National* cessant de paraître, suite aux tracasseries administratives et en raison d'un conflit interne (16), il regagne l'Anhui, sa région natale. Il y crée le *Quotidien de l'Anhui* (*Anhui Suhuabao*) dans lequel il préconise le développement industriel, dénonce la mainmise étrangère sur les richesses minières, tient une rubrique militaire, critique les traditions, plaide pour la culture, particulièrement pour une solide éducation scientifique. Tous ces thèmes ont évidemment un point

de convergence : la libération et le relèvement de la Chine. Il ne néglige pas les sujets de société. Partisan de l'égalité des sexes, il milite pour la suppression du bandage des pieds et des mariages arrangés. S'il est souvent gratifié de l'adjectif « *libertin* », c'est moins en raison d'une vie amoureuse, au demeurant bien remplie, qu'en écho à ses prises de positions : ne soutient-il pas que la société doit donner aux femmes la possibilité de développer leur intelligence ! Influencé par Pestalozzi (17), il consacre de nombreux articles à l'éducation, condition *sine qua non* du développement de la Chine. Il tient aussi une rubrique historique, écrit sur le théâtre, cette « *université du peuple* » (18), sur

(11) - C'est dans *La jeunesse*, revue fondée par Chen Duxiu et Hu Shi, qu'est publié, en 1919, le *Journal d'un fou* de Lu Xun, tenu par les spécialistes pour le premier texte de la littérature chinoise contemporaine. Dans *La véritable histoire d'An Q*, publié deux ans plus tard, le même auteur revendique - exagération en elle-même significative - « *un style grossier* », « *le langage des colporteurs et des tireurs de pousse* » (Stock Bibliothèque cosmopolite - 1992 - Page 83)

(12) - Yves Chevrier - Notice *Chen Duxiu* du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (*Maitron*) (accessible en ligne).

(13) - Giuseppe Mazzini (1805 - 1872) : révolutionnaire, patriote et républicain italien, l'un des artisans de l'unité italienne.

(14) - Ce nom a été préféré à *Jeune Chine* pour tromper les autorités.

(15) - Cité par Yves Chevrier - *De l'occidentalisme à la solitude : Chen Duxiu et l'invention de la modernité chinoise - Études Chinoises* n°3 - Association française d'études chinoises - 1984 - Page 12.

(16) - Contrairement à ce qu'on peut lire parfois, le *National* n'a pas été interdit. Le Ministère des Affaires Étrangères a effectivement tenté d'obtenir une interdiction, vraisemblablement à la suite d'une critique des ambitions britanniques au Tibet et en Mongolie, mais les services postaux ont seulement accepté de refuser d'acheminer toute parution qui porterait *en couverture* l'intitulé du journal, contrainte relativement facile à tourner qui gêna la diffusion sans jamais l'arrêter. Le *National* cessa de paraître en raison d'un conflit entre son administration et sa rédaction.

(17) - Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827) - Pédagogue suisse, disciple de Jean-Jacques Rousseau, qui se préoccupa de l'éducation des enfants pauvres, en particulier des orphelins traumatisés par la guerre.

(18) - *Ibid.* Page 210.

l'opéra, que méprisent les intellectuels du temps mais qu'il tient pour le « *premier éducateur national* » (19) dans un pays dont l'écrasante majorité de la population ne sait pas lire, il publie des poèmes visant, suivant ses propres termes, à « *soulever les aspirations des étudiants* » (20), il s'essaie au roman, publie des traités de géographie (21) ... Quel que soit le domaine ou le sujet traité, il n'écrit pas pour ses pairs mais pour les couches les plus larges, qu'il se propose d'éduquer. Aussi, bien qu'habitué à écrire en langue classique, il s'exprime en langue parlée.

Toujours en recherche des voies de l'action, il fréquente le groupe *Assassinats (Ansha Tuan)* qui se propose de tuer plusieurs ministres mandchous (22) et s'initie au maniement des explosifs. Il fonde ensuite sa propre société secrète, la *Société du roi Yue* (23), qui prendra part, en 1907, à une tentative d'insurrection à Anqing. Ce soulèvement raté puis un appel aux armes lancé à l'annonce de la mort de l'impératrice douairière Cixi (T'seu Hi) (24) le contraindront par deux fois à reprendre le chemin du Japon.

Rentré à Hangzhou, il enseigne l'histoire, la géographie, le chinois et peut-être le japonais à l'Académie de l'Anhui qui sera, en 1911, l'un des centres d'impulsion de la révolution sur le moyen *Yangzi* (Yang Tsé Kiang). Cette révolution qui abat l'Empire le porte à la direction politique de l'armée révolutionnaire puis au secrétariat général de l'administration de l'Anhui. Principal conseiller de Bo Wendei, un ancien de la *Société du roi Yue* porté par la révolution à la tête de la région, il inspire un certain nombre de mesures et de réformes allant du reversement obligatoire, au fisc, des revenus des temples au développement des chemins de fer, en passant par la construction d'un nouveau port et la consolidation des digues. Toujours soucieux de l'instruction du peuple, il tente de lancer un programme de constructions scolaires. Cette politique qui favorise, pendant un an, le développement de la province est brutalement interrompue, en 1913, par le coup d'Etat de Yuan Shikai. La démission de

Chen accompagne la chute de Bo Wendei. Brièvement emprisonné, menacé d'exécution, il parvient à se réfugier à Shanghai.

« *Le soleil a battu en retraite* », « *les esprits sont enfermés derrière des hauts murs, gardés par des chiens de jade* » (25) ... Ces vers de Chen Duxiu composés en 1913 et 1914 témoignent de l'absence de perspectives à laquelle semblent alors se trouver confrontés les intellectuels révolutionnaires. Chen cède-t-il, comme le pensent beaucoup d'auteurs, à un pessimisme et à un découragement passagers ? Il se replie, certes, pendant un an, sur des activités intellectuelles, lit les encyclopédistes, rédige un manuel d'anglais, un traité de philologie et divers textes philosophiques, il approfondit sa critique du confucianisme. A Tokyo, il étudie à l'*Athénée français*. C'est

(19) - Cité par Y. Nalet – *Op.cit.* Page 209.

(20) - *Ibid* – Page 207.

(21) - Il publie notamment une *Nouvelle géographie du monde*.

(22) - L'objectif sera presque atteint le 24 septembre 1905. Un camarade de Chen Duxiu, Wu Yue, péra dans un attentat perpétré contre cinq ministres mandchous. Il semble que Chen ait suivi de près la préparation de l'attentat mais il n'y a pas pris part. Ce type d'action était, en fait, contraire à ses convictions et il a quitté le groupe peu de temps après.

(23) - Du nom du roi Yue Fei (1103-1142), de la dynastie des Song du sud, qui avait incarné, en son temps, l'esprit de résistance à la dynastie Qin qui dominait le nord de la Chine.

(24) - Les noms chinois peuvent être orthographiés de manières très diverses selon le système de transcription et la préférence des auteurs. Celui du fondateur du Parti communiste chinois peut ainsi s'écrire Tchen Tou-sieou dans la transcription classique de l'Ecole française d'extrême orient (EFEO), Ch'en Tu-hsiu dans le système anglais Wade-Giles ou Chén Dúxiù dans système chinois officiel *pinyin*, avec diverses variantes : Duxiu (sans accents), Du Xiu, Du-xiu... Le système *pinyin* est aujourd'hui le plus usité par les spécialistes mais le système EFEO reste courant dans nombres d'ouvrages, surtout anciens, et, pour bien des lecteurs, le plus familier. Par conséquent, lorsque les orthographes diffèrent sensiblement (ex : Chiang Kai-check/ *Jiang Yèshi*, Pékin/*Beijing*), les noms les plus courants, passés dans la langue française (ex : Pékin) seront indiqués en transcription EFEO, les autres en transcription *pinyin*, la transcription EFEO figurant, dans ce cas, entre parenthèses.

(25) - Cité Par Y. Nalet – *Op. cit.* Pages 265-266.

là, semble-t-il, qu'il apprend à maîtriser parfaitement la langue de Voltaire (26). Il fonde, en outre, la *Librairie orientale* qui deviendra plus tard un centre important de diffusion d'œuvres révolutionnaires.

Prise de recul, sans aucun doute, mais l'hypothèse d'un « *renoncement à la politique* » (27) est démentie par Fu Sinian, futur leader étudiant du mouvement du 4 mai, qui le présente comme « *le plus actif, tant sur le plan littéraire que politique, dans la lutte contre Yuan Shikai* » (28). Sans doute est-il plus juste d'interpréter ce repli temporaire comme une prise de distance avec les partis existants. Contrairement à nombre de ses amis, Chen n'adhère pas au Parti révolutionnaire chinois, fondé par Sun Yat-sen après la dissolution du *Guomindang* (Kuomintang). Comme une rupture également avec l'idée, fortement ancrée jusqu'alors chez les intellectuels révolutionnaires, qu'il suffirait, pour transformer la Chine, d'y transposer l'une des formes de la démocratie occidentale. Loin de s'abandonner à un repli contemplatif, Chen milite au sein de l'*Association d'étude des problèmes européens* qui traite des événements mondiaux et de leurs répercussions en Chine ce qui le conduit à approfondir sa réflexion sur les causes de l'échec des révolutions de 1911 et 1913. Désormais convaincu que l'issue à la situation dramatique de son pays viendra du peuple, il réfléchit à ce qui peut arracher à leur passivité et à leur horizon borné des masses restées, à ses yeux, fatalistes et conservatrices. La république est possible en Chine sous certaines conditions : que le peuple jouisse de droits et de liberté, qu'il s'identifie aux buts de la nation, ce qui suppose l'accès à la « *conscience de soi* » (*zijue*) (29). Une révolution des mentalités est le préalable de toute révolution politique ou sociale. La mobilisation des masses suppose donc la diffusion préalable d'une « *nouvelle culture* ».

Or la couche la plus immédiatement réceptive, la principale « *force de résistance* » (30), est la jeunesse. C'est dans cette perspective qu'en septembre 1915, Chen fonde la revue *Hsin Ch'ingnien*



Montage représentant Chen Duxiu avec sa première page de sa revue, *La jeunesse*. (D.R.)

(Xin Quignian) (31), sous-titrée en français *La jeunesse*, dont le premier numéro s'ouvre, précisément, sur un *Appel à la jeunesse* proclamant la « *mort de Confucius* », dénonçant le poids des traditions et revendiquant la liberté individuelle et le libre examen. Un article intitulé « *Les Français et le monde moderne* » y exalte la Raison et les *Lumières*. Il n'est pas excessif de dire que Chen Duxiu va jouer ici un rôle décisif. Son biographe, Yves Chevrier souligne que le lancement de *La jeunesse* marque le coup d'envoi du *Mouvement pour la nouvelle culture* qui va forger « *une intelligentsia (zhishi fenzi) en rupture de ban, résolument hostile à l'ordre établi et critiquant les valeurs sur lesquelles il repose* » (32).

(26) - Auparavant, quoique féru de culture française, il maîtrisait beaucoup mieux l'anglais et le japonais.
 (27) - Peter Zarrow – *China in war and revolution. 1895-1949* – Routledge – 2005 – Page 128.

(28) - *Ibid.* Page 263.

(29) - En 1914, il publie un essai intitulé *Patriotisme et conscience de soi*.

(30) - *La jeunesse* n° 3 (novembre 1915). Cité par Y. Chevrier – *Op. cit.*

(31) - Ce qui signifie *La nouvelle jeunesse*.

(32) - Yves Chevrier – *De l'occidentalisme à la solitude...* – Page 8.

Le « général en chef du 4 mai » (33)

A partir de 1917, ce combat intellectuel connaît une inflexion. Nommé, l'année précédente, recteur de l'université de Pékin (*Beijing*), le libéral Can Yuanpei, un ancien du groupe *Assassinats*, offre des chaires à Hu Shi, Li Dazhao (34) et Chen Duxiu, ce dernier devenant doyen de la faculté de lettres. Leur influence s'en trouve décuplée. Fait majeur : le combat culturel de Chen va être fécondé tout à la fois par la révolution russe, qu'il salue comme un événement propre à «*éveiller le peuple chinois* » (35), et par l'irruption, sur la scène politique, de la classe ouvrière chinoise elle-même.

De l'incapacité de la bourgeoisie et du *Guomindang* de conduire jusqu'au bout les révolutions de 1911 et 1913, Chen avait tiré, nous l'avons vu, des conclusions quant à la nécessaire éducation du peuple, quant aux faiblesses des partis existants et quant à la capacité de mobilisation de la jeunesse. Subsistait une interrogation : quel groupe social, quelle force politique, serait, pour reprendre l'une de ses expressions, «*la minorité de la minorité* » (36) capable de diriger la révolution et d'arracher la Chine à la domination impérialiste ? La notion de peuple restait vague. A ce stade, Chen n'intégrait pas encore à sa réflexion la lutte des classes. L'Octobre russe et la vague de grèves qui marquèrent, en Chine, les années 1918-19, lui apportèrent des éléments de réponse : le rôle directeur du prolétariat et la nécessité d'un parti communiste.

Dès lors, Chen évolue vers le marxisme. Dès avant le 4 mai (qui lui vaudra un nouveau séjour en prison), il polémiqua avec Hu Shi, hostile à l'intrusion idéologique des «*ismes* », c'est-à-dire des «*systèmes de pensée* » (37), ce qui, de la part d'un collaborateur de la *Nouvelle jeunesse*, vise évidemment le marxisme. Il lui faut également croiser le fer avec les réformistes, convaincus qu'avant de devenir socialiste, la Chine doit nécessairement connaître un développement industriel capitaliste, avec les anarchistes - encore très influents - qui

croient possible, au contraire, la mise en place immédiate d'une société sans classes, sans Etat et sans contraintes, et avec divers courants utopistes. Ces batailles théoriques renforcent et affinent ses conceptions marxistes. C'est à cette occasion qu'est publiée la première traduction chinoise du *Manifeste du Parti communiste* (38) de Marx et Engels. Au cours de l'année 1919, paraît un numéro spécial de *La jeunesse* consacré au marxisme.

Le militant ouvrier

S'il fut bien «*le plus prestigieux des inspireurs du Mouvement du 4 mai* » (39), on aurait tort, une fois encore, de voir en Chen Duxiu, un pur intellectuel dont l'influence resterait confinée à l'intelligentsia radicale et au milieu étudiant. Son action se situe dans un cadre organisé, celui des groupes communistes, dont il assure la coordination. Ses interventions directes dans la lutte des classes et dans la vie des syndicats font rapidement de lui une figure du mouvement ouvrier. Il multiplie les publications et les ouvrages de vulgarisation en direction des travailleurs, anime un Cercle

(33) - Mao Zedong (Tsé TOUNG) - *Comment étudier l'histoire du Parti* - Discours du 30 mars 1942.

(34) - Hu Shi (1891-1962) : intellectuel proche de John Dewey ; mène le combat pour la substitution, en littérature, du *baihua* (langue vulgaire) au chinois classique des mandarins.

Li Dazhao (1888-1927) : universitaire chinois ; futur fondateur, avec Chen Du Xiu, du Parti communiste chinois ; exécuté sur l'ordre d'un seigneur de la guerre du nord.

(35) - *La jeunesse* - Avril 1917 - Cité par Y. Chevrier - *Op. cit* - Page 23.

(36) - L'expression remonte à 1903. C'était l'opinion de Chen au moment où il militait contre l'occupation russe de la Mandchourie. Cité par Y. Nalet - *Op. cit* - Page 90.

(37) - Hu Shi et Lu Xun quittent alors la rédaction de *La jeunesse*. Hu Shi évoluera vers le libéralisme puis rejoindra le *Guomindang*. Lu Xun restera proche des communistes.

(38) - Le traducteur était Chen Wangdao (1891-1977), un intellectuel rallié au marxisme. Il sera président de l'université Fudan de 1949 à 1977.

(39) - Claude Cadart et Cheng Yingxiang - *Mémoires de Peng Shuzhi. L'envol du communisme en Chine* - Gallimard - Collection Témoins - 1983 - Page 134.

d'étude marxiste, soutient les grèves, prend la parole dans les congrès des Fédérations de l'électricité, des bateaux et entrepôts, devient responsable à l'éducation de la Société industrielle, corédige les statuts du Syndicat des mécaniciens de Shanghai... Tout en continuant à publier *La jeunesse*, il lance également un périodique destiné plus spécifiquement aux femmes travailleuses, *Le travail et la femme (Laodong Yu Funu)* (40) et, le 7 novembre 1920, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, le mensuel semi-clandestin *Le communiste*, dans lequel les membres chinois de la III^{ème} Internationale s'expriment dans la plus grande liberté. « *Ce périodique-là, écrit Peng Shuzhi (41), est le seul dans lequel les communistes chinois disent vraiment tout ce qu'ils pensent. Et c'est pour qu'ils y puissent dire tout ce qu'ils pensent que Chen Duxiu et Li Hanjun (42) ont tenu à ce qu'il voie le jour* » (43). On n'insistera jamais trop sur cette totale liberté de discussion qui, dans des circonstances extrêmement difficiles, règne alors au sein du PC chinois.

Conscient, nous l'avons vu, de l'importance du rôle de la jeunesse, Chen fonde avec Zhang Tailei (44) la *Ligue de la Jeunesse socialiste* qui sera « *une pépinière* » (45) du futur Parti communiste. Du *Groupe communiste* de Shanghai, premier groupe communiste chinois, dont il est le fondateur, « *devaient sortir, de proche en proche, nous dit Peng Shuzhi, tous les autres et, pour finir, le Parti communiste chinois* » (46). N'en déplaise à ceux dont la mémoire est par trop sélective, il est bien le fondateur du PC chinois.

Le Komintern contre la révolution

En juillet 1921, bien que retenu à Canton par une charge de commissaire à l'éducation (47), c'est sans surprise, qu'il est élu au poste de président du jeune Parti communiste, poste transformé peu après, en secrétariat général. Chen Duxiu est un dirigeant aussi dévoué que brillant, excellent organisateur de surcroît, mais, jusqu'à son adhésion au marxisme, il n'a

jamais été membre d'aucune organisation politique. Il a l'aura et la détermination d'un leader, non l'expérience d'un dirigeant. « *Il fallait, en vérité, note encore Peng Shuzhi, qu'il reçût des conseils aussi précieux que ceux que lui donnait Voïtinsky (48) pour qu'il se montât capable de faire ce qu'il fit du Groupe communiste de Shanghai...* » (49). L'Internationale se stalinisant, ces « *conseils* » n'allaient pas tarder à se transformer en tutelle et les communistes chinois en « *valetaille de la diplomatie russe* » pour reprendre l'heureuse expression d'Harold Isaac (50). Pendant six ans, on observera ainsi cet apparent paradoxe : Chen Duxiu va officiellement dé-

(40) - Ce périodique est créé lors du séjour de Chen Duxiu à Canton.

(41) - Peng Shuzhi (1895-1983) – Fondateur, avec Chen Duxiu, du Parti communiste chinois. Il rejoindra également l'Opposition de gauche.

(42) - Li Hanjun (1890-1927) – Fondateur et dirigeant du Parti communiste chinois. Rejoindra le Guomindang puis rompra avec Chang Kai-Check mais sera assassiné par la « *nouvelle clique du Guangxi* ».

(43) - *Mémoires de Peng Shuzhi* - Page 213.

(44) - Zhang Tailei (1898 –1927) sera, en 1927, l'un des principaux dirigeants de l'éphémère Commune de Canton au cours de laquelle il sera tué.

(45) - *Mémoires de Peng Shuzhi* – page 155.

(46) – *Mémoires...* Page 169.

(47) - Cette charge de commissaire dans le gouvernement provincial de canton lui avait été proposée par le « *seigneur de la guerre* » « *progressiste* », Chen Jiongming, alors maître de la ville et allié de Sun Yat-sen. Après avoir hésité, Chen a accepté, à la fois en raison de l'importance qu'il accordait à l'éducation et, surtout, pour des raisons tactiques : il va consacrer l'essentiel de son activité à la construction du groupe communiste de Canton (qui ne compte, à son arrivée, que trois militants!).

(48) - Grigori Voïtinsky (1893-1953) : envoyé de l'Internationale communiste en Chine.

(49) - *Mémoires...* Page 175.

(50) - Harold Isaacs – *Op. Cit* – Page 81. Dans le même ouvrage, H. Isaacs note, comme pour illustrer cette formule, que « *les premiers agents soviétiques envoyés en Chine [...] ne vinrent pas pour prospecter les courants révolutionnaires en gestation mais pour composer avec tout ce qui ressemblait à une bande de militaristes ou de politiciens susceptibles de servir les intérêts diplomatiques de la Russie* » (page 95).

fendre et mettre en oeuvre, sous couvert de « *front uni* », une politique de soumission des communistes au *Guomindang* qu'il désapprouve et à laquelle rien ne le prédisposait. Contrairement à nombre de révolutionnaires de sa génération, en effet, il a toujours gardé ses distances avec la Ligue Jurée (*Tongmenghui*) (51) puis avec le *Guomindang* et les leçons qu'il a tirées de l'échec de la révolution de 1911 l'ont encore un peu plus éloigné de Sun Yat-sen. Plus récemment, sa brève expérience gouvernementale à Canton l'a convaincu, s'il en était besoin, de la dépendance des dirigeants nationalistes à l'égard des militaires. Contrairement aux dirigeants de l'IC qui voudront voir dans le *Guomindang* un « *bloc des quatre classes* » voire un « *parti ouvrier et paysan* », Chen définira toujours le parti de Sun Yat-sen et de Chang Kai-shek comme un parti bourgeois et militariste.

Si l'on s'en tient à ses déclarations ou à ses écrits officiels, on peut avoir le sentiment qu'il a adhéré à la politique du *Komintern*. Dans un article du 25 avril 1923, éloquentement intitulé *Révolution bourgeoise et bourgeoisie révolutionnaire*, il « *formule sans équivoque la thèse de la primauté de la bourgeoisie et du Guomindang dans la conduite de la révolution en Chine à la phase actuelle.* » (52) Trois ans plus tard, au lendemain du coup de force du 20 mars 1926 (53), qui avait pourtant dessillé les yeux d'un certain nombre de communistes, il ne semble pas en démordre : « *A moins que le Parti communiste ne soit un parti de fous, il ne veut certainement pas établir un gouvernement ouvrier et paysan à Canton [...] Chang Kai-check est l'un des piliers du mouvement révolutionnaire. A moins que le Parti communiste ne soit l'instrument des impérialistes, il n'adopterait certainement pas une telle politique visant à rompre l'unité des forces révolutionnaires chinoises* » (54). La lettre ouverte qu'il adresse le 4 juin suivant à Chang Kai-shek laisse pantois l'historien qui a, il est vrai, et il convient de ne jamais l'oublier, l'avantage de

connaître la suite: « *Dans les circonstances présentes, conspirer pour renverser Chang Kai-shek à Canton, quel secours pour les forces réactionnaires ! Si le Parti communiste chinois est un parti contre-révolutionnaire de ce genre, on doit s'en débarrasser* ». Ou encore : « *Si parmi les camarades du Parti communiste, il y en avait qui entretiennent l'idée d'une telle conspiration contre-révolutionnaire, vous devriez les abattre sans cérémonie* » (55).

Chen croit-il à cette politique suicidaire ou essaie-t-il de se convaincre lui-même? Dans ses *Mémoires*, Peng Zhuzhi montre, de la manière la plus concrète, qu'il n'en est rien. Dès le IV^{ème} congrès de l'IC, il est « *particulièrement chiffonné* » par « *le fait que le Komintern soit plus résolu que jamais à imposer au PC la ligne de la collaboration organique avec le Guomindang. Sur le bien-fondé de cette ligne, [il entretient] encore des doutes considérables* » (56). En août 1924, au cours d'une réunion du Comité permanent du Comité central, « *il explique qu'il nous est de plus en plus difficile de faire du bon travail à l'intérieur du Guomindang* » (57) mais rien ne filtrera de cette réunion très restreinte (58). Sauf à s'opposer de manière frontale à ceux qui restent à ses yeux les vainqueurs d'Octobre, il doit chercher ce qu'il pense être une voie moyenne. Le 29 octobre suivant, il publie ainsi un article invitant Sun Yat-sen à « *éliminer du Guomindang les éléments réactionnaires*

(51) - Organisation fondée en 1905 par Sun Yat-sen.

(52) - Peng Shuzhi - *Op. cit* - Page 397.

(53) - Le 20 mars 1927, au prétexte d'un imaginaire « *complot communiste* » visant à l'assassiner, Chang Kai-Check fit procéder à l'arrestation de plusieurs dizaines de communistes, exigea et obtint du PC la liste de ses militants membres du *Guomindang*, leur exclusion des postes de direction et même l'obligation de soumettre à la direction du *Guomindang* les directives du *Komintern* !

(54) - *Xiangdao* - Cité par Harold Isaacs - *Op. cit* - Page 137.

(55) - H. Isaacs - *Op. cit* - Page 138.

(56) - Peng Shuzhi - *Op. cit* - Page 309.

(57) - *Op. cit* - Page 393

(58) - Etaient présents Chen Duxiu, Cai Hesen et Peng Shuzhi.

qui s'y trouvent toujours incrustés en grand nombre » (59), manière de reconnaître au *Guomindang*, moyennant cette épuration, le caractère de parti révolutionnaire et de demander à ses dirigeants « honnêtes » de créer des conditions permettant aux communistes d'y rester.

Il est, en réalité, beaucoup plus lucide que ses écrits officiels pourraient le laisser croire. Dans les jours qui suivent, Peng Shuzhi, opposé à cette soumission au *Guomindang*, lui présente un article affirmant que le prolétariat est la seule classe capable de conduire la révolution à la victoire. Très gêné, Chen met une semaine à répondre mais, à la grande surprise de Peng, non seulement il l'approuve mais il rédige lui-même un article affirmant, sur la base d'une analyse des luttes menées par le prolétariat au cours des dernières années, « qu'en dépit de sa faiblesse numérique, cette nouvelle classe-là s'est révélée être la classe révolutionnaire par excellence, la classe qui, seule, fait trembler l'impérialisme et qui, seule, donc, sera capable de propulser les autres forces sociales acquises à la cause de la liquidation de l'ordre ancien sur les chemins de la lutte sans trêve pour la libération de tout le peuple chinois » (60). En juillet 1927, quatre mois après l'écrasement des ouvriers et des communistes de Shanghai, alors que Wang Jingwei (Wang Ching-wei), le nouvel espoir de Staline, exerce à son tour la plus violente répression contre le mouvement ouvrier et contre les paysans, il arrive, une nouvelle fois à la conclusion qu'il faut sortir du *Guomindang*. La réponse de Borodine (61), conseiller de l'IC, non pas auprès du PC mais du *Guomindang*, admis comme « parti sympathisant », vaut d'être rappelée : « je suis d'accord avec votre idée mais je sais que Moscou n'autorisera jamais cela » (62). Chen n'insiste pas.

Chen Duxiu est donc, à l'évidence, constamment déchiré entre une analyse personnelle proche de la révolution permanente défendue au même moment – mais il l'ignore – par Trotsky (63) et la politique dictée par un *Komintern* dont la direction reste légitimée à ses yeux par la révolution d'Octobre. Dès avril 1922,

Maring (64) ayant proposé, pour la première fois, l'entrée des communistes dans le *Guomindang* (65), il s'y oppose et défend l'indépendance du PCC, position qu'il réitère en décembre devant le IV^{ème} congrès de l'IC (1922), ce qui lui vaut cette remarque particulièrement malvenue de Radek : « Vous êtes puérils. Il serait temps que les communistes chinois sortent de leur tour d'ivoire à la Confucius » (66). Chen finit par se plier à la discipline de l'IC et, lors du III^{ème} congrès du PCC (juin 1923), c'est lui qui rédige avec Maring la *Résolution sur la question nationale* qui enjoint aux communistes de rejoindre le *Guomindang*. L'année suivante, il adresse à Voïtinsky, alors à Moscou, une série de lettres demandant que les communistes quittent le *Guomindang* mais, revenu en Chine, Voïtinsky le convainc de revenir sur sa position. En 1925-26, il demande à nouveau la sortie des communistes d'un parti militariste dirigé, depuis la mort de Sun Yat-sen, par un Chiang Kai-shek qu'il tient pour une répétition, en plus dangereux, des « seigneurs de la guerre ». Il critique, il émet des observations, manifeste son désaccord, sans jamais maintenir ouvertement son opposition et finalement, il assume et endosse la politique qui va conduire à la catastrophe.

Cette attitude contradictoire s'explique avant tout par le caractère asymétrique du rapport entre l'Internationale et le PC chi-

(59) - *Nettoyons la maison ! - Xiangdao* – 29 octobre 1924 – Cité par Peng Shuzhi – *Op.cit* - Page 437.

(60) - *Op. Cit.* Pages 452-453.

(61) - Voir dans ce même numéro l'article de Roger Revuz - Note 16.

(62) - Voir H. Isaacs – *Op. Cit* – Page 319.

(63) - La direction stalinienne a interdit à Trotsky, sous peine de sanctions graves, d'exprimer publiquement ses désaccords.

(64) - Voir l'article de François de Massot - note 2.

(65) - Sur cette question voir Stephen A. Smith - *Et la voie fut tracée. Les débuts du mouvement communiste en Chine (Shanghai 1920-1927)* – Les nuits rouges – 2019 - Chapitre III – Pages 90 à 101.

(66) - Il existe plusieurs versions de cette saillie de Radek. Cette autre n'est pas moins désobligeante : « vous les Confucéens, sortez de la salle de classe ! ». Que répondre à un tel coup de règle sur les doigts ? Cette attitude de maître à écolier devait s'avérer lourde de conséquences.

nois. Comment, en effet, la direction politiquement peu expérimentée d'un tout jeune parti pouvait-elle s'opposer à des dirigeants russes auréolés de la victoire d'Octobre ? Sans doute, Chen Duxiu et ses camarades auraient-ils mieux résisté aux proconsuls de l'Internationale s'ils avaient eu connaissance des polémiques entre la direction stalinienne et l'Opposition de gauche, s'ils avaient été en mesure de lire les écrits du fondateur de l'Armée rouge sur la question chinoise. Or il n'en est rien.

Pour ces raisons, lorsqu'après le massacre des communistes et des ouvriers de Shanghai, Staline les désigne comme boucs-émissaires, Chen et ses camarades acceptent, dans un premier temps, d'endosser la responsabilité du désastre. Accusé « *d'opportunisme de droite* », Chen est suspendu de ses fonctions le 12 juillet 1927 puis rétrogradé à la base sur les instances de « *l'inspecteur général du tsar* » (67), Lominadzé (68). Profondément affecté par la mort de ses deux fils tués par la réaction (69), il regagne Shanghai sans élever de critique publique contre l'Internationale et la nouvelle direction du PCC.

L'opposant à Staline

Cette attitude « disciplinée », toutefois, ne dure pas. Lorsque le *Komintern* les invite à assister, à Moscou, au VI^{ème} congrès du PCUS, Chen Duxiu et Peng Shuzhi refusent d'y aller battre leur coulpe. Ils adressent au contraire au Comité central deux lettres dénonçant l'insurrection aventuriste de Canton. Les documents de l'Opposition russe dont ils prennent connaissance au cours de l'été 1929 leur fournissent l'armement théorique leur permettant de mieux comprendre le cours des événements et les ressorts de la politique de Staline. Ils rejoignent alors publiquement l'Opposition. Chen Duxiu demande l'ouverture d'une discussion dans le parti. Pour toute réponse, la direction du PCC l'exclut en août 1929. Le 20 décembre, il adresse une *Lettre à tous les membres du Parti communiste chinois* (70) dans laquelle sans nier ses pro-

pres erreurs, il désigne clairement la racine de la défaite : « *la politique opportuniste des dirigeants de l'Internationale communiste* » qui, suivant les termes mêmes de Borodine, a conduit les communistes chinois à « *faire le travail de coolies pour le Guomindang* ». En conclusion, il « *refuse de suivre aveuglément des chefs officiels brutaux et corrompus* » (71). Ni la campagne de calomnies lancée par l'appareil stalinien contre le « *centre liquidateur Trotsky-Chen* » ni la purge qui exclut les opposants du parti chinois ni la tentative de séduction d'un envoyé du *Komintern* venu le voir spécialement pour l'inciter à revenir à Moscou (72) voire à occuper un poste de responsabilité dans l'Internationale ne parviennent à le faire plier.

Sa lettre rencontre dans le parti un écho considérable. 81 cadres ou anciens responsables publient un texte intitulé *Notre position politique* dans lequel ils affirment se rallier à Trotsky : « *Si nous avions eu la direction politique de Trotsky avant 1927, nous aurions peut-être été capables de diriger la révolution sur la voie de la victoire* » (73). L'opposition dispose de groupes organisés à Shanghai, Pékin, Tien

(67) - Formule de Zhang Guotao (1897-1979), communiste exclu, en 1927, du Comité central. Contrairement à Chen Duxiu, il acceptera de se rendre à Moscou, où il tâtera de la prison. Il sera finalement renvoyé en Chine pour combattre l'orientation « gauchiste » de Li Lisan. Il rompra avec Mao en 1935.

(68) - Voir l'article de Roger Revuz - Note 31.

(69) - L'aîné Chen Yannian est exécuté à Shanghai en juillet 1927, le cadet, Qiaonian, en 1928.

(70) - Voir en annexe le texte intégral de cette lettre.

(71) - Cette lettre figure dans son intégralité dans les *Cahiers du CERMTRI* n°135 de novembre 2009 - *Problèmes de la révolution chinoise : Chen Duxiu, l'Opposition de gauche et la IV^{ème} Internationale*.

(72) - Bien lui en prit. Sans doute aurait-il subi, à la fin des années 30, le sort de centaines de cadres communistes réfugiés ou retenus en URSS qui, accusés de « trotskysme », torturés et contraints d'avouer les trahisons les plus extravagantes, furent finalement exécutés comme le Hongrois Bela Kun ou « disparurent » au Goulag comme l'Allemand Heinz Neuman.

(73) - *Cahiers Léon Trotsky* – Septembre 1983 – Page 18.

Tsin, Wuhan, Sichaun, Ningpo, dans le *Shandong* (Chang Toung), dans l'Anhui et même à Hong Kong et à Macao, au total plusieurs centaines de militants.

Paradoxalement, ce ralliement de Chen Duxiu divise provisoirement les trotskystes chinois. Bon nombre de jeunes ralliés en URSS aux positions de Trotsky (74) continuent à voir en lui le fidèle exécutant des ordres du *Komintern* stalinisé, un « droitier » voire un « menchevik ». Il faut l'intervention de Trotsky en faveur de Chen pour que les choses se clarifient et que s'engagent des discussions sur l'unification. Quatre groupes se réclament, en effet, de l'Opposition : le groupe *Notre parole* composé d'opposants exclus du PC dès 1927, en particulier des étudiants gagnés lors de leur séjour en URSS, le groupe *Octobre* qui reste, lui, sur la ligne du redressement du PC jusqu'à son exclusion en 1930, le groupe *Militant* qui se refuse, au contraire, à lutter à l'intérieur du PC, et enfin, une fraction constituée à l'intérieur du PC par Chen Duxiu lui-même. Une conférence de fusion se tient à Shanghai, le 1^{er} mai 1931, le congrès d'unification le 9. Se constitue ainsi l'*Opposition de gauche du Parti communiste chinois* qui se dote d'un Comité exécutif, d'un Secrétariat, d'un organe, *L'Étincelle*, et élit à sa tête Chen Duxiu (75).

Trois semaines après son congrès d'unification, l'Opposition est décimée par un coup de filet. La plupart de ses dirigeants sont jetés en prison. Chen Duxiu sera arrêté un peu plus tard, le 15 octobre 1932. La direction du PCC demande immédiatement à Chang Kai-shek l'application de la peine de mort à celui qui fut son fondateur et l'un de ses principaux dirigeants. Le prestige de Chen est encore suffisant cependant pour que le régime ne se risque pas à le faire exécuter, d'autant que de nombreux intellectuels, notamment Cai Yuanpei et Hu Shi, interviennent en sa faveur. Il transforme le procès-fleuve qui lui est intenté en une véritable tribune politique, mettant le régime en accusation. Il écope finalement de treize ans de prison qui seront ramenés à huit en appel. Le 20

février 1933, il adresse à la Cour suprême du Jiangsu une lettre dans laquelle il dénonce courageusement le régime du *Guomindang* qui « écrase les organisations populaires », « presse le peuple et tue les opposants » et réaffirme ses convictions : supériorité du communisme sur le capitalisme et, à court terme, nécessité de la lutte contre l'impérialisme pour réaliser l'émancipation et l'unification nationales, pour améliorer la vie des ouvriers et des paysans ; urgence de convoquer une assemblée constituante démocratique (76).

Le militant politique reste curieux et avide de tout comprendre. Enfermé à la prison de Nankin, il lit et écrit non seulement sur les questions politiques mais aussi sur l'histoire de la Chine et même sur le bouddhisme. Il revient également sur les sources de sa révolte et de son engagement dans une autobiographie qui restera inachevée (77).

Après l'attaque japonaise contre la Chine, en juillet 1937, Chen Duxiu et les trotskystes bénéficient d'une mesure de libération de tous les détenus politiques condamnés à moins de 15 ans de prison. D'importants désaccords vont alors opposer Chen Duxiu à la section chinoise qu'il juge sectaire. La question de l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement de Chiang Kai-shek et du PCC, plus généralement du front uni des organisations contre l'envahisseur, que préconise Chen Duxiu, celle de la nature de l'URSS, qu'il définit depuis les procès de Moscou comme un « *Etat bureaucratique* » (et plus comme un « *Etat ouvrier dégé-*

(74) - Plusieurs centaines d'étudiants chinois envoyés dans les universités russes s'étaient ralliés à l'Opposition dès 1927. Voir sur ce point Damien Durand – *La naissance de l'Opposition de gauche en Chine* (*Cahiers Léon Trotsky* – n° 15 – Septembre 1983) et Olivier Doriane, *Chen Duxiu et les origines de la section chinoise de la IV^{ème} Internationale* (*La Vérité* n°63 - octobre 2008).

(75) - Voir *Rapport n°1* adressé au Secrétariat international et au camarade Trotsky in *Cahiers du Cermtri* n°135.

(76) - *Cahiers du Cermtri* n°135 – Page 43 à 47.

(77) - Elle s'arrête à son échec à l'examen régional en 1897.

nére »), suscitent des conflits internes (78) qu'aiguisent les conditions difficiles de la clandestinité et parfois l'action délibérée d'agents staliniens infiltrés. Ces divergences s'accroissent avec le déclenchement de la Seconde guerre mondiale. Wang Fanxi (79) résume ainsi les divergences qui déchiraient alors la section chinoise : « *En gros, il y avait trois positions politiques : celle de Chen Duxiu qu'on peut définir comme un soutien inconditionnel de la Guerre de Résistance ; celle de Zheng Zhaolin qui combattait tout soutien à la guerre en arguant que le conflit sino-japonais était depuis le début partie intégrante de la nouvelle guerre mondiale ; et la position de l'écrasante majorité des trotskystes chinois qu'on peut résumer comme soutien de la guerre et critique de sa direction* ». Wang simplifie ici les positions de Chen. Le déclenchement de la guerre impérialiste ne change rien, à la position de Chen, partisan, nous l'avons vu, de défendre la Chine contre l'agresseur japonais ce qui l'oppose à une tendance « *de gauche* », menée précisément par Wang Fanxi, favorable au « *défaitisme révolutionnaire* ». Cependant ses doutes quant à une perspective révolutionnaire après la guerre l'amènent à étendre le refus de ce « *défaitisme* » à la France et à la Grande-Bretagne. Le « *moindre mal* » consisterait à soutenir le « *camp des démocraties* » qui, à plus long terme, laisse ouverte la possibilité d'une révolution contrairement au fascisme qui vise à supprimer cette possibilité. Les tensions internes sont encore aggravées par un autre point de divergence : Chen refuse la défense de l'URSS, qu'il ne tient plus pour un Etat ouvrier. Ces conflits contribuent à son isolement.

Le prestige d'un personnage de cette envergure, si isolé soit-il, n'en reste pas moins un danger tant pour le *Guomindang* que pour les staliniens. D'autant qu'il reste, malgré son isolement et ses rapports exécrationnels avec la section chinoise, fidèle au trotskysme. Dans une déclaration du 3 novembre 1938, il réaffirme son attachement à la

IV^{ème} Internationale. Quelques mois plus tard, le 19 janvier 1939, Li Furen (80), l'un des derniers trotskystes qui l'aient rencontré écrit dans son rapport: « *Il se considère comme l'un des nôtres en dépit de la piètre opinion qu'il a de la section chinoise* » (81). Inquiet, à juste titre, des menaces qui pèsent sur la vie même de Chen, Trotsky suggère donc de le faire émigrer aux Etats-Unis. Il « *pourrait, en effet, y développer une propagande très efficace en faveur de la Chine et contre l'impérialisme japonais* ». En outre, « *en tant qu'authentique Chinois, vieux révolutionnaire et homme politique indépendant, il aurait mille fois plus d'influence sur les travailleurs américains que les agents de Moscou* » (82). Chen accepte mais le gouvernement chinois refuse de lui accorder le visa nécessaire. Considérablement affaibli, atteint d'une sclérose incurable, il meurt totalement isolé à Chongqing (*Jiangjin*), le 27 mai 1942.

« Une figure éminente de l'histoire chinoise moderne »

Selon Yves Chevrier, Chen aurait rompu, dans les dernières années de sa vie avec la « *chapelle* » trotskyste et se serait « *réconcilié avec lui-même, partisan critique d'un socialisme démocratique en accord avec ses propres valeurs directrices (raison, liberté)* » (83).

(78) - Pour le détail de ces conflits internes, voir Pierre Broué – *Chen Duxiu et la IV^{ème} Internationale* – Cahiers Léon Trotsky n°15 – Septembre 1983.

(79) - Wang Fanxi (1907-2002) – Communiste chinois, membre de l'Opposition de gauche. Auteur de *Mémoires : La marche de Wang. Mémoires d'un révolutionnaire chinois* - Éditions PEC- La Brèche, collection *Les Nôtres* - 1988.

(80) - Pseudonyme du militant sud-Africain C. Franck Glass.

(81) - *Cahiers du Cermtri* n°135 – Page 74.

(82) - Lettre de Léon Trotsky à Frank Glass (25 juin 1938) *In Léon Trotsky – Œuvres* – Tome 18 – Publications de l'Institut Léon Trotsky – 1984 – Pages 107-108.

(83) - Yves Chevrier – *Op. cit* – Page 9.

Son ancien compagnon Wang Fanxi (84) qui le tient pour « *le personnage le plus extraordinaire de la pensée chinoise moderne* », confirme et nuance tout à la fois cette prise de distance dans ses *Mémoires* (85): « *La pensée de Chen Duxiu, dans les dernières années de sa vie s'était fort éloignée du trotskysme comme le montrent ses Derniers articles et lettres* (86) *mais je n'étais pas le seul à croire que, s'il avait vécu plus longtemps, il aurait certainement dépassé ces vues et, sous la pression des événements, il serait revenu au camp trotskyste puisqu'il avait non seulement tous les attributs d'un véritable révolutionnaire mais aussi un sens aigu et remarquable de l'observation* ». Il est toujours hasardeux d'imaginer ce qu'aurait fait un personnage historique dans des circonstances postérieures à sa mort. Quels auraient été les choix de Chen dans la guerre civile qui allait emporter le régime de Chiang Kai-shek et face à la vague révolutionnaire qui allait balayer le monde entier? S'il est resté fidèle à Trotsky et à la IV^{ème} Internationale, en optant pour le camp des « démocraties » et en renonçant à la défense de l'URSS (87), il s'est indéniablement éloigné du trotskysme. Cette évolution doit cependant être replacée dans son contexte. Chen est alors totalement isolé, étroitement surveillé, par conséquent très mal informé. Son soutien aux « démocraties » est dû à une absence de perspectives révolutionnaires, à un moment où, dans tous les pays, le mouvement ouvrier semble à son nadir. Or, en 1943, la situation change. Chen a montré par le passé une remarquable capacité à reconnaître ses erreurs et à en tirer les leçons. Sans sombrer dans la politique-fiction, rien n'interdit donc de penser qu'il aurait retrouvé le chemin qui avait été celui de toute sa vie : celui de la révolution.

Cette prise de distance, l'envergure même du personnage, auxquelles se sont ajoutés les calomnies martelées par les staliniens et les hommages intéressés du *Guomindang*, ont autorisé les grilles de lecture les plus diverses. Si les biographies proprement dites sont rares, Chen

Duxiu s'est très vite trouvé, notamment aux Etats-Unis, au centre de nombreux travaux sur la Chine. Dès 1951, Benjamin Schwartz a publié une étude pionnière aujourd'hui introuvable (88). A partir des années 60, les livres se multiplient aux USA (Chow Tse Toung, Thomas Kwo, Lin Yu-sheng) (89) mais également à Taïwan (Hu Zhihui) (90), au Japon (Kicuma Yazuko) (91), Matsumoto Hideki (92) et même en Chine continentale, après la mort de Mao (Guo Xuyin) (93). Chen inspire ensuite, au sinologue américain Lee Feigon deux ouvrages dont une biographie, tenue pour la première et la plus complète (94). En France, Yves Nalet lui consacra sa thèse de doctorat (95). Yves Chevrier l'inscrira dans le *Maitron*.

(84) - Wang Fanxi (1907-2002) – Envoyé par le PCC à Moscou à l'Université des travailleurs d'Orient, il fut l'un des premiers étudiants chinois à rejoindre l'Opposition de gauche.

(85) - Wang Fanxi – *Op. cit.*

(86) - *Chen Duxiu's last articles and letters (1937-1942)* – Routledge Library Editions – 1998.

(87) - Il convient de préciser que la question de la défense de l'URSS a traversé toute la IV^{ème} Internationale.

(88) - *Ch'en Tu-hsiu and the Acceptance of the Modern West – Journal of the History of Ideas* – Janvier 1951.

(89) - Chow Tse Toung – *The May Fourth Movement – Intellectual revolution in modern China* – Harvard University Press - 1960; Thomas Kwo – *Ch'en Tu-hsiu and the Chinese Communist Movement* – South Orange – 1975 ; Lin Yu-sheng – *The crisis of the Chinese Consciousness : Radical antitraditionalism in the May Fourth Era* – Madison – 1979. Ouvrages cités par Lee Feigon (*Chen Duxiu, founder of the Chinese Communist Party*).

(90) - Zhang Shizhao, *Chen Duxiu, Liang Qichao* – Taïpei – 1969 - Cité par Lee Feigon.

(91) - *A chronology of the writings of Chen Duxiu* – 1963 – Cité par Lee Feigon.

(92) - *Chen Duxiu's critique of Confucianism during the New Culture* – Ritsumeikan Bunganku – 1970 - Cité par Lee Feigon.

(93) - Guo Xuyin – *A criticism of the three letters Chen Duxiu sent to the Party Central Committee* – Shanghai teachers college – 1979 - Cité par L. Feigon.

(94) - *Chen Duxiu and the Foundations of the Chinese Revolution* - 1977.

Chen Duxiu: Founder of the Chinese Communist Party - Princeton University Press - Princeton – 1983.

(95) Yves Nalet – *Op. Cit.*

Ces études ont en commun le mérite de restituer à Chen Duxiu sa stature historique. Lee Feigon voit en lui « *une figure éminente de l'histoire chinoise moderne* » (96), Yves Chevrier « *l'inventeur de la modernité en Chine* » (97). En règle générale, elles saluent le « *grand intellectuel* » (98) et privilégient ceux de ses combats qui se situent plus spécifiquement dans la sphère de la pensée. Sans être pour autant négligés, la période trotskyste de sa vie (99) voire son engagement communiste, apparaissent volontiers comme des moments d'une évolution intellectuelle, comme une parenthèse voire comme une impasse. Pour Yves Chevrier, il aurait été victime d'un « *aveuglement* ». Son « *obstination dans le modernisme et dans les symboles de la modernité (la ville, l'individu...)* » l'auraient empêché « *d'entrevoir le nouvel avenir : celui d'une révolution non pas urbaine et œuvre des classes modernes (prolétariat, bourgeoisie à la rigueur), mais de la paysannerie — c'est-à-dire du vieux fonds chinois - en alliance avec une petite avant-garde d'intellectuels marxisés fondateurs d'un nouvel État, ses infidèles — et ingrats — héritiers* ». Le « *prophète de La Jeunesse* » aurait certes « *dominé magistralement l'avant-garde moderniste* » mais il serait « *resté sur cette hauteur, de plus en plus seul* » (100).

Au cœur des débats et de la plupart des études sur Chen Duxiu, plus généralement, sur l'intelligentsia chinoise, la problématique la plus récurrente est celle de la radicalité, longtemps admise, d'une opposition entre une culture chinoise, « *survivance du féodalisme* » et de nature à « *exclure le peuple chinois du XX^{ème} siècle* » (101) et une culture occidentale vecteur de progrès. Cette thèse reprenait, dans les années 50 et 60, celle du grand sinologue Joseph Levenson qui posait au centre de sa théorie, une incompatibilité totale entre les deux cultures, l'une ne pouvant être qu'un « *déni* » (102) de l'autre. Ainsi, à la suite de Benjamin Schwartz, les spécialistes

occidentaux ont longtemps vu en Chen « *un iconoclaste radical* » (103), un « *occidentaliste* » que sa recherche à l'ouest d'autres solutions, d'autres valeurs, d'autres systèmes de pensée, aurait *in fine* amené au marxisme.

Un tel point de vue a été fortement nuancé, à partir de la fin des années 70, par Lee Feigon au prix, nous semble-t-il, d'une torsion inverse (104). Postulant que Chen était et restera un « *nationaliste ardent* » (105), Feigon reprend la thèse du Japonais Matsumoto Hideki : l'« *iconoclasme* » du *Mouvement de la nouvelle culture* serait lié aux circonstances historiques et à la nécessité de répondre aux attentes de la jeunesse. Le « *cosmopolitisme* » de Chen serait « *au mieux une rhétorique superficielle* ». Même après sa rupture avec les tenants réformistes (Liang Quichao) ou anarchistes (Li Shipei) de la « *quintessence*

(96) - *Chen Duxiu's last articles and letters (1937-1942)* – Routledge Library Editions – 1998 – XI.

(97) - Yves Chevrier – Notice du *Maitron*.

(98) - *Ibidem*

(99) - Pour ce qui est des études trotskystes sur Chen Duxiu, voir les *Cahiers Léon Trotsky* n°15 (septembre 1983), Olivier Doriane – *Chen Duxiu et les origines de la section chinoise de la IV^{ème} Internationale* in *La Vérité* n°63 (octobre 2008) et les *Cahiers du Cermtri* n°135 (décembre 2009).

(100) - Yves Chevrier - *De l'occidentalisme à la solitude : Chen Duxiu et l'invention de la modernité chinoise - Études Chinoises* - Association française d'études chinoises – 1984 – Page 8.

(101) - *La jeunesse* n°1 – Cité par Joseph Ciaudo - *Replacer Chen Duxiu dans son vocabulaire : la Nouvelle jeunesse et le problème de la culture chinoise - Oriens extremus* - Janvier 2015 – Page 2 (accessible en ligne).

(102) - *Ibidem*.

(103) - Lin Yu-sheng - *The crisis of chinese consciousness : Radical Antitraditionnalism in the May Fourth Era* – Madison – 1979 - Cité par Lee Feigon.

(104) - Feigon soutient, dans sa conclusion, que Chen aurait, comme Mao, tous deux étant imprégnés de culture confucéenne, exercé sur la jeunesse et sur leurs disciples (*followers*), une autorité s'inscrivant dans la tradition des mandarins. La « *grande révolution culturelle prolétarienne* » se situerait dans le sillage de la « *critique culturelle dévastatrice* » de Chen Duxiu (page 228-229).

- *Ibidem*.

(105) - *Ibidem*.

nationale » (106), lesquels auraient évolué vers des positions conservatrices « par peur de changements politiques révolutionnaires », Chen serait resté « influencé par les idées et les valeurs de ce mouvement » (107). En dépit de ses diatribes « occidentalistes » il aurait mis, consciemment ou non, une partie des traditions au service de la modernisation de la Chine puis de l'ambition d'y instaurer le communisme. Après l'évidence de la rupture, les historiens se sont donc mis en devoir de rechercher les continuités...

Avec des nuances, cette thèse fait encore autorité aujourd'hui. En 2005, l'universitaire américain Peter Zarrow récusait la lecture traditionnelle du 4 mai en termes de radicalisme et d'iconoclasme. « En s'attaquant à la tradition, écrit-il, les iconoclastes de la Nouvelle culture idéalisèrent un Occident qu'ils connaissaient encore relativement peu. [...] et peut-être n'ont-ils pas rejeté le confucianisme autant qu'ils le pensaient. [...] Leur critique radicale du confucianisme devait certaines de ses impulsions et de ses prémisses à des éléments du confucianisme. Ils ont hérité certains de ses traits ». Entre autres : le « sens de la responsabilité sociale », une « disposition à l'universalité », la « dialectique entre morale et éducation », « l'auto-culture individuelle » (108)...

En 2015, l'anthropologue et sinologue Joseph Ciaudo, analysant attentivement les textes publiés dans *Nouvelle jeunesse*, soutenait que la thèse qui voulait voir dans cet « iconoclasme » un rejet de la culture chinoise était née d'un contresens, les termes chinois utilisés par Chen pour désigner la culture et la civilisation n'ayant pas le sens que nous donnons aux mêmes notions en Occident (109).

Outre qu'elles n'excluent pas une information factuelle de qualité, ces approches intellectuelles et culturelles, ont le mérite de rendre compte de l'envergure historique du personnage, en contraste total avec les calomnies du PCC et les déformations du *Guomindang*. Laissons, une fois encore, la parole à Wang Fanxi : « le

*PCC et le Guomindang, dans leurs intérêts bornés de partis, se combinèrent pour ruiner sa réputation, le premier en passant sa mort sous silence ou en salissant sa mémoire, le second en lui attribuant de faux compliments (110) et en déformant ses idées. Leurs buts étaient essentiellement les mêmes : l'empêcher d'occuper la place qu'il méritait dans l'histoire et porter ainsi un coup mortel au trotskysme chinois. » (111). Certains historiens ont ainsi accepté pour évidentes des contre-vérités ou des approximations mille fois répétées (112). Jean Chesneaux qui, pour avoir été un excellent spécialiste de la Chine, n'en était pas moins membre du Parti communiste, impute à Chen la politique menchevique de la « révolution par étapes » imposée, nous le savons, par le Komintern : « Chen Duxiu et son entourage semblent avoir été surtout préoccupés de ne pas s'aliéner la bourgeoisie et de ne pas lutter avec elle pour la direction de la révolution ». Certes « la politique de compromis avec la bourgeoisie (entendre par là, la soumission au *Guomindang*) menée par Chen Duxiu et la direction du*

(106) - Mouvement fondé en 1902 par Li Shipei et Liang Qichao, l'un des plus brillants intellectuels de l'époque, qui lui fixait pour principe de « préserver la quintessence nationale » c'est-à-dire la culture chinoise, essentielle, à leurs yeux, à la survie de la nation. Chen Duxiu écrivit quelques articles dans la revue de ce mouvement mais n'en fit jamais partie.

(107) - Lee Feigon – *Op. cit.* – Pages 8 à 15.

(108) - Peter Zarrow – *Op. Cit.* – Page 140-141.

(109) - Joseph Ciaudo – *Op. cit.*

(110) - Concernant ces « compliments », Lee Feigon note que « le régime nationaliste chinois louait la reconversion tardive de Chen aux principes de la démocratie » mais « éludait non seulement ses activités communistes mais aussi son rôle antérieur d'adversaire zélé des traditions chinoises » (*Chen Duxiu, founder of the Chinese Communist Party* - Princeton University Press – 1983 – Page 4).

(111) - Wang Fanxi – *Op. cit.*

(112) - Lu Xun faisant allusion à Chen Duxiu et à *Nouvelle jeunesse* dans *La véritable histoire de Ah Q*, on pouvait encore trouver, dans une édition de 1993, ce genre de notule : « Tchen Tou-sieou, à cette époque professeur à l'université de Pékin, était le rédacteur en chef de *Jeunesse nouvelle*. Plus tard, il s'avèrera un rénégat du Parti communiste chinois (souligné par nous) ».

PC bénéficiait de *l'appui de l'Internationale* » (113). De l'art de charger le bouc-émissaire pour édulcorer les responsabilités de l'IC stalinisée !

La thèse de Chesneaux fut publiée en 1962, en un temps où la geste maoïste mystifiait encore nombre d'intellectuels. Mais en 1985, Yves Chevrier principal biographe français de Chen Duxiu, affirme encore qu'en 1927, « *toute mauvaise foi mise à part, le procès en menchevisme n'était pas dénué de fondements* » (114), qu'approuvant le « *schéma* », selon Chevrier plus boukharinien que stalinien, de l'Internationale, Chen Duxiu se serait si bien efforcé de l'assimiler qu'il serait allé plus loin encore, dissociant les « *étapes* » qu'il « *fusionnait* » en 1920 et « *assignant à la bourgeoisie chinoise une place importante dans la modernisation et à la modernisation dans la révolution (dont elle est chargée de préparer les ingrédients "objectifs")* », même si cette « *logique* » contredisait sa méfiance à l'encontre du *Guomindang*. De la mauvaise foi certes mais une imputation justifiée sur le fond !

D'autres reprennent, prudemment il est vrai, les assertions des staliniens. Jacques Guillermez écrit ainsi qu'à la fin de sa vie, Chen Duxiu serait « *redevenu nationaliste* » et « *peut-être même membre plus ou moins sincère du Guomindang* » (115). Sans doute Chen est-il patriote lorsqu'il défend son pays martyrisé contre l'impérialisme japonais mais le « *nationalisme* » - ce qui est différent - qui lui est ici prêté est infirmé par sa fidélité réaffirmée à la IV^{ème} Internationale. Quant à sa prétendue adhésion au *Guomindang*, elle n'est qu'un écho des calomnies staliniennes.

Dans la Chine maoïste, Chen Duxiu fut condamné à la *damnatio memoriae* (116). Dans sa thèse, Yves Nalet exhume cette citation peu connue de Mao Zédong : « *Chen Duxiu fut le général en chef du 4 mai. Aujourd'hui n'est pas encore arrivé le moment où nous pourrions faire l'histoire de Chen Duxiu. Mais dans l'avenir, quand nous écrirons l'histoire de la Chine, nous devons parler de ses mérites* » (117). On était en mars 1942,

peu avant la mort de Chen. Mao ne niait pas que ce « *révolutionnaire démocrate bourgeois* » ait eu quelques « *mérites* », il jugeait inopportun de les rappeler. Le « *moment* » de les reconnaître allait tarder à venir. Au cours de la « *révolution culturelle* », Chen ne fut tiré de l'anonymat que pour être insulté et calomnié : « *Chaque pore [de son] corps était souillé du sang du peuple* » ! (118)

Depuis 1976 (119), note toutefois Lee Feigon « *ce jugement sévère a été répudié* » pour ce qui concerne, dans un premier temps, ses activités antérieures à 1920. En 1979, année qui voyait coïncider le 60^{ème} anniversaire du 4 mai et le centenaire de la naissance de Chen, le *Liberation (Jiefang) Daily*, quotidien officiel du Comité de Shanghai du Parti communiste, publia un article reconnaissant, en ces termes, les « *mérites* » de Chen : « *C'est Chen Duxiu qui a critiqué la vieille éthique féodale, propagé les idées nouvelles, et jeté les bases de la révolution littéraire. Il fut le leader le plus influent [...] des milieux intellectuels lors du mouvement du 4 mai.* » (120). Signe des temps, une *Histoire d'Anqing*, publiée dans la ville natale de Chen, mentionna son nom. Même si ces – rares – publica-

(113) - Jean Chesneaux – *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927* - Thèse soutenue en 1962 – Réimpressions des Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales – 1998 – page 346.

(114) - *Annales Economies Sociétés Civilisations* - Juillet-août 1985 – Compte rendu de l'ouvrage de Lee Feigon, *Chen Duxiu, founder of the Chinese Communist Party* (Princeton University Press – 1983).

(115) - Jacques Guillermez- *Histoire du Parti communiste chinois* – Tome 1- Payot – 1975 – Page 55.

(116) - Ce déni de mémoire s'est accompagné de drames humains. L'une des filles de Chen, Chen Zimei, serait morte dans un camp de rééducation en 1960 ou 1961, l'une de ses belles-filles, Shi Jingyi aurait péri sous les coups de Gardes rouges pendant la « *révolution culturelle* » (source : Y. Nalet – *Op. cit.*).

(117) - *Comment étudier l'histoire du Parti* – Discours du 30 mars 1942 – Publié en 1980 (*Etudes sur l'histoire du Parti* n°1) – Cité par Yves Nalet – *Op. cit.* Page 1. Ce qui est souligné l'est par nous.

(118) - Cité par L. Feigon – *Op. cit* – Page 7.

(119) - Année de la mort de Mao Tsé Toung.

(120) - Cité par L. Feigon – *Op. cit* – Page 7

tions peuvent, avec le recul, apparaître comme l'amorce d'une réévaluation, celle-ci resta bien timide. Pour l'année 1979, on eût pu s'attendre à ce que le « général en chef du 4 mai » et fondateur du Parti, fût largement évoqué. Il n'en fut rien. Le *Quotidien du Peuple* s'offrit même le luxe d'évoquer *La jeunesse* sans jamais citer le nom de son rédacteur en chef ! Quant au rôle de Chen dans la fondation du Parti, il n'en fut pas question. Chen Duxiu restait un exilé de l'Histoire. Ce n'est qu'avec les années 80, que s'amorce une réappréciation de son rôle historique. En août 1980, la *Collection de documents de l'histoire littéraire* lui consacre un numéro spécial. Des groupes de recherche reconnaissent son rôle dans le Mouvement du 4 mai et dans la naissance du Parti communiste. En 1984, ses articles sont réédités. Des historiens lui accordent une place plus conforme à son influence réelle dans l'histoire de la Chine moderne. Son exclusion du Parti en 1929 interdit cependant toute réhabilitation.

En janvier 2008, la réévaluation devient quasi-officielle. Shi Zhongquan, ancien directeur adjoint de l'*Institut central d'histoire du Parti* reconnaît dans *L'histoire du Parti et de la construction du Parti à Shanghai*, organe du Parti communiste, que « la source principale de ses erreurs était le Komintern et le Parti lui-

même » et que « les apports de Chen Duxiu au cours de sa vie contrebalancent largement ses démérites » (121).

Depuis, des thèses ont été consacrées à celui qui fut non seulement le fondateur du Parti communiste mais aussi l'intellectuel qui jeta les bases du chinois moderne et du système de transcription *pinyin* (122). Sa photo figure dans le musée du syndicat officiel à Canton (Guangzhou) avec l'indication : « l'un des fondateurs du mouvement ouvrier chinois ». Un Institut *Chen Duxiu* a été créé très officiellement. Le Parti communiste chinois restitue ainsi à Chen Duxiu son rôle et sa stature historiques. Pour autant, reconnaissance ne vaut pas réhabilitation. La réhabilitation de Chen Duxiu sera effective lorsque les travailleurs et, plus largement, le peuple chinois jouiront des droits et des libertés politiques et culturelles pour lesquels il s'est battu. ■

Octobre 2019

(121) - Zgang Kai – *Changements dans l'analyse du Parti communiste chinois sur Trotsky et Chen Duxiu - October Review* (28 juin 2008) – Reproduit dans les *Cahiers du Cermtri* n°135. Page 79.

(122) - Suivant une conversation, à la fin de sa vie, avec un jeune cousin, rapportée par Lee Feigon, Chen pensait que ses travaux philologiques pouvaient déboucher sur une romanisation de la langue chinoise (page 226).

LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (1)

Chers Camarades,

Depuis que j'ai contribué avec mes camarades à fonder le Parti communiste chinois en 1920, j'ai toujours appliqué fidèlement la politique opportuniste des dirigeants de l'Internationale communiste : Staline, Zinoviev, Boukharine (2) et autres, qui conduisit la révolution chinoise à un honteux et triste échec. Bien que j'aie travaillé avec acharnement jour et nuit, mes démérites sont cependant plus grands que mes mérites. Naturellement, je ne veux pas imiter la confession hypocrite de quelques-uns des anciens empereurs chinois : « *Moi seul suis responsable de tous les péchés des peuples* », en prenant sur mes propres épaules toutes les erreurs qui ont causé l'échec, par contre j'aurais honte d'adopter l'attitude des camarades responsables durant cette période, qui critiquent seulement les fautes passées de l'opportunisme en s'excluant eux-mêmes. Chaque fois que des camarades montreront mes erreurs passées, je les reconnaîtrai sincèrement. Je refuse absolument d'ignorer l'expérience de la révolution chinoise, acquise à un si haut prix payé par le prolétariat (depuis la conférence du « 7 août » (3) jusqu'à maintenant, non seulement je n'ai pas repoussé les justes critiques, mais j'ai même gardé le silence devant les blâmes exagérés dirigés contre moi). Je suis non seulement disposé à reconnaître mes erreurs passées mais aujourd'hui et à l'avenir, s'il y a quelque erreur opportuniste dans ma

pensée ou dans mon action, j'espère que les camarades me critiqueront sans ménagement avec des arguments et des faits. J'accepte humblement et accepterai toute critique sauf les rumeurs et les fausses accusations. Je ne puis posséder la même confiance en soi que Qu Qiu-bai et Li Lisan (4). Je reconnais pleinement que ce n'est jamais chose facile, pour les hommes

(1) - Cette lettre figure dans le livre de Pierre Broué, *La question chinoise dans l'Internationale communiste* – EDI – 1976 (édition revue et augmentée) – Pages 441 à 463.

(2) - Zinoviev et Boukharine furent successivement présidents de l'Internationale communiste.

(3) - Conférence du 7 août 1927 au cours de laquelle Chen Duxiu, accusé d'avoir délibérément saboté la mise en œuvre des consignes de l'IC et taxé « *d'opportunisme droitier* », fut démis de sa fonction de secrétaire général, exclu du Comité central et rétrogradé à la base du Parti..

(4) - Li Lisan (1899-1967) – Dirigeant communiste chinois. Secrétaire général de 1928 à 1930. Défendra entre 1927 et 1930 une ligne aventuriste (la « *ligne Li Lisan* ») qui lui vaudra d'être taxé de « *gauchisme* » et d'être contraint de se rendre à Moscou faire une autocritique qui ne lui épargnera pas plusieurs années d'humiliations et de persécutions. Réconcilié avec Mao, il deviendra plus tard dirigeant de la Fédération syndicale de la République populaire de Chine mais, trop indépendant, il sera démis de ses fonctions en 1953.

Qu Qiu-bai (1899-1935) – Dirigeant, lui aussi, du Parti communiste. Partisan, dès la première proposition de Maring, de l'entrée dans le Guomindang. Remplace Chen Duxiu à la tête du Parti en août 1927 mais soutient la « *ligne gauchiste* » de Li Lisan ce qui lui vaut d'être critiqué puis écarté de la direction du Parti. Ami de Lu Xun, il sera l'un des fondateurs de la Ligue des écrivains de gauche. Fusillé par le Guomindang.

ou pour les partis, d'éviter les fautes opportunistes. Même des vétérans marxistes comme Kautsky et Plekhanov ont sombré à la fin de leur vie dans un opportunisme impardonnable ; ceux qui pendant de longues années travaillèrent avec Lénine, comme Staline et Boukharine, pratiquent aussi maintenant un honteux opportunisme ; comment des marxistes superficiels comme nous-mêmes pourraient-ils être satisfaits ? Un homme toujours satisfait de soi s'interdit tout progrès. Même le drapeau de l'Opposition ne possède pas le charme du céleste professeur Chiang (chef de la religion taoïste qui avait le pouvoir de chasser les démons) et si ceux qui n'ont pas pénétré à fond l'idéologie de la petite bourgeoisie, pleinement compris les bases de l'opportunisme passé et participé activement aux luttes, se bornent à se ranger sous le drapeau de l'Opposition et à dénoncer l'opportunisme de Staline et de Li Lisan, s'imaginent que les démons opportunistes ne s'approcheront jamais, c'est une dangereuse illusion. Le seul moyen d'échapper à l'opportunisme c'est d'étudier avec persévérance et humilité les enseignements de Marx et de Lénine dans les luttes des masses prolétariennes et dans la critique mutuelle des camarades.

Je reconnais très nettement que les causes objectives de l'échec de la révolution chinoise sont d'importance secondaire et que le point principal est que l'erreur de l'opportunisme est l'erreur de notre politique à l'égard du Guomindang de la bourgeoisie. Tous les camarades responsables du Comité central à l'époque, et moi spécialement, devraient reconnaître ouvertement et courageusement qu'une telle politique était absolument erronée ; mais ce n'est pas assez de reconnaître seulement l'erreur ; nous devons sincèrement et pleinement comprendre que l'erreur passée était la matière essentielle de la politique de l'opportunisme et quelles furent les causes et les résultats de cette politique, et les révéler pleinement. Alors pourrons-nous espérer ne pas retomber dans les mêmes erreurs et éviter la répétition de l'ancien opportunisme dans la prochaine révolution.

Dans les premiers temps de la fondation

de notre parti, bien qu'il fût tout à fait jeune encore et guidé par l'Internationale communiste, nous ne commîmes pas de grandes fautes. Par exemple, nous prîmes nettement la direction des batailles ouvrières et reconnûmes la nature de classe du Guomindang. En 1921, notre parti amena les délégués du Guomindang et d'autres organisations sociales à participer à la Conférence des travailleurs de l'Extrême-Orient qui avait été préparée et convoquée par la III^{ème} Internationale. La résolution adoptée par cette conférence stipulait que dans les pays coloniaux de l'Orient, il fallait mener la bataille pour la révolution démocratique et qu'au cours de la révolution, des soviets paysans devaient être organisés. En 1922, au deuxième congrès du Parti chinois, cette politique du front uni de la révolution démocratique fut confirmée et sur cette base nous réglâmes notre attitude à l'égard de la situation politique. En même temps le représentant de l'Internationale des Jeunes, Dalin, vint en Chine et suggéra au Guomindang le front uni des cliques révolutionnaires. Le chef du Guomindang, Sun Yat-sen, refusa sévèrement de seulement permettre aux membres du Parti communiste chinois ou de la Ligue des Jeunes d'adhérer au Guomindang, repoussant l'union en dehors du parti. Peu après la tenue de notre congrès, l'Internationale communiste envoya son représentant, Maring (H. Sneevliet), en Chine, invitant tous les membres du Comité central du Parti à se réunir au West Lake de Hangzhou (province du Zhejiang) et là il suggéra au Parti communiste de rejoindre le Guomindang. Il affirma vigoureusement que le Guomindang n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais un parti commun de classes diverses et que le parti prolétarien devait y entrer pour le rendre meilleur et le pousser vers la révolution. A cette époque, les cinq membres du Comité central du Parti communiste chinois s'opposèrent unanimement à cette proposition. La raison principale de notre opposition était celle-ci : entrer dans le Guomindang, c'était introduire la confusion dans l'organisation de classe et entra-

LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

ver notre politique indépendante. Finalement le délégué de la III^{ème} Internationale demanda catégoriquement si le Parti communiste chinois se conformerait à la décision de l'I.C.

Placé dans cette situation, le Comité central du Parti qui ne voulait pas enfreindre la discipline internationale ne pouvait qu'accepter la suggestion de la III^{ème} Internationale et accepter d'entrer dans le Guomindang. A partir de ce moment, le délégué de l'I.C. et les représentants du Parti chinois passèrent près d'une année à tenter de réorganiser le mouvement du Guomindang. Mais dès les premières tentatives, le Guomindang se montra résolument hostile. A maintes reprises, Sun Yat-sen dit au délégué de l'I.C. : « *Pour autant que le Parti communiste chinois a adhéré au Guomindang, il doit observer la discipline du Guomindang ; si la Russie soviétique se range aux côtés du Parti communiste chinois, je me dresserai aussitôt contre la Russie soviétique.* » Ainsi le délégué de l'I.C. repartit pour Moscou très désappointé. Son successeur, Borodine, prit avec lui une importante aide matérielle pour le Guomindang. Alors le Guomindang commença à se réorganiser, en 1924, et à adopter la politique de collaboration avec la Russie.

Durant cette période, les communistes chinois étaient à peu près indemnes de tout opportunisme. Aussi pûmes-nous prendre la tête de la grève des cheminots du 7 février 1923 et du mouvement du « 30 mai » de 1925, car nous n'étions pas gênés par la politique du Guomindang et à plus d'une reprise nous critiquâmes sévèrement la politique de compromis du Guomindang. Aussitôt que le prolétariat eut levé la tête (mouvement du « 30 mai »), la bourgeoisie fut immédiatement éveillée. Aussi les brochures anticommunistes de Dai Ji-tao (5) furent-elles aussitôt publiées. A la Conférence élargie du Comité central du Parti communiste chinois tenue à Pékin en octobre de la même année, je soumis la proposition suivante à la Commission politique des résolutions : la publication des brochures de Dai Ji-tao n'est pas accidentelle mais elle signifie que la bourgeoisie

va tenter de renforcer sa puissance pour barrer la route au prolétariat et se préparer pour la contre-révolution. Nous devrions nous préparer à sortir sans délai du Guomindang ; alors nous pourrions maintenir pleinement notre signification politique, prendre la direction du Guomindang. A ce moment, le délégué de l'I.C. et les camarades responsables de notre Comité central se trouvèrent d'accord pour combattre ma proposition, disant qu'elle aboutissait à suggérer aux camarades et aux masses de s'engager sur la voie de l'opposition au Guomindang. Je devais tenir compte de l'opinion de la majorité de notre Comité central et aussi observer la discipline internationale : je ne maintins donc pas fermement ma proposition. Le coup d'Etat de Chiang Kai-shek, le 20 mars 1926, se produisit alors comme une application des principes formulés par Dai Ji-tao. Ayant fait arrêter un grand nombre de communistes, désarmer les gardes rouges des comités de grève de Canton et de Hongkong, et des conseillers soviétiques, le Comité central du Guomindang décida que tous les éléments communistes devaient se retirer des organismes dirigeants du Guomindang, que toute critique du Sunyatsénisme (6) par les communistes était interdite et que la liste du nom des membres du Parti communiste et de la Ligue qui entraient dans le Guomindang devait être remise au Guomindang. Toutes ces conditions furent acceptées, mais en même temps nous continuâmes à préparer nos forces militaires à nous afin de les amener au niveau de celles de Chiang Kai-shek. Le camarade Peng Shuzhi (7) fut envoyé à Canton comme représentant du Comité central du Parti communiste chinois pour consulter le représentant de l'I.C. sur notre plan. Mais ce dernier déclara qu'il n'était pas d'accord avec nous

(5) - Dai Ji-tao (1891-1949) : dirigeant du Guomindang. Représentant de la droite du mouvement. Se suicidera lors de la victoire de Mao.

(6) - Doctrine de Sun Yat-sen, également appelée « *triplédémisme* » car fondée sur « *trois principes du peuple* » : le nationalisme, la démocratie et le bien-être du peuple.

(7) - Voir, dans ce numéro l'article de Rémy Janneau – Note 41.

et s'efforça de son mieux à continuer de renforcer Chiang Kai-shek. Il demanda avec insistance que nous mettions toutes nos forces du côté de la dictature militaire de Chiang Kai-shek afin de renforcer le gouvernement de Canton et de soutenir l'expédition vers le Nord. Nous lui demandâmes de prélever 5 000 fusils sur ceux attribués à Chiang Kai-shek et Li Ji-shen (8) pour nous permettre d'armer les paysans du Guangdong. Il refusa, disant : « *Les paysans armés ne peuvent pas combattre les forces de Chen Jiong-ming (9), ni prendre part à l'expédition du Nord ; ils ne peuvent que provoquer la suspicion du Guomindang* ». Ce fut une période des plus critiques. Parlant concrètement, ce fut la période dans laquelle le Guomindang de la bourgeoisie obligea ouvertement le prolétariat à le prendre pour guide et à le suivre, ou encore c'était le moment où le prolétariat déclarait formellement, par notre intermédiaire, se rendre à la bourgeoisie, vouloir la suivre, et se subordonner à elle (Le délégué de l'I.C. dit textuellement : « *La présente période est une période dans laquelle les communistes doivent faire le travail des coolies pour le Guomindang.* »). A partir de ce moment le Parti n'était déjà plus le parti du prolétariat, il se transformait en extrême-gauche de la bourgeoisie et commençait à dégringoler dans l'opportunisme. Après le coup du 20 mars, dans mon rapport à l'I.C., je déclarais que mon opinion personnelle concernant la coopération avec le Guomindang devait être non une coopération du dedans mais une coopération du dehors; autrement nous ne pourrions pas mener notre politique propre ni garder la confiance des masses. En réponse à ce rapport, Boukharine donna un article à la *Pravda* critiquant sévèrement mon opinion, que le P.C. chinois devait se retirer du Guomindang, en disant : « *Il y a eu dans le passé deux tactiques erronées : l'abandon des syndicats réformistes et la rupture du Comité anglo-russe. Nous sommes maintenant devant une troisième : le Parti communiste chinois veut toujours sortir du Guomindang* ». Et en même temps, il envoyait Wu Ting-kong, le secré-

taire du Bureau d'Extrême-Orient en Chine pour combattre notre tendance à quitter le Guomindang. Cette fois encore et toujours pour les mêmes raisons, je dus céder.

Plus tard, la campagne militaire vers le Nord s'engagea. Nous fûmes attaqués très vivement par le Guomindang parce que, dans notre organe, *Le Guide*, nous critiquâmes la suppression de tout mouvement ouvrier à l'arrière et la contribution obligatoire des paysans au fonds militaire à cause de cette expédition. Vers le même moment, les ouvriers de Shanghai se préparaient à se soulever et à chasser les troupes du Zhili-Shandong. Si ce soulèvement triomphait, la question de savoir qui prendrait le pouvoir se posait. A cette époque, dans le protocole de la résolution politique de la Conférence élargie du Comité central, je disais : « *La révolution chinoise a deux voies : l'une est celle que le prolétariat peut tracer et alors nous pouvons atteindre nos buts révolutionnaires ; l'autre est celle de la bourgeoisie et ainsi cette dernière devra trahir la révolution au cours de son développement. En conséquence, nous pouvons coopérer avec la bourgeoisie, mais c'est nous qui devons avoir le rôle dirigeant* ». Cependant, tous les membres du Bureau d'Extrême-Orient de l'I.C. résidant à Shanghai se trouvèrent unanimes contre ma proposition, disant qu'elle pousserait les ouvriers à s'opposer à la bourgeoisie trop tôt. En outre, ils déclarèrent péremptoirement qu'au cas où le soulèvement de Shanghai réussirait, le pouvoir devrait être confié à la bourgeoisie et qu'il n'était pas nécessaire que des délégués ouvriers y participent. Par suite ma proposition fut abandonnée.

A l'époque où le corps expéditionnaire du Nord s'empara de Shanghai (1927) la préoccupation principale de Qu Qiu-bai

(8) - Li Jishen (1885-1959) : l'un des chefs militaires du Guomindang. Sera exclu en 1947 pour avoir appelé à la réconciliation avec le PCC. Deviendra jusqu'à sa mort, l'un des six vice-présidents de la République populaire de Chine.

(9) - Révolutionnaire chinois devenu « *seigneur de la guerre* ». Allié puis adversaire de Sun Yat-sen. Se réfugiera à Hong Kong en 1925.

LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

était la sélection du gouvernement municipal de Shanghai et comment unir la petite bourgeoisie et les moyens et petits commerçants pour combattre la grande bourgeoisie. Peng Shuzhi, Luo Yi-nong (10) et moi, pensâmes que l'élection du gouvernement municipal de Shanghai n'était pas le problème central, mais que le problème central était celui-ci : si le prolétariat ne dominait pas les forces militaires de Chiang Kai-shek, la petite bourgeoisie ne serait pas avec nous et Chiang Kai-shek, sous la direction des impérialistes, massacrerait les masses. A cette époque, le gouvernement municipal de Shanghai non seulement n'était qu'un mot, mais il était clair qu'un échec s'étendrait à la Chine tout entière parce que si Chiang Kai-shek trahissait ouvertement la Révolution ce ne serait pas là une action individuelle, mais le signal que la bourgeoisie, dans tout le pays, passerait au camp de la réaction. Pen Shuzhi alla aussitôt à Hankéou pour exposer notre opinion devant le délégué de l'I.C. et la majorité des membres de notre Comité central et les consulter sur la manière dont il fallait attaquer les forces de Chiang Kai-shek. Mais ils se souciaient fort peu du coup de Shanghai et se bornèrent à me télégraphier à diverses reprises, insistant pour que je me rende sans tarder à Wuhan et dans la province de Hubei. Ils pensaient que le gouvernement nationaliste était alors à Wuhan et qu'ainsi c'était à Wuhan que toutes les questions importantes devaient être tranchées. En même temps, le délégué de l'I.C. nous ordonnait de cacher ou d'enterrer toutes les armes afin d'éviter un conflit armé entre les ouvriers et Chiang Kai-shek, afin de ne pas troubler la concession de Shanghai par une lutte armée. Ayant lu ce télégramme, Luo Yi-nong était si irrité qu'il le déchira en morceaux. Je me conformai encore une fois aux instructions de l'I.C. et conformément à celles-ci touchant la politique de l'I.C. envers le Guomindang et les impérialistes, je rédigeai, avec Wang Jing-wei (11), un honteux manifeste.

Au début d'avril, j'allai à Hankéou (12). Quand je rencontrai Wang Jing-wei pour la première fois, il prononça des paroles

réactionnaires, grandement différentes de ce qu'il avait dit lorsqu'il était à Shanghai. J'en informai Borodine. Celui-ci me dit que mon observation était juste et que aussitôt que Wang Jing-wei avait atteint Wuhan, il avait été entouré par Si Chien, Guo Meng-yu, Chen Gong-ho, Tan Yen-kai et d'autres et que, progressivement, il était devenu plus froid avec lui. Après que Chiang Kai-shek et Lu Chi-sheng eurent fait massacrer méthodiquement les ouvriers et les paysans, le Guomindang méprisait davantage de jour en jour la force du prolétariat, et l'attitude réactionnaire de Wang Jing-wei et du Comité Central du Guomindang se développa rapidement. A la réunion de notre Bureau politique, je fis un rapport sur la coopération de notre parti avec le Guomindang : « *Le danger de la coopération entre notre parti et le Guomindang, disais-je, est de plus en plus sérieux. Le Guomindang paraît seulement préoccupé de tel ou tel problème secondaire, mais en réalité ce qu'il veut c'est tout le pouvoir. Maintenant, deux voies seulement nous sont ouvertes : renoncer au pouvoir ou rompre avec le Guomindang.* » Les assistants accueillirent cette déclaration par le silence. Après le coup du 21 mai à Changsha, dans la province du Hunan, je suggérai à deux reprises la sortie du Guomindang. Finalement, je dis : « *Le Guomindang de Wuhan marche sur les traces de Chiang*

(10) - Luo Yi-nong (1901-1928) – Dirigeant communiste. Représentant de l'Internationale paysanne (Krestintern). Fusillé en 1928 par les nationalistes.

(11) - Wang Jing-wei (1883-1944) : dirigeant de « l'aile gauche » du Guomindang. Opposé à Chiang Kai-shek, il dirige un gouvernement à Wuhan. Après le massacre des communistes de Shanghai, il devient le nouvel espoir de Staline qui ordonne au PCC de le soutenir. Dès juillet 1927, il se retourne à son tour contre les communistes et contre les masses, donnant à la bourgeoisie, aux grands propriétaires fonciers et à l'armée nationaliste, le signal d'un massacre généralisé. Voyageant en Europe au cours des années 30, Wang Jin-wei rencontre Adolf Hitler. Revenu en Chine, il met sur pied des organisations paramilitaires d'extrême-droite. En mars 1940, il prend la tête d'un gouvernement fantoche de collaboration avec l'impérialisme japonais.

(12) - C'est à cette époque que la ville d'Hankéou a été absorbée par celle de Wuhan.

Kai-shek. Si nous ne changeons pas radicalement notre politique nous serons aussi amenés à suivre le chemin de Chiang Kai-shek ! ». Seul Deng Pei s'écria : « *oh ! oui.* » Zhou Enlai (Chou En-lai) déclara : « *Après notre sortie du Guomindang, les mouvements ouvrier et paysan seront plus à leur aise pour se développer mais l'action militaire souffrira trop.* » Les autres restèrent passifs. A la même époque, comme je discutais cette question avec Du Shu-pei, il me dit : « *Nous devons laisser le Guomindang nous expulser et ne pas nous en aller nous-mêmes.* » Je consultai Borodine : « *Je suis tout à fait d'accord avec vous, me dit-il, mais je sais que Moscou ne permettra jamais que nous sortions du Guomindang.* » Toujours pour les mêmes raisons, je dus m'incliner, mais en même temps je remettais ma démission entre les mains du Comité central. La principale raison que j'en donnais était celle-ci : « *L'I.C. veut, d'une part, que nous fassions notre politique, et d'autre part elle ne nous permet pas de sortir du Guomindang. Il n'y a vraiment pas d'issue et, dans ces conditions, je ne puis poursuivre mon travail.* »

Du commencement à la fin, l'I.C. considéra que le Guomindang était l'organe essentiel de la révolution nationale démocratique chinoise. Dans la bouche de Staline, l'expression « *la direction du Guomindang* » était formulée très haut ; les masses sous le nom et la bannière du Guomindang. Au moment où les chefs du Guomindang ainsi il voulait que nous restions tout à fait soumis dans l'organisation du Guomindang et que nous dirigions tels que Feng Yu-xiang, Wang Jing-wei, Fang Seng-chi, Ho jieu, etc, se montrèrent ouvertement réactionnaires et abolirent la politique appelée des « *trois quarts* » - accord avec l'Union soviétique, travail du Parti communiste dans le Guomindang et aide au mouvement ouvrier et paysan - l'I.C. nous envoya ces instructions par télégramme : « *Sortir seulement du gouvernement du Guomindang, mais non du Guomindang.* » Ainsi après la conférence du « *7 août* », du soulèvement de

Nanchang jusqu'à la prise de Shantou, le Parti communiste restait toujours caché sous le drapeau bleu et blanc de la clique de gauche du Guomindang. Pour les masses, il apparaissait qu'il y avait un certain trouble à l'intérieur du Guomindang, mais rien de plus. Le jeune Parti communiste chinois créé par le jeune prolétariat chinois n'eut pas une période convenable d'éducation marxiste et de luttes de classes. Dès le début de sa formation il se trouva en présence de la grande bataille révolutionnaire. Le seul espoir pour lui d'éviter toute erreur grave résidait dans la juste politique prolétarienne de l'I.C. Mais guidés par une politique toujours opportuniste en ses diverses phases, comment le prolétariat chinois et le Parti communiste pouvaient-ils voir clairement leur propre avenir ? Et comment pouvaient-ils avoir une politique indépendante ? Ils ne firent que se livrer, pas à pas, à la bourgeoisie et se subordonner complètement à elle. Et quand celle-ci se mit à nous massacrer, nous ne sûmes plus que faire.

Après le coup du 21 mai à Changsha, l'I.C. nous traça ce programme :

1- Confisquer les terres des propriétaires grands et petits, ne pas nous servir du nom de gouvernement nationaliste, mais ne pas toucher aux terres des officiers (Or, dans les provinces du Hunan et du Hubei il n'y avait pas un propriétaire qui ne soit parent ou ami d'officiers. Tous les propriétaires étaient protégés directement ou indirectement par les chefs militaires. Dans ces conditions « *confisquer la terre* » était une expression vide de sens.)

2- Arrêter l'action « *trop vigoureuse* » des paysans par le pouvoir de la direction du Parti. (Nous exécutâmes cette honteuse instruction d'entraver l'action directe des paysans. Par la suite l'I.C. accusa le Parti chinois d'avoir été souvent un obstacle pour les masses et déclara que c'était là une des plus graves fautes opportunistes).

3- Chasser les généraux qui ne pouvaient plus inspirer confiance ; armer 20 000 communistes et choisir 50 000 ouvriers et paysans des provinces du Hunan et du Hubei pour organiser une nouvelle armée Si nous pouvions disposer de tant de fu-

 LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

sils, pourquoi alors ne pas armer directement les ouvriers et les paysans et pourquoi devons-nous encore renforcer les troupes du Guomindang ? Pourquoi ne pouvions-nous pas créer des soviets d'ouvriers, paysans et soldats ? S'il n'y a ni ouvriers et paysans armés, ni soviets, où et comment pourrions-nous chasser les dits généraux ? Je suppose que nous devons encore humblement prier le Comité central du Guomindang de les révoquer ? (Le fait que le délégué de l'I.C. communiqua ces instructions de l'I.C. à Wang Jing-wei ne pouvait être que dans ce but.)

4- Introduire de nouveaux éléments ouvriers et paysans dans le Comité central du Guomindang pour remplacer d'anciens membres (Si nous avons eu le pouvoir d'agir selon notre gré avec l'ancien Comité et de réorganiser le Guomindang, pourquoi alors ne pas organiser des soviets ? Pourquoi devons-nous envoyer nos chefs ouvriers et paysans au Guomindang bourgeois qui avait déjà fait massacrer les ouvriers et les paysans ? Et pourquoi parerions-nous un tel Guomindang avec nos leaders ?)

5- Organiser un tribunal révolutionnaire avec un membre bien connu du Guomindang comme président pour juger les officiers réactionnaires (Comment un leader déjà ouvertement réactionnaire du Guomindang pouvait-il juger, dans un tribunal révolutionnaire, les officiers réactionnaires ?)

Ceux qui tentèrent d'appliquer une telle politique à l'intérieur du Guomindang étaient des opportunistes de la tendance de gauche. Il n'y eut aucun changement politique fondamental. A ce moment, si nous voulions adopter une juste politique révolutionnaire, les bases mêmes de la politique suivie jusqu'alors devaient être renversées. C'est-à-dire que le Parti communiste devait sortir du Guomindang et agir en pleine indépendance. Il devait armer les paysans et les ouvriers en aussi grand nombre que possible, créer des soviets d'ouvriers, paysans et soldats et arracher le pouvoir au Guomindang. Autrement, peu importait la sorte de poli-

tique de gauche qui serait adoptée : il n'y aurait aucun moyen de la réaliser. A cette époque, le Bureau politique télégraphia à l'I.C., en réponse à ses instructions : « *Nous acceptons les instructions, et travaillons selon elles mais la politique qu'elles expriment ne peut être réalisée immédiatement* ». En effet, tous les membres du Comité central, reconnaissaient que la politique préconisée était impossible. Même le délégué de l'I.C. participant à la réunion du Comité central, Fanck (on dit qu'il était le délégué particulier de Staline) était de cet avis. Il approuva notre réponse, déclarant que « *c'était tout ce qu'on pouvait dire.* »

Après la conférence du « 7 août », le Comité central s'efforça de répandre l'idée que la cause de l'échec de la Révolution chinoise résidait dans le fait que les opportunistes ne se conformaient pas aux instructions de l'I.C. (naturellement, ces instructions étaient celles mentionnées ci-dessus ; il n'y en eut pas d'autres).

Comme le Parti a commis une telle succession d'erreurs fondamentales, d'autres erreurs secondaires en découlaient constamment. Moi, qu'on ne reconnaissait pas franchement comme le chef, dont l'opinion n'était jamais décisive, je m'enfonçai profondément dans l'atmosphère opportuniste de l'I.C. ; je devins inconsciemment l'instrument de la petite organisation de Staline ; je ne pouvais me cultiver moi-même ; je ne pouvais sauver le Parti ni la révolution. De tout ceci, moi et mes camarades devons être tenus pour responsables. Le présent Comité central dit : « *Vous essayez de rejeter la responsabilité de l'échec sur les épaules de l'I.C. afin d'esquiver votre propre responsabilité.* » Cette déclaration est ridicule. Personne ne peut être privé définitivement du droit de critiquer l'opportunisme d'en haut et de revenir au marxisme et au léninisme sous le prétexte qu'il a lui-même commis des fautes opportunistes. En même temps personne ne peut esquiver sa responsabilité d'avoir appliqué une politique opportuniste parce que cette politique venait d'en haut. La source de la politique opportuniste menée ici est

naturellement dans l'I.C. mais pourquoi les chefs du Parti communiste chinois ne protestèrent-ils pas contre l'I.C. mais l'appliquèrent-ils fidèlement ? Qui pourrait fuir sa responsabilité ? Nous devons reconnaître très franchement et objectivement que toutes les politiques opportunistes, passées et présentes, viennent de l'I.C. Celle-ci doit en porter la responsabilité. Le jeune Parti communiste chinois n'était pas capable par lui-même de bâtir des théories et de fixer une politique quelconque, mais l'organe dirigeant du Parti doit supporter la responsabilité d'une exécution aveugle de la politique opportuniste de l'I.C. sans la moindre appréciation ni protestation. Si nous nous excusons mutuellement, devons-nous conclure que c'était la faute des masses ? Ceci n'est pas seulement trop ridicule, mais c'est se dérober devant ses propres responsabilités envers la révolution. Je crois fermement que si moi, ou un autre camarade responsable avait pu, au moment opportun, avoir une claire vision des erreurs de la politique opportuniste, formuler une forte critique, appelant même tout le parti à une ardente discussion, comme le fit le camarade Trotsky, le résultat aurait été une grande aide à la révolution et l'aurait empêchée de s'acheminer vers une honteuse faillite, bien que nous aurions risqué d'être exclu de l'I.C. et qu'une scission dans le Parti eût pu se produire. Je ne l'ai pas fait. Si le parti, se basant sur une telle faute ou sur le fait que j'ai fortement contribué aux politiques erronées en m'y conformant, m'inflige une punition sévère, je l'accepterai sincèrement, sans un mot de protestation.

Mais les raisons qu'invoque le présent Comité central pour m'expulser du parti sont les suivantes :

1- *« Il n'a pas reconnu sincèrement les erreurs propres de sa politique opportuniste dans la période de la grande Révolution chinoise et ne veut pas consentir à reconnaître en quoi réside son erreur fondamentale. Par suite il est condamné à persister dans sa ligne passée erronée. »* En réalité on m'expulse exactement parce

que je reconnais sincèrement en quoi consiste la faute de l'ancienne direction opportuniste et que je suis résolu à combattre le maintien présent ou futur des lignes erronées.

2- *« Il n'accepte pas l'opinion de l'I.C. Il refuse d'aller à Moscou parachever son instruction au sein de l'I.C. »* J'ai été suffisamment éduqué par l'I.C. J'ai commis dans le passé beaucoup de fautes parce que j'ai accueilli trop facilement les opinions des C.C. Aujourd'hui, je suis expulsé parce que je n'accepte pas aveuglément l'opinion de l'I.C.

3- Le 5 août dernier j'écrivis une lettre au Comité central dans laquelle je disais : *« Quelle est la contradiction fondamentale entre les intérêts économiques de classe et ces deux classes ? Avant et après l'insurrection de Canton j'envoyais plusieurs lettres au Comité central montrant que le pouvoir dirigeant du Guomindang ne s'effondrerait pas aussi rapidement que vous le pensiez. A présent, il y a quelque agitation parmi les masses mais ce n'est pas suffisant pour y voir les symptômes d'une nouvelle vague révolutionnaire. Le mouvement général légal, bien entendu, est d'abandonner toute tentative de révolution. Mais sous certaines conditions, quand il est nécessaire de développer nos forces, "toutes les mesures légales possibles sauf celles d'un caractère infâmant" (Lénine) ne doivent pas être repoussées durant cette période (la période de transition) »*. Le Comité central modifia hypocritement ces trois phrases de la manière suivante : *« Il n'y a nulle contradiction entre la bourgeoisie et les forces féodales. La présente classe dirigeante ne va pas vers son effondrement et la lutte révolutionnaire ne commence pas à reprendre mais décline davantage. » « Il affirme qu'il faut adopter des formes légales. »* En outre, on ajouta une citation à chaque phrase. Tout cela paraît être ma véritable déclaration. C'est aussi la raison pour laquelle on m'expulse du parti.

4- J'écrivis une autre lettre au Comité central le 10 octobre, disant : *« La présente période n'est pas une période de vague révolutionnaire mais une période de*

 LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

contre-révolution. Nous devrions formuler des mots d'ordre démocratiques comme nos mots d'ordre généraux. Par exemple, outre la revendication des huit heures, de la confiscation des terres, nous devrions aussi dire : " Annulation des traités inégaux ", " Contre la dictature du Guomindang ", " Convocation d'une Assemblée nationale ", etc. ». Il est nécessaire d'amener à l'activité de larges masses sous ces mots d'ordre démocratiques ; alors nous pourrions ébranler le régime contre-révolutionnaire, susciter la formation d'une nouvelle vague révolutionnaire et faire que nos mots d'ordre fondamentaux : « *A bas le gouvernement du Guomindang !* » et « *Instauration du régime soviétique* » deviennent les mots d'ordre actifs d'un mouvement de masses. Le 26 octobre, le camarade Peng Shuzhi et moi écrivîmes une lettre au Comité central, disant : « *La période présente n'est pas directement révolutionnaire ; nous devons avoir des mots d'ordre politiques généraux adaptés à cette période ; ainsi nous pourrions toucher et gagner les masses. Le mot d'ordre des soviets ne peut être actuellement qu'un mot d'ordre de propagande. Si nous pouvons " lutter pour l'organisation des soviets " comme un mot d'ordre actif, certainement nous ne pouvons pas espérer une réponse du prolétariat* ». Mais le Comité central affirma que nous voulions substituer aux mots d'ordre « *A bas le gouvernement du Guomindang* » et « *Instauration d'un régime soviétique* » le mot d'ordre politique général actuel « *Convocation d'une assemblée nationale* ». Ceci est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

5- J'écrivis dans une lettre que nous devions dénoncer « *la politique de trahison ou de spoliation du pays suivie par le Guomindang à l'égard du chemin de fer oriental chinois* » pour amener « *les larges masses toujours animées de l'esprit national à sympathiser avec nous et à se dresser contre la manœuvre des impérialistes attaquant l'Union soviétique en se servant du Guomindang et prenant pour prétexte le Chemin de fer oriental* ». Ceci était dit clairement pour appuyer le mot

d'ordre d'appui à l'U.R.S.S. et pour toucher les masses. Mais le Comité central déclara que je voulais substituer le mot d'ordre d'opposition à la politique de spoliation du pays par le Guomindang au mot d'ordre d'aide à l'Union soviétique. C'est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

6- J'écrivis au Comité central plusieurs lettres au sujet des problèmes politiques sérieux qui se posent dans le parti. Le Comité central s'abstint, pour un long temps, de les communiquer au Parti. Plus tard, le délégué de l'I.C. et le Comité central me dirent clairement que c'est un principe que toutes les opinions politiques ne peuvent pas être exposées devant le Parti. Etant donné qu'il n'y a nul espoir de corriger les fautes du Comité central au moyen d'une discussion régulière avec les camarades, je ne devrais pas être lié par la discipline habituelle de l'organisation et de plus, il n'est pas nécessaire d'empêcher des camarades de communiquer mes lettres. C'est aussi une des raisons pour lesquelles je suis exclu.

7 - Depuis la conférence du « 7 août », le Comité central ne m'a permis de participer à aucune réunion ni ne m'a donné un travail quelconque à faire. C'est seulement le 6 octobre (quarante jours avant mon expulsion) qu'il m'envoya une lettre disant : « *Le Comité central a décidé de vous demander d'entreprendre le travail d'édition du Comité central conformément à la ligne politique du parti et d'écrire un article contre l'Opposition dans la semaine courante* ». Comme j'avais, plus d'une fois, critiqué le Comité central pour sa persistance dans l'opportunisme et le putschisme, on essayait de créer des motifs pour m'exclure du parti. Or, maintenant, je reconnais fermement que les opinions du camarade Trotsky concordent avec le marxisme-léninisme. Comment pouvais-je parler ou écrire contre ce que je pense ?

8 - Ce que nous savons, c'est que le camarade Trotsky a combattu vigoureusement la politique opportuniste de Staline et de Boukharine. Nous ne pouvons ajouter foi aux rumeurs que répand la clique stali-

nienne et croire que le camarade Trotsky, qui a préparé et accompli la Révolution d'Octobre la main dans la main avec Lénine, est devenu un contre-révolutionnaire. Parce que nous avons parlé de Trotsky comme d'un camarade, le Comité central nous a blâmés, accusés « *d'avoir déjà déserté la Révolution et le prolétariat pour aller vers la contre-révolution* », et exclus du parti.

Camarades ! Le Comité central a recouru à tous ces faux et mensonges pour tenter de justifier mon exclusion du parti, et a jeté sur moi l'épithète de « *contre-révolutionnaire* » sans la moindre preuve. Je crois que la plupart des camarades ne peuvent encore comprendre clairement de quoi il s'agit dans cette affaire. Même le Comité central doit reconnaître « *qu'il y a des camarades qui ne peuvent pas comprendre* ». Néanmoins il m'exclut et affirme ouvertement que je vais à la contre-révolution quand des camarades déclarent ne pas comprendre. Cependant je comprends très bien pourquoi il m'accuse faussement d'être un « *contre-révolutionnaire* ». C'est l'arme inventée par les chinois d'aujourd'hui pour attaquer ceux qui n'appartiennent pas à leur clique. Par exemple, le Guomintang accuse les communistes d'être des contre-révolutionnaires pour couvrir ses propres péchés. Chiang Kai-shek tente de tromper les masses avec l'étendard de la révolution, se considérant lui-même comme la personification de la révolution. Ceux qui le combattent deviennent aussitôt des « *contre-révolutionnaires* », des « *éléments réactionnaires* ».

Beaucoup de camarades savent que les raisons déraisonnables du Comité central pour m'exclure ne sont qu'une excuse formelle et officielle. En réalité, il ne veut pas que je puisse exprimer mes opinions dans le parti et le critiquer pour son opportunisme et son putschisme passés et il persiste dans sa politique de banqueroute.

Dans quelques-unes des contrées bourgeoises à travers le monde, il existe des vestiges féodaux et des méthodes féodales d'exploitation (les nègres et les esclaves

de l'archipel des mers du Sud sont soumis au régime d'esclavage antérieur au féodalisme) et là existent des vestiges des forces féodales. La Chine leur ressemble. Dans la révolution, nous ne pouvons pas, naturellement, négliger ces forces. Mais l'I.C. et notre Comité central ont unanimement reconnu qu'en Chine les vestiges féodaux occupent toujours une haute position dans l'économie et dans la politique et détiennent la position dirigeante. Par suite, ils considèrent ces vestiges comme l'objet de la révolution et, négligemment, ils laissent passer l'ennemi mortel de la révolution – les forces de la bourgeoisie – et considèrent toutes les actions réactionnaires de la bourgeoisie comme celles des forces féodales. Il semble qu'ils pensent que la bourgeoisie chinoise est toujours révolutionnaire, qu'elle ne peut pas être pour toujours réactionnaire, et que tous ceux qui sont réactionnaires ne peuvent pas appartenir à la bourgeoisie. Ainsi, ils n'admettent pas que le Guomintang représente les intérêts de la bourgeoisie ni que le gouvernement nationaliste représente les intérêts de la bourgeoisie. Une conclusion inévitable c'est qu'en dehors du Guomintang, ou du Guomintang de Nankin (13), actuellement ou dans l'avenir, il y a ou il y aura un parti bourgeois non-réactionnaire et révolutionnaire. Par suite, aujourd'hui, dans leur tactique et dans leur activité politique ils ne font que suivre les « réorganiseurs » dans leurs entreprises militaires de renversement de Chiang Kai-shek. Dans leur plate-forme ils déclarent que le caractère de la troisième révolution (14) sera toujours la révolution bourgeoise-démo-

(13) - Après son coup de force à Shanghai en avril 1927, Chiang Kai-shek forme un gouvernement à Nankin. La Chine a donc alors trois gouvernements : celui de Tchang à Nankin, celui de Wang Jing-wei à Wuhan et celui du « *seigneur de la guerre* » Zhang Zuolin à Pékin. Ce dernier sera tué en 1928.

(14) - Selon les analyses de l'IC, cette « *3^{ème} révolution* » serait à venir, après celles de 1911 et de 1927. Depuis, les historiens ont tendance à considérer que le soulèvement qui a provoqué, en 1913, l'effondrement de la dictature de Yuan Shekai est une seconde révolution, celle 1927 devenant la « *3^{ème}* ». LA « *4^{ème}* » sera celle de 1949.

LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

cratique, s'opposant dans la future révolution à l'entrave des forces économiques de la bourgeoisie et s'opposant au mot d'ordre de la dictature du prolétariat. Une telle illusion à l'égard de la bourgeoisie et un tel attachement persistant à la bourgeoisie n'entraîneront pas seulement la persistance de l'opportunisme passé mais l'approfondiront, et ne pourront qu'entraîner un triste et honteux échec de la future révolution.

Si nous prenons le mot d'ordre de l'instauration du régime soviétique comme le mot d'ordre actif de la période présente nous ne pourrons plus le lancer quand la situation objective aura mûri en une nouvelle vague révolutionnaire : c'est un mot d'ordre dont on ne peut se servir en tout temps et à son gré. Dans le passé, lors du flux de la vague révolutionnaire, nous n'avons pas appelé les ouvriers et les paysans à créer des soviets ni à instaurer un régime soviétique ; naturellement ce fut une grave faute. Dans l'avenir, quand la révolution se déclenche, nous devons immédiatement organiser des soviets d'ouvriers, paysans et soldats. Alors il nous faudra mobiliser les masses et les entraîner à lutter pour le mot d'ordre d'instauration du régime soviétique. En outre, ce devra être le soviét de la dictature du prolétariat, et non le soviét de la dictature démocratique des ouvriers et paysans. Dans la période présente, quand les forces contre-révolutionnaires sont entièrement victorieuses et quand il n'y a nul signe avant-coureur d'un mouvement de masse révolutionnaire, la condition objective pour « un soulèvement armé » et la « création des soviets » n'est pas mûre.

A l'époque présente, « Créer des soviets » n'est qu'un mot d'ordre de propagande et d'éducation. Si nous l'employons comme un mot d'ordre actif et voulons mobiliser la classe ouvrière dès maintenant pour lutter pratiquement pour l'instauration des soviets, certainement nous n'obtiendrons aucune réponse des masses. Nous devons donc, pour notre action d'aujourd'hui, adopter le mot d'ordre très démocratique de « lutte pour la convocation d'une

Assemblée nationale », ceci parce que la situation n'est mûre maintenant que pour une telle action et que seul, ce mot d'ordre peut toucher les larges masses et permettre de les entraîner de la lutte politique légale vers la poussée révolutionnaire, vers le « soulèvement armé » et l'« instauration du régime soviétique ».

L'actuel Comité central, qui continue le putschisme, ne voit pas les choses ainsi. Il estime que la nouvelle situation révolutionnaire est déjà mûre. Il nous reproche de ne considérer le mot d'ordre de création de soviets d'ouvriers et de paysans, que comme un mot d'ordre de propagande. Aussi, appelle-t-il sans cesse les membres du Parti à descendre dans la rue pour y faire des démonstrations auxquelles les masses ne participent pas, déclenche-t-il des grèves à la légère – toute bataille quotidienne de faible importance devant être transformée, à notre gré, en une grande bataille politique – et c'est ainsi que les ouvriers abandonnent le Parti en nombre de plus en plus grand. Mais ce n'est pas tout. Récemment, à la Conférence des délégués du Jiangsu, il a été décidé « d'organiser un grand mouvement de grève » et des « soulèvements locaux ».

Depuis l'été dernier jusqu'à maintenant, il y a eu parmi les ouvriers de Shanghai des symptômes de volonté de lutte se manifestant par des escarmouches. Mais dès qu'ils prennent une certaine consistance, la politique putschiste de la Direction du Parti apparaît et tout est aussitôt anéanti. Si la résolution de la Conférence des délégués du Jiangsu est appliquée, le désastre sera plus grand encore. Ainsi notre parti cesse d'être le guide qui aide les ouvriers dans leurs luttes quotidiennes et dans la préparation des luttes révolutionnaires pour devenir de plus en plus l'exécutant d'une politique qui étouffe les efforts de la classe ouvrière.

L'actuel Comité central, se basant sincèrement sur la ligne de banqueroute du VI^{ème} Congrès et sous la direction immédiate de l'I.C., applique cette politique banqueroutière, combinant l'opportunisme ancien et le putschisme au détriment du Parti de la révolution.

Peu importe que l'I.C. ait conduit la révolution à un douloureux échec et que ses fautes opportunistes aient été mises à nu par les camarades de l'opposition, notre Comité central ne reconnaît pas ces erreurs d'hier, et il persiste consciemment dans une politique erronée. De plus, pour couvrir les fautes d'une minorité, il rompt avec les principes d'organisation bolcheviques, abuse de l'autorité de l'instance suprême, étouffe l'autocritique à l'intérieur du parti, expulse les camarades qui expriment une opinion politique différente et prépare sciemment une scission dans le Parti. Ceci est le péché des péchés, le plus stupide et le plus honteux. Des bolcheviks ne doivent pas craindre une autocritique ouverte devant les masses. La seule manière, pour le Parti, de gagner la confiance des masses, c'est de se livrer courageusement à une franche autocritique. Couvrir ses propres erreurs, comme le fait actuellement le Comité central, c'est inévitablement éloigner les masses du Parti. A l'égard d'une telle faute et devant une telle crise, la majorité des camarades doivent avoir une opinion plus ou moins précise ; si nous ne voulons pas nous contenter de recevoir de quoi subvenir à nos dépenses quotidiennes, si nous sentons que nous ne pouvons fuir nos responsabilités devant le Parti et devant la révolution, alors nous devons tous faire une sévère autocritique pour sauver le Parti de la crise qui le menace. Si nous laissons le Parti aller vers sa ruine sans dire un mot et sans lever la main, cela aussi est une sorte de péché !

Camarades, chers camarades ! Nous savons tous que quiconque ouvre la bouche pour faire une sincère autocritique des fautes du Parti n'est pas réfuté, mais expulsé. Mais il faut mettre les choses dans la balance et voir ce qui est le plus important : sauver le Parti tout entier du danger qui le menace, ou nous préserver nous-mêmes de la radiation de notre nom sur les listes des membres du Parti ?

Depuis la Conférence du « 7 août », engageant le parti dans « *la direction générale du soulèvement armé* » et des mouvements qui ont eu lieu, en conséquence, sur

plusieurs points, j'ai écrit à diverses reprises au Comité central, montrant que le sentiment révolutionnaire des masses, en ce moment, n'est pas très vif, que le régime du Guomindang ne va pas s'effondrer très rapidement, que les soulèvements déclenchés hors de propos ne peuvent qu'affaiblir le Parti, affaiblir son influence parmi les masses, et que nous devrions substituer à cette politique du soulèvement à tout prix la conquête des masses unies dans leurs luttes quotidiennes. Le Comité central estimait que le soulèvement étendu est absolument la ligne juste et le meilleur moyen de corriger l'opportunisme passé, qu'étudier les conditions du soulèvement et en préparer le succès, c'est de l'opportunisme. Par suite, il ne prit jamais mes observations en considération, mais au contraire, prétendit qu'elles apportaient la preuve que je n'avais pas renoncé à mon opportunisme. J'étais alors lié par la discipline du parti, et je ne pouvais pas, par-dessus l'organisation, engager une lutte décisive contre le Comité central et sa politique de destruction qui mène le Parti à sa ruine.

Après le VI^e Congrès, je ne vis pas encore clairement la situation, et j'avais toujours l'impression que le nouveau Comité central, ayant reçu des faits de si nombreuses et dures leçons, pourrait s'éveiller et non pas suivre aveuglément la politique erronée de l'I.C. Je persistai dans mon attitude critique expectante, ne voulant pas formuler de théories qui auraient soulevé des discussions dans le Parti, bien que je ne fusse pas satisfait du tout des décisions du VI^e Congrès. Après la guerre entre la clique de Chiang Kai-shek et la clique du Jiangxi, et le mouvement pour l'anniversaire du « 30 mai », je sentis nettement que le Comité central allait persister obstinément dans l'opportunisme et le putschisme, qu'il ne changerait rien de lui-même, et que sans une large et profonde discussion dans le Parti, de la base au sommet, la politique erronée de notre organisme dirigeant ne serait pas corrigée. Mais tous les membres du Parti sont liés par la discipline du Parti et à cette époque ils étaient, en général, dans l'état d'esprit où « on ose être irrité

LETTRE DE CHEN DUXIU A TOUS LES MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

mais on n'ose pas parler ». Quant à moi, je ne puis supporter de voir le Parti (créé avec le sang même d'innombrables camarades) aller vers la destruction et la ruine. Aussi je ne pouvais consentir à rester plus longtemps silencieux. Quelques camarades me dissuadèrent de parler, disant que les membres du Comité central considéraient les intérêts de quelques chefs comme plus importants que les intérêts du Parti et de la révolution, qu'ils voudraient à tout prix couvrir leurs fautes, n'accepteraient jamais la critique des camarades et que, si je les critiquais franchement ils trouveraient là un motif pour m'exclure du Parti. Mais mon attachement au Parti me poussa à m'engager résolument, sans me soucier de mes propres intérêts.

L'Internationale Communiste et notre Comité central se sont toujours vigoureusement opposés au rappel de la vieille histoire de l'échec de la Révolution chinoise. Parce que je n'ai pas voulu être complice de ce silence ils ont soudainement formulé, à mon égard, le jugement suivant : « *Il ne veut pas reconnaître sincèrement ses propres fautes dans la direction opportuniste au cours de la grande révolution et il ne veut pas non plus reconnaître en quoi consistèrent ses fautes véritables ; par suite, il ne peut que persister inévitablement dans ses anciennes erreurs* ». Mais c'est à eux que ces mots s'appliquent exactement, ils tracent leur propre portrait. En réalité, si je pouvais anéantir ma faculté de penser, ne pas me soucier des intérêts du prolétariat, faire avec eux la sale besogne et les encourager à continuer les erreurs passées, ils ne pourraient que se baser sur leur vieil opportunisme pour attaquer, par la plume et par la parole, les soi-disant « trotskystes » pour tenter tous ensemble de couvrir leurs fautes. Comment pouvaient-ils m'exclure du parti ? Moi, qui ai lutté contre les forces sociales ennemies pendant la plus grande part de ma vie, comment puis-je accepter de faire une telle besogne, confondre le vrai et le faux ? Li Lisan dit : « *Les opportunistes chinois ne veulent pas comprendre les leçons de l'échec de la grande révolution et ils tentent de se*

cachez sous le drapeau du trotskysme pour dissimuler leurs fautes. » En fait, dans les documents du camarade Trotsky, les paroles par lesquelles il me blâme sont beaucoup plus dures que celles de Staline ou de Boukharine, mais je ne puis que reconnaître que les leçons dégagées par lui de l'échec de la révolution sont entièrement correctes et je ne puis les repousser sous prétexte qu'il me blâme. Je suis prêt à recevoir la critique, si sévère soit-elle, de tout camarade, et je refuse d'enfouir sous terre les leçons et les expériences de la révolution. Je préfère être exclu maintenant par Li Li-san et autres et je refuse d'assister passivement au développement de la crise du Parti sans m'efforcer de la conjurer et de mériter ainsi, dans l'avenir, le blâme des camarades du Parti. Je suis prêt à supporter avec calme une oppression accrue des forces sociales ennemies pour défendre les intérêts du prolétariat, et je refuse de suivre aveuglément les chefs officiels brutaux et corrompus !

Camarades ! Je sais que le Comité central m'exclut du Parti uniquement pour couvrir les fautes de quelques hommes. Ainsi, ce n'est pas seulement pour m'empêcher d'ouvrir une discussion dans le Parti et de formuler mes idées qu'on m'exclut. C'est pour fermer la bouche de tous les camarades. Je sais que les masses du Parti n'ont jamais eu la moindre intention de m'exclure. Bien que j'aie été exclu par quelques chefs, il n'y eut jamais d'hostilité entre la masse du parti et moi. Je continuerai de servir le prolétariat, la main dans la main avec les camarades qui refusent de suivre la politique opportuniste de la clique stalinienne (à la fois dans l'Internationale et en Chine).

Camarades, chers camarades ! Les fautes présentes du parti ne sont pas des questions secondaires et distinctes ; comme dans le passé, elles sont l'illustration de toute la politique opportuniste de Staline en Chine. Les hommes responsables du Comité central de notre Parti qui sont disposés à n'être rien d'autre que les phonographes de Staline n'ont montré, jusqu'ici, aucune conscience politique, ils deviennent pires de jour en jour et ils ne

pourront jamais plus être sauvés. Au X^{ème} Congrès du Parti communiste russe, Lénine déclara : « *Il est juste d'avoir une petite organisation s'il existe diverses opinions politiques fondamentalement différentes et s'il n'y a aucun moyen de résoudre le problème.* » C'est sur cette base qu'il dirigea le parti bolchevik. Aujourd'hui, dans notre parti, il n'y a aucun moyen (discussion légale et franche à l'intérieur du Parti) de surmonter la crise du Parti. Chaque membre du Parti doit comprendre la gravité du danger qui menace le Parti, et nous devons revenir à la thèse et à la tactique bolcheviques, nous rassembler en une union solide, nous ranger résolument au côté de l'Opposition internationale conduite par le camarade Trotsky, c'est-à-dire sous le drapeau du

vrai marxisme et léninisme et lutter avec courage, persévérance et à fond contre l'opportunisme de l'Internationale communiste et du Comité central de notre Parti. Nous ne sommes pas seulement hostiles à l'opportunisme de Staline et à tout ce qui lui ressemble ; nous le sommes aussi à l'égard de la politique de compromis de Zinoviev. On tente de nous effrayer en disant que nous allons nous mettre hors de la sphère du Parti. Mais cela ne peut nous arrêter car nous sommes résolus à tous les sacrifices pour sauver le Parti et la révolution chinoise !

Avec mon salut prolétarien ■

CHEN DUXIU

10 décembre 1929.

Lettre de Trotsky aux bolcheviks-léninistes chinois le 22 septembre 1932 intitulée *La guerre des paysans en Chine et le prolétariat (extraits). (1)*

Après une longue interruption, nous avons enfin reçu votre lettre du 15 juin [1932]. Il est superflu de vous dire combien nous nous félicitons de la résurrection de l'Opposition de gauche chinoise, après la désorganisation apportée dans ses rangs par les persécutions policières [...] Votre lettre montre que sous l'influence de la crise et de l'intervention japonaise, la lutte des ouvriers des villes renaît sur fond de la guerre paysanne[...] Actuellement, il semble que l'on puisse exprimer avec quelque certitude l'espoir qu'avec une juste politique on réussisse à lier le mouvement ouvrier, et d'une façon générale, le mouvement des villes, avec la guerre paysanne [...]

Le mouvement paysan a créé son armée, a conquis un grand territoire, et l'a couvert de ses institutions. En cas de nouveaux succès, — et nous souhaitons évidemment ces succès — le mouvement se heurtera aux centres citadins et industriels, et par là-même, se trouvera face à face avec la classe ouvrière. Comment se passera cette rencontre ? Sera-t-elle assurée d'un caractère pacifique et amical ?

Cette question peut sembler à première vue superflue. A la tête du mouvement

paysan se trouvent des communistes ou des sympathisants ; n'est-il donc pas évident que les ouvriers et les paysans doivent, lorsqu'ils se rencontreront, s'unifier sous le drapeau du communisme ?

Malheureusement, le problème n'est pas si simple. Je m'appuierai sur l'expérience de la Russie. Durant les années de la guerre civile, la paysannerie, dans différentes régions, créait ses propres troupes de partisans, et parfois même, naissaient des armées entières. Quelques-uns de ces corps d'armée se considéraient comme bolcheviks et étaient souvent dirigés par des ouvriers. D'autres restaient sans parti et avaient à leur tête le plus souvent d'anciens sous-officiers paysans. Il y avait aussi l'armée « anarchiste » sous le commandement de Makhno. Tant que les armées de partisans agissaient sur le revers de l'armée blanche, elles servaient la cause de la révolution. Certaines d'entre elles se remarquaient par un héroïsme et une ténacité particulière. Mais dans les villes,

(1) Léon Trotsky, *Ecrits-tome 1 (1928-1940)*, Editions Marcel Rivière, 1955

L'intégralité du texte est consultable sur le site marxist.org

ces armées entraînent souvent en conflit avec les ouvriers et avec les organisations locales du parti. Les conflits naissent aussi de la rencontre des partisans et de l'armée rouge régulière, et dans certains cas, cela prenait un caractère aigu et morbide.

La rude expérience de la guerre civile nous a démontré la nécessité de désarmer les corps d'armée des paysans dès que l'armée rouge assurait le pouvoir dans une région débarrassée des gardes blancs. Les meilleurs éléments, les plus conscients et les plus disciplinés, s'intégraient dans les rangs de l'armée rouge. Mais la plus grande partie des partisans tentait de conserver une existence indépendante, et entraînait souvent en lutte armée directe avec le pouvoir soviétique. Il en fut ainsi avec l'armée « anarchiste », indirectement koulak par son esprit, de Makhno, mais pas seulement avec elle. De nombreux corps paysans, luttant fermement contre la restauration des propriétaires fonciers, se transformaient après la victoire en une arme de la contre-révolution. Les conflits armés entre les paysans et les ouvriers quelle qu'en soit l'origine dans les cas particuliers, que ce soit la provocation consciente des gardes blancs, le manque de tact des communistes, ou le concours malheureux des circonstances, avaient à leur base la même cause sociale : *la situation de classe et l'éducation différenciée des ouvriers et des paysans*. L'ouvrier tente de socialiser la propriété qu'il a reprise à ses exploités ; le paysan tente, lui, de la partager. L'ouvrier veut faire servir les châteaux et les parcs dans l'intérêt général ; le paysan, pour peu qu'il ne puisse partager, est enclin à brûler les châteaux et à déboiser les parcs. L'ouvrier fait effort pour résoudre les problèmes à l'échelle étatique, et selon un plan ; mais le paysan aborde tous les problèmes à l'échelle locale, et se conduit d'une façon hostile envers le plan du centre, etc...

Il est évident que le paysan peut lui aussi s'élever jusqu'à un certain point de vue socialiste. Sous le régime prolétarien, une masse de plus en plus grande de paysans se rééduque dans un esprit socialiste. Mais cela exige du temps, — des années, et

même des décades. Si l'on n'envisage que la première étape de la révolution, alors les contradictions entre le socialisme prolétarien et l'individualisme paysan prennent souvent un caractère aigu.

Mais ce sont des communistes qui se trouvent à la tête des armées rouges chinoises. Cela n'exclut-il pas les conflits entre les corps paysans et les organisations ouvrières ? Non cela ne les exclut pas. Le fait que les communistes se trouvent individuellement à la tête des armées paysannes ne change en rien le caractère social de ces dernières, même si la direction communiste a une bonne trempe prolétarienne. Mais comment la situation se présente-t-elle en Chine ? Parmi les dirigeants communistes des corps de partisans rouges, il y a, sans aucun doute, pas mal d'intellectuels ou de semi-intellectuels déclassés qui ne sont pas passés par la sérieuse école de la lutte prolétarienne. Durant deux ou trois ans, ils vivent la vie des commandants et des commissaires de partisans. Ils commandent, ils conquièrent des territoires, etc... Ils s'imprègnent de l'esprit du milieu environnant. La plus grande partie des communistes du rang dans les corps de partisans rouges se compose de toute évidence de paysans qui, très honnêtement et sincèrement, se prennent pour des communistes, mais qui sont des révolutionnaires « paupérisés » ou des petits propriétaires révolutionnaires. Celui qui, en politique, juge selon les étiquettes et les dénominations, et non selon les faits sociaux, est perdu. Surtout lorsqu'il s'agit d'une politique qui se fait les armes à la main. Le véritable parti communiste est l'organisation de l'avant-garde prolétarienne. En outre, la classe ouvrière de Chine se trouve depuis quatre ans dans une situation dispersée et asservie, et c'est seulement maintenant qu'apparaissent les symptômes d'une renaissance. Lorsque le Parti communiste, fermement appuyé sur le prolétariat des villes, essaye de commander l'armée paysanne par une direction ouvrière, c'est une chose. C'est tout autre chose lorsque quelques milliers, ou même quelques dizaines de milliers de

LETTRE DE TROTSKY AUX BOLCHEVIKS-LÉNINISTES CHINOIS LE 22 SEPTEMBRE 1932
INTITULÉE LA GUERRE DES PAYSANS EN CHINE ET LE PROLÉTARIAT (EXTRAITS).

révolutionnaires qui dirigent la guerre paysanne, sont ou se déclarent communistes, sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat. Or, telle est avant tout la situation en Chine. Cela accroît dans une grande mesure le danger de conflits possibles entre les ouvriers et les paysans armés. Dans tous les cas les provocateurs bourgeois ne manqueront pas.

En Russie, à l'époque de la guerre civile, le prolétariat était au pouvoir dans la plus grande partie du pays. La direction de la lutte appartenait à un parti fermement trempé, et malgré cela, les corps de paysans, qui étaient incomparablement plus faibles que l'armée rouge, entraient souvent en conflit avec elle lorsqu'elle avançait victorieusement sur le territoire des partisans paysans.

En Chine, la situation absolument désavantageuse des ouvriers est visible. Dans les principaux centres de la Chine, le pouvoir appartient aux militaristes bourgeois. Dans d'autres districts, aux dirigeants des paysans armés. Le prolétariat, lui, n'a de pouvoir nulle part. Les syndicats sont faibles, et l'influence du parti parmi les ouvriers infime. Le corps des partisans de paysans qui ont la pleine conscience de la victoire acquise sont couverts par l'Internationale communiste. Ils se nomment « l'armée rouge », c'est-à-dire qu'ils s'identifient ainsi avec le pouvoir soviétique armé.

On voit que les éléments dirigeants de la paysannerie révolutionnaire de Chine s'attribuent par avance une valeur politique et morale qui, en réalité, appartient aux ouvriers chinois. Ne peut-il pas en résulter que toutes ces valeurs se retourneront à un moment donné *contre* les ouvriers ?

Il est évident que les paysans pauvres qui constituent la majorité en Chine, pour peu qu'ils réfléchissent politiquement, et ceux-là sont une infime minorité, désirent sincèrement et ardemment l'union et l'amitié avec les ouvriers. Mais la paysannerie, même armée, est incapable de mener une politique indépendante.

Occupant dans les circonstances actuelles une situation indéterminée et instable, la

paysannerie peut au moment décisif, aller soit vers le prolétariat, soit vers la bourgeoisie. La paysannerie ne trouve pas facilement la voie vers le prolétariat, elle ne la trouve qu'après une série d'erreurs et de défaites. Le pont entre la paysannerie et la bourgeoisie est constitué par la moyenne bourgeoisie citadine, principalement par les intellectuels qui interviennent sous le drapeau du socialisme, et même du communisme.

Les cercles dirigeants de l'armée rouge chinoise ont, sans aucun doute, réussi à se créer une psychologie de commandement. En l'absence d'un fort parti révolutionnaire et d'organisations de masses prolétariennes, il ne peut y avoir en fait de contrôle sur les cercles dirigeants. Les commandants et les commissaires apparaissent comme maîtres incontestés de la situation et, en entrant dans les villes, ils seront avant enclins à regarder les ouvriers de haut en bas. Les revendications des ouvriers leur sembleront souvent inopportunes et mal venues. Il ne faut pas oublier aussi les « futilités », comme celle-ci : dans les villes, l'Etat-major et toute l'organisation de l'armée ne s'installent pas dans les taudis prolétariens, mais au contraire, dans les meilleurs édifices de la ville, dans les maisons, et les appartements bourgeois. C'est une raison qui peut pousser le sommet de l'armée paysanne à se considérer comme une partie de la classe « cultivée et instruite », et non comme le prolétariat.

Ainsi, en Chine, des causes et des motifs d'une conflagration entre l'armée paysanne par son contenu et petite-bourgeoise par direction – et les ouvriers, existent. Et même toute la situation augmente considérablement les possibilités et même l'inévitabilité de tels conflits. Par là même, les chances du prolétariat se présentent dès le début moins favorablement qu'en Russie.

Du point de vue théorique et politique, le danger s'accroît d'autant plus que la bureaucratie stalinienne recouvre cette situation pleine de contradictions, par le mot d'ordre de la « *dictature démocratique des ouvriers et des paysans* ». Peut-on

trouver un piège plus agréable extérieurement, plus perfide en son essence ? Les épigones réfléchissent non pas avec une compréhension sociale, mais avec des phrases toutes faites : le formalisme est le trait fondamental de la bureaucratie [...]

Dans les années 1925-1927 de la révolution, les staliniens ont soumis directement et sans recours les intérêts des paysans à ceux de la bourgeoisie nationale. Dans les années de la contre-révolution, ils sont passés du prolétariat à la paysannerie, et ainsi, ont pris sur eux le rôle qu'assumaient les socialistes-révolutionnaires au temps où ils étaient un parti révolutionnaire. Si, durant ces dernières années, le Parti communiste chinois avait concentré son effort dans les villes, dans les centres industriels, dans les chemins de fer, s'il avait soutenu les syndicats, fréquenté les clubs de culture et les cercles, si, sans se séparer des ouvriers, il leur avait appris ce qui se passait au village, —la situation du prolétariat dans le rapport général des forces serait aujourd'hui beaucoup plus favorable. En fait, le parti s'est séparé de sa propre classe.

Justement pour cela, il peut porter en fin de compte un préjudice à la paysannerie, car si le prolétariat est et reste dans l'avenir à l'écart, sans organisation et sans direction, alors la guerre paysanne, même en plein succès, s'enlisera.

Dans la vieille Chine, chaque victoire de la révolution paysanne se terminait par la création d'une nouvelle dynastie, avec, en outre, de nouveaux grands propriétaires. Le mouvement aboutissait à un cercle vicieux. Dans la situation actuelle, la guerre paysanne, par elle-même sans une direction immédiate de l'avant-garde prolétarienne, ne peut que donner le pouvoir à une nouvelle clique de la bourgeoisie, à un quelconque Guomintang de « gauche », à un « troisième parti », qui en pratique se différencieront très peu du Guomintang de Chiang-Kai-shek. Et cela signifierait une nouvelle défaite des ouvriers due à l'arme de la « dictature démocratique ».

Quelles conclusions peut-on tirer de là ? La première conclusion est qu'il faut fermement et ouvertement regarder les faits en face. Le mouvement paysan est un grand facteur révolutionnaire dans la mesure où il est dirigé contre les gros propriétaires fonciers, les militaristes, les géôliers et les usuriers. Mais dans le mouvement paysan lui-même, il y a une très forte tendance réactionnaire et de propriétaires. Et à un certain stade la paysannerie peut se retourner contre les ouvriers, en ayant en outre les armes à la main. Celui qui oublie la double origine de la paysannerie n'est pas un marxiste. Il faut apprendre aux ouvriers du rang à différencier par des connaissances et des recherches « communistes » les processus sociaux réels.

Il faut suivre avec soin les opérations de « l'armée rouge », éclairer systématiquement aux yeux des ouvriers la marche, la signification et les perspectives de la guerre paysanne, et lier les revendications actuelles et les problèmes du prolétariat avec le mot d'ordre de la libération de la paysannerie [...]

Dans la mesure où les ouvriers comprendront plus clairement la dialectique vivante des relations de classe entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie, plus ils rechercheront sans hésitations des liaisons avec les couches paysannes les plus proches, et plus ils se dresseront ardemment contre les provocateurs contre-révolutionnaires, tant dans le cadre des armées paysannes elles-mêmes, que dans les villes.

Il faut créer des unions syndicales, des cellules du parti, éduquer les ouvriers du rang, unifier l'avant-garde prolétarienne et l'entraîner dans la lutte.

Il faut d'adresser à tous les membres du parti officiel par des appels, et des demandes d'éclaircissements. Il est vraisemblable que les ouvriers communistes liés à la fraction stalinienne ne nous comprendront pas immédiatement. Les bureaucrates hurleront sur notre « sous-estimation » de la paysannerie, et même, s'il vous plaît, sur notre « hostilité » envers la paysannerie

LETTRE DE TROTSKY AUX BOLCHEVIKS-LÉNINISTES CHINOIS LE 22 SEPTEMBRE 1932
INTITULÉE *LA GUERRE DES PAYSANS EN CHINE ET LE PROLÉTARIAT (EXTRAITS)*.

[...] Il est évident que de tels cris n'émouvront pas les bolcheviks-léninistes. Lorsqu'avant avril 1927 nous donnions les avertissements nécessaires contre le coup d'Etat inévitable de Chiang-Kaï-shek, les staliniens nous accusaient d'hostilité envers la révolution nationale chinoise. Les événements ont démontré qui a eu raison. Les événements apporteront de nouveau leur vérification. L'Opposition de gauche peut apparaître trop faible pour impulser dans l'étape présente une direction aux événements dans l'intérêt du prolétariat. Mais elle est suffisamment forte dès maintenant pour montrer aux

ouvriers la voie juste et, s'appuyant sur le développement ultérieur de la lutte des classes, pour démontrer aux yeux des ouvriers sa justesse et sa perspicacité politique. Ce n'est qu'ainsi que le parti révolutionnaire peut conquérir la confiance, croître, se fortifier, et se mettre à la tête des masses populaires.

Prinkipo, 26 septembre 1932

(Dans un post-scriptum, Trotsky envisage une variante théorique supposant que l'Opposition de gauche chinoise ait acquis au sein du prolétariat industriel une influence capitale). ■

Les Cahiers du Mouvement ouvrier ont publié dans les numéros 15, 16 et 18 une série d'articles du professeur Alexandre Grigoriev : La lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern sur les questions de la politique en Chine. Egalement dans le numéro 15 un autre article du professeur Alexandre Grigoriev : Staline et l'insurrection de Canton (décembre 1927). Ces articles sont en accès libre sur le site des CMO.





ETUDES



Il y a 90 ans, la crise de 1929...

Par Pierre Cise

Dans son livre *Brève histoire de l'euphorie financière*, John Kenneth Galbraith, grand spécialiste de la crise de 1929, écrivait : « *Dans la grande histoire économique et financière, aucune année ne brille comme 1929. (...) S'il en est ainsi, c'est en partie parce que la débâcle spéculative y fut particulièrement vaste et même grandiose ; et surtout parce qu'elle ouvrit pour les États-Unis et l'ensemble du monde industrialisé, la crise la plus extrême et la plus longue qu'il n'ait jamais connue du capitalisme.* » Cette appréciation est juste car elle souligne la place particulière de cette crise et de ses conséquences. Mais elle n'en reste pas moins datée. Ce livre fut rédigé peu de temps après le krach de 1987, premier grand krach depuis la Seconde Guerre mondiale, et Galbraith décéda un an avant les premiers effondrements boursiers d'août 2007 déclenchant la crise dite des « subprimes » dont l'ampleur a dépassé celle de 1929 et dans laquelle, malgré tous les discours et théories officiels, nous nous débattons toujours, douze ans après. Il n'en reste pas moins que la crise de 1929 est la première grande crise boursière, bancaire et économique du capitalisme arrivé à son stade impérialiste, par son ampleur et par ses conséquences économiques et politiques. Ce sont surtout ces dernières qui ont frappé les esprits,

mais il n'est pas inutile de revenir sur ses causes fondamentales qui, dans un contexte historique totalement différent, se retrouvent dans la crise que nous connaissons actuellement.



Jeudi noir - Attroupements devant Wall Street (D.R.)

Wall Street (New York), jeudi 24 octobre 1929

Depuis trois jours, un vaste mouvement de vente de titres (actions) est engagé sur la place financière américaine. Les spéculateurs revendent leurs titres pour récupérer leurs bénéfices. Mais l'offre de titres excédant la demande, les cours sont tirés

IL Y A 90 ANS, LA CRISE DE 1929...

rapidement vers le bas. Le jeudi 24 octobre, connu plus tard comme le « Jeudi noir », on ne trouve plus d'acheteurs de titres et les cours s'effondrent de 23 % en une seule matinée. Les cinq principales banques américaines, tout en émettant des messages rassurants sur la situation, décident d'intervenir en rachetant des titres plus chers que leur cours du jour. La situation se redresse et la séance du 24 octobre se termine sur une baisse de l'indice *Dow Jones* (1) de seulement 2 %.

Après deux jours de relative stabilité, une nouvelle chute des cours se produit les jours suivants, provoquée par les spéculateurs qui avaient emprunté pour investir en Bourse. En effet, depuis quelques années, la « bulle » boursière, sur laquelle nous reviendrons, avait favorisé la pratique spéculative du *call loan*. Cette pratique consistait à emprunter de l'argent pour acheter des actions en ne payant à titre de garantie que 10 % de la valeur achetée. Ainsi il était possible d'acheter 100 dollars de titres en ne déboursant que 10 dollars, le reste étant payé en empruntant auprès d'une banque (2). Le but du « jeu » est que le cours des titres achetés soit toujours supérieur au montant de l'emprunt (y compris les intérêts). Si le cours des titres baisse et s'approche dangereusement du coût de l'emprunt, alors le prêteur exige le remboursement de ce prêt, obligeant la vente immédiate des titres.

Le lundi 28 octobre, c'est ce qui se produit. Le problème est que tout le marché agit de la même façon, provoquant des ventes massives de titres, tirant les cours vers le bas, provoquant de nouvelles ventes et ainsi de suite. Ce jour-là, l'indice *Dow Jones* perd 13 % (record qui ne sera battu que lors du krach d'octobre 1987), 12 % le lendemain. À la mi-novembre 1929, le *Dow Jones* se sera effondré de près de 40 %, correspondant à une perte de valeur totale de 30 milliards de dollars, soit dix fois plus que le budget de l'État américain. La chute sera constante jusqu'en 1932, moment où le *Dow Jones* atteindra son plus bas niveau historique, encore inégalé à ce jour. En 1935, cet indice atteindra 11 % de son niveau de

1929, soit une perte de valeur de 72 milliards de dollars. Il ne reviendra à son niveau d'avant 1929 qu'en 1954.

La crise boursière provoque des faillites en série. Les détenteurs de titres ne peuvent plus rembourser leurs emprunts, certaines banques et en particulier les banques et caisses d'épargne régionales – les plus fragiles – tombent en faillite : 1 352 en 1930, 7 000 entre 1931 et 1933 soit, pour cette période, 27 % des établissements bancaires du pays qui disparaissent. Les autres réduisent leur volume de prêt, provoquant un assèchement de la trésorerie des entreprises, qui conduit à des faillites qui à leur tour fragilisent les banques. Les détenteurs de capitaux et notamment les plus importants (les grandes banques et aussi les grandes familles comme les Vanderbilt ou les Rockefeller), enregistrent des pertes importantes qui, sans les « mettre sur la paille », loin s'en faut, les obligent à restreindre les investissements dans la production face à un marché totalement ravagé par le chômage causé par les licenciements et par la pauvreté grandissante, et aussi par la paupérisation des « classes moyennes » dont le patrimoine a fondu comme neige au soleil.

Par un effet domino, le krach va se diffuser sur les autres places boursières, essentiellement européennes. Les pertes encourues à Wall Street vont provoquer un retrait des capitaux américains investis en Europe. Les États-Unis avaient d'abord fi-

(1) Le *Dow Jones* est le principal indice boursier de Wall Street.

(2) À l'époque, pour spéculer en Bourse, il fallait passer par un courtier (*broker* en anglais). Pour pouvoir acheter des titres, le détenteur de capitaux déposait chez le courtier le fond de garantie de 10 % et c'est celui-ci qui lui prêtait le reste de l'argent nécessaire, le courtier empruntant à son tour la même somme auprès de son banquier. Cette pratique existe toujours sur les marchés financiers et est souvent l'une des causes techniques des krachs financiers. L'obligation de passer par un courtier a disparu depuis les années 1970-1980 au profit des services informatiques, des salles de marché propres, mais le courtage existe toujours, notamment pour les segments de marchés qui nécessitent une expertise particulière et évolue vers l'offre de services à partir du traitement des données de marché (*big data*).

nancé les Alliés puis les économies de l'Allemagne et de l'Autriche, au bord de l'effondrement total en 1923-1924. Le retrait de ces capitaux provoqua dans ces deux pays l'assèchement des liquidités des banques, particulièrement en Autriche où la *Kredit Anstalt*, qui détenait 70 % des dépôts, tomba en faillite.

De boursière, puis bancaire, la crise devient économique à partir de 1931 aux États-Unis, un peu plus tard en Europe, mais elle sera générale. La récession américaine provoque la contraction de ses importations, accentuée par une brusque augmentation de ses taxes douanières à l'importation, fermant ainsi une grande partie des débouchés des économies européennes, et par la décision prise par Roosevelt en 1934 de dévaluer massivement le dollar par rapport à l'or. L'Allemagne et la Grande-Bretagne seront touchées par la récession dès le début des années 1930. La France, moins dépendante des capitaux extérieurs et où les trusts monopolistiques sont moins importants, ne sera vraiment touchée que vers 1935.

S'ouvre alors la période dite de Grande Dépression. Les conséquences économiques, politiques et sociales seront considérables aux États-Unis et en Europe. Les tentatives pour les juguler, notamment le New Deal (1933-1938) de l'administration Roosevelt aux États-Unis se soldèrent par un échec et seule la barbarie de la Seconde Guerre mondiale et la réorganisation du système capitaliste qui la suivit, permettront – très provisoirement et par le moyen artificiel du parasitisme – de rétablir un niveau « acceptable » de taux de profit.

Comment en est-on arrivé là ?

Les causes de cette crise ont fait l'objet d'analyses les plus diverses. Les uns ont fait du krach de 1929 l'unique cause de la Grande Dépression et en ont trouvé les raisons dans « l'irrationalité » des marchés financiers, alimentée par des tech-

niques de spéculation dérégulées et par une politique de crédit trop laxiste. Une analyse très « psychologique » de la crise qui ne fait qu'effleurer la question. Malgré leur tendance à s'émanciper de l'économie « réelle », c'est-à-dire du processus réel de production de plus-value, les marchés financiers en sont issus, en financent largement le fonctionnement et en sont, pour une large part, l'image déformée voire caricaturale des contradictions qui le traversent.

D'autres ont mis les phénomènes monétaires au premier plan : pas assez de monnaie en circulation (Milton Friedman et les monétaristes), trop de crédits et à taux trop bas injectés dans le système financier et productif et alimentant le surendettement (Irving Fisher), trop de crédit poussant les entreprises à augmenter une production vendue ensuite à bas prix pour écouler les stocks (Charles Kindleberger), la volonté absolue de certains pays – notamment la France et l'Angleterre – de raccrocher leur monnaie au système d'étalon-or, limitant ainsi la création de monnaie (Ben Bernanke), l'excès de crédit alimentant la spéculation (John K. Galbraith).

D'autres encore caractérisent le krach de 1929 et la Grande Dépression comme une crise de surproduction qui ne pouvait pas être jugulée par une augmentation des salaires et donc du pouvoir d'achat, mais par une politique plus poussée des exportations et de recherche de débouchés extérieurs. Keynes, qui ne vit pas arriver la crise – et y perdit une partie de ses économies – lui aussi estima après coup qu'il s'agissait également d'une crise de surproduction par l'absence d'une demande suffisante, situation qui ne pouvait pas être réglée par la recherche de nouveaux débouchés, ni non plus par une augmentation des salaires – au nom de la préservation de la compétitivité des entreprises – mais par une intervention de l'État, *via* l'arme budgétaire, en dépensant plus pour donner de l'activité aux entreprises et donc réduire le chômage. C'est donc l'absence d'État et d'une politique budgétaire of-

fensive qui est, pour lui, la cause de la crise de 1929 (3).

Chacune de ces théories ou explications mettent en avant un aspect des choses, souvent factuellement juste, et qui sert généralement à justifier le passé comme le présent, en éludant les mécanismes profonds et contradictoires d'un système capitaliste qui, l'actualité nous l'a montré encore ces dernières années, évolue dans des convulsions permanentes.

Le point de départ de la crise de 1929 est sans aucun doute la Première Guerre mondiale et ses conséquences. Point de départ mais pas racine de la crise. Car, comme le soulignait Trotsky, « *la guerre impérialiste de 1914-1918 a constitué aussi une "crise" dans la marche du capitalisme, et bien la plus terrible de toutes les crises possibles* » (4). Ailleurs, il précisait que « *la guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes de faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui les menaçait déjà* ».

Si le présent article n'a pas pour objet de revenir en détail sur les causes de la Première Guerre mondiale, il est nécessaire de rappeler que cette guerre est le produit des contradictions d'un système capitaliste arrivé à un stade (5) où les économies qui le composent, dominées à un degré ou à un autre par le capital financier et les monopoles, ont porté la production de marchandises et de capitaux à un niveau sans commune mesure avec les possibilités de leur écoulement et de leur investissement de plus en plus limités du fait d'un partage des marchés déjà réalisé par l'organisation de la planète en empires coloniaux, protectorats et zones d'influence. « *Une des principales causes de la guerre mondiale, écrit Trotsky, a été la tentative du capitalisme allemand pour trouver un accès à une arène plus vaste. (...) Unifiée sous la domination du militarisme allemand, l'Europe devait devenir le champ de manœuvre pour une entreprise infiniment plus grande, l'organisation de la planète entière.*

Mais l'Allemagne n'est pas une exception. Elle ne fait qu'exprimer sous une forme plus intense et plus agressive la tendance

de toutes les autres économies capitalistes nationales. Le heurt entre ces tendances a abouti à la guerre. (...) En essence, la guerre avait un caractère impérialiste. Elle tentait par des méthodes mortelles et barbares de résoudre un problème de développement historique progressif – celui de l'organisation de la vie économique sur l'arène tout entière qui a déjà été préparée par la division mondiale du travail » (6).

Autant dire que cet objectif fut loin d'être atteint. L'impérialisme allemand est vaincu et mis quasiment sous tutelle de ses adversaires. De nouveaux États sont créés, principalement du fait du démantèlement de l'Empire austro-hongrois et partiellement de l'empire de la Russie des tsars, accentuant le morcellement du marché européen, une situation lourde des conflits majeurs à venir. La guerre se solde aussi et avant tout par la destruction massive de forces productives, que ce soient les moyens de production – principalement dans le nord et l'est de la France et en Belgique – ou surtout la principale de ces forces productives, la force productive humaine. La boucherie se conclut, dans les deux camps réunis, par 18,6 millions de morts, 21,2 millions de blessés dont une large part sont estropiés à vie, et des pertes civiles de 8,9 millions d'indivi-

(3) Il faut préciser que Keynes n'arriva à ces conclusions qu'assez tardivement (sa *Théorie générale* ne paraissant qu'en 1936) et n'eut aucune influence sur le premier New Deal, mis en place en 1933. En revanche, ce qu'on appelle parfois le second New Deal, mis en place à partir de 1938 et mettant au centre la relance budgétaire par les commandes d'État, essentiellement militaires, doit beaucoup à Keynes et, bien qu'étant mort en 1946, ses théories inspirèrent grandement les politiques que les pays capitalistes, et au premier chef les États-Unis, durant les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, politique marquée par l'endettement public et le rôle moteur des dépenses militaires.

(4) Léon Trotsky, *Encore une fois où va la France ?* (1935), *Œuvres*, tome 5.

(5) Stade que Lénine a désigné comme impérialiste dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916).

(6) Léon Trotsky, *Nationalisme et vie économique* (1933), *Œuvres*, tome 3.

dus. La population active de la France est réduite de 20 % et celle de l'Allemagne de 15 %.

L'Europe sort de la guerre avec une dépendance accrue vis-à-vis de l'impérialisme américain, devenu première puissance économique mondiale, mais dans un rapport où celui-ci ne joue pas encore le rôle dominant qu'il aura après la Seconde Guerre mondiale et où les intérêts contradictoires entre impérialismes jouent à plein. En somme, chaque impérialisme joue dans son coin, tente de conquérir, maintenir et si possible accroître son poids, mais en l'absence d'un leadership mondial. Comme le disait l'économiste bourgeois Charles Kindleberger (7), « *le système économique mondial était instable, à moins qu'un pays ne le stabilise, ainsi que l'avait fait au XIX^e siècle et jusqu'en 1913 l'Angleterre. En 1929, les Anglais ne le pouvaient pas et les Américains ne le voulaient pas.* » Nous avons là l'un des facteurs essentiels de la crise de 1929.

Le « boom » de l'économie américaine

La crise de 1929 est partie des États-Unis à l'issue d'un cycle de croissance qui, à l'époque, a fait croire à beaucoup qu'il s'agissait d'un nouvel âge d'or du capitalisme. D'un certain côté, comme le dit Howard Zinn (8), « *l'image traditionnelle des années 1920 comme période de prospérité et de légèreté n'est pas complètement fautive (l'ère du jazz, les "roaring twenties" (9), etc.).* » Mais derrière cette façade, de nombreuses et profondes « faiblesses » inhérentes à l'économie américaine et plus largement à l'ensemble du système capitaliste contemporain de cette époque sont bien présentes, ce qui fait dire à John Kenneth Galbraith qu'il « *semble y avoir peu de doute qu'en 1929 l'économie était fondamentalement malsaine* » (10).

Malgré leurs 117 500 morts et leurs 206 700 blessés, les États-Unis sont sortis indemnes de la guerre et même renforcés en tant que puissance économique et financière. Le pays n'a évidemment pas subi de destructions. L'économie n'a pas été désorganisée par la guerre, elle ne s'est jamais transformée en économie de guerre comme cela a été le cas pour les autres pays engagés – même si le secteur de l'économie d'armement commence à prendre une place toute particulière. Les États-Unis ont, en revanche, massivement exporté matériels et capitaux à la Grande-Bretagne et à la France. Si, avant 1914, les exportations américaines sont essentiellement composées de matières premières minières et agricoles, ce sont désormais les produits industriels qui dominent. L'affaiblissement de ses concurrents européens donne au capital financier américain l'opportunité d'élargir sa base d'investissement et de s'installer durablement sur des parts de marchés importantes (11).

Les investissements américains à l'étranger supplantent les investissements étrangers aux États-Unis. Alors qu'ils étaient débiteurs des autres puissances, notamment de l'impérialisme anglais, les États-Unis deviennent créanciers du monde entier. Les dettes de la Grande-Bretagne et de la France envers les États-Unis représentent respectivement la moitié et les deux tiers de leur revenu national (12). L'Allemagne elle-même deviendra débitrice des États-Unis après la guerre, avec les aides financières accordées dans le cadre des aménagements du paiement des répara-

(7) C. P. Kindleberger, *La Grande Crise mondiale 1929-1939*, Economica (1986)

(8) Howard Zinn, *Le XX^e siècle américain, une histoire populaire de 1890 à nos jours*, Agone (2003).

(9) En français, « *les années folles* ».

(10) John Kenneth Galbraith, *La Crise économique de 1929, anatomie d'une catastrophe financière*, Payot (2008).

(11) Voir Louis Gill, *Économie mondiale et impérialisme*, Boréal (1983).

(12) Éric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes, histoire du court XX^e siècle*, André Versailles éditeur (2008).

IL Y A 90 ANS, LA CRISE DE 1929...

tions prévus par le plan Dawes et le plan Young (13).

Mais en dehors de ces prêts et « aides », les investissements extérieurs américains sont en pleine expansion. Ils représentent un peu moins du double de ce qu'ils étaient avant-guerre (14). Pour la même période, les investissements anglais reculent de 14 %.

Les aides financières et les exportations permettent aux États-Unis de faire passer leurs réserves d'or de 0,7 milliard de dollars avant-guerre à 2,5 milliards alors que celles de la Grande-Bretagne passent de 0,2 milliard à 0,8 milliard. Avec cet immense transfert d'or, les États-Unis possèdent la moitié du stock mondial d'or.

Sur un plan général, les États-Unis, à défaut d'être la première puissance politique du monde (15), en sont devenus la première puissance économique. Le pays assure les deux tiers de la production mondiale de pétrole, plus de la moitié de la production d'acier du monde, une production d'électricité équivalente à celle de toute l'Europe réunie.

Seule ombre au tableau, et qui ne sera pas sans conséquence pour la suite, les États-Unis n'ont pas encore la capacité d'assurer un leadership financier mondial, comme celui qu'ils purent imposer après la Seconde guerre mondiale avec un système financier fondé sur le dollar. Rappelons qu'en 1918, à la fin du conflit, cela faisait à peine cinq ans que le dollar était devenu monnaie nationale des États-Unis et que la Fed, la banque centrale américaine, était créée. Une décision qui reflétait, sans aucun doute, la prise de conscience par une jeune puissance impérialiste que, pour jouer dans la course des grands avec notamment les vieilles puissances du continent européen, il fallait se doter de tous les outils pour imposer sa puissance ; mais décision trop récente pour que cette puissance du dollar s'impose autrement que par une crise, « *la plus terrible de toutes les crises possibles* », comme le disait Trotsky, à savoir le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Cette puissance économique fut à la base d'un boom économique qui en retour renforcera le poids de l'impérialisme américain dans le système capitaliste mondial. Ce boom économique était avant tout fondé sur les ressources internes du pays et sur le « marché américain », incluant non seulement les États-Unis eux-mêmes mais aussi les marchés canadien et latino-américain, principaux champs d'investissement des capitaux étatsuniens (16).

(13) À la suite de l'impossibilité de payer les réparations prévues dans le traité de Versailles de 1919, le plan Dawes, signé en 1924, prévoyait, sous condition de la mise sous tutelle de l'industrie de l'Allemagne et d'une partie de ses recettes douanières, un prêt conjoint de la Grande-Bretagne et des États-Unis auquel s'ajouta un prêt privé d'un groupe de banquiers américains sous la direction du banquier J. P. Morgan. Le plan Young, signé en 1929, quatre mois avant le « *Jeudi noir* », incluait également une série de prêts. Si le paiement des réparations fut totalement abandonné en 1932 par les Alliés, les emprunts privés et publics restèrent exigibles et seront remboursés jusqu'au bout par le régime nazi (avec une interruption pendant la Seconde Guerre mondiale) puis par la RFA (nom de l'Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1990), le dernier remboursement ayant eu lieu en 1969 pour les prêts Dawes et en 1980 pour les prêts Young !

Charles G. Dawes (1865-1951) était un avocat et un financier américain. Il servit pendant la Première Guerre mondiale comme général chargé des approvisionnements du contingent américain. Prix Nobel de la paix en 1925, il fut vice-président des États-Unis aux côtés du président Calvin Coolidge, en fonction lors du krach de 1929.

Owen D. Young (1874-1962), industriel et homme d'affaires, il était à l'époque P-DG de General Electric et des médias radiophoniques RCA et NBC.

(14) Sauf indication contraire, les données chiffrées de la suite de cet article sont reprises du livre de Michel Beaud, *Histoire du capitalisme, de 1500 à 2000*, Seuil (5^e édition, 2000).

(15) Ainsi le Congrès refusera de ratifier le traité de Versailles, les États-Unis n'adhéreront pas finalement à la Société des Nations, ils n'interviendront pas ou très indirectement dans les conflits et tensions européens excepté dans le cas des réparations allemandes où leurs intérêts et celui de leurs banques nationales étaient impliqués.

(16) Cela ne signifie pas que les grands trusts américains se désintéressaient de l'Europe. Il s'agit principalement de l'industrie automobile avec Ford et General Motors (sous la marque Vauxhall) en Grande-Bretagne et le rachat de l'allemand Opel par General Motors en 1927.

Comme l'indique Howard Zinn (17), le nombre de chômeurs a considérablement baissé pendant cette période de boom, passant de 4,3 millions d'individus en 1921 à 2 millions en 1927. Les salaires plus élevés dans certains secteurs clés de la production comme le secteur de l'automobile, donnaient accès à une consommation nouvelle améliorant les conditions de vie. Avec un bémol : la société de consommation naissante se fondait sur le développement du crédit à la consommation, permettant de donner à certains secteurs de la population l'accès à des produits



File de chômeurs devant une affiche vantant l'« American Way of Life » (fin des années 1920). (D.R.)

nouveaux (automobiles, appareils ménagers, etc.) sans trop augmenter les salaires. Cette bombe à retardement du crédit à la consommation joua un rôle non négligeable dans la crise de 1929 et ses suites.

Mais, poursuit Howard Zinn, « *la prospérité restait cependant concentrée au sommet de la pyramide. Entre 1922 et 1929, tandis que le salaire moyen dans l'industrie augmentait de 1,4 % par an, le revenu annuel des actionnaires progressait de 16,4 %. Six millions de familles (42 % du total) gagnaient moins de 1 000 dollars par an. Selon un rapport de la Brookings Institution, les 0,1 % des familles qui occupaient le sommet de la pyramide gagnaient autant que les 42 % les plus pauvres. Pendant les années 1920, quelque vingt-cinq mille travailleurs trouvaient chaque année la mort sur leur lieu de travail et cent mille autres restaient handicapés à vie. À New York, 2 millions de per-*

sonnes vivaient dans des logements considérés comme de véritables pièges en cas d'incendie. »

En fait, ce boom se réalise au détriment d'une large part de la population. En particulier, la classe ouvrière américaine fait les frais de cette formidable croissance. Sa taille s'est accrue pendant cette période mais le salaire réel (salaire après déduction de l'inflation) a globalement stagné voire baissé dans certains secteurs. En même temps, l'exploitation de la force de travail s'accélère avec le développement de l'organisation scientifique du travail, le taylorisme, et son application pratique, le fordisme, représenté avec tant de force dans *Les Temps modernes*, le célèbre film de Charlie Chaplin. Ces méthodes sont mises en place chez Ford mais aussi chez d'autres constructeurs d'automobiles (Chrysler, General Motors) et d'autres



Chaîne de montage chez Ford (années 1920).. (D.R.)

secteurs de production (Westinghouse, General Electric, Du Pont, Allied Chemical, Union Carbide) qui ont toutes en commun d'être des entreprises fortement concentrées.

Une concentration qui s'est accélérée dans les années 1920. Au moment de la crise, les 200 plus grosses sociétés contrôlaient 38 % des investissements de capitaux, touchaient 43,2 % des revenus des sociétés industrielles. Trois banques seulement contrôlent les marchés financiers : la Chase National Bank, la National City Bank of NY et la Guaranty Trust.

En dehors de ces entreprises fortement concentrées, le reste de l'industrie est soumis aux conditions traditionnelles d'exploitation d'avant-guerre. « *Exploitation*

(17) Howard Zinn, *op. cit.*

d'une partie de la classe ouvrière selon les méthodes d'avant 1914, d'un côté (bas salaires, méthodes brutales d'encadrement et de mise au pas, factory system (18) et sweating system (19)) ; mais aussi production de masse, organisation rationnelle du travail, politique de hauts salaires pour une minorité des travailleurs (20), et donc consommation de masse à laquelle accède une partie de la classe ouvrière : voilà les bases de la "prospérité" américaine des années vingt », explique fort justement Michel Beaud (21). Mais il oublie une chose tout aussi essentielle : la situation de surexploitation est aggravée par une répression judiciaire et physique à l'encontre des syndicats qui, dans certains secteurs ou Etats, sont interdits. Ailleurs ils sont tolérés mais le combat contre l'exploitation est anesthésié par l'intégration croissante de la bureaucratie de l'American Federation of Labor (AFL) dans la propagande active vantant un modèle américain idéal et par une politique de soutien aux partis politiques des exploiters faisant barrage à toute organisation politique indépendante de la classe ouvrière. Dans un contexte international marqué par les échecs de la révolution allemande et de la révolution chinoise, par la bureaucratisation de l'URSS, des PC et de la III^e Internationale, la politique de la bureaucratie de l'AFL va conduire à un reflux de ses effectifs, malgré de nombreux combats de classe parfois victorieux menés par la classe ouvrière américaine (22). « Alors qu'en 1920 la proportion des syndiqués s'établissait à 12 % de la main-d'œuvre salariée non agricole, en 1933 elle n'était plus que de 6 % » (23) soit le niveau atteint à la fin du XIX^e siècle.

Des concurrents européens en déclin

À côté du boom américain, les économies européennes, principalement celles de la Grande-Bretagne et de la France, continuent leur déclin déjà sensible avant-guerre. Ces deux impérialismes, par des voies différentes, vont tenter de maintenir voire reconquérir leur puissance d'avant-

guerre, mais dans des conditions qui vont accélérer leur déclin, conditions aggravées par l'irruption de la crise de 1929 aux États-Unis.

Mais il y a aussi l'Allemagne. Impérialisme vaincu, enserré dans le carcan du paiement des réparations dont le paiement sera réaménagé deux fois durant les années 1920 pour finalement cesser d'être payées en 1932 – et d'une dette de plus en plus lourde, tous ces facteurs jouant un rôle déterminant dans l'hyperinflation des années 1922-1923, l'Allemagne connaîtra malgré tout un certain dynamisme de son économie surtout après la stabilisation monétaire intervenue à la fin de 1923. Paradoxalement, la nécessité de payer la dette va provoquer un processus de concentration du capital dans de grands conglomérats (afin de faire face aux obligations d'exportation induites du paiement des réparations) et certains secteurs comme la sidérurgie voient leur production croître de façon importante.

Mais cette croissance allemande se fait sur des bases très fragiles. D'une part, elle a été largement facilitée par les flux de capitaux, essentiellement américains, investis en Allemagne. Selon Howard Zinn, « ce seul pays, qui absorba près de la moitié des exportations mondiales de capitaux en 1928, emprunta entre 20 000 et 30 000 milliards de marks dont probablement la moitié à court terme. Une fois en-

(18) Concentration de la force de travail dans de grandes unités de production de masse fortement mécanisées.

(19) Conditions de travail marquées par des journées de travail de durée excessive, des bas salaires et des ateliers insalubres.

(20) Cette minorité était constituée de travailleurs d'usines où le fordisme était appliqué. En effet, la théorie de Ford était qu'il fallait payer un peu plus cher les ouvriers pour, non seulement les attirer et surtout freiner le *turn over* du fait de la surexploitation générée par le taylorisme, mais aussi leur donner les moyens d'acheter les marchandises qu'ils produisent.

(21) Michel Beaud, *op. cit.*

(22) Voir Howard Zinn, *op. cit.*

(23) Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple, Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis 1919-1939*, Boréal (1986).

core, cela rendit probablement l'économie allemande très vulnérable : le retrait des fonds américains après 1929 allait en faire la démonstration » (24). Il faut souligner que, pour l'impérialisme américain, il ne s'agissait pas de remettre en selle un impérialisme concurrent, mais de récupérer directement en Allemagne les capitaux prêtés à la Grande-Bretagne et à la France, ces deux pays ayant conditionné le remboursement de ces prêts au paiement (qui fut en réalité un paiement partiel) des réparations. D'autre part, le statut d'impérialisme vaincu de l'Allemagne, à qui tout débouché extérieur était interdit ainsi que, par conséquent, toute possibilité de payer sa dette, a bridé son dynamisme économique.

En Grande-Bretagne, le retour à la parité entre la livre sterling et l'or devient l'objectif dès que le dernier coup de canon est tiré. Il s'agit clairement de restaurer sa puissance par la remise sur pied de la place financière de Londres comme principal centre d'attraction des capitaux circulant sur la planète. Mais les conditions d'avant-guerre ayant changé, il s'agira surtout de contrecarrer le mouvement croissant des capitaux vers la place de New York et la forte concurrence des capitaux américains entravant les exportations de capitaux britanniques.

Rappelons que la guerre avait mis fin au système d'étalon-or qui considérait l'or comme seule monnaie de réserve. Ce système était donc sous la domination du principal détenteur d'or qu'était la Grande-Bretagne. La conférence de Gênes de 1922 instaura un régime d'étalon de change-or (*gold exchange standard*) qui permettait, entre autres, que les banques centrales aient en réserve, en plus de leurs stocks d'or, des monnaies de réserve convertibles en or. « Dès lors que la livre et le dollar étaient promus au rang de monnaie de réserve "aussi bonne que l'or", cela privait Londres de l'effet de monopole dont elle avait bénéficié jusqu'en 1914. L'économiste W. A. Brown estimait qu'avant 1914 l'attraction des capitaux par Londres avait un "caractère automatique et irrésistible". Désormais,

avec le système de l'étalon de change-or, ce pouvoir d'attraction automatique devait au mieux être partagé avec New York. La possibilité de choisir entre une livre dépréciée et un dollar bénéficiant d'une confortable encaisse-or rendait New York plus attractif que Londres : là était la cause fondamentale des processus qui drainaient les capitaux vers les États-Unis, alimentant ainsi toutes les spéculations » (25). La décision prise en 1925 par Churchill, alors chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances), de revenir à la convertibilité de la livre sterling en or, fut donc une décision défensive prise sous la pression du capital financier britannique. Elle se fit au prix d'une politique de taux d'intérêt plus ou moins élevés mais toujours supérieurs aux taux pratiqués par la Fed américaine, destinés à attirer le maximum de capitaux.

Cette politique monétaire eut des effets quasi automatiques sur les conditions de réalisation des profits dans l'industrie. Des taux d'intérêt élevés et surtout maintenus au-dessus des taux américains renchérisaient les coûts de production, augmentant les prix (inflation) et rendant les produits britanniques plus chers que ceux de leurs concurrents à l'exportation. Le rattachement de la livre à l'or ne permettant plus d'effectuer de « dévaluations compétitives » pour rattraper vis-à-vis des concurrents la hausse des coûts de production, le capital financier britannique maintint plus ou moins son rang mondial en en faisant payer durement le prix à sa classe ouvrière.

Si certains secteurs de la classe ouvrière obtiennent des avancées, comme les cheminots en 1920 (augmentations de salaires, journée de 8 heures), les convulsions chroniques de l'économie britannique du fait de la politique pour la défense du capital financier vont faire augmenter le chômage qui va rester dans ce pays entre 10 et 12 % en moyenne

(24) Howard Zinn, *op. cit.*

(25) Richard Farnetti, *Le Déclin de l'économie britannique de Victoria à Thatcher*, Éditions de l'Espace européen (1991).

IL Y A 90 ANS, LA CRISE DE 1929...

jusqu'à la fin des années 1920 (26). « *Le chômage touche la moitié des travailleurs dans la métallurgie, le tiers dans la construction navale ; les propriétaires des mines cherchent à réduire les salaires, parfois jusqu'à 35 %* » (27). Le patronat arrive souvent à ses fins avec l'aide du gouvernement qui envoie ses soldats contre les grévistes, adopte des lois répressives contre les droits syndicaux et les grèves, etc. La politique de la direction des Trade Unions fut bien évidemment pour quelque chose dans cette situation. « *Chômage, pression sur le pouvoir d'achat, productivité accrue, misère pour les plus faibles : la classe ouvrière britannique a durement payé la politique de restauration de la livre des années vingt, puis les effets sur le capitalisme britannique de la crise mondiale des années trente* » (28). Perte de compétitivité à l'extérieur, saturation du marché solvable à l'intérieur du fait de la compression du pouvoir d'achat,



Affiche de propagande britannique « Achetez les produits de notre empire » (années 1920). (D.R.)

ce sera l'Empire (qui deviendra le British Commonwealth of Nations ou Commonwealth en 1932) qui va être une source non négligeable de survie pour la Grande-Bretagne. Si les investissements britanniques aux États-Unis et au Canada (désormais sous domination de son voisin bien que membre de l'Empire) régressent ou stagnent, ils sont en progression dans les pays du Commonwealth. Les revenus de ces investissements constituent même une ressource essentielle des comptes extérieurs de la Grande-Bretagne. Mais cela s'effectue une fois de plus au prix d'une exploitation accrue des territoires sous

emprise de la Couronne, générant la montée des nationalismes et mouvements de libération, premiers éléments de la dislocation future d'un empire colonial qui finalement ne permettra pas de sortir l'impérialisme britannique de son déclin.

De son côté, l'impérialisme français se replie également sur son empire colonial qui prendra une part de plus en plus importante dans ses importations et ses exportations durant les années 1920. Mais celui-ci est géré différemment de celui de son voisin et concurrent britannique. Il représente une part assez peu importante dans des investissements extérieurs français en forte décroissance et se destine peu dans les secteurs de base (industrie, mines, etc.). Contrairement à la Grande-Bretagne, l'empire colonial n'a pas joué un rôle déterminant, notamment dans la croissance de l'économie française qui fut une réalité dans les années 1920.

La production industrielle retrouve son niveau d'avant-guerre dès 1924, à des rythmes approchant, voire dépassant ceux des États-Unis et la Grande-Bretagne. Ce dynamisme tient principalement à un processus de rattrapage, par rapport aux impérialistes concurrents, d'une économie non seulement ravagée par la guerre, mais structurellement en retard, avec un appareil productif insuffisamment concentré et mécanisé au regard de ce qui est requis pour se maintenir en tant que puissance mondiale. Mettant à profit la reconstruction, des investissements massifs seront faits dans les moyens de production : production et matériels électriques, automobile, chimie, métallurgie mais aussi dans des secteurs plus traditionnels comme le textile. Dans ces branches, la concentration des capitaux s'opère autour de grandes unités de production mécanisées où sont introduites les processus de production importés des États-Unis. Il en résulte une hausse de la productivité par l'intensification du travail.

Toute cette production alimente des ex-

(26) Éric J. Hobsbawm, *op. cit.*

(27) Michel Beaud, *op. cit.*

(28) Michel Beaud, *op. cit.*

portations qui sont en forte croissance, surtout avec une monnaie dévalorisée comme ce fut le cas jusqu'en 1926-1928. Mais cette tendance va s'essouffler dès la fin des années 1920. L'absence de développement du secteur de la consommation, la saturation du marché intérieur du fait des rythmes de croissance divergents entre secteurs, et en particulier l'absence de modifications structurelles dans l'agriculture, le faible pouvoir d'achat des ouvriers et paysans, le rétrécissement des débouchés extérieurs amplifié par le retour en 1928 à la convertibilité du franc avec l'or (réduisant les marges de manœuvre antérieures qui permettaient de compenser des coûts de production moins compétitifs que les concurrents et notamment américains), tout cela va conduire à des déséquilibres et des faiblesses qui ne permettront pas à l'impérialisme français de résister bien longtemps à la crise qui viendra des États-Unis.

Épuisement du système

Dans la deuxième partie des années 1920, le boom de l'économie américaine s'épuise sans qu'aucun exutoire ne puisse être trouvé dans des impérialismes britannique et français en déclin, voire en crise, et dans l'impérialisme allemand totalement paralysé.

Aux États-Unis, l'intensification de la production, le développement de nouveaux secteurs dès le départ très concentrés et donc mobilisant une masse importante de capitaux, enclencha un cycle d'endettement massif des entreprises, de moins en moins en phase avec une production qui avait de plus en plus de mal à s'écouler. Pourquoi ?

D'abord, certains secteurs ne suivent pas la croissance des secteurs de pointe. Il en est ainsi de l'agriculture qui, depuis la guerre, est en crise. Le secteur s'était fortement modernisé pour satisfaire les nécessités du ravitaillement des pays alliés en Europe durant la guerre. Mais la situation se modifia après la guerre avec le rétablissement des secteurs agricoles de ces mêmes pays que l'Amérique ravitaillait

auparavant, et de l'émergence de nouveaux concurrents. L'agriculture américaine se trouva alors en situation de surproduction chronique, tirant vers le bas les prix à un niveau qui permettait de moins en moins de rembourser les crédits souscrits pour acquérir le matériel agricole et de couvrir les coûts de production. Cette situation accélère un mouvement de ventes de terres et de matériels ainsi qu'une migration vers les villes. « *Les flambantes années 1920 ne furent pas un âge d'or pour les fermiers des États-Unis* » (29) et le secteur est déjà dans une crise profonde en 1929. La conséquence est que, du fait de la baisse des revenus des agriculteurs et de la contraction du secteur, un segment du marché se ferme aux produits industriels (mécanique, chimie) et aux produits de consommation.

Ensuite, la production de masse a de plus en plus de mal à s'écouler. Comme nous l'avons souligné plus haut, le boom de l'économie américaine est fondé sur un accroissement de l'exploitation et sur une stagnation des salaires. Le développement de la consommation de masse, phénomène emblématique de cette période, n'a été possible que par l'émergence du crédit à la consommation. « *Lorsque l'effondrement se produisit, il fut naturellement d'autant plus drastique aux États-Unis que l'essor léthargique de la demande avait été compensé par une expansion considérable du crédit à la consommation (...). Les seuls acheteurs automobiles devaient 1,4 milliard de dollars sur un endettement personnel total de 6,5 sous forme de crédits à court terme ou moyen terme* » (30).

Cet endettement atteignit ses limites à la fin des années 1920 avec l'apparition des premiers défauts de paiement. Cela se combina avec le fait que ces produits de consommation ne touchaient qu'une partie de la population, la majorité n'ayant pas accès à ce type de produits. De ce fait, le marché où s'écoulaient les produits des secteurs moteurs de la croissance commença à saturer. La production des sec-

(29) Éric J. Hobsbawn, *op. cit.*

(30) Éric J. Hobsbawn, *op. cit.*

IL Y A 90 ANS, LA CRISE DE 1929...

teurs « neufs » commença à fléchir après 1925. Les marchés extérieurs, morcelés et soumis à la concurrence, ne possédant pas de pouvoir d'achat suffisant, ne purent jouer un rôle d'exutoire d'une surproduction chronique. La conséquence est que quelques mois avant le krach d'octobre 1929, les capacités de production de l'industrie commençaient à être sous-utilisées. L'investissement productif commença à baisser. Les perspectives de profit étant moins bonnes, des masses de capitaux se dirigèrent vers la spéculation et ses possibilités de profit immédiat.

Portée, entre autres, par le boom économique des années 1920, Wall Street faisait l'objet d'une activité déjà importante, renforçant la place financière de New York comme l'une des principales Bourses mondiales. Mais les quelques années qui précèdent 1929 montrent des signes évidents de transfert de capitaux vers les marchés spéculatifs. « *La masse de la spéculation s'accroissait très vite en 1928. Au début des années 1920, le volume des prêts des courtiers variait d'un milliard à un milliard et demi de dollars. Vers le début de 1926, ils avaient monté à 2 milliards et demi de dollars et demeurèrent à ce niveau durant la plus grande partie de l'année. Au cours de 1927, il y eut une autre augmentation d'environ un milliard de dollars et, à la fin de l'année, ils avaient atteint 3 480 780 000 dollars. C'est une somme incroyable, mais ce n'était qu'un début. Dans les deux mois morts de l'hiver 1928, il y eut une légère baisse puis l'expansion commença pour de bon. Les prêts des courtiers atteignirent 4 milliards le 1^{er} juin 1928, 5 le 1^{er} novembre et à la fin de l'année ils approchaient de 6 milliards. Jamais on ne vit semblable chose auparavant* » (31). Galbraith indique qu'une société d'investissement par jour se créait et que leur nombre était passé à 750 en 1929 contre 40 en 1921.

Parallèlement, l'activité productive, en léger déclin depuis quelques années (déclin freiné par la constitution de stocks de marchandises qui vont s'avérer être finalement des invendus), subit une brusque inflexion au cours de l'année 1929. « *Vers*

octobre [1929] l'indice de la production industrielle donné par la Réserve fédérale se situait à 117 contre 126 quatre mois plus tôt. La production de l'acier décline à partir de juin. En octobre, le volume des marchandises transportées par chemin de fer baissa. La construction de logements, l'industrie des plus inconstantes, baissait depuis plusieurs années et elle s'affaissa encore davantage en 1929. Finalement, ce fut au marché financier de s'écrouler. Un observateur pénétrant du comportement économique de cette période a déclaré que l'écroulement du marché "refléta, pour l'essentiel, le changement qui était déjà apparent dans la situation industrielle". »

Effectivement, les journées qui précédèrent le « Jeudi noir » puis l'effondrement des 28 et 29 octobre 1929, ainsi que la dégringolade des marchés financiers jusqu'en 1935, furent le reflet de la prise de conscience que les spéculations en Bourse s'effectuaient sur la base de conditions de réalisation de profit de plus en plus dégradées. Cela s'exprima par un début de processus de vente massive de titres courant octobre dans le but, qui s'est avéré vain, de récupérer les capitaux investis avant que tout s'effondre, processus qui a lui-même provoqué l'effondrement.



Foule devant la Bourse de New-York après le krach de 1929 (D.R.)

La crise boursière d'octobre 1929 a donné lieu, nous l'avons dit précédemment, à de multiples interprétations. Galbraith, que nous avons cité plusieurs fois, met en avant l'excès de crédit. Cela est factuelle-

(31) John Kenneth Galbraith, *op. cit.*

ment vrai. Le boom américain des années 1920 a été largement financé par le crédit, d'autant que ses pourvoyeurs, les banques, sont présentes elles-mêmes dans le conseil d'administration des grands trusts qui « tirent » en avant ce boom. L'excès de crédit vient de ce que les marchandises produites, dont la vente permet de dégager les profits sur lesquels les prêteurs de crédit pourront se payer les intérêts, se heurtent aux limites d'un marché aux capacités d'absorption limitées, et de plus en plus limitées.

En effet, sur le plan du marché intérieur la stagnation, voire la baisse des salaires, imposées par le patronat américain pour des raisons de rentabilité, l'une des clés du boom américain, a réduit le pouvoir d'achat de millions d'Américains, d'une part. Les paysans, en pleine crise agricole, ne pouvaient pas non plus constituer un débouché solvable, d'autre part. Par ailleurs, les produits de consommation dont la production s'est développée dans ces « années folles » n'a été réservée qu'à une fraction de la classe ouvrière (rebaptisée pour l'occasion en « classe moyenne »), non pas du fait de l'augmentation de leurs salaires mais par le développement du crédit à la consommation qui par son développement, participa également à l'excès de crédit dénoncé par Galbraith. Sur le

plan des marchés extérieurs, l'impérialisme américain se confronte à la concurrence d'autres impérialismes repliés sur des empires coloniaux produits de la « *fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes* » (32) opéré à la charnière des XIX^e et XX^e siècles.

Réduction des capacités de remboursement des crédits à la production, endettement des ménages souvent au-delà des limites, tout cela est lié à l'incapacité des marchés à absorber la production sur une base profitable et renvoie au fonctionnement même du capitalisme arrivé à son stade impérialiste, analysé par Lénine. Ou, autrement dit, cela est lié à l'incapacité du capitalisme de développer une demande solvable qui serait contradictoire avec les nécessités de l'exploitation capitaliste.

Les politiques menées par les différentes puissances impérialistes dans les années de la Grande Dépression qui suivirent, afin de tenter de rétablir des conditions « normales » de profit, ne suffirent pas. La voie était ouverte à l'autre « solution », celle de la guerre. ■

(32) Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916).

Bibliographie

La crise de 1929 a fait l'objet d'une littérature abondante qui, pour une bonne part, s'intéresse plus aux conséquences de 1929 et à la Grande Dépression qu'aux causes de la crise telles qu'elles se sont développées dans les années 1920.

Les « incontournables » pour comprendre, sous une forme abordable, les causes de la crise de 1929 sont les ouvrages suivants :

- John Kenneth Galbraith, *La Crise économique de 1929, anatomie d'une catastrophe financière*, Payot (2008)
- C. P. Kindleberger, *La Grande Crise mondiale 1929-1939*, Economica (1986)
- Michel Beaud, *Histoire du capitalisme, de 1500 à 2000*, Seuil (5^e édition, 2000) en particulier le chapitre 5 « Le grand chambardement (1914-1945) »
- Éric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes, histoire du court XX^e siècle*, André Versailles éditeur (2008), en particulier le chapitre 3 « Au fond du gouffre économique »
- Howard Zinn, *Le XX^e siècle américain, une histoire populaire de 1890 à nos jours*, Agone (2003), chapitre IV « De l'entraide par gros temps » (intéressant pour la description de l'envers du décor des « Années folles » et les luttes sociales de cette période aux États-Unis)

On peut aussi consulter :

- Serge Denis, *Un syndicalisme pur et simple, Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis 1919-1939*, Boréal (1986). Chapitre IV, « L'attraction du capital » (à propos de la politique d'intégration de l'AFL) et le chapitre VI, « Le krach et la classe ouvrière »
- Richard Farnetti, *Le Déclin de l'économie britannique de Victoria à Thatcher*, Éditions de l'Espace européen (1991), chapitre V « L'entre-deux guerres : une période de crises permanentes » et chapitre VI « De la convertibilité du sterling en or à la dévaluation de 1931 : une contre-attaque qui tourne court », qui donnent une vue intéressante du déclin de l'impérialisme britannique et de ses tentatives pour l'enrayer.

En ce qui concerne l'analyse marxiste, aucun ouvrage « grand public » n'a été, à notre connaissance, spécifiquement consacré à la crise de 1929 et ses causes (et même ses conséquences).

- Pour connaître la position de l'Internationale communiste face au krach de 1929, on se référera aux quelques pages intéressantes du tome II de *l'Histoire de l'Internationale communiste* de Pierre Frank (Éditions La Brèche, 1979) consacrées aux travaux de l'économiste officiel de l'IC désormais bureaucratifiée Eugène Varga (objet de propos peu amènes de Trotsky qui notamment qualifiait « la valeur objective de ses travaux [comme] entièrement limitée à la qualité politique de la commande sur laquelle il n'a personnellement aucune influence »). « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? » (1928), Œuvres, 2^e série, tome II) et sa relation avec la politique dite de la troisième période (voir 5^e partie, 4^e chapitre).
- Du côté de Trotsky, de nombreux écrits sont bien sûr consacrés à la nature des crises du système capitaliste à son stade impérialiste, aux grandes tendances de l'impérialisme dans les années 1920 et à la puissance émergente de l'impérialisme américain. Devant l'impossibilité de citer tous les écrits de Trotsky, nous nous limiterons arbitrairement aux deux textes cités ici (*Nationalisme et vie économique* (1933), Œuvres, tome 3 et *Encore une fois où va la France ?* (1935), Œuvres, tome 5) ainsi qu'à *Europe et Amérique* (1926), Éditions Anthropos

Les intellectuels français et la guerre de 1914-1918

(Seconde partie) Par Alain Cuenot

L'année 1917

L'année 1917 par son ampleur apparaît comme un élément de crises, de doute, de remise en cause du consensus autour de la guerre. Si la droite nationaliste et les socialistes de l'Union sacrée s'entêtent à soutenir l'effort de guerre, le camp pacifiste se montre de plus en plus convaincu de la justesse de son engagement politique et moral. Les échecs militaires, la souffrance des combattants, la lutte ouvrière générant grèves et blocage du pays, les mutineries qui paralysent durablement le front ouest, le surgissement de la révolution russe victorieuse, la conférence de Stockholm (1) succédant à celles de Zimmerwald et de Kienthal, les propositions de paix avancées par l'empire austro-hongrois et par le pape Benoît XV, des dissensions au sein du gouvernement français, sont autant d'événements majeurs qui interrogent les consciences et invitent impérieusement à réfléchir sur le bien-fondé de la poursuite du conflit mondial.

Dans le camp des intellectuels patriotes, la guerre à outrance doit être menée sans faiblesse. La révolution russe est perçue comme un obstacle à abattre en urgence. Pour Maurice Barrès, c'est « *un outil d'exportation boche* » (6 janvier 1918), résultat des machinations politiques des plus cyniques de la part du militarisme allemand. La paix de Brest-Litovsk est la

simple traduction de « *la complicité russo-allemande* » la plus méprisable, l'insurrection de Saint-Petersbourg le fruit de « *théories anarchistes et pacifistes* » les plus criminelles. La tâche première est donc de « *lutter sans merci contre le terrorisme bolcheviste* ». Dans son article du 7 août 1918, Barrès se montre des plus satisfaits de voir la politique du cordon sanitaire de l'Entente se mettre en marche et l'installation des troupes alliées s'implanter durablement pour tuer dans l'œuf la révolution en marche. Le bolchevisme lui apparaît comme « *une catastrophe* » pénalisant gravement le peuple russe, « *expression brutale d'une disparition absolue de toute espèce de discipline militaire et sociale* ». Il est donc urgent de continuer la guerre malgré la trahison russe pour assurer la victoire finale.

Chez les socialistes de l'Union sacrée, Albert Thomas multiplie les voyages auprès du gouvernement provisoire du prince Lvov puis de Kerenski afin de consolider l'alliance militaire franco-russe. Attaché à l'esprit de défense nationale, il réclame à cor et à cris la poursuite de l'intervention militaire de la Russie contre l'Allemagne. Il se déclare alors

(1) Conférence socialiste convoquée, en 1917, à l'initiative des bolcheviks. De nombreux gouvernements, en particulier le gouvernement français, refusèrent leurs passeports aux délégués, les empêchant ainsi d'y participer (NDR).

l'ennemi juré du bolchevisme, expression d'une trahison infâme sur le plan diplomatique, symbole selon lui de « *l'anarchisme, du terrorisme d'un parti contre l'esprit démocratique et républicain* ». Au sein du parti socialiste, il combat avec la plus grande énergie « *les tendances bolchevisantes et pacifistes* ». Il fonde avec Adéodat Compère-Morel et Adrien Veber *La Revue socialiste* bénéficiant de l'appui de plusieurs intellectuels comme Georges Renard, Gustave Geffroy, Charles Andler, Hubert Bourgin, M. Huart, François Simiand afin d'expurger cet esprit défaitiste pro-russe qui domine selon lui au sein du *Populaire*, de *La Vérité* et du *Journal du peuple*.

Dans le camp pacifiste, la révolution russe est au contraire saluée avec enthousiasme et fascination. C'est pour beaucoup « *l'idéalisme incarné* ». C'est une révolution émancipatrice placée au service du peuple. Romain Rolland, en contact direct avec ses amis militants Henri Guilbeaux, Marcel Martinet, Alfred Rosmer, Alphonse Merrheim et les intellectuels russes Gorki, Roubakine, Lounatcharsky, reçoit des informations précieuses sur l'évolution politique et doctrinale du mouvement insurrectionnel russe. Il apporte alors son soutien indéfectible, dès mars 1917, à Lénine et, le 1^{er} mai 1917, lance son *Appel à la Russie libre et libératrice*. Il condamne le comportement criminel des socialistes de l'Union sacrée et son représentant Albert Thomas déterminés à poursuivre la guerre par tous les moyens. La revue comme *Les Humbles* d'Henri Guilbeaux ouvre ses pages à Trotsky, Kamenev, Zinoviev, rappelle l'invitation faite par Lénine lui-même à Romain Rolland, déplore la censure de la presse en Suisse, l'emprise de la propagande antibolchevique en France et la surveillance policière qui y sévit. *La Forge*, dès décembre 1917, rend hommage à « *Lénine, le continuateur de Marx* », à « *L. Trotsky, l'homme d'action* » et voit dans la révolution russe « *la vérité lumineuse* » qui s'affirme, « *la marche de l'humanité victorieuse* ». Dans les pages de *L'Humanité*,

Cachin, Longuet, Dunois, Arcos saluent le peuple russe en lutte. Devant la portée historique de tels événements, plusieurs intellectuels patriotes franchissent le pas au cours de l'année 1918 et viennent soutenir le camp pacifiste et internationaliste à l'exemple d'Anatole France, Victor Basch, Alphonse Aulard, Charles Seignobos, Albert Mathiez, Paul Langevin, Charles Gide, Lucien Lévy-Bruhl. La *Ligue des droits de l'homme*, parfaitement alignée sur les thèses de défense nationale, se décide enfin elle aussi à franchir le pas et à venir servir la cause de la paix.

1918, l'après-guerre, crise, renouveau et reconstruction

Dans l'euphorie de la victoire, le camp nationaliste exulte et exprime sa volonté d'écraser l'Allemagne et de mettre en pièces le militarisme prussien. Barrès, Maurras et « *L'Action française* » soutiennent un patriotisme aveugle, sans concessions. L'urgent, selon eux, est de reconstruire l'unité nationale avec la récupération de l'Alsace-Lorraine, de continuer la lutte sans merci sur le plan diplomatique afin de démembrement l'Allemagne, de détruire la machine de guerre de l'ennemi prête à se reconstituer. Pour eux, face « *aux sophismes et aux banalités du pacifisme français* », face « *à l'idéalisme wilsonien* », il faut s'opposer à toute paix boiteuse. Dans ces conditions, diplomatiquement, il est indispensable d'occuper la rive gauche du Rhin, de créer ainsi une zone tampon pour se protéger de toute attaque de l'armée allemande, voire même d'installer une tête de pont sur la rive droite du Rhin afin de surveiller le comportement de l'ennemi potentiel, aller même jusqu'à établir des liens culturels solides entre la France et la Rhénanie par le biais d'une *Ligue de vigilance pour la paix du monde* pour anticiper toute réaction hostile de la province rhénane. Dans la même perspective, les scientifiques français, de leur côté, sous le prétexte de

faire triompher le droit, s'attaquent à nouveau aux savants allemands complices selon eux des atrocités perpétrées en Belgique et dans le nord de la France (destructions matérielles, viols, exécutions d'otages, torpillage de navires hôpitaux, sort des prisonniers et des populations occupées) au cours d'une conférence de l'Académie des sciences tenue à Lille en octobre 1918, placée sous le patronage de Henry Parenty, Henri Duret, Aimé Witz, Albert Calmette, Édouard Laguesse, et exigent d'une manière cynique des montants encore plus importants des réparations allemandes dans le cadre de la préparation prochaine du traité de Versailles. Paul Painlevé, au cours de la conférence interalliée des académies des sciences d'octobre 1919, avec ses collègues P. Gaultier, Emile . Picard, H. Bon, J. Rivière revendiquent officiellement l'exclusion des savants allemands de toutes relations culturelles et scientifiques internationales, stigmatisant une fois encore « *la science allemande meurtrière* » et « *l'âme boche ancestrale* » menaçante. Dans ces conditions, il est donc vital que les intellectuels choisissent le camp du nationalisme contre les représentants d'un pacifisme inconséquent, irréaliste et dangereux pour l'avenir de la France et la paix du monde. Les intellectuels patriotes se placent alors sous le magistère de Maurras qui revendique solennellement « *la défense de l'Occident chrétien, de l'intelligence garants de l'ordre* ». Il s'agit alors de fonder un « *Parti de l'intelligence* » (2) au service de la patrie contre l'Allemagne mais également contre « *les puissances de dissolution* » c'est-à-dire, contre « *les doctrines pacifistes et révolutionnaires* ». Avec la naissance de *La revue critique des idées et des livres* puis de *La revue universelle* avec Jacques Bainville, Henri Massis, F. Ammes, Paul Bourget, Charles Maurras et ses compagnons se fixent comme but de travailler à la renaissance intellectuelle et nationale de la France, tâche indispensable face au spectre de la révolution et du bolchevisme. Le choc de la guerre, l'ampleur du désastre, les générations sacrifiées, les massacres de masse bouleversent l'opinion.

Dépassant les discours haineux, s'écartant de tout enthousiasme patriotique sacrifiant l'armée et ses chefs militaires, une partie de la population se montre sensible aux interrogations douloureuses soulevées par les poilus de retour à la vie civile. En effet, un nombre impressionnant de publications, de romans de la part des soldats rescapés du front voient le jour. La mission première pour ces écrivains-soldats est de témoigner. À côté d'une littérature de convention essentiellement patriotique à l'exemple des publications des Pierre Loti, Maurice Barrès, Henry Bordeaux, Léon Daudet, Paul Déroulède, une littérature de témoignage et de dénonciation des atrocités des combats s'impose avec Henri Barbusse, Léon Werth, Georges Duhamel, Maurice Genevoix, Roland Dorgelès, M. Martinet, Raymond Lefebvre, Paul Vaillant-Couturier, G. Dupin, R. Verceel, R. Naegelen, G. Breuillard... Devant la profusion des récits, les maisons d'édition comme Rieder, Ollendorff, Nathan remplissent un rôle central et révèlent au public les souffrances du combattant, ses cris de révolte, sa haine de l'État et de sa propagande nationaliste qui a marqué l'opinion durant les quatre années de conflit. Devant ces interpellations, ces mises en accusation du pouvoir en place, une remise en cause de l'État et de ses institutions gagne les esprits, une crise politique et morale bouleverse durablement les consciences. Les intellectuels pacifistes et contestataires occupent le champ des lettres et des arts et multiplient alors les propositions de renouveau politique et culturel par un nombre élevé d'articles, de manifestes, de pamphlets, par la création de revues, de groupements et d'associations au service du soldat martyr.

C'est ainsi qu'Anatole France, qui a renié son passé d'écrivain patriote, prend position en faveur d'un pacifisme social et fraternel. Croyant au départ avec ferveur à la

(2) *Le Figaro*, *Le manifeste du Parti de l'intelligence*, 26 juin 1919, manifeste rédigé par Henri Massis pour répondre à *La Déclaration d'indépendance de l'esprit* de Romain Rolland et qui recueille 54 signatures des milieux académiques et conservateurs.

justesse des thèses wilsoniennes, il déchante aussitôt devant l'absurdité politique émanant du traité de Versailles, condamnant sans appel cette paix, « *confuse, tumultueuse, grosse de guerres, de misères et de ruines* ». Il exige le retrait des troupes françaises de Rhénanie, l'abandon des réparations démesurées contre l'Allemagne et revendique la conclusion d'une paix juste et morale entre toutes les nations. Au congrès des instituteurs tenu à Tours, le 8 mai 1919, en soutien avec la rédaction de *L'école émancipée* (3), il demande « *de brûler les livres qui enseignent la haine* », prône une pédagogie nouvelle centrée sur un enseignement des valeurs universelles, humanistes et fraternelles, la détestation du nationalisme et du militarisme, l'organisation d'échanges scolaires systématiques entre les pays de l'Europe pacifiée et revendique la création d'une Internationale des instituteurs. Prenant la défense de la révolution russe, il appelle chaque citoyen à venir en aide au peuple de Moscou tragiquement frappé par le blocus allié, plongé dans la misère et la famine, et exige que les instances internationales viennent secourir cette nation en détresse. Il lance le même appel pour la population autrichienne souffrante et en détresse. Il devient membre, en mai 1919, du comité international du mouvement *Clarté* d'Henri Barbusse.

Romain Rolland, de son côté, se veut le fervent apôtre d'un pan-humanisme ambitieux. Avec son « *Appel aux Européens* » d'octobre 1918, sa « *Déclaration de l'indépendance de l'esprit* » du 26 juin 1919, son « *Manifeste de l'internationale de la pensée* », il combat sans relâche pour la paix et la fraternité universelles, condamnant toute espèce d'idéologie nationaliste et militariste, toute organisation gouvernementale reposant sur la diplomatie secrète des chancelleries, exigeant que le Parlement placé, sous le contrôle du peuple, décide seul des orientations diplomatiques du pays, frappe d'interdit les industries d'armement et leurs superprofits accumulés. Face au traité de Versailles, il ne se fait aucune illusion. C'est, à ses yeux, « *une paix infâme et tyrannique* »,

lourde de menaces et de guerres futures : « *Je vois à l'avenir un siècle de haine, de nouvelles guerres de revanche* ». C'est « *une voie fatale pour l'Europe, chacune des erreurs des gouvernants, chacune de leurs abdications sera payée par leurs enfants et leurs petits-enfants* », d'autant plus que « *l'idéologie nationaliste et impérialiste de l'Allemagne demeure des plus solides* ». Devant la consolidation de la révolution russe sous l'autorité des bolcheviks, il émet de sérieux doutes sur la légitimité de la république des Soviets qui a recours à la violence politique. Tout en faisant confiance à ses dirigeants, il s'inquiète de voir ce pouvoir se perdre dans « *un fanatisme politique érigé en système* » qui se discrédite, « *victime de ses propres violences* ». Il considère alors avec la plus grande attention la philosophie de la non-violence de Gandhi qu'il découvre au cours des années 1919-1920. Déterminé à servir la cause de l'esprit, à respecter la vérité et les droits de l'humanité dans leur dimension universelle, Romain Rolland ne veut pas se compromettre en adhérant à un parti quel qu'il soit. À ses yeux, seule compte la mission supérieure de l'intellectuel, acteur majeur de la liberté de l'esprit et de la raison, guide moral au-dessus de la mêlée, éveillé des consciences, placé au service des valeurs universelles de l'homme et de sa dignité. Il veut rassembler autour de lui une élite pensante d'une moralité exemplaire, une internationale de l'esprit pur, dans le cadre de son Internationale de la pensée, en rejetant toute appartenance à une formation politique. Il refuse, dans ces conditions, d'adhérer au mouvement d'Henri Barbusse, « *rassemblement hétéroclite d'intellectuels* », selon lui, plus ou moins compromis avec le pouvoir et dont les sentiments pacifistes sont loin d'être d'une légitimité et d'une intégrité exemplaires à l'image d'Anatole France en particulier. Un débat houleux s'engage avec

(3) Revue syndicale fondée en 1910 par des militants affiliés à la CGT. Ce nom désignera, par la suite, la tendance syndicaliste révolutionnaire qui, de 1921 à 1936, dirigera la Fédération unitaire de l'enseignement affiliée à la CGTU (NDR).

Henri Barbusse qui veut que l'intellectuel se mette au service d'un parti révolutionnaire, se transforme en un défenseur irréductible des intérêts du peuple, qu'il soit avant tout « *un intellectuel dans la mêlée* » capable de mettre à bas les structures étatiques de l'ordre capitaliste, alors que Romain Rolland se contente, selon lui, de servir la cause de l'esprit pur. Une crise durable surgit alors entre le camp barbusse et le camp rollandien.

Henri Barbusse (4), après la publication du *Feu*, qui a obtenu le prix Goncourt en 1916, ne reste pas inactif. Il décide, avec l'appui de Raymond Lefebvre et Georges Bruyère, de lancer dès novembre 1917 un projet de rassemblement de soldats rescapés du front, d'intellectuels pacifistes pour dénoncer la machine de guerre qui a précipité le pays dans le chaos. Sous sa présidence, l'*Association républicaine des anciens combattants* (ARAC) voit le jour, à Lyon, le 8 septembre 1918, visant à fournir une aide matérielle et financière aux mutilés, aux démobilisés, aux veuves et aux orphelins et à propager des idées pacifistes et internationalistes. Une *Internationale des anciens combattants* (IAC) se met en place sous l'autorité de l'auteur du *Feu*, à Genève en mai 1920 avec la présence de délégations d'anciens combattants d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, d'Angleterre. Le but est de combattre l'exploitation du peuple des soldats par le pouvoir politique et militaire, l'impérialisme étatique, la diplomatie secrète, de construire un socialisme universel en se tournant vers l'exemple russe. Sur le plan culturel, Henri Barbusse fonde le journal et le mouvement *Clarté*, le premier mai 1919, avec comme mission suprême de « *faire la révolution dans les esprits* », c'est-à-dire d'entreprendre une éducation de masse reposant sur les principes pacifistes et internationalistes afin de mettre en pièces toutes les fausses valeurs patriotiques et militaires (5). Un comité directeur composé d'intellectuels de renom comme René Schikelé, E.D. Morel, Stefan Zweig, Georges Duhamel, Anatole France, Henri Barbusse, Jules Romains préside aux destinées de ce mou-

vement. Romain Rolland et ses amis refusent de se joindre à ce mouvement trop politisé à leurs yeux. Tout au long des années 1919-1924, *Clarté* multiplie les opérations de démystification du pouvoir politique et militaire. Saluant les grandes figures de l'Internationale comme Ludwig Rubiner, Bertrand Russell, Walt Whitman, John Reed, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Ed. Morel, *Clarté* s'attaque au socialisme de guerre, au parlementarisme bourgeois, complices du carnage de 1914-1918, aux fauteurs de guerre, faisant le procès des socialistes de l'Union sacrée, des Jouhaux, Sembat, Thomas, Millerand, des chefs politiques comme Poincaré, Painlevé, Clemenceau qui « *ont violenté les peuples et la paix* », des généraux comme Joffre, Mangin, Nivelle, Pétain auteurs de massacres sans nom, « *vermines glorieuses* » figées dans un fanatisme guerrier, aveugle et criminel, des intellectuels patriotes comme Maurice Barrès, Léon Daudet, Henry Bordeaux, Pierre Loti, qui « *se sont vautrés dans la verbosité sanguinaire de la gloire et de la vengeance* », « *mouchards bénévoles au service du militarisme et du capitalisme* ». *Clarté*, par ces réquisitoires successifs, crie son horreur irrépressible de la guerre. Elle se fait le défenseur acharné des soldats sacrifiés, des poilus fusillés pour l'exemple, des mutins exécutés par la justice expéditive des conseils de guerre. Elle dénonce le traité de Versailles, source de nouvelles conflagrations en Europe, le blocus de Russie visant à tuer dans l'œuf la révolution bolchevique, tourne ses regards vers le bolchevisme et le jeune PCF naissant, symboles à ses yeux d'une émancipation démocratique et citoyenne et d'un renouveau culturel d'exception. S'éloignant progressivement des thèses pacifistes et antimilitaristes, récusant un pacifisme sentimental et abstrait, elle

(4) Alain Cuenot, *Clarté, 1919-1924, Du pacifisme à l'Internationalisme prolétarien*, tome I, Paris, L'Harmattan, 2011.

Clarté, 1924-1928, Du surréalisme au trotskisme, tome II, Paris, L'Harmattan, 2011.

(5) Henri Barbusse, *La Lueur dans l'Abîme*, Paris, Ed. Clarté, 1920.

adopte une démarche anticapitaliste pour soutenir un révolutionnarisme d'inspiration prolétarienne à partir de février 1921. Par la violence de ses entreprises de démolition des valeurs politiques et culturelles de la bourgeoisie dominante, elle rejoint le camp surréaliste d'André Breton en 1924 puis tourne ses regards vers le trotskysme naissant à partir de 1927-1928, date de sa disparition.

Dans cette effervescence doctrinale et culturelle, les intellectuels pacifistes et révolutionnaires jettent à bas les structures mêmes du classicisme et de l'académisme. Ils s'interdisent de reproduire les mêmes formes de pensée et de création littéraire et artistique d'avant-guerre. Pour eux, une nouvelle esthétique centrée sur le tragique de l'homme et son martyr née de la guerre doit s'affirmer impérativement et inspirer les poètes et les artistes. Tandis que la NRF, qui reparait en juin 1919, sous la direction de Jacques Rivière, s'applique à renouer avec la tradition littéraire avec André Gide, Marcel Proust, Paul Valéry, plusieurs penseurs se tournent vers l'expressionnisme allemand, définissent un théâtre débarrassé de l'ordre capitaliste destructeur comme Jacques Copeau ou Antonin Artaud, d'autres saluent les créations musicales d'Arthur Honegger, Erik Satie, Igor Stravinsky. Certains s'efforcent de faire surgir un art débarrassé de l'emprise de la civilisation capitaliste pour révéler une esthétique qui mette en lumière la vie des travailleurs et leurs aspirations.

Ces mêmes intellectuels approchent avec intérêt les mouvements avant-gardistes comme le dadaïsme et le surréalisme. Face au chaos qui s'est abattu sur l'Europe, Tristan Tzara lance une déclaration de guerre contre la pensée dominante de la culture bourgeoise, à Zurich en 1916 puis à Berlin en 1918 (6), énonçant les principes d'une révolution artistique globale fondée sur un nihilisme destructeur de l'écriture poétique. Invité par André Breton et ses amis à Paris en 1919, il poursuit une démarche de scandale face à la tradition littéraire et à l'académisme stérile des lettres françaises. Lorsque Breton

organise le procès de Barrès en mai 1921 « *pour crime contre la sûreté de l'esprit* », montrant toute l'ignominie de cet écrivain durant les quatre années de conflit, Tristan Tzara, peu au fait des agissements de cette personnalité, ne s'implique pas politiquement comme le souhaitait Breton et sabote cette manifestation par sa désinvolture. *Clarté*, de son côté, se charge de mettre en lumière le courage politique des dadaïstes berlinois comme le peintre et caricaturiste George Grosz au cours des années 1921-1924 (7) alors que Tristan Tzara reste indifférent à leurs positions éminemment idéologiques, directement inspirées d'un radicalisme antibourgeois et anticapitaliste. En 1924, Breton, qui fait paraître son manifeste du surréalisme, bouleverse la scène littéraire et politique et s'attaque à la société bourgeoise et à sa machine de guerre impérialiste par des manifestations provocatrices visant à scandaliser le bon et honnête citoyen soucieux d'ordre et de considération. *Clarté* salue alors avec intérêt cette entreprise radicale et se rapproche du groupe surréaliste. Ce travail en commun s'interrompt en juin 1926, chaque camp voulant conserver son autonomie propre.

Conclusion

Dès le début des hostilités, les intellectuels, dans leur grande diversité, se sont appliqués à soutenir un discours de haine et de violence guerrière partout dans l'opinion, se métamorphosant en serviteurs zélés du pouvoir d'État, condamnant la civilisation allemande, exaltant la guerre comme un facteur de renaissance et d'émancipation spirituelle, saluant la beauté du sacrifice du soldat sur les champs de bataille. Seul, un camp minoritaire autour de Romain Rolland dénonce avec courage et ténacité cet aveuglement, symbole de la faillite de la pensée et de sa soumission servile à la machine d'État. Il faut attendre la crise morale et politique de l'année 1917 pour assister à

(6) Henri Béhar, Michel Carassou, *Dada, histoire d'une subversion*, Paris, Fayard, 1990.

(7) Léon Bazalgette, George Grosz, *Clarté*, n° 69, 1924.

un repositionnement doctrinal de certains intellectuels nationalistes face au culte de la guerre. La question majeure de l'engagement de l'intellectuel se pose alors. Quel camp choisir ? Quelle politique défendre et servir ? Si Romain Rolland exige que l'intellectuel demeure au-dessus de la mêlée, composant une élite pure de toute appartenance à un parti ou à une idéologie, Henri Barbusse revendique au contraire un engagement clair et déterminé de l'intellectuel dans la mêlée au service d'une lutte révolutionnaire qui pourra assurer l'émancipation du prolétariat face à l'ordre capitaliste, fauteur de guerre. Si Julien Benda, dans son livre *La Trahison des clercs*, prône l'indépendance affirmée de la pensée face aux contingences économiques et doctrinales du terrain politique, faisant de l'intellectuel le garant des valeurs universelles de la raison pensante, cette mystique de la paix et de l'universalité ne résiste pas à la montée des périls et des menaces fascistes et nazies qui surgissent dans l'après-guerre. Il faut choi-

sir son camp ; il est urgent de se positionner face aux doctrines fascistes et nazies et face au stalinisme qui se structure à grande vitesse au cœur de la Russie. La métaphysique de la paix s'effondre face à l'emprise de la réaction totalitaire. L'arrivée au pouvoir de Hitler en janvier 1933, la guerre d'Espagne en 1936, le stalinisme et sa terreur d'État, les procès de Moscou sont autant d'événements majeurs qui exigent une réponse immédiate sur le plan idéologique de la part des intellectuels. *L'Association des écrivains et Artistes Révolutionnaires* » (1932), le *Mouvement Amsterdam-Pleyel* (1933), le *Comité de vigilance des intellectuels antifascistes* (1934), avec leurs limites doctrinales, apparaissent pour certains comme une réponse adaptée aux agissements des fascistes et aux partisans de la collaboration avec les voisins allemand et italien du côté des poètes et des écrivains français. ■

L'internationalisme en actes

La révolution russe dans le destin de militants polonais en Ukraine (1)

Par Eric Aunoble

De la trahison de la II^e Internationale – socialiste – en août 1914 à la fondation de la III^e – communiste – à Moscou en mars 1919, des quelques militants opposés à la guerre réunis à Zimmerwald en 1915 à la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe à partir de 1917, une certaine histoire de l'internationalisme est familière aux lecteurs des *CMO*. Elle voit des militants se tendre la main et agir pour le même bouleversement social par-delà des frontières.

Un aspect bien moins connu est l'action des étrangers dans les mobilisations révolutionnaires de leur pays de résidence. Dans le cas soviétique, l'historiographie officielle n'a reconnu qu'après la mort de Staline « *la participation de camarades étrangers aux luttes et aux victoires du peuple soviétique* » (2). On sait par exemple que Béla Kun et Josip Broz (Tito), soldats austro-hongrois faits prisonniers en Russie pendant la Première Guerre mondiale, rejoignirent les bolcheviks et furent appelés ultérieurement à devenir des dirigeants du mouvement communiste international. Ces deux noms ne doivent cependant pas occulter un phénomène beaucoup plus massif et qui n'est pas limité aux anciens « ennemis » de la Russie devenus des amis des soviets. Les Polonais représentent à ce titre une configuration bien différente. La Russie avait absorbé la moitié de leur pays à la fin

du XVIII^e siècle et, face aux révoltes de 1831 et 1863, la puissance tutélaire avait intensifié sa politique assimilationniste : les Polonais étaient des sujets russes. Cela n'avait pas étouffé leur esprit de rébellion, comme on l'avait vu en 1905. La première révolution russe y avait pris un caractère radical, comme en témoigne l'insurrection de la ville industrielle de Łódź. Les Polonais trouvent donc naturellement leur place dans la révolution commencée en février 1917 avec le renversement du tsar. Et certains prolongent cet engagement vers Octobre et au-delà en prenant le parti des Rouges (3).

Les pages qui suivent sont fondées sur l'étude des dossiers personnels de 29 de ces révolutionnaires polonais conservés aux archives de Kiev et de Kharkov, les deux principales villes d'Ukraine

(1) Ce travail a été mené dans le cadre du projet *Mémoires divisées, mémoires partagées. Ukraine/Russie/Pologne (XX^e-XXI^e siècles) : une histoire croisée*, soutenu par le Fonds national suisse pour la recherche scientifique. Je remercie particulièrement l'initiatrice du projet, Korine Amacher, pour ses précieuses remarques sur ce texte.

(2) M. Vistinetski, *Sous le Drapeau du travail : textes et documents. Recueil*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1957, p. 8.

(3) Konrad Zieliński, « Remarks about the Activity of Polish Communists in Soviet Russia 1918-1922 », *Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska Lublin – Polonia*, vol. XXIII, 1, (2016).

soviétique (4). Si l'échantillon est réduit, il a l'avantage de permettre une étude approfondie des parcours militants. En effet, ces dossiers consistent en des souvenirs sur la révolution, des questionnaires administratifs et des relevés d'états de service rédigés pour l'appareil d'État ou celui du Parti communiste (5). Ce type de documents biographiques et autobiographiques permet de retracer précisément les trajectoires individuelles. On peut suivre les migrations et comprendre leurs causes. L'implication individuelle dans la révolution de 1917 et la guerre civile apparaît ensuite à travers les différentes formes d'action adoptées par les uns ou les autres. Enfin, le parcours ultérieur des 29 révolutionnaires polonais jusque dans les années 1960 donnera une idée de l'impact de la commotion révolutionnaire sur l'ensemble de leur vie, tant professionnelle que politique.

Des Polonais en Ukraine en 1917

La présence de Polonais en Ukraine en pleine guerre mondiale est le premier tour de leur destin à élucider. Certes, au début du XX^e siècle, on comptait un demi-million de Polonais ethniques vivant sur ces territoires de l'Empire russe depuis des générations : ils étaient les descendants d'une noblesse qui avait dominé la rive droite du Dniepr jusqu'à la révolte cosaque de Bohdan Khmelnytsky en 1648 qui avait fait tomber ces régions dans l'escarcelle de Moscou. Marqués par deux siècles et demi de déclasserment, cette communauté polonaise d'Ukraine était profondément conservatrice. Également très anti-russes, ses représentants ont néanmoins participé à l'effervescence politique de 1917 en soutenant d'abord les velléités nationalistes ukrainiennes (6). En tout cas, ce milieu n'était pas un vivier de bolcheviks et nos 29 révolutionnaires n'en étaient pas issus. En effet, ils appartiennent très majoritairement aux classes laborieuses (25 d'entre eux n'ont pas fait d'études secondaires ou supérieures) et, d'ailleurs, seuls quatre d'entre eux étaient

nés en Ukraine. Vingt-et-un étaient au contraire originaires de l'ancienne Pologne sous domination russe, c'est-à-dire du « Pays de la Vistule » et de la province de Vilno dans la terminologie tsariste.

Dès lors, se pose la question de savoir comment ces 21 natifs de Pologne se sont retrouvés sur les rives du Dniepr en 1917. Neuf étaient partis vers l'Ukraine ou la Russie avant guerre. Un orphelin avait été recueilli par sa tante à Moscou. Les autorités tsaristes en avaient exilé deux. Deux autres étaient partis poursuivre leurs études, l'un à Kiev et l'autre à Saint-Pétersbourg. Surtout, quatre avaient émigré pour trouver du travail dans la région industrielle du Donbass. Ultérieurement, c'est la guerre qui provoque des déplacements de population après août 1914. Dans notre échantillon de 29, huit soldats polonais de l'armée tsariste et sept civils évacués arrivent ainsi en Ukraine. Ils sont représentatifs d'un mouvement bien plus vaste. Plus de 600 000 Polonais sont conscrits dans l'armée russe (7) et 160 000 d'entre eux combattent sur le front sud-ouest, c'est-à-dire en Ukraine. Au même moment, 100 000 à 260 000 Polonais ayant fui l'offensive allemande de 1915 ont trouvé refuge à l'est du Dniepr.

(4) Les historiens du Bloc avaient dénombré au total 1 300 Polonais pro-bolcheviques dans tout l'ex-empire, dont quelque 150 dans les provinces du sud-ouest, c'est-à-dire en Ukraine.

(5) On trouvera ci-après la liste succincte des sources et de la bibliographie consultées en polonais, en russe et en ukrainien.

(6) Daniel Beauvois, *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine : 1793-1830*, Paris, CNRS éd., 2003 ; *Le Noble, le serf et le revizor : la noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes : 1831-1863*, Paris, Éd. des Archives contemporaines, 1985 ; *La bataille de la terre en Ukraine, 1863-1914 : les Polonais et les conflits socio-ethniques*, [Villeneuve-d'Ascq,] Presses universitaires de Lille, 1993. Marcel Radosław Garboś, « Revolution and the Defence of Civilization: Polish Visions of Nationhood, Property and Territory in Right-Bank Ukraine (1917-1922) », *The Slavonic and East European Review*, vol. 96, n° 3 (2018).

(7) Allan K. Wildman, *The end of the Russian imperial army : the old army and the soldiers' revolt (March-April, 1917)*, Princeton : Princeton UP, 1980, p. 103.

L'INTERNATIONALISME EN ACTES

Cette communauté polonaise réfugiée a une composante prolétarienne affirmée : 31 usines ont été évacuées de Pologne en Ukraine, particulièrement vers les régions industrielles de Kharkov et d'Ekaterinoslav (aujourd'hui Dnipro). Deux ouvriers de notre échantillon sont ainsi venus de Varsovie à Krementchoug avec l'usine de mécanique et d'armement Lilpop. De tels déplacements favorisent le contact entre des ouvriers aux parcours différents. L'entreprise métallurgique Rudzki & C°, transférée de Mińsk Mazowiecki à Ekaterinoslav, a complété son personnel sur place. Elle recrute au début 1917 Albert Wojciechowicz, un Polonais né à Wilejka (province de Vilno) en 1877. Il était arrivé à Ekaterinoslav dès 1896 pour travailler comme modeleur. C'était aussi un militant bolchevique depuis 1903. Côtéant désormais des compatriotes à l'usine, il peut faire le lien entre les mouvements ouvriers russe et polonais.

Ces quelques exemples donnent une idée des circulations qui ont aidé à former une seule classe ouvrière à partir d'individus d'origines diverses. Ils rappellent aussi que la guerre a déstabilisé les cadres sociaux en provoquant d'importants déplacements de populations, dont la création d'une masse de soldats déracinés n'est pas le moindre aspect. Enfin, pour (re-)connecter des groupes humains dispersés par la guerre, les militants ont joué un rôle central.

Or, sur les 29 Polonais de notre échantillon, 18 avaient commencé à militer avant 1917. Quatre étaient membres de la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL), le parti marxiste dirigé par Felix Dzerjinski et Rosa Luxemburg. Neuf avaient milité au Parti socialiste polonais (PPS), une organisation populiste et nationaliste créée par Józef Piłsudski. Six avaient cependant appartenu à son aile gauche (*Lewica*), constituée en 1906. Si cinq s'étaient engagés dès avant 1905, la première révolution en avait poussé dix autres à militer, parfois de façon radicale et terroriste. Ainsi Bolesław Skarbek, né en Russie dans une famille d'exilés politiques polonais, entre à la fraction « révolutionnaire » du PPS (*Frak*),

politiquement droitier, mais qui combattait le tsarisme avec des bombes et des revolvers. Inversement, Sergiusz Konarski, qui était né à Varsovie, avait rejoint à l'âge de 17 ans l'organisation de combat du Parti socialiste-révolutionnaire (S-R) *russe* en 1907.

De la révolution à la guerre civile

En 1917, nos héros ont 27 ans en moyenne et cette année marquera un nouveau tournant dans leur politisation alors qu'ils sont rapidement pris dans le tourbillon de la révolution en Russie. Les organisations autrefois clandestines apparaissent au grand jour et tentent d'encadrer les mobilisations. À Kiev, les « socialistes » du PPS-*Frak* s'accordent en mars avec les nationaux-démocrates pour constituer un « Comité exécutif polonais » en Ukraine d'orientation nationaliste. En revanche, à Kharkov, le PPS-*Lewica* constitue avec la SDKPiL en avril une Union socialiste polonaise (*PSZ*) qui s'allie aux mencheviks et aux socialistes juifs du Bund pour les élections municipales de l'été. Ce bloc explose fin août et on observe alors la création de groupes concurrents de la SDKPiL, du PPS-*Lewica* et du PPS-*Frak* au centre et à l'est de l'Ukraine parmi les soldats et réfugiés, à Kharkov, Odessa, Kiev, Ekaterinoslav, Lougansk et Aleksandrovsk. Pendant ce temps, les nationaux-démocrates s'affirment à l'ouest de l'Ukraine comme les représentants des Polonais « de souche ».

Un des centres de cette vie politique particulièrement animée se tient dans les « Maisons polonaises » (*Dom Polski*), créées entre autres à Kharkov ou Odessa à l'initiative des nationalistes. Elles deviennent néanmoins un vivier également pour les forces les plus à gauche. La seule femme de notre échantillon était en 1917 une réfugiée polonaise de 16 ans qui fréquentait le *Dom Polski* de Marioupol sur les rives de la mer d'Azov. La jeune fille avait été attirée par un groupe de jeunes révolutionnaires venus du Donbass et s'était politisée à leur contact,

participant tant aux discussions qu'aux sorties entre jeunes. Il ne faut toutefois pas en conclure que ces militants polonais vivent en circuit fermé dans leur communauté nationale. Malgré leurs profondes divergences (sur la question nationale notamment) la SDKPiL et le Parti bolchevique entretenaient des relations étroites avant 1914 et l'opposition commune à la guerre avait à son tour rapproché le PPS-*Lewica* des deux autres partis (8). En 1917, la SDKPiL en Russie et le Parti bolchevique formalisent leur relation privilégiée dès le printemps et créent des comités locaux conjoints à Lougansk et Ekaterinoslav où ils se présentent ensemble aux élections municipales. Les historiens Pavlo Haï-Nyjnyk et Maksym Potapenko considèrent même que la SDKPiL était de fait la « section ethnique polonaise du Parti bolchevique » en Ukraine.

Cette proximité entre les gauches radicales polonaise et russe favorise un engagement transnational et transpartisan. Le dossier de Stanisław Redens mentionne qu'il était né en Mazovie et était arrivé à Kamenskoïe (près d'Ekaterinoslav) comme apprenti à l'âge de 10 ans en 1902. Il était devenu bolchevik en 1914. Pourtant, on le retrouve en 1917 comme secrétaire de la section locale de la SDKPiL. Inversement, quatre autres militants de notre échantillon passent d'une organisation polonaise (SDKPiL et PPS-*Lewica*) au Parti bolchevique. Plus généralement, le bouillonnement révolutionnaire favorise les déplacements politiques. Parmi les sept nouveaux adhérents du parti de Lénine en 1917, on trouve aussi l'ancien terroriste S-R, passé d'abord par le parti S-R de gauche. Il y a surtout deux jeunes Polonais de 19-20 ans dont c'était le premier pas en politique et qui avaient franchi le pas en adhérant à une organisation radicale russe. L'adhésion à un parti n'est cependant pas la seule forme d'action en cette année de

révolution, qui voit la création par la base d'institutions nouvelles. Vingt-quatre des 29 Polonais s'investissent dans un ou plusieurs de ces organes. Sept sont élus dans des soviets (dont ils faut noter qu'ils étaient ouverts aux délégués de toutes origines (9) dont trois ont un rôle dirigeant au sein du comité exécutif (*Ispolkom*) du soviet de Kharkov. Il s'agit des militants les plus aguerris : Felix Kon, dont la première arrestation remontait à 1884, était un dirigeant du PPS-*Lewica* arrivé en ville à l'automne 1917. Il y retrouve les deux anciens terroristes polonais déjà passés au bolchevisme, Skarbek (ex-PPS-*Frak*) et Konarski (ex-S-R). Ce dernier avait été élu à la section militaire du soviet et il faut noter que quatre autres militants de notre échantillon étaient des délégués de soldats, aux comités de régiment ou aux soviets dans d'autres villes. L'activisme sur le lieu de travail est assez peu représenté, avec quatre hommes impliqués dans un comité de grève, un comité d'usine ou un syndicat. En revanche, on trouve neuf cas d'engagement dans la Garde rouge. Ce déséquilibre peut s'expliquer de plusieurs manières. D'abord, les comités ne rassemblent que des élus alors que la Garde rouge recrute tous les volontaires en bonne condition physique. On



Stanisław Redens
(D.R.)

(8) Jean-François Fayet, « Les Révolutionnaires russes et polonais installés en Suisse pendant la Première Guerre mondiale », in *La Suisse et la Guerre de 1914-1918*, Genève : Georg, 2015 ; Jean-François Fayet, « 1905 de Varsovie à Berlin : la polonisation de la gauche radicale allemande », *Cahiers du Monde russe*, vol. 48, n° 2/3 (2007) ; Jerzy Holzer, « Le mouvement ouvrier polonais face au développement du conflit mondial », *Le Mouvement social*, n° 49 (1964). Marian K. Dziewanowski, « World War I and the Marxist Movement of Poland », *The American Slavic and East European Review*, vol. 12, n° 1 (1953).

(9) Le premier soviet de Kharkov élu en mars 1917 comptait officiellement 442 Russes et Ukrainiens, 40 Juifs, 8 Polonais et 7 Lettons.

peut aussi imaginer qu'une origine étrangère dispose moins à s'exprimer dans un organe délibératif qu'à porter le fusil. Toujours est-il que les gardes rouges polonais participent avec leurs camarades aux premiers combats pour le « pouvoir des soviets » après Octobre.

En Ukraine, la révolution se transforme en effet rapidement en guerre civile comme en témoignent les actions d'Ignacy Droźniak. Social-démocrate, cet ouvrier métallurgiste originaire de Częstochowa avait été exilé à Kramatorsk, dans le Donbass, après 1905. Au moment du putsch de Kornilov en août 1917, il concourt à la formation de la Garde rouge dans son usine. En décembre, il combat les « bandes blanches » de Kalédine qui descendent à travers le Donbass pour gagner la région cosaque du Don, base arrière de la contre-révolution. Ensuite, il affronte les troupes de la *Rada*, le conseil central ukrainien qui a proclamé l'indépendance du pays en réponse immédiate à l'insurrection bolchevique d'Octobre. En avril 1918, après le traité de Brest-Litovsk, l'armée allemande occupe l'Ukraine. Droźniak « *participe à l'organisation clandestine d'un soulèvement armé* » et remporte quelques victoires contre la « *garde de l'Hetman* », la police supplétive ukrainienne. Un an plus tard, « *l'organisation de détachements de combat armés* » recommence, cette fois contre le général blanc Dénikine qui prend le Donbass à la fin du printemps 1919. Ce passage de la lutte politique à la lutte armée est un phénomène général. Sur les 23 Polonais de notre échantillon qui furent actifs en Ukraine entre 1918 et 1921, 19 combattirent dans l'Armée rouge ou, clandestinement, à l'arrière des Blancs. Ceux qui ne prennent pas part aux combats s'engagent dans la création des institutions du nouvel État. Redens quitte l'Ukraine en décembre 1917 pour fonder la Tcheka à Moscou, tenant localement le même rôle qu'un Dzerjinski à l'échelle de la Russie rouge.

Vers une révolution polonaise ?

D'autres responsables polonais bolchevisés s'investissent dans les affaires de leur communauté. La masse des Polonais conscrits ou évacués en Ukraine se retrouvent en effet dans une situation impossible avec la paix qui se profile : l'État russe dont ils dépendaient n'existe plus et la guerre qui les avait éloignés de chez eux touche à sa fin. Et quelle peut être désormais leur place dans une guerre civile qui commence autour des dépouilles de la « grande Russie » entre Rouges, Blancs et Ukrainiens ? La jeune fille qui avait été politisée à la Maison polonaise de Marioupol avait vécu 1918 dans une atmosphère de peur, dans l'attente d'un rapatriement.

Les bolcheviks créent dès décembre 1917 des « commissariats polonais » intégrés à l'administration soviétique à tous les niveaux, local, ukrainien et central. On y retrouve des militants aguerris. À Kharkov, Skarbek et Kon s'adjoignent les services d'un camarade d'avant-guerre de ce dernier, Stanisław Górniak. À Slaviansk, dans le Donbass, le commissariat polonais est dirigé par Stanisław Tołwiński, un militant du PPS-*Frak* que la révolution de Février avait sorti des prisons tsaristes.

Les commissariats ont un rôle éducatif et politique en stimulant dans la communauté polonaise locale une vie culturelle à la soviétique, telle que promue par Anatoli Lounatcharski à Moscou. La première tâche des commissariats est toutefois d'aider au rapatriement des Polonais. Dans notre échantillon, neuf personnes rentrent en 1918-1919 et le mouvement s'accélère à partir de la fin 1918 quand la Pologne accède à l'indépendance. Ainsi, les ouvriers de l'usine Gerlach & Pulst évacuée à Kharkov rentrent tous chez eux à Varsovie en avril 1919, ce qui est l'occasion d'une cérémonie organisée par le commissariat. Toutefois, avec ces rapatriements de masse, la communauté des Polonais réfugiés en Ukraine disparaît peu à peu et les « commissariats polonais » cessent leur activité au milieu de 1919.

Ne restent alors en Ukraine que les plus engagés auprès des bolcheviks. Ils n'avaient formé de section nationale au sein du Parti communiste qu'au printemps 1919, quand la fédération des communistes étrangers, fondée un an plus tôt à Moscou, a été transférée à Kiev dans la perspective d'une offensive révolutionnaire vers l'Europe centrale. Rappelons que les conseils ouvriers s'affirment en Hongrie au même moment. Formée tardivement, la section polonaise du PC en Ukraine rencontre un grand succès : elle compte 300 membres rien qu'à Kiev. Elle commence à publier de nombreux journaux : *Komunista Polski* (Le Communiste polonais), puis *Głos komunisty* (La Voix du communiste) à Kiev, *Komuna* à Odessa, *Sztandar Komunizmu* (le Drapeau du communisme) à Kharkov et Kiev... Ces publications sont supervisées par le même noyau de responsables : Kon et Skarbek s'occupent par exemple de *Sztandar Komunizmu* et *Głos komunisty*.

Un an plus tard, en 1920, alors que le conflit s'exacerbe entre les soviets et la Pologne de Piłsudski, un bureau polonais est créé auprès du comité central du PC d'Ukraine. La section politique de l'Armée rouge pour le front sud-ouest lance quant à elle un journal, *Żołnierz Polski* (Le Soldat polonais, nommé ultérieurement ensuite *Żołnierz Rewolucji*, Le Soldat de la révolution) qui entend saper l'armée polonaise. En juillet 1920, quand l'avancée de l'Armée rouge vers Varsovie semble invincible, un Comité révolutionnaire polonais (*Polrevkom*) de huit membres est fondé à Białystok. Dirigé par Feliks Dzierżyński et Julian Marchlewski, il doit attiser les braises d'un soulèvement des classes pauvres en Pologne et prendre le pouvoir. Cet espoir fait long feu quand Piłsudski joue du sentiment patriotique pour provoquer le « miracle sur la Vistule » contre l'Armée rouge. Les membres du *Polrevkom* seront désormais considérés comme des traîtres. Il faut

reconnaître que ces huit hommes étaient moins représentatifs des masses en Pologne que du petit milieu polonais radical en Russie rouge (où ils vivaient). On trouve d'ailleurs deux Polonais « ukrainiens » au *Polrevkom*, Feliks Kon (de notre échantillon) et Stanisław Bobiński qui avait représenté la SDKPiL au premier congrès du PC d'Ukraine en 1918.

De la révolution au stalinisme

Le destin ultérieur de ces militants illustre celui de la révolution, tant dans sa dimension soviétique qu'européenne. En effet, sur les 29 Polonais étudiés ici, 17 sont rentrés en Pologne et 12 sont restés en URSS.

À première vue, la réussite de ceux qui restèrent au pays des soviets à la fin de la guerre civile est éclatante. Sur douze, seuls deux n'ont pas décollé du bas de l'échelle sociale durant les années 1920-1930. Leur cas est d'ailleurs intéressant. Le premier, Franciszek Kowalczyk, né en 1877, était



Franciszek Kowalczyk (D.R.)

cordonnier et membre du PPS-*Lewica*. Il est garde rouge à Kharkov en 1917, adhère au Parti bolchevique en février 1918 et rejoint un détachement de partisans rouges qui combat les Allemands. En 1935, toujours ouvrier dans une usine de chaussures, il était seulement passé contremaître. Comme il écrit maladroitement en russe, on peut penser qu'il n'avait pas les qualités requises pour devenir un apparatchik.

L'exemple de Stanisław Kaczkowski montre les problèmes d'intégration d'un « héros de la révolution » dans la société soviétique après quatre ans de chaos. C'est lui



Stanisław Kaczkowski (D.R.)

L'INTERNATIONALISME EN ACTES

qui avait été recueilli à l'âge de 10 ans par une tante de Moscou, après que son père a été tué dans une manifestation à Poznań en 1905. En 1917, il s'engage dans la Garde rouge et passe logiquement dans l'Armée rouge quand la guerre civile commence. Grièvement blessé pendant la campagne de Pologne en 1920, il est hospitalisé pendant un an et reste ensuite en Ukraine mais ne s'établit pas vraiment. Il vit de petits boulots et déménage souvent de ville en ville. Malgré ses excellents états de service de soldat rouge, il vit aux marges de la société. En 1933, il est accusé d'un meurtre à Kiev et disparaît sans que les autorités soviétiques n'arrivent à l'arrêter. Excepté ces deux cas, tous les anciens révolutionnaires polonais installés en Ukraine deviennent des officiels : un élu local au soviet et au comité du parti et quatre directeurs d'usine ou au moins d'une succursale d'entreprise. Kon, Konarski et Redens furent les trois plus haut placés dans l'appareil d'État. Membre du Comité exécutif central (TsIK) panrusse depuis 1920, Feliks Kon fut élu en 1921 aux deux plus hautes instances d'Ukraine : les TsIK de la république et le secrétariat du PC d'Ukraine. Jusqu'à sa mort en 1941, il occupa des postes honorifiques où il se prévalait de sa proximité avec Lénine dans l'exil suisse (en omettant de rappeler leurs désaccords en 1917 et le qualificatif de « *vieil imbécile* » que Vladimir Ilitch lui avait attribué).

Konarski, l'ancien terroriste S-R élu délégué de régiment et devenu bolchevik en 1917, s'était spécialisé dans le droit à la fin de la guerre civile. Il travaille au commissariat du peuple à la Justice d'Ukraine puis au Plan d'État (Gosplan), avant d'être nommé à la tête de l'Institut de l'administration et du droit soviétique, sorte d'équivalent de l'ENA, destiné à former les hauts fonctionnaires de la République soviétique d'Ukraine. Il est arrêté et exécuté en 1937 sur l'accusation d'avoir participé à une organisation nationaliste polonaise contre-révolutionnaire. Redens, qui avait quitté l'Ukraine en 1917 pour fonder la Tcheka de Moscou, a occupé par la suite des postes dirigeants au Guépéou

et au NKVD en Russie, en Ukraine, en Crimée, au Caucase et au Kazakhstan. La roche Tarpéienne étant proche du Capitole, Redens est arrêté en novembre 1938. Il est condamné à mort comme espion polonais et la sentence est exécutée en février 1941. Il fut une des dernières victimes de la Grande Terreur stalinienne et particulièrement de son volet polonais.

Pour comprendre les ressorts de la persécution spécifique des Polonais sur le sol soviétique (plus de 110 000 exécutions en 1936-1938 (10), le cas de Skarbek est éclairant parce qu'il anticipe sur la Grande Terreur. Skarbek est en effet exécuté dès 1934 sous l'inculpation d'avoir tenté de « *renverser le pouvoir soviétique par un soulèvement armé* ». Ces accusations n'avaient aucun fondement, si ce n'est l'investissement continu de Skarbek dans les institutions polonaises en Ukraine soviétique, institutions mises en place selon la politique nationale promue par Lénine. Ainsi, il avait dirigé le Bureau polonais auprès du Comité central du PC d'Ukraine en 1920-1923 et avait travaillé par la suite à la rédaction de plusieurs journaux polonophones : *Sierp* (La Faucille) à Kiev en 1923-1924 et Kharkov en 1929-1930, *Trybuna Radziecka* (Tribune soviétique) à Moscou en 1926-1928 ; *Poradnik Oswiatowy* (Le Vademecum pédagogique) à Kharkov en 1930-1932. Le Guépéou lui fit avouer qu'une des tâches de l'« Organisation militaire polonaise » dont il aurait été membre était justement « *d'utiliser les institutions culturelles et éducatives pour répandre les idées nationalistes polonaises* ».

Parmi les 17 Polonais de notre cohorte rapatriés en Pologne, 14 ont continué de militer dans des organisations de gauche à leur retour au pays. On en retrouve trois au PPS qui, privé de son aile gauche passée au communisme et débarrassé de la tutelle de Piłsudski, est le principal parti ouvrier de l'entre-deux-guerres. Les onze autres sont restés dans le mouvement

(10) James Morris, « The Polish Terror : Spy Mania and Ethnic Cleansing in the Great Terror », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 5 (2004).

communiste. Un, émigré en France, milite quelques années au PCF (11), les dix autres au Parti communiste polonais. Mais celui-ci est dissous en 1938 par une décision secrète du Komintern, prise sur ordre de Staline, comme une retombée extérieure de la persécution paranoïaque qui sévit en URSS contre les Polonais (12). Leur passeport polonais ne protégeait même pas les communistes dès lors qu'ils se trouvaient à portée du Guépéou-NKVD. Deux cas en témoignent cruellement. Stanisław Kościelewski, après avoir milité à Odessa en 1918, était rentré en Pologne l'année suivante pour poursuivre ses activités révolutionnaires. Dans ce cadre, il fait la navette avec l'Union soviétique. Il est arrêté à Kiev en 1935 et restera emprisonné en camp jusqu'à la guerre.

Le cas de Jan Lubieniecki est encore plus tragique. Ouvrier militant à la SDKPiL, il avait été exilé par les autorités tsaristes à Kamenskoïe, banlieue industrielle d'Ekaterinoslav, après un séjour en prison en 1914-1915. En 1917, il adhère au Parti bolchevique et participe à la création de la Garde rouge locale qui combat les premières unités blanches dès la fin 1917. Rapidement acculé par les Allemands au printemps 1918, il passe quelques mois dans la clandestinité avant de gagner Voronej, en Russie rouge. Il y travaille au comité des réfugiés et à la Tcheka, sans oublier ses responsabilités politiques à la SDKPiL et au Parti bolchevique. Fin 1918, il rentre en Pologne et intègre le comité central du Parti communiste ouvrier de Pologne nouvellement créé. Son militantisme lui vaut plusieurs arrestations dans les années 1920. Pourtant, s'il quitte la Pologne et devient un agent international du Komintern en 1929, ce n'est pas à cause de la répression mais en raison des luttes de fraction qui l'ont fait exclure du comité central. Après plusieurs « missions », dont deux ans passés en Chine, il réintègre finalement l'appareil du Parti polonais en 1935 et fait dès lors des allers-retours réguliers à Moscou. Il y est arrêté et exécuté en 1937 (13).

À partir de 1939, la guerre confronte de nouveau les 16 anciens participants de la

révolution en Ukraine qui restent en Pologne à des situations extrêmes. Deux servent dans l'armée polonaise contre l'Allemagne, l'un restant prisonnier. Deux communistes sont déportés en camps de concentration. Quatre entrent dans la résistance, un dans l'Armia Krajowa nationaliste, un avec les socialistes et deux dans le Parti ouvrier polonais (PPR), organisation stalinienne recréée sur ordre de Moscou en 1942. Enfin, trois qui avaient été soviétisés en 1939 combattent soit dans l'Armée rouge, soit dans la division polonaise Kościuszko formée par les Soviétiques en 1943.

Après-guerre, dix rejoindront le Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), issu de la fusion forcée en 1948 entre le parti socialiste et le parti stalinien. C'est le parti au pouvoir et il n'est donc pas étonnant qu'il offre des perspectives de carrière. On peut considérer que neuf membres de l'échantillon appartiennent à l'élite sociale de la République populaire de Pologne : cinq ont des responsabilités locales (dans l'économie, dans les assemblées ou au parti), un devint officier et trois occupèrent des postes centraux, au Parlement (*Sejm*) ou au ministère de l'Intérieur. Parmi eux, un seul (14) subit une exclusion du parti à la fin de la période stalinienne (1951-

(11) Ce qui n'est pas inouï. Voir Thomas Olszanski, *Un militant syndicaliste franco-polonais (« La vie errante » de Thomas Olszanski, 1886-1959)*, Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires de Lille, 1993.

(12) Kevin McDermott, « Stalinist Terror in the Comintern : New Perspectives », *Journal of Contemporary History*, Vol. 30, n° 1 (1995).

(13) Son dernier écrit est sans doute le bref récit de son activité en 1915-1918, rédigé à Moscou en 1936 et conservé aujourd'hui aux archives de Kiev. Notons que le frère de Jan, Feliks, militant du parti paysan pro-communiste « Samopomoc », meurt quant à lui à Auschwitz en 1943.

(14) Il s'agit de Roman Hartenberger (1897-1965). Né en Ukraine, il avait adhéré à la SDKPiL à l'âge de 16 ans en 1913 en sortant de son apprentissage de tourneur. Il rejoint les bolcheviks en 1917. Pendant la guerre civile, il devient commissaire politique. Il s'installe en Pologne en 1922, travaille à l'usine et milite syndicalement. En 1942-1945, il participe à la réorganisation du parti stalinien (PPR) dans la clandestinité. Il fait quelques mois de camp de concentration en 1945.

L'INTERNATIONALISME EN ACTES

1957), mais il faut noter qu'il occupa néanmoins sans discontinuer des directions d'usine de 1948 jusqu'à sa retraite en 1960. Ajoutons le cas d'un Polonais né en Ukraine et resté en URSS qui s'installe dans le pays de ses ancêtres en 1945. C'est un vétéran de la division Kościuszko qui a le grade d'officier dans la nouvelle armée polonaise. Sans doute participait-il de la politique soviétique d'encadrement des structures de force de la nouvelle République populaire (15).

On sait, en revanche, peu de choses de ceux qui, dans notre échantillon, n'ont pas gravi l'échelle sociale à commencer par les sept qui n'étaient pas entrés au PZPR. Néanmoins, l'absence de carte du parti ne signifie pas forcément une réserve politique. Ainsi, la seule femme de l'échantillon, celle qui, jeune fille, avait découvert la politique en fréquentant des révolutionnaires à la Maison polonaise de Marioupol, a travaillé après 1945 comme simple bibliothécaire. Elle appartenait tout de même à deux « organisations de masse » du régime, la Ligue des femmes polonaises (LKP) et la Société d'amitié polono-soviétique (TPPR).

* * *

Ces biographies donnent matière à réflexion sur certains points nodaux de la révolution russe et du mouvement communiste. Le processus de mobilisation révolutionnaire se lit dans leur parcours : en 1917, un cadre de militants aguerris qui agissent dans les organisations larges constituées après Février sur des bases nationales et civiques (Maisons polonaises) ou sociales et professionnelles (comités et soviets). Ils politisent de nouvelles vagues de néophytes dans une atmosphère de débat entre des organisations aux orientations diverses. En revanche, dès la fin de l'année, l'action des militants radicaux se militarise de façon sensible mais graduelle. La Garde rouge constituée contre Kornilov en septembre mène ses premiers combats en décembre et devient une unité mobile de partisans au début 1918, à l'arrivée des Allemands. Ainsi détachés des

communautés de vie et d'activité qu'ils avaient reconstitué en Ukraine, les militants deviendront facilement des soldats de l'Armée rouge, amenés à combattre n'importe où dans l'ancien empire. L'alternative est l'intégration dans l'appareil du parti ou dans celui des soviets, ce qui signifie également des déplacements au gré des nécessités de service et de la fortune militaire des Rouges. En un an et quelques mois, des militants ouvriers sont devenus des militaires ou des apparatchiks qui ont largement coupé les liens avec leur base sociale (laquelle, dans le cas des Polonais d'Ukraine, cherche avant tout à être rapatriée).

Ces hommes et cette femme, très majoritairement issus de la classe ouvrière, ont forcé le destin en participant à la révolution : ils ont finalement accédé à des positions et des responsabilités inimaginables pour des prolétaires. On ne peut nier que le stalinisme ait fonctionné comme un ascenseur social, ce qui explique aussi le soutien dont a pu bénéficier un régime particulièrement oppressif par ailleurs. Il est intéressant à ce titre de comparer le parcours des Polonais devenus soviétiques à celui des rapatriés. La moindre proportion de promus parmi les seconds s'explique sans doute par les 25 années « perdues » hors de la matrice bureaucratique : en 1945, ceux qui n'étaient pas déjà dans l'appareil repartaient au mieux de zéro ; au pire, ils ne pouvaient plus y accéder car ils avaient entre-temps suivi d'autres voies politiques ou parcours de vie. En revanche, ceux qui étaient restés dans les registres de la bureaucratie soviétique disposaient, sauf exception, d'opportunités de promotion. Néanmoins, ils étaient également à la merci d'une rafle. Le taux de victimes de la répression stalinienne est en effet très élevé : cinq condamnés à mort et un prisonnier des camps sur 29 personnes, soit plus d'un cinquième de l'échantillon (parmi les Polonais soviétiques, la proportion monte même à un tiers, 4 sur 12) !

(15) Le général soviétique d'ascendance polonaise Konstantin Rokossovski est même nommé ministre de la Défense de Pologne en 1949.

Notons qu'avant la répression stalinienne la « polonité » des personnes restées en Ukraine soviétique ne jouait qu'un rôle marginal : à l'exception de Skarbek qui était devenu un « Polonais professionnel » travaillant dans les structures officielles dédiées aux nationalités, les 11 autres ne mettaient pas leur origine en avant et se comportaient en citoyens et travailleurs soviétiques génériques. Il reste que leurs fiches de renseignement d'adhérents du parti ou d'anciens combattants rouges portaient systématiquement la mention de leur nationalité, même si dans les années 1920 ce critère n'avait aucune importance par rapport à l'origine sociale et à la date d'adhésion au parti. La situation s'infléchit radicalement en 1932 quand le passeport intérieur, devenu obligatoire, indique la nationalité juste après le nom et la date de naissance (16). On était bien loin de l'internationalisme pratiqué spontanément dans les soviets en 1917 et tout était désormais prêt pour délimiter administrativement et exclure politiquement les groupes que le pouvoir présenterait, sur critère national, comme un danger pour l'État.

On comprend pourquoi la trace de ces étrangers qui avaient participé à la révolution et à la guerre civile fut longtemps indiscernable. Dans les années 1920, les nombreuses publications d'histoire révolutionnaire mettaient en valeur l'appartenance de classe et l'affiliation partisane, sans préciser de nationalité. Seule la consonance d'un nom pouvait suggérer que tel ouvrier bolchevique du Donbass était plutôt originaire du bassin de la Vistule. Par la suite, dans les années 1930, la terreur a fait peser une chape de plomb sur toute la mémoire des révolutionnaires mais encore plus sur les allogènes et particulièrement les Polonais, même et surtout communistes. Après-guerre, seule la constitution d'une Pologne « socialiste », alliée de l'URSS, permit de redécouvrir l'existence d'une composante polonaise du mouvement communiste. Il fallut pourtant attendre la déstalinisation pour qu'on dévoile en URSS l'apport des étrangers en 1917.

Ce retour tardif de la vérité historique est limité à la période « héroïque » des événements révolutionnaires. Les publications indiquent éventuellement la date de décès d'un militant en 1937 ou 1938, mais sans en préciser la cause. Et même les dossiers internes transmis par l'Institut d'histoire du parti polonais à son homologue ukrainien précisent pudiquement que tel ou tel avait finalement été « victime d'une provocation ». Quant aux survivants, ils avaient adopté depuis longtemps le discours historique officiel par mimétisme, par opportunisme ou par peur. Ils avaient même participé à le construire. En 1934, Feliks Kon concluait un discours devant l'association des anciens prisonniers politiques en s'écriant : « Vive la révolution mondiale ! Vive notre grand guide, le camarade Staline ! » Même après la mort de ce dernier, il restait difficile de faire un retour critique sur le passé. Arrivé de Pologne en 1905 et bolchevik depuis 1915, Waław Trzaskowski se plaint au directeur de l'institut d'histoire du parti ukrainien dans les années 1960 :

« La vieille génération qui a eu la chance de voir Lénine vivant et de discuter avec lui n'avait pas la possibilité d'écrire quoi que ce soit à ce sujet parce que Staline et ses acolytes l'avaient interdit. »

C'est toutefois moins l'antistalinisme qui le motivait qu'une ambition étouffée d'écrivain : ayant publié ses souvenirs dès les années 1920, il avait dû se taire pendant deux décennies. Il se rattrapait en inondant l'institut d'histoire du parti de 200 pages de lettres et mémoires entre 1956 à 1967 ! Or qu'avait à dire cette vieille génération révolutionnaire à la nouvelle, qui se posait des questions entre déstalinisation et persistance de l'emprise bureaucratique ? Dans l'un des 29 dossiers consultés, on lit cette déclaration écrite dans les années 1960 par l'ancien partisan rouge Ignacy Drożniak :

(16) Nathalie Moine, « Le système des passeports à l'époque stalinienne. De la purge des grandes villes au morcellement du territoire, 1932-1953 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n°50-1, 1 (2003).

L'INTERNATIONALISME EN ACTES

« Je veux dire à nos jeunes successeurs : souvenez-vous du prix élevé que nous avons payé pour la victoire d'Octobre. Vous devez conserver les merveilleuses conquêtes du peuple soviétique comme la prunelle de vos yeux. »

La répétition d'un discours figé depuis les années 1930 ne pouvait pas répondre aux attentes des jeunes Soviétiques des années 1960.

La mémoire de ces révolutionnaires internationalistes s'est ainsi abîmée il y a bien longtemps dans l'édification de régimes bureaucratiques dictatoriaux. Est-elle perdue pour autant ? Qu'on y

réfléchisse aujourd'hui, alors que la question des « migrants » sert de prétexte à des assauts de xénophobie. Il y a 100 et quelques années, les vicissitudes de la vie, la nécessité économique et surtout la guerre avaient jeté loin de leur terre natale des centaines de milliers de prolétaires et, parmi eux, quelques militants aguerris. Ces « étrangers » s'étaient impliqués dans la vie politique et sociale de leur pays d'accueil. Ils avaient participé à sa fermentation révolutionnaire, notamment au sein des organisations ouvrières, et on les retrouva au premier rang de la lutte pour une révolution mondiale. ■

Sources et bibliographie consultées en russe, ukrainien et polonais

Les dossiers personnels suivants ont été consultés :

- Aux Archives d'État des organisations civiques d'Ukraine à Kiev (CDAGO)
 - fonds F59 : Franciszek Biedrzycki, Ignacy Droźniak, Stanisław Gorniak, Roman Hartenberger, Stanisław Kościelewski (alias Jan Kwiatkowski), Józef Kowalewski, Jan Lubieniecki (alias Ignacy Rylski), Bronisław Makowski, Antoni Michalak, Marian Nachtman, Stanisław Paliński, Władysław Pawłowski, Adam Pecold, Józef Piaszcynski, Henryk Plawinski, Helena Sobczak-Wisniewska, Stanisław Tołwiński, Edmund Tomaszewski, Waclaw Trzaskowski, Albert Wojciechowicz, Stanisław Żolnierowicz ;
 - fonds F39 : Feliks Kon, Stanisław Redens et Bolesław Skarbek (alias Szacki) ;
- Aux Archives régionales d'État de Kharkiv (DAHO) dans le fonds R1772 : Ignacy Droźniak, Antoni Gadoś, Franciszek Jackiewicz, Stanisław Kaczkowski, Sergiusz Konarski, Franciszek Kowalczyk.

Bjeljakevyč Ivan, « La participation des travailleurs internationalistes polonais dans la lutte pour le pouvoir des soviets en Ukraine (avril 1917-février 1918) », *Ukraïns'kyj istoryčnyj žurnal*, n° 11, (1985).

Gaj-Nyžnyk Pavlo, Maksym Potapenko, « La position du mouvement révolutionnaire polonais en Ukraine du Dnepr sur l'indépendance de L'UNR (1917-1918) », in *Šljahy stanovlennja nezaležnosti Pol'shči i Ukraïny: mynule, sučasne, majbutnje / Materialy V Mižnarodnoï naukoivoï konferencii, 15-16 lystopada 2008 r.*, Žytomyr : Derž. un-t im. Ivana Franka, 2009, pp. 50-68.

Gorburov Kyrylo, « Boleslav Skarbek-Šac'kyj (1888-1934) : la biographie méconnue du responsable du "travail communiste polonais" en Ukraine soviétique », *Z arhiviv VUČK-GPU-NKVD-KGB*, n° 1 (2012).

Kalenyčenko Pavlo, « Fragments d'histoire des commissariats polonais en Ukraine (1918-1919) », *Ukraïns'kyj istoryčnyj žurnal*, n° 5 (1967).

KC PZPR. Zakład Historii Partii, *Le Livre des Polonais participants à la révolution d'Octobre 1917-1920*, Warszawa : Książka i Wiedza, 1967

Mel'nykova Iryna, ed., *Les Internationalistes étrangers dans les rangs des combattants pour le pouvoir des soviets en Ukraine (1917-1920)*, Kyïv : Naukova Dumka, 1967.

Radziwonowicz Tadeusz, « Les Polonais dans l'armée russe (1874-1914) », *Studia i materiały do historii wojskowości*, n° 30 (1988).

Tych Feliks ed., *Dictionnaire biographique des militants du mouvement ouvrier polonais*, Warszawa : « Książka i Wiedza », 1978-1992.

Žvanko Ljubov, *Les réfugiés de la Première Guerre mondiale : la dimension ukrainienne (1914-1918)*, Harkiv : Virovec' A. P. "Apostrof", 2012.

Les « Marches de la Faim » et l'Assemblée Ouvrière de l'Alimentation Nationale (AOAN) 1918-1920

Par Odile Dauphin

Aborder cet épisode de l'histoire du Chili fin 2019 est à la fois donner une suite à « *Des grèves spontanées et massives en Amérique du Sud en 1917* » (1) et élargir (partiellement) à cette région du monde l'étude de la « *vague révolutionnaire jusque dans les années 20* »(2).

Mais aussi, comme le relève José Luis Tasso Valdès, (3) il y a résonance entre la situation économique et sociale du Chili dans les années 1918-1920 et celle d'aujourd'hui (l'article date de 2013). Il y a un siècle, « *la richesse concentrée dans les mains de l'oligarchie traduite par le développement d'ouvrages majestueux cherchant à émuler, dans l'imaginaire collectif, l'idée de progrès civilisateur dans lequel le pays évolue* » s'opposait à « *la condition précaire (... des) secteurs populaires dans la majeure partie du territoire national* ». Un siècle plus tard, on ne peut pas « (...) *ne pas relever l'analogie avec notre présent, quand se discute l'entrée du Chili dans le groupe restreint de l'OCDE (4), appuyée sur de solides données chiffrées, qui dissimulent la précarité des travailleurs et la pauvreté dans laquelle nous vivons.*(5) »

(1) CMO n° 74, deuxième trimestre 2017

(2) CMO n° 79, 80, 81, 82, 83

(3) Professeur d'histoire, de géographie et de sciences sociales, auteur de l'article *Las «Marchas del Hambre» y la Asamblea Obrera de Alimentación Nacional (AOAN) 1918-1920*, dans le n°16 (du 22 décembre 1913) de la *Rufian Revista*, à partir du livre de Gabriel Salazar Vergara, *Del Poder Constituyente de Asalariados e Intelectuales (Chile, siglos XX y XXI)*, paru à Santiago, aux éditions Lom en 2009.

(4) Le 11 janvier 2010, un accord d'adhésion a été signé au Palais de la Monnaie à Santiago du Chili, définissant les obligations liées à la qualité de membre et comprenant les remarques spécifiques du Chili (sur l'application des instruments juridiques de l'OCDE) entre Michelle Bachelet, Présidente du Chili et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE. Le Chili est ainsi le premier pays d'Amérique du Sud à rejoindre l'OCDE. On peut lire dans <http://www.oecd.org/fr/economie/chili-en-un-coup-d-oeil/> pour 2019 : « *La qualité de vie des Chiliens s'est améliorée sensiblement au cours des dernières décennies, sous l'effet d'un cadre macroéconomique stable, de réformes structurelles audacieuses, comme la libéralisation des échanges et de l'investissement, et du dynamisme des secteurs des ressources naturelles. La qualité de vie est proche de la moyenne de l'OCDE pour certaines dimensions du bien-être, notamment l'emploi et les salaires, l'équilibre vie professionnelle-vie privée, l'état de santé et le bien-être subjectif* ». Alors qu'il fait partie, selon la Banque mondiale, des 10 % des pays (d'au moins 1 million d'habitants) où l'indice de Gini (mesurant les inégalités de revenus) est le plus fort, que 1 % des Chiliens détiennent plus du quart du produit intérieur brut du pays et que le secteur informel concerne le tiers des emplois !

(5) Toutes les citations de l'article sont traduites par O.D.

Le contexte

Comme nous l'avons vu, l'année 1917 est marquée au Chili, comme en Argentine et au Brésil par une vague de grèves.

Au Chili (qui a connu la première grève générale d'Amérique latine en 1890), la condition ouvrière est particulièrement misérable dans le secteur minier, où les salaires sont payés en bons d'achat valables uniquement dans les magasins d'entreprises.

Mais, face à une oligarchie, où les conflits pour le pouvoir entre les grands propriétaires terriens et les autres fractions de la bourgeoisie (secteur minier, commerce international...) entraînent une véritable valse des ministères(6), la classe ouvrière « *qui sent la poudre* »(7) commence à s'organiser.

Et malgré une tradition répressive très forte (massacres de Valparaíso en 1903, de Santiago en 1905, d'Iquique en 1907), le prolétariat chilien fait preuve d'une grande capacité de récupération et les luttes sociales, les manifestations, les grèves secouent régulièrement le pays.

En 1908, la Société Nationale d'Agriculture (regroupant les grands propriétaires terriens) informe ses membres que M. Léo S. Rowe, professeur de sciences politiques et sociales à l'Université de Pennsylvanie, a diagnostiqué, suite à son voyage en Amérique latine, que le Chili est entré dans « *les premières phases d'une révolution sociale provoquée par la connaissance que les classes laborieuses (commencent) à acquérir progressivement de leur pouvoir* »(8).

La ruine de l'économie salpêtrière, liée à la Première Guerre mondiale, jette à la rue plus de la moitié de ses ouvriers. Le gouvernement organise quelques transports de ces chômeurs vers les villes où ils sont condamnés à accepter n'importe quelles conditions de travail, et viennent surtout grossir les rangs des indigents et des mendiants, à Iquique, Antofagasta, Santiago... La spéculation sur les produits agricoles, qui détourne une partie importante des denrées de première

nécessité vers l'exportation destinée à l'Europe, entraîne une véritable crise de subsistance dans un pays jusque là autosuffisant.

La vie atteint un tel degré de précarité que les salaires et revenus des petits travailleurs indépendants ne suffisent plus à payer l'indispensable, et l'endettement des classes populaires s'accroît. Cette paupérisation atteint aussi les employés, les enseignants, les étudiants...

L' AOAN : une large unité pour la défense du droit à l'existence

Dans ce contexte économique dramatique, les luttes ouvrières se multiplient. Entre 1916 et 1921, on compte 13 grèves générales, 29 grèves partielles mais regroupant plusieurs secteurs, et 259 grèves par secteurs.

L'Assemblée Ouvrière d'Alimentation Nationale marque le point culminant de cette mobilisation. Convoquée par la Fédération des chemins de fer de la FOCH (Fédération Ouvrière du Chili)(9), elle a pour but de protester contre la hausse insupportable du coût de la vie. Garantissant à ses participants approche pluraliste et liberté d'action, elle constitue dans l'histoire du Chili, la première tentative pour rassembler tous les

(6) Les ministères entre 1886 et 1918 ont une durée moyenne d'un mois (entre 3 jours et 2 ans pour le plus long).

(7) Selon une expression de Luis Emilio Recabarren.

(8) *Interpretacion marxista de la historia de Chile*, En 8 tomes, début de la parution 1967. *Tome V : De la Republica parlamentaria à la Republica socialista (1891-1932). De la dependencia inglesa a la norteamericana*. Luis Vitale. Plusieurs rééditions par les Editions LOM à Santiago. Chapitre V : *El movimiento obrero*.

(9) La FOCH est une des trois centrales syndicales présentes au Chili au moment de la guerre. Créée en 1909, elle fonctionne comme une société de secours mutuel et regroupe 80 000 adhérents. Modérée, elle s'offre pour intervenir à l'amiable dans les conflits sociaux. La Confédération Nationale Mutualiste, quant à elle, en compte 100 000. Quant à l'IWW (Internationale Mondiale des Travailleurs), elle regroupe des sociétés de résistance de tendance anarchiste.

LES « MARCHES DE LA FAIM » ET L'ASSEMBLÉE OUVRIÈRE DE L'ALIMENTATION NATIONALE (AOAN) 1918-1920

mouvements sociaux. Les différents secteurs organisés du pays y participent, aussi bien le prolétariat à travers la FOCH et les mutuelles ouvrières, les artisans regroupés en corporations et fédérations, les professeurs et classes moyennes paupérisées et conscientisées, les étudiants à travers la FECH (Fédération Etudiante du Chili), les élèves du secondaire à travers la « FECH-chica » (petite FECH), des groupes de locataires, des travailleurs du monde de la culture et des intellectuels, des commerçants, des chrétiens et des confréries religieuses(10).

Des représentants de plusieurs partis politiques agissent ouvertement dans l'Assemblée, constituant un front uni contre la cherté de la vie et la faim : les socialistes, les démocrates, les secteurs les plus radicaux des libéraux et même des anarchistes.

Cette Assemblée, initiée par la FOCH le 15 octobre 1918, est donc un rassemblement très large qui paraît à ce moment-là à ses membres comme seul capable de surmonter la crise alimentaire. Elle encourage plusieurs formes de mobilisation, notamment les « marches de la faim ». Et elle convoque à un grand « rassemblement de la faim » pour le 22 novembre 1918.

Dans l'appel à ce rassemblement, les organisateurs rappellent que cette Assemblée est née d'un Comité de Délégués de sociétés ouvrières, et représente donc une base très large (11). Il la place dans un cadre légal, rappelant que la Constitution Nationale garantit le « *droit de pétition* » et « *le droit de réunion sans permission préalable* », et qu'elle donne ainsi au peuple les moyens de « *faire respecter (son) droit à la vie* », attaqué par « *les potentats commerçants et industriels* », dans le but de « *l'affamer* ». Ce cadre légal doit permettre au peuple de se défendre contre « *ses rançonneurs, appelés Sénateurs, Députés, grands propriétaires, bourgeois et commerçants* », qui « *abusant de (son) loyal patriotisme, préfèrent à la vitalité de la République, la bourse d'or arrachée à la douleur immense de la mère qui voit mourir son fils*

de misère ou au geste héroïque des travailleurs qui oublient pour eux leur fatigue devant l'enclume. ». L'AOAN se donne ainsi pour but de « *châtier ceux qui font du patriotisme une affaire et des lois une dérision* ».



Marche de la faim, novembre 1918 à Santiago. sur le panneau de gauche on peut lire que "les agriculteurs" (ici les grands propriétaires) s'enrichissent, alors que « le peuple travailleur devient de plus en plus maigre. » (D.R.)

Toutefois, cette violence verbale se traduit essentiellement par des revendications

(10) L'AOAN compte plusieurs dizaines d'organisations : la FOCH, la FECH, le Congrès Social Ouvrier des Sociétés Mutualistes, le Conseil National de l'Alimentation, la Fédération de la Classe Moyenne, l'Union Nationale, la Société des Professeurs Catholiques, la Ligue du Travail, le Club Ouvrier Conservateur, la Fédération des Sociétés Catholiques, la Ligue de la Croix, le Patronage Sainte Philomène, la Société de la Sainte Famille, la Société des Professeurs de l'Instruction Primaire, la Fédération des Etudiants de l'Education Secondaire, la Société des Ouvriers San José, la Société des Artisans, L'Union, la Société Egalité et Travail, la Société des Constructions et Ateliers de l'Armée, la Fédération des Cordonniers et des Menuisiers, l'Union Fédérale des Tanneurs, l'Union des Ouvriers de l'Imprimerie, le Syndicat des Chauffeurs, la Société Fraternelle des Horlogers et des Graveurs, l'Union des Ferronniers et des Serruriers, l'Union Syndicale des Chemins de fer, l'Union des Typographes, la Coopérative Agricole Nationale, la Coopérative l'Union fait la Force, la Fédération des Peintres, la Fédération des Boulangers, l'Union des travailleurs du bois, l'Union des Plâtriers et des Maçons, l'Union Syndicale des Travailleurs de la Chaussure, la Maison du Peuple, la Société L'Etoile du Miroir et la Société de Progrès des habitants du district El Carmen, ...

(11) *La Asamblea Obrera de la Alimentacion Nacional, 1918-1920, Unidad de los explotados o unidad de la izquierda* ?- Nicolas Miranda, Archivo Chile, CEME (Centro de Estudios Miguel Enriquez)

d'urgence à caractère économique. Les mesures discutées sont essentiellement destinées à abaisser le coût de la nourriture, notamment par l'interdiction d'exporter des céréales et autres produits alimentaires, par la suppression des droits de douane sur l'importation de sucre, de riz, le contrôle des marchés... Néanmoins les revendications s'étendent à quelques réformes structurelles, concernant notamment les coopératives, le salaire minimum et la journée de 8 heures.

Au cours de l'année 1919, une partie de la classe ouvrière se radicalise et l'AOAN opère un virage à gauche : des revendications économiques aux revendications politiques

Le gouvernement répond par des mesures répressives habituelles : emploi de la force publique pour disperser les manifestants, arrestations, mesures d'intimidation...

Le second rassemblement, appelé pour le 7 février 1919, ne peut avoir lieu car le gouvernement déclare l'état de siège. Un bras de fer s'engage entre l'AOAN et le pouvoir politique. L'importance du soutien populaire et la vague croissante de grèves amènent le gouvernement à reculer en levant l'état de siège. Un congrès ouvert peut être convoqué pour mars. Mais le gouvernement remplace l'état de siège par le « décret Yanez » qui institue des « Comités de conciliation et d'arbitrage » tripartites (travailleurs mobilisés, patrons et représentants du gouvernement), dans lesquels la représentation syndicale est évidemment désavantagée.

La répression paralyse en partie les luttes ouvrières, et les mesures d'intimidation renforcent les positions modérées de la direction de l'AOAN, la coupant de plus en plus d'une grande partie des travailleurs, des militants ouvriers socialistes et d'une avant-garde ouvrière organisée dans la FOCH et guidée par le Parti ouvrier socialiste.

De multiples « Marches de la Faim »

réunissent des milliers de personnes dans les artères principales des grandes villes, générant la terreur dans l'élite, qui essaie par tous les moyens de réprimer les rassemblements, saboter les réunions et menacer les dirigeants du mouvement, mais sans y parvenir.

Ainsi malgré les efforts de modération de la direction de l'AOAN, le Préambule du Mémorial préparé pour le rassemblement de février comporte une critique lucide du pouvoir politique en place : « *On comprend que le pouvoir généré de cette façon (seuls votent 200 000 personnes, soit 5 % des 4 millions de Chiliens (ayant le droit de vote), par manque d'éducation, paraît-il) par la corruption des dirigeants et la vénalité des membres de ses élites (...), ne peut que donner des fruits envenimés par le vice et par l'argent qui est employé régulièrement à prostituer nos citoyens (...)* ». Le Mémorial présente des revendications concrètes, bien que partielles, manifestant un véritable questionnement sur les fondements de la domination économique de la bourgeoisie : l'établissement d'une contribution progressive sur la rente et les gains excessifs afin de pouvoir augmenter les salaires et les traitements, une loi établissant un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés, la journée de 8 heures et l'interdiction du travail de nuit, l'augmentation des soldes des employés des administrations publiques et des entreprises qui travaillent pour l'armée, la prise en charge par l'État des repas des enfants des écoles publiques, la mise en place d'une Education Primaire obligatoire, la création d'une Banque du Peuple, la subdivision de la propriété ... Ceci montre un passage à des revendications à caractère politique. Pour la première fois au Chili, la classe ouvrière manifeste clairement la volonté de participer aux décisions concernant l'avenir du pays.

L'AOAN, qui a désormais acquis une structure à l'échelle de tout le pays, reprend l'offensive en appelant à célébrer le Premier Mai. Dans le Grand Nord, Luis Emilio Recabarren participe activement à

l'organisation de rassemblements au cours desquels il rappelle le caractère international de cette date. « (...) *Mai est, pour les peuples européens, le moment de l'entrée dans le Printemps, la magnifique saison des fleurs (...) les ouvriers en choisissant mai pour faire la démonstration de la fraternité des travailleurs qui luttent pour rompre tous les jougs et se libérer de l'esclavage, ont souhaité symboliser à travers cette date l'annonce d'une Nouvelle Vie Sociale pour les peuples de toute la terre (...); Et déjà l'esclavage de l'humanité a commencé à reculer ! (...) D'abord la Russie, la Hongrie ensuite ; puis l'Allemagne ! (...) de partout surgissent les bases indestructibles de la Nouvelle Vie ...* »(12) Ce Premier Mai 1919 est un succès, paralysant le travail dans de nombreuses villes où des rassemblements ont lieu ; à Antofagasta, Valparaiso, Santiago, Concepcion, Talcahuano ...

A Puerto Natales, rébellion et embryons de pouvoir populaire

La lutte commence en février 1919 avec une grève de plusieurs milliers d'ouvriers des Frigorifiques de la Société d'Exploitation de la Terre de Feu, en riposte à l'assassinat par la police d'un délégué de la FOCH. Les propriétaires de l'entreprise prennent la fuite, après avoir fermé son épicerie, menaçant ainsi toute la population de la faim. Au lieu de céder, les ouvriers radicalisent leur lutte et s'affrontent avec la police. Celle-ci fait venir des renforts, mais qui doivent refluer face à la résistance ouvrière. Les travailleurs décident d'organiser une administration provisoire de la zone dans laquelle la FOCH joue un rôle important. Celle-ci réussit à tenir deux semaines. La riposte de la bourgeoisie, face à la remise en question de son pouvoir, est sanglante. Elle en a bien compris le caractère révolutionnaire, et toute initiative rappelant celle des ouvriers de cette petite ville de Patagonie, sera désormais

réprimée avec une extrême violence destinée à empêcher que cela ne se reproduise.

Les dissensions au sein de l'AOAN

L'AOAN, dirigée par un ouvrier typographe, Alberto Martinez, et par le dirigeant de la FECH, appelle à un nouveau grand rassemblement national pour le 29 août pour exiger l'application des mesures demandées en février. La préparation de ce rassemblement est militante. Des rassemblements hebdomadaires ont lieu au cours des mois de juillet et d'août dans de nombreuses villes à Santiago, mais aussi Iquique, Copiapo, Caldera, Antofagasta, Chuquicamata, Mejillones, Valparaiso, Vina del Mar, Quillota, Los Andes, Rancagua, Temuco, Concepcion, Talcahuano et Puerto Montt, auxquels participent plus de 80 organisations corporatives et syndicales.

Le 29 août, à Santiago, plus de 100 000 personnes se réunissent. A Antofagasta, Luis Emilio Recabarren déclare : « *Dans toutes les villes du Chili se sont constitués des sections de la Fédération Ouvrière. Dans chaque ville tous les ouvriers et les ouvrières s'organisent et ainsi nous sommes en train de constituer notre force. Dans le port d'Antofagasta sont déjà organisés (...) 21 syndicats professionnels, dont la majorité travaillent activement pour définir leur meilleure orientation et consolider leurs efforts. Aux côtés de ces 21 syndicats, se trouvent la FOCH (...), le conseil fédéral de Mejillones, celui du Premier Mai et trois organisations féminines (...). Tout ce magnifique rassemblement de forces qui aspirent au plus puissant progrès, se retrouvent unies et fraternisent dans le cadre de l'Assemblée Ouvrière d'Alimentation d'Antofagasta (...) Plus tard, quand cette puissance aura acquis la maturité*

(12) Extrait de discours cité par Luis Vitale dans « *Interpretacion marxista de la historia de Chile* », tome V.

nécessaire, elle en récoltera le triomphe et le bien-être que nous désirons ».

Mais au plus fort de cette mobilisation, la nature polyclassiste de l'AOAN se révèle de plus en plus. Ce qui a été sa force au début, devient progressivement un frein.

D'autant que la bourgeoisie ayant constaté les limites de sa politique traditionnelle de répression, y associe d'autres manœuvres. D'abord, des tentatives de pénétration. Depuis le début l'AOAN a intégré les organisations ouvrières modérées de l'Église catholique, mais aussi les associations étudiantes, des membres du parti radical et même quelques libéraux. D'autres organisations bourgeoises vont tenter de l'intégrer dans le but de la modérer. Des débats ont lieu au niveau de la direction de l'AOAN en mars 1919 sur l'attitude des organisations de l'Église catholique qui divisent et freinent le mouvement, mais sans qu'aucune décision soit prise.

Parallèlement, la presse bourgeoise entreprend des manœuvres de séduction. C'est ainsi qu'un représentant du journal *El Mercurio*, qui avait fait un article empathique sur l'AOAN, est intégré de façon permanente à l'Assemblée.

Ce journal essaie pourtant de semer la confusion sur les objectifs de l'Assemblée en les réduisant à des mesures concernant les produits de première nécessité. Et surtout il participe à une véritable entreprise de diabolisation de la révolution russe.

La presse bourgeoise se déchaîne en effet, décrivant des scènes d'horreur et utilisant tous les arguments possibles. On peut lire par exemple dans *Sucesos* du 11/12/1919 : « (...) *L'élément juif constitue dans l'actuel mouvement communiste russe une presque absolue majorité, et il est plus que probable qu'il en soit de même dans les autres pays contaminés. (...) Trotsky est un juif et cela démontre de façon certaine que la révolution russe a été planifiée en grande partie par les juifs. Le bolchevisme est leur suprême vengeance.* »(13) Et dans *La Revista Catolica* du 17/01/1920, que la révolution russe est « *la justification de*

toutes les violences et de toute alliance avec l'écrasement total de la bourgeoisie ; pour elle il n'y a pas de justice du socialisme rouge, il n'y a aucun droit sinon celui de la force (...). »

Alors qu'une partie des organisations de l'AOAN est sensible à cette propagande, une autre se radicalise. C'est le cas de la FOCH, qui à l'initiative de Recabarren abandonne sa ligne « apolitique », et devient une organisation syndicale révolutionnaire. La Déclaration des Principes de sa Troisième Convention Nationale de décembre 1919 affirme : « *Une fois aboli le système capitaliste, la FOCH aura la charge de l'administration de la production industrielle et de ses incidences* ».(14)

La dissolution de l'AOAN

Au cours de l'automne 1919, de nombreuses luttes ouvrières ont lieu, s'étendant parfois à tout le pays. Mais malgré une solidarité sans faille, comme celle qui s'organise autour des salariés de la Compagnie des Brasseries Unies, et malgré les Commissions d'arbitrage (impulsées par le gouvernement), le patronat adopte une attitude très ferme, et même parfois provocatrice, ranimant la crainte d'un nouvel épisode de répression.

Le gouvernement, pour mettre fin aux grèves, fait fonctionner pendant quelques jours les tramways de Santiago avec l'aide de l'armée, et surtout décrète la Loi de Résidence contre les « subversifs ». Terme qui pouvait permettre d'assigner, dans une résidence choisie par l'État, toute personne se prononçant pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ou manifestant de la sympathie pour leur cause.

(13) *Impactos de la Revolución Rusa en Chile*, Nicolas Miranda, *La Izquierda Diario*, 26 octobre 2017 ; Extrait du numéro spécial : *100 años de la Revolución Rusa*, édition n°2 de la *Revista Ideas de Izquierda*.

(14) *Interpretación marxista de la historia de Chile*, Tome V, Chapitre XI : *El desarrollo del pensamiento social*.

LES « MARCHES DE LA FAIM » ET
L'ASSEMBLÉE OUVRIÈRE DE L'ALIMENTATION NATIONALE (AOAN) 1918-1920

D'autre part, en 1920, les anarchistes prennent la direction de la FECH et lancent la revue « *Clarté* » (dont Pablo Neruda est un des rédacteurs), pour pouvoir critiquer ouvertement le gouvernement du Président de la République, Juan Luis Santafuentes. Celui-ci ordonne le 15 juillet la mobilisation de l'armée à la frontière du Pérou sous le prétexte d'une « *menace de guerre imminente* ». Alors que l'extrême-droite regroupée en ligues patriotiques et le parti conservateur appellent la jeunesse chilienne à s'engager dans l'armée, la FECH (15), quatre jours après la déclaration de guerre, se positionne contre la mobilisation et avec les syndicats ouvriers accuse le Président de déclarer une « *guerre fictive* ». Santafuentes stigmatise les étudiants et les ouvriers comme « *traîtres, achetés par l'or péruvien* » au cours d'un discours virulent prononcé à La Moneda (palais présidentiel) devant une foule nationaliste. De jeunes conservateurs vont attaquer la maison de la FECH, pillant et détruisant toutes ses installations, incendiant sa bibliothèque, et attaquant les étudiants qui ne veulent pas abandonner le siège de leur fédération. La police laisse faire et arrête par contre les dirigeants étudiants, dont Juan Domingo Rojas, vice-président de la FECH qui mourra en prison de ses blessures.

Cette politique de terreur, associée à une position apparemment plus conciliante d'une partie de la bourgeoisie, aggrave les tensions au sein de l'AOAN. Alors que la FOCH a adopté une orientation nettement révolutionnaire, d'autres organisations soutiennent la candidature à la présidence de la République du progressiste Arturo Alessandri Palma.

L'AOAN, trop divisée, se dissout au printemps 1920. Et la présidence d'Alessandri va inaugurer une politique de type « *front populaire* », telle que le Chili en connaîtra plusieurs épisodes. La politique réformiste qu'il conduit lors de son premier mandat, soutenue par une partie de la bourgeoisie, montre à quel point celle-ci a bien senti la menace que l'AOAN a fait peser un moment sur son pouvoir économique et politique. (16)

Sa disparition en 1920 ne signifie pas son échec. Au cours de ces mois de luttes ouvrières solidaires à travers tout le Chili, la FOCH est devenue une centrale syndicale puissante et structurée. Son caractère révolutionnaire a été clairement affirmé en 1919. Quant à l'avant-gardiste Parti Ouvrier Socialiste de Luis Emilio Recabarren, il devient le Parti Communiste en janvier 1922.

Pour Luis Vitale, malgré les dissensions internes qui aboutissent à sa dissolution, l'AOAN a, pendant près d'un an et demi, constitué « *non seulement un premier front unique du prolétariat chilien, mais aussi la première expérience de rencontre et de coordination des mouvements sociaux, où agirent les travailleurs organisés et non organisés, associations syndicales et mutualistes, locataires pauvres, femmes et intellectuels, professeurs et étudiants* »(17) Il avance aussi la possibilité d'un lien avec la lutte des travailleurs en Argentine, qui culmine avec la « *Semaine Tragique* » de Buenos Aires en janvier 1919.

Sa dissolution en 1920 ne signifie pas son échec. Au cours de ces mois de luttes ouvrières solidaires à travers tout le Chili, la FOCH est devenue une centrale syndicale puissante et structurée. Son

(15) *La Historia de la FECH (parte 1)*, Joaquim Romero et Juan Andres Vega, *La Izquierda Diario*, 22 février 2018.

(16) Pendant son premier mandat, Arturo Alessandri Palma va mener une politique progressiste : code du travail, établissement de l'impôt sur la rente foncière, institution de la Banque centrale, création des caisses de sécurité sociale, etc... Il doit néanmoins constamment composer avec le Sénat, toujours sous le contrôle des conservateurs, qui tente systématiquement de bloquer ses réformes. Peu avant son retrait du pouvoir, il établit une nouvelle Constitution qui diminue le pouvoir de l'oligarchie, en créant un régime présidentiel qui consacre la séparation de l'Église et de l'État et la liberté religieuse, déclare l'instruction primaire obligatoire.

(17) Luis Vitale (1927-2010), un historien marxiste, intellectuel et militant syndical et politique (il est un des fondateurs du MIR), d'origine argentine, arrivé au Chili en 1955. Spécialisé dans l'histoire sociale et du mouvement ouvrier chilien et latino-américain, il a enseigné à l'Université de Concepcion jusqu'au coup d'État puis dans plusieurs universités européennes et latino-américaines.

caractère révolutionnaire a été clairement affirmé en 1919, et le Parti Ouvrier Socialiste de Luis Emilio Recabarren devient le Parti Communiste en janvier 1922.

Annexe : Luis Emilio Recabarren et l'influence de la révolution russe.

Depuis les dernières décennies du XIX^{ème}, les idées socialistes et anarchistes sont diffusées au Chili, par des immigrants venus d'Europe s'établir en Argentine et au Chili, mais aussi par les marins qui font escale régulièrement dans les grands ports de Punta Arenas au Sud à Iquique au nord. Par ces nouveaux arrivants et par les livres mis à la disposition de leurs adhérents par les syndicats, les travailleurs chiliens ne sont pas à l'écart des idées et des débats qui animent la classe ouvrière européenne. Et leurs luttes déterminées face à une répression extrêmement violente participent de l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans cette histoire, un homme, Luis Emilio Recabarren, joue un rôle capital au cours du premier quart du XX^{ème} siècle.

Recabarren : du typographe au journaliste (18)

Jeune ouvrier typographe (il doit travailler dès l'âge de 14 ans), il connaît très tôt des textes politiques qui renforcent ses préoccupations sociales.

Conscient de l'importance des journaux, et de leur possible utilisation à des fins de prosélytisme (ou propagande) politique, il est à partir de 1904 tour à tour fondateur, directeur, éditorialiste, essayiste de plusieurs journaux de Iquique au Nord, « *El grito del pueblo* » (*Le cri du Peuple*), à Punta Arenas au Sud, « *El Socialista* » (« *Le Socialiste* »).



El Despertar de Los Trabajadores (D.R.)

« *El Despertar de Los Trabajadores* » (« *Le Réveil des travailleurs* ») qu'il fonde à Iquique en 1912 marque un jalon important dans son évolution politique (19).

C'est le premier journal destiné à divulguer la doctrine socialiste au Chili, suivi par « *El Socialista* » fondé à Valparaiso en 1916. En 1917, ces journaux socialistes auquel il faut ajouter « *La Aurora* » (« *L'Aurore* »), paraissent dans plusieurs villes importantes du pays.

Recabarren participe aussi à la création de journaux à l'étranger comme « *La Internacional* » (« *L'Internationale* »), à Buenos Aires en 1917.

Pour lui, ces journaux, en décrivant les terribles conditions de vie des travailleurs, doivent contribuer à l'éveil d'une conscience ouvrière : « *Travailleurs honnêtes, ouvrez les yeux* » écrit-il dans *El Trabajo* (20), le 10 janvier 1904. Mais ces journaux ont aussi des buts éducatifs en matière d'hygiène, notamment contre la consommation d'alcool ...

(18) *Tipografo*, dans Luis Emilio Recabarren (1876-1924), Memoria Chilena, Biblioteca Nacional Digital (BND).

(19) Il parut jusqu'en 1927 (trois ans après la mort de Recabarren) et connut une durée de publication rare pour ce type de journal.

(20) Journal que Recabarren fonda à Tocopilla en 1904, dans lequel on trouve ses premiers écrits notoires, qui le firent accuser de sédition.

Ces journaux sont la cible d'attentats, de censure, de la part de l'État. L'imprimerie de *El Despertar de los Trabajadores* est détruite en 1919, *El Socialista* d'Antofagasta est perquisitionné en avril 1920 et Recabarren emprisonné.

Recabarren joue donc un rôle capital dans la naissance et le développement de la presse ouvrière au Chili. En 1921, il dirige le journal de la FOCH, « *La Federacion Obrera* » de Santiago. Dans le n° 153 du 22 août 1921, on peut lire : « *Journal de la classe ouvrière. Organe central de la Fédération des travailleurs chiliens. Il est publié sous la direction et l'administration de Luis Emilio Recabarren. Ce journal et sa presse à imprimer appartiennent à la classe ouvrière organisée du Chili.* » (21) Ce journal a désormais une position clairement marxiste. Et en 1924, l'année même de sa mort, il participe encore à la fondation du journal « *La Justicia* » (« *La Justice* ») de Santiago.

Le militant syndical et politique

Il rejoint le Parti démocrate du Chili, à l'âge de 18 ans, en 1894. Élu député en 1906, il ne peut exercer ses fonctions car il refuse de prêter serment sur la Bible. Persécuté, parfois emprisonné, il doit s'exiler en Argentine et voyage en Europe. A son retour, et après 18 mois d'emprisonnement, il fonde à Iquique en 1912, avec une trentaine de travailleurs du nitrate, le Parti Ouvrier Socialiste (POS). Son activité militante le conduit jusqu'au sud du Chili. En 1917 il devient président de la *Fédération Ouvrière du Chili* (FOCH) qu'il transforme en centrale syndicale d'envergure nationale, à l'origine de l'AOAN dans laquelle elle joue un rôle déterminant. La FOCH sous son impulsion abandonne sa ligne modérée, et devient un syndicat révolutionnaire en 1919.

En octobre 1917, Recabarren est à Buenos Aires. Sa réaction est immédiate : « *Je donne sans hésiter mon approbation aux maximalistes russes, qui montrent le chemin de la paix et de l'abolition du régime bourgeois, capitaliste et barbare.* »

Il participe en 1918 à la fondation du Parti communiste argentin.

De retour au Chili, il impulse des actions de solidarité avec les révolutionnaires russes. Il fait des tournées de conférences dans tout le Chili et écrit de nombreux articles dans plusieurs journaux pour faire connaître la révolution russe et ses dirigeants. Il écrit notamment dans *El Socialista* d'Antofagasta le 16/09/1920 : « *La Révolution Russe a prouvé que le socialisme n'est pas une belle utopie, et que l'on n'est pas à des siècles de sa réalisation* ».

A son initiative, au cours de son troisième Congrès, le POS décide d'entamer des négociations en vue d'adhérer à la Troisième Internationale, et en 1922 il devient le Parti communiste chilien.

Lors de son Congrès de Rancagua de décembre 1921, la FOCH approuve par 106 voix contre 12 et 7 abstentions son adhésion à l'Internationale des syndicats rouges, basée à Moscou.

Suite à une campagne dans tout le Chili pour réunir les fonds nécessaires, à l'automne 1922, Recabarren se rend à Moscou en tant que délégué de la FOCH pour participer au Second Congrès de l'Internationale des Syndicats Rouges et en tant que délégué du Parti Communiste chilien au Quatrième Congrès de l'Internationale Communiste.

Il revient au Chili en février 1923 et écrit dans son ouvrage *La Rusia Obrera y Campesina* : « *Je suis revenu de Russie, plus convaincu qu'avant de l'urgence d'une Révolution Sociale qui donne au peuple tous les pouvoirs pour construire la société communiste. Continuer dans l'inactivité ou l'espérance de promesses illusoires qui se renouvellent sans cesse, c'est prolonger l'état d'exploitation capitaliste, qui permet à un petit nombre de devenir millionnaires en peu de temps, alors que la majorité demeure dans la plus infâme misère.* »

(21) « *La prensa obrera en Chile 1900-1930* », Osvaldo Arias Escobedo, 1969, réédité en 2009 par Ariadna Ediciones.

La Chambre des Députés du Chili rend hommage à Lénine

Luis Emilio Recabarren propose au cours de la session du 5 février 1924 que la Chambre envoie un message de condoléances au gouvernement soviétique pour le décès de Lénine. C'est un échec et la majorité de droite par contre rend hommage à Woodrow Wilson (ancien-président des Etats Unis, décédé deux jours avant).

Recabarren revient à la charge le jour suivant, au milieu des moqueries des députés de droite et malgré de nombreuses interruptions, demandant à ses collègues si leur refus est motivé par le fait que la Russie est gouvernée par les communistes, les travailleurs, alors que même la presse bourgeoise reconnaît l'importance historique de Lénine.(22) « (Sa) personnalité (...) s'élève à une bien plus grande hauteur que celle du Président des Etats-Unis. L'ex-président Wilson conduisait sa grande nation vers la guerre, pour en augmenter la nuisance, pour détruire l'humanité, pour conduire la jeunesse du monde à l'horrible massacre que la classe capitaliste dirigeait. Au contraire de Wilson, Lénine était un homme obscur et calomnié, un personnage sorti de rien, cet homme qui ne tremblait pas face à la mort, essaya de sortir la Russie de la guerre et luttâ jusqu'à ce qu'il y parvienne. » Finalement, par 26 votes favorables, 5 contre et 7 abstentions, la Chambre des Députés adresse un message de condoléances au gouvernement soviétique qui est un véritable hommage à Lénine. Ceci montre qu'une nouvelle force sociale et politique existe désormais au Chili.

Mais, pour Luis Vitale, il n'est pas seulement « un agitateur et un organisateur du mouvement ouvrier mais aussi un précurseur de la pensée marxiste latino-américaine ». (23)

En 1910, il publie « *Riches et pauvres au cours d'un siècle de vie républicaine* », qui peut être considéré comme une des

premières tentatives d'analyse historique et sociologique du continent sud-américain. Au moment où le centenaire de l'indépendance est célébré avec un chauvinisme triomphant, il écrit : « *Quels furent ceux qui lancèrent le cri d'émancipation politique en 1810 ? Où étaient et quels furent les membres du peuple travailleur qui participèrent à cette journée ? L'histoire écrite ne nous en dit rien et les historiens chercheront seulement les Héros, les personnages, membres de familles aisées, du beau monde. ...* ». Et plus loin : « *Où est ma patrie et où est ma liberté ? (...) Ceux qui aspirèrent à leur propre nationalité, et voulurent s'affranchir du pouvoir de la monarchie, cherchèrent pour eux-mêmes l'indépendance, ils ne la recherchèrent pas pour le peuple.* »

Il est l'un des premiers à caractériser la Guerre du Pacifique (24), comme une guerre de conquête voulue par la bourgeoisie chilienne pour s'approprier les riches gisements de salpêtre des provinces d'Antofagasta et de Tarapaca, appartenant à la Bolivie au Pérou.

Il se révèle très lucide dans son analyse de la société chilienne. Il met l'accent sur le progrès des classes moyennes, et prévient que si une partie d'entre elles, paupérisées et frustrées par tant d'efforts inutiles, sera prête à lutter auprès des travailleurs pour une vie meilleure, d'autres secteurs par contre adopteront le moment venu une attitude plus arriviste.

Sa grande sensibilité aux problèmes sociaux lui permet de percevoir l'importance et la légitimité des mouvements d'émancipation féminine à l'échelle mondiale. En 1916 il affirme :

(22) « (...) Il n'y a peut-être pas en ce moment un personnage aussi intéressant dans le panorama mondial que cet homme extraordinaire (...) » Journal *La Nacion*, 23 janvier 1924

(23) *Interprétation marxista de la historia de Chile. Tome V, chapitre XI.*

(24) Cette guerre opposa le Chili au Pérou et à la Bolivie de 1879 à 1884. Poussé par les Anglais, il conquiert une région équivalente à plus du tiers de la surface de la France. On appellera plus tard cette guerre : « guerre du salpêtre » ou « guerre du nitrate ».

LES « MARCHES DE LA FAIM » ET
L'ASSEMBLÉE OUVRIÈRE DE L'ALIMENTATION NATIONALE (AOAN) 1918-1920

« *La femme n'est pas inférieure à l'homme, seulement différente.* » Il pointe la responsabilité de l'Eglise dans la discrimination dont elle est victime. Il intègre à part entière les femmes et leurs revendications d'émancipation dans la lutte sociale. Pourtant il ne s'affranchit pas de la vision traditionnelle de leur place dans la société : l'éducation des enfants.

De même il s'intéresse à d'autres catégories d'exploités, comme les locataires pauvres de grands ensembles, en lutte contre leurs propriétaires.

Il pousse les ouvriers du salpêtre sans travail à partir dans le Sud pour aider les travailleurs agricoles à former les premiers syndicats paysans. Des Comités de Travailleurs Agricoles voient le jour en 1919, et en septembre 1921 il fait adopter par la FOCH une résolution appelant à la grève générale en soutien aux revendications des travailleurs agricoles.

Sensible à tous les freins qui peuvent contribuer à maintenir les dominés dans une situation de dépendance, il participe activement à la polémique contre l'influence de l'Eglise catholique, particulièrement forte en Amérique latine. Il publie un petit opuscule « *La matière éternelle et l'intelligence* », dans lequel il essaie de mettre à la portée du plus grand nombre le matérialisme que lui-même a puisé dans ses lectures (Renan, Reclus, Darwin, Haeckel, Spencer, Ameghino, en plus de la Bible, du curé Meslier, et bien sûr de Marx et Engels).

En effet, Recabarren ouvrier dès l'âge de 14 ans, attache une grande importance à la mise à la disposition de chacun des idées les plus abstraites, sans en galvauder la

profondeur ni la portée. Ses nombreux articles de journaux en témoignent.

Conscient que la situation de domination dans laquelle vit le prolétariat ne favorise ni l'inventivité, ni l'espoir, ni la solidarité, il encourage la création de théâtres populaires (pour lesquels il écrit même de petits drames sociaux), favorise l'utilisation des locaux syndicaux pour des concerts, des fêtes, accompagnées de rencontres sportives.

Il encourage aussi l'apparition dans tout le pays d'une multitude de petites imprimeries : « *Tant que l'imprimerie n'est pas aux mains des ouvriers, nous ne sommes rien ; nous vivons dans l'obscurité, ignorants ; nous ne pouvons développer notre pensée.* »

Ses positions et ses choix stratégiques sont partagés majoritairement par le Comité Central jusqu'au printemps de 1924. Dans le courant de cette même année, par contre, des critiques sont adressées aux « *vieux dirigeants* » par de jeunes militants du PC chilien, et sa tendance est mise en minorité au cours du congrès de Vina del Mar en septembre 1924. Après sa mort, surtout dans les années 1930, sa trajectoire est fortement critiquée. Pour Luis Vitale, en pleine ère stalinienne, on ne lui pardonne pas d'avoir manifesté son respect et son admiration pour Lénine et Trotsky dans ses discours, ses articles, et ses livres. De retour d'Union soviétique, il publie « *La Troisième Internationale Communiste* » avec leur photo. Dans son livre « *La Russie ouvrière et paysanne* » paru en 1923, on peut lire de nombreux textes de Trotsky « *Généralissime de l'Armée rouge de Russie* », accompagné de son portrait. ■



**EN DÉFENSE
DE L'HISTOIRE
DU MOUVEMENT
OUVRIER**

Le socialiste de « gauche » Charles Dumas contre la révolution russe

Par Jean-Jacques Marie

En 1916, le banquier Albert Kahn crée un Comité national d'études sociales et politiques, dont le siège est installé à l'École nationale supérieure, 45, rue d'Ulm. Est-ce à cause de cette domiciliation que l'auteur d'un mémoire consacré audit comité, Florence Grégoire, affirme qu'il était « composé d'intellectuels français » (1) ? Curieux intellectuels : les gros industriels Marcel Bloch-Dassault et André Michelin, les hommes politiques bourgeois Édouard Herriot et Paul Doumer, futur président de la République et, mieux encore, le maréchal Foch et le très catholique maréchal Lyautey qui, en 1925, sollicitera l'autorisation – refusée – d'utiliser les gaz contre les insurgés marocains. Des intellectuels indubitablement marquants du comité.

Le 8 et le 10 juillet 1918, ce comité écoute une conférence d'Alexandre Kerensky, le chef du gouvernement provisoire renversé par les bolcheviks en octobre 1917, mais le clou est sans doute l'intervention du socialiste Charles Dumas, le 2 décembre 1918. Ce Charles Dumas, membre du Parti socialiste de France dès 1903, puis de la SFIO, constituée en 1905, député de l'Allier de 1919 à 1914, chef de cabinet du ministre d'État Jules Guesde dans le gouvernement d'Union sacrée en 1915 accompagne le social-chauvin puis futur cacique stalinien Marcel Cachin voir Mussolini, alors l'un des dirigeants de la

gauche du Parti socialiste italien, pour le convaincre d'appeler l'Italie à entrer en guerre au côté des Alliés. La valise de billets de banque que les deux hommes ont emportée avec eux persuade Mussolini d'opérer un tournant radical vers la guerre et lui permet de publier son quotidien belliciste.

Charles Dumas est un militant actif de l'Union sacrée belliciste. Le numéro 59 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a reproduit de longs extraits du débat sur la guerre, qu'il engage avec Christian Racovski, hostile à l'Union sacrée. Son parcours ultérieur éclaire la position sociale-patriote qu'il prend dans sa discussion avec Racovski. À la fin de 1917, il part un an en Russie comme représentant de la France en guerre. Il y agit comme un agent du gouvernement en prenant contact avec les diverses forces hostiles à la révolution pour voir comment les aider à la renverser.

Il en revient à l'automne 1918. Le 2 décembre, il prononce devant le Comité national d'études sociales et politiques une conférence sur la Russie soviétique en compagnie du consul de France Grenard. Sa conférence est reproduite dans un fascicule du Comité national d'études sociales et politiques sous le titre éloquent : *Le bolchevisme et l'Intervention des*

(1) Site Papyrus de l'université de Montréal.

Alliés, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits significatifs.

Charles Dumas poursuivra une carrière digne de ses débuts de domestique de l'État bourgeois. En 1936, il est directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Marx Dormoy, dont la police, en février 1937, abattra cinq militants ouvriers à Clichy. De 1947 – l'année du massacre des insurgés malgaches et du début de la guerre colonialiste au Vietnam – à 1955, date de sa mort, il est conseiller de l'Union française, le nom hypocrite (quelle union ?) donné à l'Empire colonial français, qui maintient encore pour quelques années la domination de la bourgeoisie française sur cet Empire, avec l'accord plein et entier et la participation active du parti socialiste dit alors SFIO (2).

Un intime de Lénine ?

Charles Dumas affirme d'emblée qu'il va intervenir « *contre les Bolcheviki* » (comme il dit) tout en assurant son lecteur qu'il n'avait pas « *a priori d'antipathie contre eux* ». D'ailleurs, affirme-t-il, « *j'ai été en France l'ami personnel de Lénine, qui me rappelait lui-même au mois de janvier de l'année dernière que c'était moi qui l'avais initié aux choses de la politique française* », ce dont, à ma connaissance, outre Lénine lui-même, nul historien ne s'est aperçu.

« Des masses grises »

Il affirme ensuite : avec « *la Russie, 180 millions d'hommes, se compose en immense majorité de ce que les Russes appellent d'un mot qui est une image très juste de la réalité, les masses grises, c'est-à-dire plus de 100 millions de moujiks dont la plupart n'ont aucune conscience des valeurs ni de l'existence de la civilisation occidentale et dont un pourcentage, qui atteint de 80 à 90 %, ne sait ni lire ni écrire (...). Tel est le milieu dans lequel a été déchaînée la révolution. Par là vous comprendrez peut-être avec quelle rapidité et comment il a été possible à une formule politique comme le bolchevisme – si*

on peut appeler le bolchevisme une formule politique – de se répandre et de gagner les couches générales de la population. »

On se demande comment la boucherie à laquelle dix millions de paysans russes sous l'uniforme ont été invités de force à participer aurait pu développer chez eux une grande connaissance de cette « civilisation occidentale » dont les chefs avaient déchaîné cette boucherie si chaudement approuvée par le chef de cabinet du ministre Jules Guesde, Charles Dumas.

Il poursuit : « *Les chefs du mouvement bolchevique, ceux qui le tiennent en main, qui ont une valeur intellectuelle et, ce qui était tout en Russie, une valeur de volonté, ne sont que deux : il y a Lénine, il y a Trotsky (...). Lénine (...) personnellement, c'est un homme charmant ; il est de relation extrêmement agréable et d'une éducation parfaite ; il n'y a certainement pas une seule tache dans sa vie privée. Et si nous abordions le domaine de la politique, il faudrait dire de lui – je vous demande pardon d'employer une expression aussi brutale et aussi violente – qu'en politique il est une cynique canaille. C'est un homme qui ne recule devant aucun moyen lorsqu'il s'agit d'atteindre le but qu'il se propose. Il a une mentalité de fanatique et son intelligence, qui est moyenne, a des œillères ; lorsqu'il croit avoir trouvé la solution d'un problème, il va droit devant lui sans s'occuper des obstacles qui peuvent se rencontrer sur son chemin et contre lesquels il butera en cours de route. Il est doué d'une immense ambition personnelle (...).*

De Trotsky je ne dirai pas grand-chose. Je l'ai résumé dans une formule très simple : Lénine est un aventurier du socialisme, mais Trotsky est un aventurier tout court. Je ne crois pas à la sincérité des convictions de Trotsky. »

(2) Rappelons, ce qui est aujourd'hui bien oublié, que jusqu'en 1959 la politique officielle du Parti communiste français est la « rénovation de l'Union française », c'est-à-dire de la domination coloniale...

« Dans l'intérêt de la guerre »... mais « trop d'agents allemands »...

« Je suis de ceux, continue-t-il, qui à leur arrivée en Russie ont pensé qu'il n'était pas impossible dans l'intérêt de la guerre de s'entendre avec les Bolcheviki. Les Bolcheviki étaient au pouvoir ; ils étaient les seuls qui semblaient au moment de Brest-Litovsk vouloir opposer quelque résistance à l'Allemagne. Je disais alors : puisqu'il faut faire la guerre, il importe peu qu'on la fasse avec Dieu ou avec le diable, pourvu qu'on la fasse contre les Allemands.

On a dit que l'on aurait pu s'entendre avec les Bolcheviki. Moi-même j'ai tenté d'en convaincre Trotsky la veille du jour où il est allé à Brest-Litovsk pour signer ou plutôt pour ne pas signer le traité de paix avec l'Allemagne. Je ne veux pas m'étendre sur les propos que nous avons échangés ; cela serait beaucoup trop long. Mais je suis persuadé que si nous avions fait un effort ou une tentative pour nous entendre avec les Bolcheviki, nous n'aurions pas obtenu le résultat que nous désirions. Je suis arrivé à cette conclusion très rapidement : d'abord je me suis aperçu qu'il y avait parmi les Bolcheviki trop d'agents allemands pour que tout ce que nous pourrions tenter avec les Bolcheviki ne fût pas immédiatement connu de nos ennemis ; ensuite nous avons les déclarations les plus formelles de Bolcheviki eux-mêmes, disant que jamais, tant que la république des Soviets existerait, les Alliés ne pourraient obtenir d'eux qu'ils consentent à entrer en guerre avec l'Allemagne. »

La politique intérieure...

Charles Dumas évoque ensuite la politique intérieure du gouvernement bolchevique.

Il commence par la politique militaire en affirmant étrangement : « Les Bolcheviki ont rétabli les valets d'armées, fonctions réservées aux esclaves dans les armées antiques. » Il cite une phrase de Trotsky –

surtout déclamatoire et guère suivie d'effet par ailleurs – affirmant que dans l'armée nouvelle les bourgeois seront utilisés pour les corvées : « Ils seront astreints à servir l'armée, non pas avec le fusil, mais avec le balai. » Il s'indigne : « Comme socialiste je proteste encore avec la dernière énergie contre une formule qui n'a rien de commun avec le socialisme : elle remonte peut-être à Artaxerxès ou à Tamerlan ; mais elle ne remonte pas aux principes du socialisme moderne » (3).

En revanche, comme « socialiste » et membre du cabinet de Jules Guesde, il trouvait conforme aux principes du « socialisme moderne » de condamner des centaines de milliers de soldats à patauger dans la boue des tranchées en attendant d'embrocher un soldat d'en face ou de se faire embrocher par lui...

Une « feuille jaune » sur la porte des bourgeois ?

Puis il dénonce le politique de logement des bolcheviks qui, en pleine guerre civile, modifient la répartition du maigre parc de logements hérité de la Russie tsariste et mettent à la disposition d'ouvriers quelques centaines de vastes logements divisés entre plusieurs familles. Il la dénonce en affirmant : « Le socialisme n'a pas besoin d'aller habiter dans le nid des autres ; il a sa maison à bâtir. »

Il ajoute à cette dénonciation un scoop qui a échappé à tout le monde et dont Dumas, d'ailleurs, ne donne pas la moindre référence, sans parler même de la moindre date.

« Une manifestation de l'esprit de haine la plus grossière et la plus méprisante éclate dans une décision que Trotsky un jour avait prise. Il était entendu que sur toutes les maisons des bourgeois on mettrait une feuille jaune et que quiconque voudrait pourrait entrer et faire ce qu'il lui plairait des choses et des habitants.

(3) Toutes les citations ci-dessus se trouvent pages 3, 4, 5 et 10.

Plus tard on a fait mieux ; on a organisé le pillage systématique. Celui qui a donné le mot d'ordre du pillage, c'est Lénine. (...) Lénine disait à une réunion des ouvriers : "Allez dans les maisons de la classe riche et vous trouverez tout ce dont vous avez besoin." (...) À l'heure actuelle, les pillages doivent être réalisés à un tel point que je ne pense pas qu'il reste encore un seul meuble dans un appartement. »

Après cette prétendue citation de Lénine, elle aussi trafiquée, voire totalement inventée, et, bien entendu, là encore, sans référence ni date, sans même l'évocation d'un témoin, il dénonce le viol des libertés publiques, la liquidation de la liberté de la presse, la répression. « *Les Bolcheviki, écrit-il, ont massacré avec une férocité, avec des raffinements d'atrocités épouvantables ; ils procèdent sans ordre. Un jour on décide d'arrêter tous les officiers, c'est-à-dire 30 000 personnes... »*, décision parfaitement imaginaire... puisque Trotsky voulait les recruter massivement dans l'Armée rouge !

Pour une intervention militaire... contre « la bande à Bonnot » soviétique !

Enfin, Dumas souligne ce qui est pour lui l'essentiel : seuls les Alliés peuvent – et doivent ! – renverser la révolution. « *On a dit et on dit qu'il faut laisser les Russes se débrouiller seuls pour établir un régime normal en Russie. Cela est impossible. La masse russe est dans un état d'incapacité complète de lutter contre le bolchevisme. Les Russes en sont incapables parce qu'ils n'en ont pas les moyens ; ils n'ont pas d'armes ; non seulement ils n'ont pas d'armes mais ils sont brisés moralement et physiquement par la guerre, par la révolution et par la terreur. Imaginez qu'en France la bande à Bonnot se soit emparée du pouvoir, qu'elle ait désarmé toute la population et qu'elle ait armé tous ses ennemis et que l'on dise aux Français : "Vous allez maintenant vous arranger pour constituer un meilleur gouverne-*

ment." Ce serait une chose impossible.

Si vous comptez sur les Russes pour renverser le bolchevisme par leurs propres forces vous commettez une erreur formidable. Cela est impossible. »

Une intervention... humanitaire !

Il avance déjà l'argument, depuis lors cent fois utilisé, de l'aide humanitaire pour aider une population réduite à la famine... par la contre-révolution.

« *Nous aurions le droit d'intervenir au nom des principes humanitaires (4). Ce qui se passe là-bas est effroyable ; la famine qui règne est atroce ; les gens meurent de faim et tombent dans les rues. Il n'est personne, parmi ceux qui étaient il y a quelques semaines en Russie, soit à Moscou soit à Petrograd, qui n'ait vu à ses côtés tomber des gens inanimés. On s'en approchait, ils étaient morts. On les ramassait ou on ne les ramassait pas, car on est arrivé à une sauvagerie telle que la vie humaine et la mort ne sont plus rien.*

Le régime bolchevique continue à fonctionner avec autant d'atrocité. Je dis que dans ce cas, le seul principe d'humanité nous donnerait le droit d'intervenir en Russie (souligné par nous). Mais je ne veux même pas y avoir recours.

La formule qui déclare qu'il est impossible d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays est une formule prescrite dans l'état du monde que l'on veut créer demain » (souligné par nous) (5).

L'exposé de Charles Dumas est suivi le même jour par celui de Fernand Grenard, consul général de France à Moscou, qui prétend « *justifier en droit une intervention* ».

Lors de la réunion suivante du Comité national d'études (le 9 décembre), qui poursuit la discussion engagée par les rapports de Dumas et Grenard, et en présence et avec la participation active de ces deux derniers, un certain Eck, russe (sans doute

(4) Souligné par la rédaction des CMO.

(5) Le bolchevisme et l'intervention des Alliés, sans date ni numéro, pp. 20-21.

un menchevik), qui précise : « *J'ai été socialiste, je le reste plus que jamais* », affirme-t-il sans ambages : « *Ceux qui disent que le principe de non-intervention est un principe périmé et mort ont raison. (...) Cette guerre, avec son idée de nécessité d'une Société des Nations, a fait comprendre d'une manière plus décisive que le principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays est un principe mort avec lequel on ne doit plus compter* » (6).

Charles Dumas et les emprunts russes

À cette seconde réunion du 9 décembre, Charles Dumas joue les matamores : « *J'étais à Moscou lorsque nous avons fait le débarquement trois mois trop tard. Si on avait marché à ce moment avec trois trains blindés seulement et 4 000 ou 5 000 hommes, on aurait pris Moscou...* » Puis il indique le vrai danger du bolchevisme : la révolution internationale, dont il donne une image, par ailleurs, caricaturale.

« *Leur armée est destinée à venir en aide aux soulèvements intérieurs qu'ils créeraient grâce à leur propagande dans les autres pays. Ils espèrent que l'Allemagne avec Liebknecht, ou dépassant même Liebknecht, ira au bolchevisme et ils préparent une alliance avec cette Allemagne nouvelle qu'ils dirigeront contre l'Entente.* »

D'agents allemands hier encore, selon Dumas, les bolcheviks se transforment soudain, en une semaine, en agents de la révolution en Allemagne qu'ils voudraient étendre à toute l'Europe !

Caricature grotesque encore la vision qu'il donne de l'Armée rouge qui compte, à dater du début de 1919, trois millions de soldats... « *C'est une armée de merce-*

naires. » Pourquoi ? Selon lui, « *les soldats, avec leurs femmes et leurs enfants, sont logés dans les appartements des bourgeois ; ils touchent d'assez gros salaires* », ce qui n'empêche pas Charles Dumas d'affirmer : « *L'armée a une discipline qui, de l'avis des officiers qui la commandent, est très supérieure à la discipline de l'armée allemande* » (7), alors qu'elle est ravagée par une désertion chronique, mais il faut bien affoler le bourgeois en lui montrant que le bolchevisme frappe à la porte et qu'il faut l'écraser sans tarder.

Il avance enfin un argument à ses yeux décisif :

« *Il ne faut pas oublier que nous avons des intérêts considérables en Russie ; nous avons 17 milliards et nous avons nos emprunts. (...) Nous ne pouvons pas perdre 17 milliards de notre patrimoine, fussent-ils nationalisés par un autre pays.* »

« *Nous avons... nous avons...* », qui sont donc ces nous que la presse française (sauf l'*Humanité* de Jaurès), arrosée par le régime tsariste, a invités des années durant à souscrire aux emprunts russes ? Pas les ouvriers et les employés français...

Le consul général Grenard conclut avec l'assentiment général : « *La question des modalités de l'intervention peut se poser. Mais la question elle-même du principe de l'intervention ne se pose pas* » (8).

Le gouvernement de Clemenceau et celui de sa gracieuse majesté britannique mettront en œuvre ce « principe », en décrétant à dater du 1^{er} janvier 1919 le blocus total de la Russie soviétique, déjà ravagée par la famine, le typhus et la contre-révolution armée, sans compter les convulsions sociales dont les révoltes paysannes, que cette situation dramatique provoque. ■

(6) *Ibid.*, pp. 45-46.

(7) *Ibid.*, pp. 55-56.

(8) *Ibid.*, p. 621.

Quand Plenel escamote Trotsky

Par Jean-Jacques Marie

Ma Vie de Trotsky, selon la préface dont Edwy Plenel a orné sa récente réédition, est « *un livre d'écrivain posant son auteur dans une place à part au panthéon des révolutionnaires qui ont défié le ciel et visé la lune* ». L'emphase en général est le revers du vide. La préface de Plenel déborde de l'une et de l'autre.

On y apprend que « *le trotskysme originel fut le moment dreyfusiste du communisme* ». Diable ! Qu'est-ce donc que le « dreyfusisme », vocable à la mode dans les médias ? La campagne nationale pour démonter l'accusation d'espionnage et de trahison fabriquée par l'état-major contre Dreyfus, par ailleurs bon officier, très patriote et même patriotard, et démontrer son innocence. Rien d'autre donc qu'une exigence de justice et une campagne pour l'obtenir.

Le trotskysme, lui, ne représente pas la campagne pour dénoncer les trucages et les infamies des procès de Moscou ou autres fabrications. Il incarne la révolution permanente à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Aucun rapport donc avec un quelconque « *dreyfusisme* », ni d'ailleurs avec la volonté de viser la lune, que peut-être, pour sa part, Plenel a incarnée en 2017 en appelant à voter Macron à la présidentielle.

Pour couronner ces lignes grandioses, Plenel rend hommage au « *Péguy libertaire dont l'affaire Dreyfus sera l'école*

politique ». Libertaire, l'auteur de vers de mirliton grotesques et chauvins dans ses litaniques *Tapisseries* ?

Les armes de Satan c'est la littérature...

Les armes de Satan c'est l'horreur de la guerre...

Les armes de Jésus c'est l'honneur de la guerre...

Son école politique par l'affaire Dreyfus ne le marquera guère, puisqu'en 1913 le très chauvin mais peu libertaire Péguy, maudissant Jaurès, opposé au service militaire de trois ans prévu pour préparer la France à se ruer dans la boucherie européenne imminente, le traite de « *traître par essence* », de « *satrape* », de « *lâche* », de « *pleutre* », puis conclut ces insultes capables de rendre Charles Maurras jaloux par un appel au meurtre : « *Dès la déclaration de guerre, la première chose que nous ferons sera de fusiller Jaurès* », écrit-il alors.

Ces à-peu-près (pour être poli) voisinent avec d'étranges silences. Ainsi Plenel n'évoque jamais la « Quatrième Internationale », alors que Trotsky a consacré l'essentiel des sept dernières années de sa vie à sa construction. Plenel a évidemment parfaitement le droit de penser, comme Isaac Deutscher, qu'il a

ainsi perdu son temps – affirmation que Deutscher couronnera en affirmant que l'œuvre de Staline lui survivrait, juste un peu épurée par le temps. Mais les faits résistent : la proclamation de la Quatrième Internationale pousse Staline à faire assassiner Trotsky. Beria explique à l'agent du NKVD Soudoplatov chargé de cette mission : « *Trotsky et ses partisans représentent un grave danger pour l'Union soviétique car ils rivalisent avec nous pour devenir l'avant-garde de la révolution communiste.* » Staline lui déclare : « *L'élimination de Trotsky se traduira par l'effondrement total du mouvement dans son intégralité et nous n'aurons plus besoin de dépenser de l'argent pour combattre les trotskystes et les empêcher de détruire le Comintern ou de nous détruire.* »

Un dernier détail : évoquant les origines du stalinisme, Plenel passe sous silence *La Révolution trahie*, pourtant entièrement consacrée à l'analyse de son origine et de sa nature, et affirme curieusement : « *Au fond, Trotsky connaissait la réponse car il l'avait tôt énoncée. C'était dans sa jeunesse, lors d'une vive polémique contre Lénine et sa conception avant-gardiste du parti (...). Réponse au célèbre Que faire ? Questions brûlantes de notre mouvement de Lénine, Nos Tâches politiques, paru en 1904 à Genève, interpellait ce "fétichisme organisationnel" dont le "substitutisme politique" menait à "la dictature sur le prolétariat". Ainsi, prophétisait-il, "l'organisation du parti [en vient]*

à se substituer au parti, le comité central à l'organisation du parti et, finalement, le dictateur à se substituer au comité central". *Comment ne pas y lire une prescience du stalinisme ?* »

Et selon Plenel, Trotsky aurait payé cher cette prescience précoce puisque datée de 1904. Il prolonge en effet ce paragraphe par le pompeux commentaire suivant : « *On ne pardonne pas aux voyants. Dans la tragédie antique, ces devins sont aveugles, les dieux les ayant punis de leur audace et de leur curiosité par la perte de leurs yeux. Mais, dès lors, ils voient ce qui échappe aux hommes ordinaires. Leur regard mort diffuse une lumière vivante.* »

Superbe antithèse à deux pas d'un oxymore aussi superbe quoique virtuel. Seul ennui... Pour accorder à Trotsky ce don de voyance aveuglante puis aveuglée, Plenel escamote la réponse de Trotsky lui-même à ceux qui voulaient « *y lire une prescience du stalinisme* »...

Dans son *Staline*, Trotsky écrit en effet : « *Rien de plus tentant que de conclure (...) que le stalinisme futur était déjà contenu dans la centralisation bolcheviste (...). Mais dès qu'on la soumet à l'analyse cette conclusion s'avère renfermer un contenu historique fort pauvre.* » Et il explique longuement pourquoi. Certes, Plenel, là encore, a parfaitement le droit de penser le contraire de ce que dit celui qu'il célèbre pour avoir « *visé la lune* », mais pas celui d'escamoter ce que dit le viseur lui-même, sans doute par incapacité à le réfuter. ■

Une dénonciation de la terreur

Par Jean-Jacques Marie

Loin de moi, certes, l'idée de nier que dans une guerre civile sanglante, marquée par un déchaînement de violence dont les racines remontent loin dans l'histoire d'un pays marqué par des haines sociales très profondes, la Tcheka n'y est pas allée de main morte, mais de là à lui faire couler des flots intarissables de sang, sous lesquels la révolution aurait été noyée, et ce dès le début ou presque, il y a un pas, de plus en plus souvent franchi. En 1975, déjà, dans son *Terreur sous Lénine*, Jacques Baynac attribuait à la « Terreur rouge », dont elle était le bras armé, 2,4 millions de morts (1). L'une des références de ce genre de calculs est l'ouvrage plusieurs fois réédité (dont une édition récemment), et souvent cité, du « socialiste populaire » Serge Melgounov, emprisonné cinq fois par la Tcheka, puis condamné à mort, avant d'être expulsé de Russie soviétique en 1922 : *La Terreur rouge en Russie* (2).

Or la lecture de cet ouvrage rend d'emblée le lecteur perplexe sur son caractère « scientifique ». Ainsi Melgounov affirme d'emblée : « *Le 17 août 1918, le commissaire du peuple de la commune du nord, chef de la commission extraordinaire de Petrograd, fut assassiné.* » Il poursuit : « *Le 28 août, la socialiste Kaplan tenta à la*

vie de Lénine à Moscou » (3). Or les deux attentats, tout le monde ou presque le sait, se sont produits le même jour... le 31 août ! Une aussi grossière erreur n'incite pas à accorder une confiance aveugle dans la suite, d'autant qu'un peu plus loin Melgounov écrit : « *Dès le printemps 1917, Lénine prétendait qu'il était extrêmement facile de réaliser la révolution sociale : on n'avait qu'à supprimer 200 à 300 bourgeois* » (4). Cette petite phrase contient un triple trafic : Lénine a déclaré en réalité, au premier congrès des soviets : « *Il faut répondre au sabotage des capitalistes en emprisonnant une cinquantaine ou une centaine de millionnaires.* » Il ne parle donc pas de « *supprimer* », mais d'« *emprisonner* », nuance sensible pour les victimes éventuelles d'une pareille proposition ; il pense ainsi répondre, dit-il, aux fermetures d'usines et nullement par là réaliser la révolution sociale ! Enfin, Melgounov multiplie par trois ou quatre le chiffre avancé par Lénine. Ce trafic ne peut guère susciter la confiance dans les chiffres de fusillés et de pendus par la Tcheka cités dans l'ouvrage. ■

(1) Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine*, p. 43.

(2) Aux Éditions des Syrtes.

(3) Serge Melgounov, *La Terreur rouge*, p. 47.

(4) *Ibid.*, p. 69.

Hannah Arendt, une bonne réactionnaire ...

Par Jean-Jacques Marie

Depuis plus d'un demi-siècle, Hannah Arendt, théoricienne du «totalitarisme», qui réunit dans ce même concept l'Union soviétique et l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste, est célébrée comme une prophétesse par tous les courants hostiles à la révolution ouvrière

Dès l'introduction de son livre *Les Furies*, Arno J Mayer cite un texte de cette brillante théoricienne très éclairant sur sa pensée. « *La liberté, écrit-elle, a été mieux préservée dans des pays qui n'ont jamais connu de révolution, aussi révoltantes que puissent être les particularités du pouvoir en place, et l'on trouve même davantage de libertés civiles dans des pays où la révolution a été vaincue que dans ceux où les révolutions l'ont emporté.* » (*Les Furies*, page 15).

Certes, prudente, elle écrit « *des* » et pas « *les* » pays . Mais la différence en réalité est bien mince. Quels sont, en effet, ceux où la révolution a été vaincue ? L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, la Finlande, plus tard l'Espagne, la Grèce. Dans les trois premiers, puis en Espagne, cette défaite a débouché sur le fascisme le plus achevé, en Hongrie sur un régime ultraréactionnaire, un peu moins en Bulgarie, où le premier ministre du parti paysan Stamboliski est assassiné en 1923, puis le parti communiste interdit, comme il l'a été un peu plus tôt, dès 1922, en Finlande. En Grèce, la défaite de la révolution de 1945 débouche sur le régime fascisant des colonels .

On comprend qu'Hannah Arendt se soit bien entendue avec Heidegger. ■

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

Texte des trotskystes russes à Tcheliabinsk

Le document ci-dessous fait partie d'un ensemble de textes découverts en janvier 2018 (voir le CMO 83) dans la prison de Verkhnéouralsk, une petite ville de l'Oural. Déportés par Staline, les bolcheviks-léninistes (trotskystes) y poursuivaient élaboration politique et débats.

La crise de la révolution – les tâches du prolétariat

1^{re} partie : La stratégie politique de la révolution prolétarienne

Contenu :

Introduction

1^{re} partie : la théorie de la révolution et les problèmes de la construction en URSS

2^e partie : le national-socialisme et la révolution prolétarienne

3^e partie : la crise actuelle de la révolution et les problèmes stratégiques du prolétariat

La stratégie politique de la révolution prolétarienne

Dans la révolution d'Octobre, révolution démocratique et premier stade de la révolution socialiste s'entremêlaient intimement. Le programme du Parti bolchevique, élaboré par Lénine au cours de son VIII^e Congrès, considère la révolution d'Octobre comme la première étape de la révolution mondiale, dont elle est inséparable. Le principe fondamental de la révolution permanente trouvait son expression dans la façon dont notre programme posait le problème : « *Le plus grand problème historique, la nécessité de résoudre les questions internationales (...) en ayant fait passer la révolution d'un cadre étroitement national à l'arène mondiale.* » Cette caractérisation par Lénine des problèmes de notre révolution s'est intégralement vérifiée à chacune des

étapes ultérieures de son développement. Toutes les difficultés et contradictions essentielles de notre révolution trouvaient appui dans les contradictions entre le caractère international de la révolution et le caractère national de la construction socialiste à l'intérieur du pays. C'est pourquoi Lénine répétait sans cesse : « *Ce qui va nous sauver de toutes ces difficultés, c'est la révolution dans toute l'Europe* » et que « *nous sommes loin d'en avoir terminé ne serait-ce qu'avec la période de transition du capitalisme au socialisme. Ne nous faisons pas d'illusion sur le fait que nous puissions accomplir cette transition sans le concours du prolétariat mondial* » (Lénine). Ces positions de Lénine, qui constituent la base de la théorie de la révolution permanente, déterminent la stratégie politique du marxisme et du bolchevisme. À cette ligne générale s'oppose la théorie du socialisme dans un seul pays qui donne un éclairage national

à la révolution que nous avons accomplie, qui la coupe de la révolution mondiale et qui constitue la base stratégique du national-socialisme.

Chapitre I. La théorie de la révolution permanente et les problèmes de la construction du socialisme en URSS

Voici le point essentiel de la théorie de la révolution permanente tel que Lénine l'a exprimé dans les mots qui suivent : « *Dans la mesure où il existe une grande industrie à l'échelle du monde, il est indiscutable que l'on peut passer directement au socialisme, personne ne peut réfuter ce fait* (tome 18, chapitre 1, page 435). *Dès lors, la question de savoir si un pays donné est mûr ou pas pour le socialisme n'a plus lieu d'être. Pour que s'accomplisse avec succès le passage à la révolution socialiste dans n'importe quel pays techniquement arriéré, dans un pays agricole, il est seulement primordial que le prolétariat de ce pays soit capable de se mettre à la tête de la révolution démocratique nationale et de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, en jouant là son rôle social historique. Mais de cette position de départ, il découle que la révolution prolétarienne victorieuse en Russie n'est qu'un maillon d'une chaîne internationale et que [illisible], dans la situation actuelle de l'industrie mondiale et de la division mondiale du travail.* » Dans la chaîne des États capitalistes, nous existons en tant qu'un des maillons de l'économie mondiale et, par conséquent, « *on ne peut évaluer avec justesse la révolution permanente que d'un point de vue international* » (Lénine).

2) On ne peut considérer l'équilibre dynamique de l'économie soviétique du point de vue de l'équilibre d'une économie fermée sur elle-même et autosuffisante. L'économie de l'URSS se développe sous

la pression de l'économie mondiale : « *Elle est intégrée au système de la division internationale du travail, et malgré toutes ses spécificités, elle fait partie du marché mondial auquel nous sommes soumis (initialement auquel nous obéissons) et dont nous ne pouvons nous extraire* » (Lénine). À l'intérieur, l'équilibre de l'économie est soutenu par l'activité d'importation et d'exportation. Plus l'économie soviétique s'intègre dans le système de la division internationale du travail, plus les éléments de l'économie soviétique tels que le prix et la qualité tombent sous la dépendance directe et immédiate des éléments correspondants du marché mondial. En même temps, l'économie soviétique est en lutte permanente avec le système capitaliste mondial [illisible], ses liens avec le marché mondial exacerbant cette lutte. Dans ces conditions, la force de notre résistance à la pression économique et politico-militaire du capital mondial est déterminée par le rythme du développement de notre économie. Mais ce n'est pas nous qui en choisissons le rythme, nous ne sommes pas libres de le faire. Ce rythme se trouve déterminé d'une part par les conditions matérielles du même [illisible] de la production et, d'autre part, en fin de compte, par la nécessité de rattraper et de dépasser les pays capitalistes avancés car, comme l'écrivait notre plate-forme : « *Dans la longue lutte entre les systèmes ennemis de façon irréconciliable, le capitalisme et le socialisme, l'issue de ce combat est déterminée en dernière analyse par le rapport entre leurs productivités du travail respectives, ce qui, dans les conditions du marché, se mesure par le rapport entre les prix nationaux et internationaux.* » Maintenir des rapports de proportion dynamique au niveau de l'ensemble de l'économie et, en même temps, augmenter pleinement le rythme de son propre développement, tout en ayant réussi à assurer la prépondérance des éléments socialistes sur les éléments capitalistes, nous ne le pourrons que si nous savons utiliser les ressources qui résultent de la division internationale du

travail, tout en prenant appui sur les avantages (que procure le fait) d'avoir une économie socialiste planifiée.

3) Dans la même mesure où l'interdépendance entre l'économie mondiale et la division internationale du travail fait qu'aucun pays (même le plus avancé) ne possède à lui seul une grande industrie très mécanisée et développée de façon diversifiée qui ait la capacité d'assurer la construction du socialisme dans un cadre national fermé (une industrialisation telle qu'elle permette d'assurer la construction du socialisme n'existe qu'à l'échelle mondiale), le prolétariat est contraint, afin d'augmenter la productivité du travail, de renforcer à la fois les relations commerciales extérieures et d'autoriser, dans certaines limites, le développement du capitalisme à l'intérieur du pays (concessions à des entreprises étrangères, sociétés mixtes, [illisible] marché intérieur). C'est de cela précisément que surgit la NEP, en tant qu'elle formalise la liaison économique entre la grande industrie et la masse des petits producteurs agricoles isolés, une nécessité qui nous est dictée par tout le système actuel de l'économie mondiale.

Ainsi, il se trouve que *« notre système social n'est basé que sur la lutte entre le socialisme et le capitalisme, mais dans une certaine mesure aussi sur leur collaboration »* (Trotsky). Dans ces conditions, la tâche principale consiste *« à orienter le cours du développement inévitable (jusqu'à un certain point et pour un temps limité) du capitalisme vers le lit du capitalisme d'État (...), à assurer, dans un avenir qui ne soit pas éloigné, la transformation du capitalisme d'État vers le socialisme (...), à renforcer l'attitude régulatrice promue par l'État afin de contrebalancer les tendances petites-bourgeoises à l'anarchie »* (Lénine), c'est-à-dire, en d'autres mots : à soumettre l'élément petit-bourgeois à la supervision et au contrôle de l'État, et préparer les conditions de l'industrialisation et de la collectivisation sur la base de l'électrification car *« sans l'électrification, c'est le retour inévitable au capitalisme »* (Lénine).

4) Tous les processus économiques principaux en URSS ne [illisible] en liaison [ici, un morceau de la page a disparu] *« et entrent, d'une manière ou d'une autre, dans le champ d'action des lois régissant le développement du capitalisme, y compris ses changements de conjoncture »* (Trotsky). C'est ainsi que s'entremêlent à leur façon et interagissent les contradictions internes et externes. Les contradictions internes sont liées aux contradictions externes en un nœud inextricable. On ne peut surmonter les premières sans vaincre les secondes. L'impossibilité de construire une économie socialiste autosuffisante reproduit les contradictions internes et externes à chaque nouvelle étape de la construction du socialisme, dans toute leur ampleur et avec une profondeur qui s'accroît. C'est ainsi que toutes les contradictions du développement de l'URSS mènent en fin de compte à des contradictions entre un État ouvrier isolé et le monde capitaliste qui l'entoure. Il n'y a que par la voie de la révolution mondiale que l'on pourra venir à bout de toutes ces contradictions.

5) La construction socialiste de l'URSS se déroule sur la base d'une lutte de classe incessante et exacerbée à l'échelle nationale et internationale. La révolution prolétarienne, contrairement à toutes les autres révolutions, ne vise pas à perpétuer la domination d'une classe quelconque sur les autres, mais à faire disparaître toutes les classes. Constituant un processus permanent, elle ne peut se fixer formellement d'étape où faire un point d'arrêt et, n'ayant pas laissé à la société la possibilité de trouver son équilibre, elle traverse une phase descendante tout en devant préparer les éléments de la future phase ascendante, cela sur une base plus élevée que celle qui a été atteinte lors de la phase ascendante précédente. Toute cette évolution se déroule exclusivement au travers de heurts incessants entre les différents groupes sociaux qui composent la société en construction et, au cours de cette phase de lutte incessante, il se produit

 TEXTE DES TROTSKYSTES RUSSES À TCHELIABINSK

un remaniement de toutes les relations sociales. « *Tant qu'il y a des ouvriers et des paysans, le socialisme reste inatteignable, et en pratique et à chaque étape, il se mène une lutte implacable* » (Lénine). Cependant, les méthodes et les formes de cette lutte du prolétariat avec la paysannerie doivent être différentes de celles que le prolétariat a employées et contre les capitalistes et contre les propriétaires fonciers.

Elles prennent en même temps la forme d'une « alliance », d'une entente entre ces classes sur la base de l'hégémonie du prolétariat. Cette entente est atteinte grâce à certaines concessions faites à la paysannerie « *dans la détermination des moyens de la réalisation des transformations socialistes* » (programme du PC soviétique) dans les limites de la politique visant à la destruction des classes et dans le but de renforcer le pouvoir du prolétariat. La voie qui permet d'aller vers la disparition de la paysannerie, « *dernière classe capitaliste* », n'est pas celle de sa [illisible : probablement, « liquidation »] administrative par des méthodes d'appropriation, mais celle [illisible : probablement « qui découle »] de l'ascendant pris par la grande industrie sur l'agriculture. L'alliance avec la paysannerie doit constituer l'une des mesures visant à la destruction des classes, c'est-à-dire un moyen pour remettre sur pied la grande industrie et assurer son développement à venir et pour que la paysannerie se recompose dans un sens socialiste. « *Mais cette tâche (la liquidation totale de la contradiction entre la ville et la campagne), l'une des tâches essentielles du socialisme, nécessiterait que l'on puisse utiliser les ressources de l'économie mondiale* » (Trotsky : *Les problèmes du développement de l'URSS*). Venir à bout de cette tâche **de façon complète** ne se peut que dans le cadre de l'industrie mondiale, c'est-à-dire après la victoire des travailleurs des pays avancés. Et jusqu'à cette victoire, « *la tâche essentielle pour nous réside dans le fait que nous sachions établir avec justesse les relations entre le prolétariat et la*

paysannerie, cette justesse s'entendant du point de vue de l'extinction des classes » (Lénine).

6) Dans la mesure où le système capitaliste domine le monde, des milliers de liens relient le petit commerce, qui donne naissance toutes les heures au capitalisme à grande échelle, au capitalisme mondial. C'est pour cela que le développement de la lutte de classe à l'intérieur du pays est étroitement lié et conditionné avec le cours général de la lutte de classe mondiale. Le problème de « qui aura le dessus sur l'autre » même du point de vue des relations internes ne se résoudra pas par la comparaison chiffrée de l'économie privée et de l'économie nationalisée au sein de l'URSS. Il devra se résoudre avec la comparaison du capitalisme et du socialisme sur l'arène mondiale. Si le système capitalisme était en mesure de tenir encore durant une éternité, alors les tendances des fermes capitalistes entraîneraient inévitablement avec elles le paysan moyen, paralysant l'action du prolétariat sur la campagne et créeraient un obstacle à la construction du socialisme. Tout cela pourrait amener à la rupture des relations entre le prolétariat et la paysannerie et provoquer inévitablement la mort de la dictature du prolétariat. C'est pour cela que nous confirmons les paroles du camarade Trotsky en le citant : « *La révolution prolétarienne ne peut survivre que provisoirement dans le cadre national...* » Dans un pays isolé, parallèlement à ses succès, grandissent inévitablement des contradictions qui naissent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de celui-ci. Si cet isolement devait se prolonger, l'État prolétarien, envahi par les contradictions, devrait disparaître. Son salut réside dans la victoire des pays avancés. Mais du point de vue du rapport de force entre les classes sur l'arène mondiale, nous n'avons aucune raison de penser que la victoire du prolétariat dans d'autres pays est une question d'avenir lointain.

« Dans le combat révolutionnaire, détruire la bourgeoisie mondiale est une tâche plus réelle et plus directe que celle de rattraper et dépasser l'économie mondiale sans traverser les frontières de l'URSS » (Trotsky). Ne peuvent croire, devant l'étape historique actuelle, que la mort de la dictature du prolétariat est inévitable ou même probable, que ceux « qui croient dans le caractère inébranlable du capitalisme mondial ou en sa longévité. L'Opposition de gauche n'a rien en commun avec ce genre d'optimisme capitaliste » (Trotsky). C'est pour cela que l'Opposition de gauche ne considère pas que la rupture avec la paysannerie durant l'étape historique actuelle est inévitable. Une telle rupture et par conséquent la mort de la dictature du prolétariat au cours de l'étape historique actuelle ne peut être que le résultat d'une politique erronée de la direction.

7) Étant pleinement consciente du fait que la dictature du prolétariat ne pourrait se maintenir dans le cadre national que temporairement, et c'est pourquoi la tâche principale consiste dans la transformation de cette dictature nationale en une dictature internationale, l'opposition léniniste n'a jamais ignoré la nécessité d'établir une alliance avec la paysannerie moyenne sans jamais affaiblir son combat contre les koulaks, en s'appuyant fermement sur les paysans pauvres : « La tâche, à l'intérieur du pays, en se renforçant par une politique de classe juste, par des relations entre le prolétariat et la paysannerie justes, se résume à aller aussi loin que possible sur le chemin de la construction du socialisme. Les ressources internes de l'URSS sont immenses et la rendent tout à fait viable. Si nous utilisons dans ces conditions le marché capitaliste mondial, nous lions notre principal calcul historique avec les années à venir [illisible] de la politique prolétarienne mondiale », écrivait la plate-forme de l'Opposition en 1927.

Les étapes du développement de la révolution en URSS, en fin de compte, se déterminent par des replis dans le

développement de la révolution mondiale, que l'opposition léniniste a toujours considéré comme un processus unique, « la soumission des intérêts de la lutte prolétarienne dans un seul pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ». C'est le slogan de base de Lénine lequel détermine les tâches stratégiques du prolétariat socialiste de l'URSS et qui est en même temps l'une des règles principales de la théorie de la révolution permanente.

Chapitre II. Le national-socialisme et la révolution prolétarienne

L'apparition en Russie d'un national-socialisme d'un genre nouveau trouve son origine au niveau des idées du bolchevisme de droite de la période 1905-1917. Étant en désaccord avec les mencheviks sur la question de l'appréciation du rôle de la bourgeoisie dans une révolution démocratique, le bolchevisme de droite de 1905 s'opposa publiquement à la prise du pouvoir par le prolétariat en restreignant notre révolution démocratique par des faits de démocratie bourgeoise. En 1917, dans la période de février à mars, tous ceux qui sont décrits sans exception, et après le retour de Lénine, Kamenev, Rykov, ensuite Zinoviev et les bolcheviks de droite menaient une lutte inlassable contre Lénine, se rangeant définitivement avec cela du côté de l'aile gauche de la petite bourgeoisie démocratique radicale, ce qui força même Lénine à poser la question suivante : « Le bolchevisme de droite a-t-il sa place dans notre parti ? » (Lénine, recueil n° 11).

Le centrisme stalinien est le successeur idéologique du bolchevisme de droite, de pair avec la droite actuelle. En Chine, en Inde, en Espagne et dans tous les pays coloniaux et arriérés, et récemment au Japon, le centrisme lutte contre la stratégie politique de la révolution prolétarienne et

 TEXTE DES TROTSKYSTES RUSSES À TCHELIABINSK

de la dictature du prolétariat. Comme méthode de base de la résolution du problème de la révolution démocratique, il prêche, ce qui est devenu un slogan réactionnaire, la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, complétée par la théorie et la pratique d'un parti composé de ces deux classes ; dans les colonies, il arrache la révolution démocratique à la révolution mondiale grandissante et l'examine du point de vue de la révolution nationale, tandis qu'en réalité elle n'est que le maillon d'une chaîne internationale et non pas une fin en soi. Ainsi, le centrisme stalinien dissout le prolétariat au sein de la petite bourgeoisie et le soumet à la bourgeoisie nationale.

La théorie du socialisme dans un seul pays, proclamée par les centristes en 1924 et construite sur l'incompréhension de la contradiction entre le caractère international de la révolution prolétarienne et le caractère national de la construction du socialisme en URSS, est une stratégie politique du national-socialisme. Le fondement de cette théorie repose sur le regard porté sur la paysannerie, comme sur [illisible] possédant [illisible] des qualités socialistes, c'est-à-dire l'aspiration à « *s'intégrer dans le socialisme* » – ainsi, indépendamment du sort du prolétariat d'autres pays – l'élimination des contradictions internes dans le pays de la dictature du prolétariat et la construction du national-socialisme. La société des socialistes, conformément à la théorie national-socialiste est assurée par le fait même de l'alliance avec la paysannerie. Le seul obstacle à la construction du national-socialisme, du point de vue de cette théorie, ne peut être que l'intervention.

Ainsi, si en 1905 les bolcheviks de droite ne pouvaient admettre que le prolétariat de Russie conquière le pouvoir avant celui de l'Europe de l'Ouest, et si en 1917 ils faisaient de la propagande pour la révolution démocratique en Russie et rejetaient l'idée de la dictature du prolétariat, leurs successeurs idéologiques, la droite contemporaine et les centristes,

examinent, dès 1924, la conquête du pouvoir par le prolétariat, dans le cadre national, non comme un acte initial, mais comme l'acte final de la révolution, et ils déclarent publiquement qu'en URSS se construit une société socialiste isolée. La révolution mondiale a cessé d'être pour eux la condition essentielle de la victoire et en est devenue une circonstance favorable.

Les traits fondamentaux du national-socialisme sont :

- la limitation de la révolution par un cadre national et la rupture avec l'internationalisme prolétarien, exigeant « *la soumission des intérêts de lutte dans un seul pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale* » (Lénine) ;
- la rupture entre les contradictions internes et les contradictions de l'économie mondiale et l'incompréhension par rapport au fait que les succès de la construction socialiste grandissent avec ses contradictions ;
- la négation de la position de Lénine suivant laquelle « *nous existons, dans la chaîne des États capitalistes en tant que maillon de l'économie mondiale* » et, partant de là, l'orientation vers l'indépendance de l'économie mondiale et vers la création d'une économie nationale fermée et autosuffisante.

La rupture avec Lénine sur ces questions marginales amena le socialisme vers une transformation totale aussi bien au niveau des questions de l'appréciation des forces motrices de notre révolution, qu'ils ont cessé de considérer comme un maillon de la révolution mondiale, qu'au niveau de l'appréciation de la paysannerie moyenne, qu'ils ont, contrairement à Lénine, cessé de considérer comme « *la dernière classe capitaliste dans le pays* ».

Le national-socialisme, qui correspond tout à fait à la théorie du socialisme dans un seul pays, considère la NEP comme une étape historique qui, sur la base de la collaboration avec la paysannerie, crée

directement toutes les conditions nécessaires à l'édification complète d'une société socialiste dans un seul pays indépendamment du sort du prolétariat des autres pays. D'abord la mise en coopératives des fonctions d'approvisionnement en produits de tous les jours des exploitations paysannes, maintenant la collectivisation totale, jusqu'à l'artel agricole, sur la base de la remise à la collectivité du matériel des paysans, sont déclarés comme une condition suffisante pour qu'on surmonte les contradictions internes et que la paysannerie s'intègre dans le socialisme. La tactique national-socialiste concernant la NEP se trouve en contradiction criante avec la ligne stratégique de la révolution prolétarienne et est totalement soumise à la ligne stratégique du national-socialisme – la théorie du socialisme dans un seul pays. Pour Lénine, la NEP a toujours été seulement une étape sur le chemin de la révolution mondiale, seulement une adaptation au rythme de son évolution. La tactique de Lénine relative à la NEP consistait dans le fait qu'en même temps qu'il procédait lentement, prudemment en encerclant l'adversaire, il se préparait à ensuite lancer l'attaque à l'intérieur du pays, en se rappelant que « *la forteresse du Port-Arthur international sera vaincue, car dans tous les pays mûrissent les forces qui vont le vaincre* » (Lénine).

En même temps, le passage à l'attaque ne supprime ni la NEP ni ses méthodes, mais change uniquement les formes des relations avec la paysannerie, dans la mesure où il signifie un renforcement de la lutte avec la bourgeoisie paysanne et l'introduction de la collectivisation et des sovkhozes, dont le rythme de la croissance est déterminé par le poids idéal de la grande industrie, le niveau de la technique et l'étendue de nos relations avec l'économie mondiale. Dans la mesure où les processus économiques internes se reflètent en une image politique complexe, tous les problèmes économiques essentiels de la NEP sont avant tout des problèmes politiques d'une grande complexité, de la résolution

desquels dépend le sort de l'État ouvrier. Les national-socialistes ignorent ce contenu politique des problèmes de la NEP.

Le national-socialisme en Russie, qui est devenu l'arme que la réaction politique et sociale oppose aux tendances socialistes d'Octobre, a traversé deux périodes de développement. Dans les conditions d'un équilibre relatif, dans l'économie et la politique de notre pays, lorsqu'on ne faisait que « (...) réfléchir » aux contradictions essentielles de la révolution en une prétendue « période de redressement », l'orientation du national-socialisme a trouvé son expression tactique dans une politique d'alliance avec le koulak et dans l'adaptation du développement de l'économie étatique aux besoins de la bourgeoisie paysanne. La coopération, sans qu'on en précise le contenu organisationnel, fut proclamée voie royale vers le socialisme. La lutte contre la théorie de la révolution permanente et « le trotskysme » était l'étendard idéologique sous lequel s'accomplissait la mobilisation des éléments petits bourgeois, tandis qu'on se préparait à refouler les conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre. En mettant en avant, contre l'Opposition, « l'idée du paysan moyen » comme critère le plus élevé de sa politique, non seulement le national-socialisme abandonnait la position du prolétariat, mais dans les faits il faisait du tort à l'alliance du prolétariat avec le paysan moyen. La politique du national-socialisme revenait à faire que, dans l'intérêt de l'alliance avec « le paysan moyen » (qui, dans la réalité, était synonyme de koulak pour les national-socialistes), l'on s'aperçut objectivement l'hégémonie du prolétariat, tandis que l'opposition léniniste soulignait inlassablement que l'alliance avec la paysannerie moyenne est conditionnée au mouvement de réduction ou de renforcement de l'hégémonie du prolétariat.

TEXTE DES TROTSKYSTES RUSSES À TCHELIABINSK

La seconde période de développement du national-socialisme commence au moment où le pays sortit de son équilibre relatif et où apparurent au grand jour toutes les forces, jusqu'alors enfouies, qui étaient arrivées à maturation durant la période précédente à la faveur de la politique de droite, ce qui, en mettant à nu les contradictions essentielles de notre révolution, révéla la faillite totale de l'orientation de la droite et du centre.

Incapable d'adopter une ligne stratégique fondée sur le prolétariat et de s'appuyer directement sur l'avant-garde prolétarienne, et à travers elle sur de larges couches de travailleurs et de paysans pauvres, et hésitant en même temps à opérer un revirement à droite de peur devant le début de l'opposition du prolétariat qui commença à apparaître en 1928, l'aile centriste du national-socialisme tenta « *de s'adapter au prolétariat sans cependant se départir des principes de base de sa politique et, avant toute chose, sans renoncer à la conception de sa toute-puissance* » (Trotsky). Cela se manifesta par la tentative de résoudre toutes les contradictions par des petits coups portés dans le cadre national, mais en se lançant sur la voie des aventures d'ultra-gauche.

La nature de cet aventurisme consiste en ceci : une politique de rythmes d'industrialisation hasardeuse, la suppression de la NEP, la liquidation décrétée administrativement des classes à la campagne et la collectivisation totale, toutes choses adoptées comme moyens de construire une société socialiste nationale en quatre ans. Cela plaça toute la politique économique au-dessus de ce qui existait réellement en matière de ressources et de relations de classe.

En l'occurrence, nous avons affaire à une politique qui a pour base la même vieille théorie du socialisme dans un seul pays passée à la troisième vitesse : un cours orienté vers la destruction des classes dans le cadre fermé et autarcique de l'économie nationale. En repoussant toutes les

contradictions du village actuel dans le kolkhoze, où elles se reproduisent sur une nouvelle base, en récusant toute différenciation sociale dans les kolkhozes et en déclarant a priori que les kolkhozes sont des entreprises socialistes, le centrisme stalinien camoufle dans les kolkhozes les tendances à l'instauration d'un capitalisme fermier et fait du paysan pauvre et de l'ouvrier agricole les victimes et les exploités du kolkhozien aisé.

Ayant perdu son appui chez le koulak et n'en ayant pas trouvé dans la classe ouvrière, le centrisme stalinien tente de s'en créer un chez le paysan moyen qui, conformément aux décisions du 16^e Congrès, doit « *devenir l'appui du pouvoir soviétique à la campagne* » et doit s'intégrer dans le socialisme sur la base de l'économie petite-bourgeoise, dont l'unification administrative se fonde sur la collectivisation du matériel et de l'outillage des paysans.

« *Forcer de façon bureaucratique les rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation, en échafaudant des théories trompeuses, cela signifie ne se soucier en rien de ce que les écarts se creusent et les contradictions s'amoncellent, surtout en matière de relations avec l'économie mondiale* » (Trotsky), d'une part, et quant aux rapports entre la ville et la campagne, d'autre part. Du fait de toute la politique du centrisme, nous nous retrouvons avec une tension accrue dans les relations entre l'État et le prolétariat, ainsi qu'entre le prolétariat et la paysannerie, alors que dans le même temps la bureaucratie s'élève au-dessus des classes et que s'accroît le mécontentement général.

La ligne stratégique du national-socialisme, telle qu'on a pu la vérifier au fil des événements, a fait la preuve qu'elle était totalement inappropriée puisqu'elle a mis en péril le pays de la dictature du prolétariat, en même temps qu'elle a été un frein à la révolution dans les pays retardataires et coloniaux – ce qui sape et

désorganise l'Internationale communiste en paralysant le mouvement communiste dans le monde entier : « *L'Opposition de gauche internationale rejette et condamne de façon catégorique la théorie du socialisme dans un seul pays créée [illisible] en 1924 comme la pire réaction contre le marxisme et comme le fruit fondamental de l'idéologie thermidorienne. La lutte impitoyable contre le stalinisme (ou le national-socialisme) qui a trouvé son expression dans le programme de l'IC est « la condition indispensable à une stratégie révolutionnaire juste, tant dans les questions internationales de la lutte de classe que dans le domaine des tâches économiques qui se posent à l'URSS » (Trotsky).*

Chapitre III. La crise actuelle de la révolution et les tâches stratégiques du prolétariat

1) Les secousses qui ébranlent le système soviétique ont toutes pour origine un entrelacs de contradictions historiques les plus graves, à savoir : « *a) l'héritage des contradictions capitalistes et précapitalistes de la vieille Russie tsariste bourgeoise, au premier chef les contradictions entre la ville et la campagne ; b) la contradiction entre l'arriération culturelle générale et les tâches de la transformation socialiste qui découlent de manière dialectique de cette arriération ; c) la contradiction entre l'État ouvrier et son entourage capitaliste, en particulier entre le monopole étatique du commerce extérieur et le marché mondial » (Trotsky). Toutes ces contradictions, qui ne sont aucunement de courte durée ou de nature épisodique, se sont déployées ces neuf dernières années dans des conditions créées par une politique de la direction qui n'est pas juste et par les défaites du prolétariat mondial durant cette période, à partir de 1923.*

L'arriération culturelle générale de notre pays, où domine la petite production agricole, a créé une contradiction profonde entre la base matérielle et la superstructure politico-sociale de la dictature du prolétariat. Sur cette base, la bureaucratie s'éleva, se renforça et prit pleinement conscience d'elle-même : « *Comme une superstructure au-dessus de la dispersion et de l'écrasement du petit producteur » (Lénine), du manque de culture des larges masses laborieuses d'une part, et comme une arme de lutte contre le prolétariat et les tendances socialistes de notre révolution de la part de l'ancienne couche des fonctionnaires d'État, qui représentent les restes des larges classes autrefois dominantes ; des membres de la petite bourgeoisie ainsi que des éléments du Parti communiste soviétique appartenant aux sommets de la bureaucratie qui se trouvent à un degré ou à un autre sous l'emprise des éléments bourgeois de l'appareil d'État, qui ont chevauché sur la vague de la réaction politique et sociale pour se hisser à la direction du parti et du pays. En même temps, « la bureaucratie soviétique représente [illisible, mais possiblement « un mélange »] de la couche supérieure du prolétariat victorieux avec de larges couches des classes renversées dans lesquels [illisible, mais possiblement « se trouvent »] les agents du capital mondial » (Trotsky).*

La théorie du socialisme dans un seul pays va au-devant des exigences sociales de la bureaucratie soviétique, qui devient de plus en plus conservatrice dans son aspiration à instaurer un régime national et qui exige que l'on consacre la révolution comme définitivement accomplie (afin d'assurer à la bureaucratie sa position privilégiée) et prétendument suffisante pour construire pacifiquement le socialisme.

Entre les forces créatrices de la révolution et la bureaucratie règne un antagonisme profond. L'absence d'une politique juste, de la part d'une bureaucratie centriste dont les intérêts s'opposent diamétralement à

TEXTE DES TROTSKYSTES RUSSES À TCHELIABINSK

ceux de la classe ouvrière, est déjà depuis longtemps devenue elle-même à son tour l'une des sources primordiales de la croissance de la bureaucratie. Profitant du rapport de force défavorable au prolétariat, la bureaucratie centrisme a écrasé [mot « len. », puis illisible, mais possiblement : « la ligne léniniste »] du parti, a liquidé même l'organisation indépendante de l'avant-garde prolétarienne, a imposé son joug économique et politique au prolétariat, a liquidé les syndicats comme organes de défense des intérêts des travailleurs et comme école du communisme, a instauré à coups de plébiscites un régime bonapartiste au sein du parti, des syndicats, des soviets. En renforçant par là même des éléments d'un double pouvoir et en faisant naviguer sa politique entre opportunisme et aventurisme, la direction centrisme a conduit le pays au bord d'une crise sociale et économique aiguë et à de fortes secousses politiques.

2) Pour sortir de la crise de la révolution qu'ont suscité neuf ans de domination de la bureaucratie du parti et des soviets dans des conditions de réaction politique et sociale, il n'y a que deux directions possibles : 1) soit la restauration de la bourgeoisie par un coup d'État ouvert et violent, 2) soit le rétablissement de la dictature du prolétariat dans toute son étendue, ce qui implique une réforme profonde du parti, des syndicats, des soviets. Lutter pour cette seconde voie, tel est le contenu politique du combat tout entier de l'opposition léniniste en tant que détachement russe de l'Opposition de gauche internationale.

3) La tâche essentielle du prolétariat dans le domaine économique est de procéder à une retraite planifiée pour abandonner la position aventuriste prise dans l'industrie et l'agriculture. Cette retraite doit poursuivre les tâches suivantes : la création d'une véritable planification de l'économie qui assure la croissance constante de l'économie sur la base d'un équilibre dynamique ;

le rétablissement de la confiance de la paysannerie vis-à-vis du prolétariat et de son gouvernement (l'alliance) ; une réorganisation des forces à la ville et à la campagne telle qu'elle crée les conditions d'une prochaine marche en avant.

C'est seulement en accomplissant ces tâches que le prolétariat peut renforcer sa dictature et maintenir le cap vers le socialisme jusqu'à la victoire du prolétariat d'autres pays.

4) Abandonner de façon planifiée des positionnements aventuristes suppose également, en matière de relations entre la ville et la campagne, que l'on procède à une retraite vers des méthodes de marché, un marché bordé par une intervention stricte et croissante d'une régulation planifiée. Mais revenir de la sorte aux méthodes du marché ne suffit pas à résoudre les problèmes du paysan moyen et les relations avec lui dans le domaine politique. Du fait de la politique désastreuse de ceux qui nous dirigent, la confiance des paysans envers les résultats du travail socialiste du prolétariat a été sapée. On ne peut pas prévoir à l'avance si le paysan moyen, après ce que lui ont fait les dirigeants centrismes durant ces dernières années, va conclure une alliance avec le prolétariat sur la base de la NEP ou, au contraire, s'il ne se satisfera pas du « rétablissement de la NEP » et exigera une NEP de la NEP et des garanties politiques. C'est la pratique, l'expérience de la retraite même, qui nous dira ce qu'il en est. Cela dépendra avant tout de la force dont témoignera la classe ouvrière elle-même dans la lutte contre la contre-révolution bonapartiste, tandis que cette dernière s'efforcera d'arracher à l'influence du prolétariat les masses des paysans moyens et pauvres.

En prenant sur elle l'initiative du rejet de l'aventurisme, l'opposition léniniste répète une fois encore les paroles de Lénine qui doivent servir de base à nos relations avec la paysannerie : « *Aux paysans nous déclarons ouvertement, sincèrement, sans*

aucune tromperie : pour maintenir le cap sur le socialisme, nous vous ferons, camarades paysans, une série de concessions, mais seulement dans certaines limites et dans une certaine mesure, et bien sûr; c'est nous qui jugerons ce que seront ces limites et ces mesures. Voilà comment se pose la question de la relation entre le prolétariat et la paysannerie, c'est-à-dire, soit la paysannerie doit faire accord avec nous, et en échange nous lui faisons des concessions économiques, soit on la combat » (Lénine).

Sous la pression des contradictions et des difficultés que la politique actuelle exacerbe, la direction centriste sera contrainte à reculer de ses positions aventuristes d'une façon non organisée. Mais cette retraite, menée sous l'emprise du centrisme fera inévitablement évoluer la politique toute entière dans le sens d'une NEP politique, c'est-à-dire que l'initiative passera entièrement aux mains des éléments thermidoriens bonapartistes du Parti communiste de l'Union soviétique, qui concoctent déjà un plan d'alliance bonapartiste avec la paysannerie et le capital mondial.

Pour barrer la route à une retraite filant sur les rails d'une « NEP politique », l'opposition léniniste mène une guerre sans merci à la fraction dirigeante du

centrisme et met en avant un programme déterminé d'exigences et de mots d'ordre, qui garantissent que la sortie de la crise actuelle de la révolution se fera sur la voie du prolétariat.

Aussi bien maintenant qu'au moment de la constitution de notre plate-forme, « *il existe dans le pays deux positions qui s'excluent l'une l'autre ; la première est la position du prolétariat construisant le socialisme, la deuxième est celle de la bourgeoisie qui aspire à retrouver la voie vers le capitalisme* ».

La fraction dirigeante du centrisme stalinien, en hésitant entre ces deux positions [illisible, mais possiblement « se retrouve à faire »] bloc avec les Bessedovski : « *Sur les deux fronts* », mais dans la réalité surtout contre l'opposition léniniste – ce qui aboutit au fait que le rapport des forces penche de plus en plus vers les forces thermidoriennes bonapartistes.

L'opposition léniniste est donc la seule à représenter la position du prolétariat. Dans des conditions difficiles, elle continue à défendre la ligne stratégique du marxisme et du bolchevisme contre le national-socialisme, et elle examine chaque pas de notre révolution sous l'angle du développement de la révolution mondiale, en liant son bilan historique fondamental avec cette dernière et avec elle seule. ■

POINTS D'HISTOIRE

Quand la parabole du paquebot devient réalité.

Par Jean-Jacques Marie

Dans *La Révolution trahie*, publiée en 1936, Trotsky affirme : « *La révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs.* » La formule a été souvent citée, de façon parfois réduite ou résumée à : « *Les rapports d'Octobre vivent dans la conscience des masses* », en effaçant le mot « *encore* ». Or, dans un autre passage, Trotsky met en même temps l'accent sur la fragilité de cet acquis ; et cela vaut pour bien d'autres acquis déformés et menacés par le règne de la bureaucratie. Il souligne l'abîme qui sépare le mode de vie du directeur d'usine et celui du manoeuvre ou le fils du commissaire du peuple et le jeune clochard et les conséquences politiques qui en découlent. Il explique :

« *Des "théoriciens" superficiels peuvent se consoler en se disant que la répartition des biens est un facteur de second plan par rapport à la production. La dialectique des influences réciproques garde pourtant toute sa force. Le destin des moyens nationalisés de production sera décidé en fin de compte par l'évolution des différentes conditions personnelles* » (souligné par moi).

Et Trotsky illustre cette vérité qui se manifestera avec toute sa force en 1991 en expliquant :

« *Si un paquebot est déclaré propriété collective, les passagers restant divisés en première, deuxième et troisième classes, il est bien compréhensible que la différence des conditions réelles finira par avoir aux yeux des passagers de troisième une importance beaucoup plus grande que le changement juridique de propriété* » (souligné par moi).

« *Les passagers de première au contraire exposeront volontiers entre café et cigare que la propriété collective est tout, le confort des cabines n'étant rien en comparaison. Et l'antagonisme résultant de ces situations infligera de rudes secousses à une collectivité instable* » (1)... jusqu'au moment où les passagers de première classe considéreront que le meilleur moyen de conserver leurs privilèges est de transformer l'utilisation de la première classe en propriété personnelle. À ce moment-là les passagers de troisième classe, bien que beaucoup plus nombreux, accorderont, comme le souligne Trotsky ci-dessus, une importance plus grande à leurs conditions réelles d'existence qu'au changement juridique de propriété, qu'en 1991, pour cette raison, ils ne défendront pas, c'est le moins que l'on puisse dire, avec une volonté farouche.

(1) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, 10-18, p. 241.

Quand la parabole du paquebot devient réalité

Vingt ans exactement après cette parabole du paquebot, le grand écrivain soviétique Paoustovski dénonce la caste bureaucratique et appelle à la combattre après une rencontre avec elle sur un paquebot, dans un discours prononcé le 25 octobre 1956, à la maison des prosateurs soviétiques, en pleine montée des révolutions hongroise et polonaise.

« Il n'y a pas très longtemps, j'ai eu l'occasion de me trouver parmi les Drozdov (2) assez longtemps et de les rencontrer souvent. C'était sur le Pobeda (3)[un navire de croisière]. La moitié des passagers (intellectuels, peintres, écrivains, ouvriers, hommes de théâtre) formait une première couche sociale occupant les deuxième et troisième classes du bateau. Les cabines de luxe et de première étaient occupées par une autre couche sociale : vice-ministres, très hauts fonctionnaires de l'économie et autres grands personnages. Nous n'avions et nous ne pouvions avoir avec eux aucun contact, parce que ces hommes, de l'avis des deuxième et troisième classes, c'est-à-dire de la moitié du bateau, ne se contentaient pas de se rendre intolérables par leur morne arrogance, leur indifférence totale à l'égard de tout, sauf évidemment à l'égard de leur position et de leur vanité personnelles ; ils nous stupéfiaient encore par leur inculture crasse. (Applaudissements.) Comme l'un de nos voisins, un écrivain de Leningrad, disait un jour : "La mer est d'une teinte magnifique !", un des Drozdov fit la remarque : "Eh quoi ! est-elle pire chez nous, la mer ? Ce camarade devra être contrôlé." C'est une petite chose, mais, en l'occurrence, elle suffit à nous montrer le visage des Drozdov.(...) Il ne s'agit pas simplement de carriéristes. Tout cela est bien plus compliqué et bien plus grave.

Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même

jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits bourgeois.

C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants, qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme. (Voix dans la salle : "Très juste !"). Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes, qui, sur le même Pobeda, tenaient tout à fait ouvertement, sans se gêner ni craindre personne, des discours antisémites de faiseurs de pogromes.(...) D'où tout cela est-il venu ? D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple, qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom ? (...)

D'où ces gens sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique. C'est un sol fertile, sur lequel ont poussé des hommes, à partir de 1937. Ils ont survécu jusqu'à aujourd'hui, si étrange que cela paraisse à première vue. L'ambiance les a habitués à considérer le peuple comme du fumier. Ils ont été formés et encouragés aux plus bas instincts de l'homme. Leur arme, c'est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court. S'il n'y avait pas eu les Drozdov, il y aurait dans notre pays de grands hommes comme Meyerhold, Babel, Artiom Vessely (4) et bien d'autres. Ce sont les Drozdov qui les ont anéantis. Il faut ici dénoncer pourquoi ces hommes ont été anéantis. Ils l'ont été au nom du puant bien-être de ces Drozdov. Nous ne pouvons nous représenter comment une telle pléiade de talents, d'esprits, d'hommes remarquables a disparu. Mais elle n'avait pas disparu comme cela ! Si ces hommes vivaient, notre culture serait

(2) Drozdov : "héros" du roman de Doudintaeu, *L'Homme ne vit pas seulement de pain*. Drozdov représente le bureaucrate type, borné et obtus, dictatorial et vindicatif, qui s'oppose à tout ce qui est neuf.

(3) *Pobeda*

(4) Trois grands artistes liquidés par Staline, Meyerhold metteur en scène, Babel et Vessely écrivains.

en plein essor ! (...) Voyez l'histoire du ministère de l'Industrie poissonnière . Tout a fait consciemment, par servilité, et peut-être par sottise, un dommage énorme a été causé à l'économie. On ruine le pays, et ce sans aucune raison, bêtement, stupidement. Il n'y a plus de poissons dans la mer d'Azov. La mer Noire est presque entièrement épuisée. Et tout cela, ce sont les Drozdov qui le font, pour assurer leur carrière.

Comment ont-ils le front de ne pas répondre devant le peuple d'avoir dévasté le pays ? (...) Une chose encore à combattre à boulets rouges : le maquignonnage. L'idée de profit a commencé à prédominer chez bien des hommes, des hommes d'ar-

gent. Ce maquignonnage peut ruiner et perdre le pays. (...) C'est une puissance qui pèse lourd sur le pays. Et tout cela sous le couvert de bavardages creux sur le bonheur du peuple ! Dans leur bouche, c'est un sacrilège, un crime. Ces hommes osent s'ériger en représentants du peuple sans son accord, ils osent déposséder notre pays de sa richesse humaine et matérielle, pour leurs intérêts personnels — et le déposséder avec un certain culot !

Mais je considère que le peuple, qui a pris conscience de la dignité de notre vie, balayera les Drozdov à coup sûr et assez rapidement. Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début ! (Applaudissements.) ■

Tendances et fractions dans le bolchevisme

Par Jean-Jacques Marie

Dans son fameux article *Le trotskysme et le PSOP* du 25 juillet 1939 (Oeuvres tome 21 pp 267-291), Trotsky affirme :

« *Qu'est-ce qu'une fraction ? Une association momentanément non statutaire, à l'intérieur du parti, de partisans d'une même tendance en vue de convaincre ce dernier de la justesse de leurs conceptions. (...) L'existence des fractions entraîne fatalement des frictions et des pertes d'énergie, mais c'est là le prix de la démocratie intérieure du parti. Une direction ayant de l'adresse et de l'autorité s'efforcera de réduire les heurts de fractions au minimum. (...) Qui interdit les fractions abolit par là-même la démocratie dans le parti et fait le premier pas vers un régime totalitaire. (...)*

Toute l'histoire du bolchevisme a été celle d'un libre combat de tendances et de fractions. Les différentes périodes du bolchevisme virent la lutte des partisans du boycottage (des élections à la Douma) et de ses adversaires, des partisans du rappel (des députés), des partisans de l'ultimatum (au gouvernement provisoire), des partisans et des adversaires de l'insurrection d'Octobre, des partisans et des adversaires de la paix de Brest-Litovsk, des communistes de gauche, des partisans et des adversaires d'une politique officielle de guerre, etc.. Jamais il ne vint à l'esprit du comité central bolchevique d'exiger de ses adversaires

qu'ils « renonçassent aux méthodes propres aux fractions », si ceux-ci estimaient que sa politique était fausse. La tolérance et la loyauté à l'égard de l'opposition a été un des traits les plus caractéristiques de la direction léniniste. Le Parti bolchevique a, il est vrai, interdit les fractions au X^{ème} congrès (mars 1921) à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré en tout cas que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du parti. La bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de « fraction » un épouvantail pour ne pas permettre au parti de penser ou de respirer ».

A ces lignes de Trotsky, j'ajouterai quatre précisions :

1) Trotsky est loin de faire la liste de toutes les tendances et fractions qui sont apparues dans le parti bolchevique, il faudrait y ajouter la tendance Centralisme démocratique (les décistes), l'Opposition ouvrière... et d'autres encore.

2) Aucune de ces tendances et fractions n'a demandé l'autorisation préalable de la direction pour proclamer son existence. Une telle idée aurait sans aucun doute fait rire leurs initiateurs... et les autres ! L'une de ces tendances, les communistes de gauche, fondée par Boukharine, Radek et

d'autres en avril 1918, a d'emblée publié son propre journal, *Le communiste*, diffusé dans le parti bolchevique et en dehors.

3) En mars 1921, au moment de l'insurrection de Cronstadt et des insurrections paysannes de Tambov, de Sibérie occidentale (Ichim) et d'ailleurs, la Russie soviétique est en effet en danger de mort. Face à ce danger, il faut serrer les rangs sous peine de disparaître et de voir triompher la contre-révolution la plus noire... ce qui rendrait la question des tendances et fractions à jamais caduque ! Le provisoire vise à préserver dans l'immédiat l'essentiel pour permettre dès que possible la reprise de la discussion.

4) L'interdiction des fractions promulguée au congrès de 1921 est explicitement présentée comme liée à cette situation exceptionnelle et donc votée comme une mesure explicitement provisoire dans un paragraphe de la résolution, qui reste volontairement secret... jusqu'à ce que Staline le rende public en 1924. Il le fait pour répondre aux besoins de l'appareil bureaucratique alors en expansion rapide, en présentant cette interdiction circonstancielle et provisoire comme l'expression même du bolchevisme, afin d'imposer les votes à l'unanimité comme la règle de vie du parti dit communiste. ■